

Profil de l'entreprise

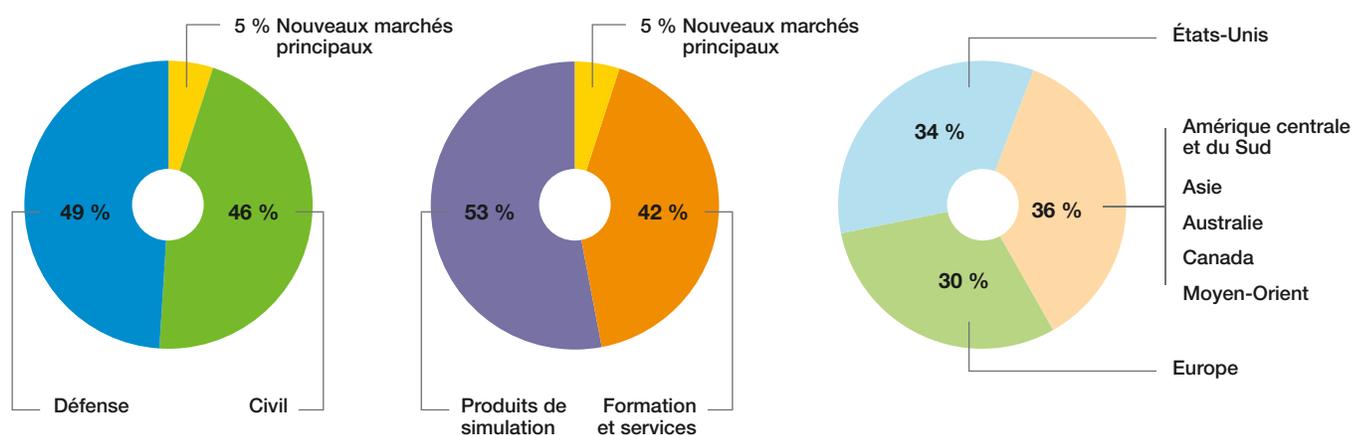
CAE est un chef de file mondial en modélisation, simulation et formation pour les secteurs de l'aviation civile et de la défense. La société compte environ 8 000 employés dans plus de 100 sites et centres de formation répartis dans environ 30 pays. CAE fournit des services de formation civile, militaire et sur hélicoptère dans plus de 45 emplacements partout dans le monde et forme environ 100 000 membres d'équipage chaque année. De plus, la CAE Oxford Aviation Academy fournit de la formation aux élèves-pilotes dans 12 écoles de pilotage exploitées par CAE. Les activités de CAE sont diversifiées, allant de la vente de produits de simulation à la prestation de services complets comme les services de formation, les services aéronautiques, les services professionnels, le soutien en service et le placement de membres d'équipage. La société applique son savoir-faire en simulation et son expérience opérationnelle afin d'aider ses clients à renforcer la sécurité, à améliorer l'efficacité, à demeurer prêts pour leurs missions et à résoudre des problèmes complexes. CAE étend ses connaissances de la simulation à de nouveaux marchés, comme ceux de la santé et des mines. www.cae.com

1	Points saillants financiers
2	Présence mondiale CAE
4	Message du président du conseil d'administration
6	Message aux actionnaires
10	Propulsée par l'innovation
12	Civil
16	Défense
20	Nouveaux marchés principaux
24	Responsabilité sociale
25	Revue financière
27	Rapport de gestion
84	Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière
84	Rapport de l'auditeur indépendant
87	États financiers consolidés
92	Notes afférentes aux états financiers consolidés
160	Conseil d'administration et direction
161	Renseignements aux actionnaires et aux investisseurs
162	Déclarations prospectives

Points saillants financiers

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2012	2011
Résultat opérationnel		
Produits des activités ordinaires	1 821,2	1 630,8
Résultat net	182,0	160,9
Carnet de commandes	3 724,2	3 449,0
Situation financière		
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	233,9	226,3
Dépenses d'investissement en immobilisations	165,7	111,3
Total de l'actif	3 183,7	2 817,3
Total de la dette à long terme, déduction faite de l'encaisse	534,3	383,8
Par action		
Résultat de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,70	0,62
Dividendes	0,16	0,15
Capitaux propres	4,05	3,63

Répartition des revenus – Exercice 2012





Présence mondiale CAE

CANADA
3 900
employés

ÉTATS-UNIS
1 680
employés

AMÉRIQUE LATINE
105
employés



LÉGENDE

- Formation aéronautique civile
- Services aéronautiques civils
- CAE Oxford Aviation Academy
- Formation militaire
- Services militaires
- ▲ Centres d'exploitation et bureaux militaires
- ◆ CAE Santé
- ◆ CAE Mines
- * Expansion

AMÉRIQUE DU NORD

CANADA		ÉTATS-UNIS			
▲	Bagotville	●	Altus	●	March
●▲	Cold Lake	■	Anchorage	●	McChord
▲	Fredericton	▲	Boston	●	McConnell
●	Gagetown	■	Charlotte	●	Miami
●	Greenwood	●	Charlotte	●	Milwaukee
●	Halifax	●	Cherry Point	●	Minneapolis
●	Mirabel	●	Columbus	●	Morristown
■●▲◆	Montréal	■●	Dallas	■●	Oklahoma City
●	Moose Jaw	◆	Davis-Monthan	■●▲◆	Orlando
●	Petawawa*	●	Denver	●	Pease
◆	Sudbury	●	Dobbins	●	Phoenix
■●▲◆	Toronto	▲	Durham	■□	Richardson
●	Trenton	●	Dyess	●	San Diego
■●◆	Vancouver	●	Fairchild	■	San Francisco
		●	Fort Benning	●	San Jose
		●	Fort Knox	▲	Sarasota
		●	Grissom	◆	Scott
		▲	Hampton Roads	●	Seymour Johnson
		●	Hickam AFB	●	Sherwood
		●	Holloman	●▲	Tampa
		●●	Keesler		
		■●	Little Rock		
		●	MacDill		
				MEXIQUE	
				■	Toluca

AMÉRIQUE DU SUD

BRÉSIL	
◆	Belo Horizonte
■◆	São Paulo*
CHILI	
■◆	Santiago
COLOMBIE	
■	Bogota
PÉROU	
■◆	Lima*
AFRIQUE	
AFRIQUE DU SUD	
■◆	Johannesburg*
CAMEROUN	
□	Douala



EUROPE

- | | | |
|---------------------|---------------------------|----------------------------|
| ALLEMAGNE | FRANCE | ROYAUME-UNI |
| ● Büchel | ■ Bordeaux | ■ Aberdeen |
| ●● Bückeberg | ■ Paris | ● Anglesey |
| ●● Fassberg | ▲ Vélizy | ●● Benson |
| ● Fürstenfeldbruck | HONGRIE | ■▲ Burgess Hill |
| ● Geilenkirchen | ▲ Budapest | ● Culdrose |
| ● Holzdorf | ◆ Veszprém | ● Londres |
| ● Jagel | IRLANDE | ● Lyneham |
| ● Kiel | ■ Dublin | ■ Manchester |
| ● Laage | ITALIE | ● Mildenhall |
| ● Lechfeld | ▲ Milan | □ Oxford |
| ◆ Mainz | ● Pise | ▲ Swindon |
| ● Neuburg | ● Rome | ◆ Wells |
| ● Nordholz | ● Sesto Calende | ● Yeovilton |
| ● Nörvenich | ● Viterbo | SUÈDE |
| ▲ Stolberg | NORVÈGE | ■ Stockholm |
| ● Wittmund | ■ Oslo | |
| ● Wunstorf | ■ Stavanger | |
| BELGIQUE | PAYS-BAS | MOYEN-ORIENT |
| ■□●● Bruxelles | ■□●● Amsterdam | ● Djedda |
| DANEMARK | PORTUGAL | ÉMIRATS ARABES UNIS |
| ■ Copenhague | □ Evora | ■ Abu Dhabi |
| ESPAGNE | RÉPUBLIQUE TCHÈQUE | ■ Dubaï |
| ■ Barcelone | ■ Prague | |
| ■ Madrid | | |
| ■ Palma de Majorqia | | |

ASIE

- | | |
|---------------------|--------------------|
| BRUNEI | ● Nasik |
| ●● Rimba* | ◆■ New Delhi* |
| CHINE | ● Palam |
| ■■ Beijing | ■□ Rae Bareli |
| ■□ Hong Kong | ● Visakhapatnam |
| ■■ Shanghai* | JAPON |
| ■ Zhuhai | ● Atsugi |
| CORÉE DU SUD | ● Futenma |
| ■ Séoul | ● Kadena |
| INDE | ● Iwakuni |
| ● Ahmednagar | ● Okinawa |
| ● Ambala | ■■ Tokyo* |
| ●● Bengaluru | KAZAKHSTAN |
| ● Bhuj | ◆ Karaganda |
| ● Chennai | MALAISIE |
| ● Goa | ■■ Kuala Lumpur |
| ● Gondia | PHILIPPINES |
| ● Gorakhpur | ■ Clark* |
| ● Hindon | SINGAPOUR |
| ● Hyderabad | ■▲● Singapur |
| ● Jaisalmer | |
| ● Jodhpur | |
| ● Kochi | |
| ● Lonavala | |
| ● Mumbai | |

OCÉANIE

- | | |
|------------------|---------------|
| AUSTRALIE | ●● Amberley* |
| ●◆ Brisbane | ▲ Canberra |
| ■ Melbourne* | ● Nowra |
| ● Oakey | □◆ Perth |
| ● Richmond | ●● Sydney |
| ■◆ Perth | ● Townsville* |



CAE a connu un grand succès au cours de sa 65^e année. L'entreprise a enregistré une hausse importante de ses revenus et de son bénéfice, tout en effectuant un certain nombre d'initiatives qui lui permettent de se positionner pour une croissance soutenue dans les années à venir.

Le progrès que nous avons réalisé au cours de l'exercice 2012 s'est traduit par une présence mondiale plus vaste et de plus importantes capacités en complément à notre leadership reconnu en matière d'innovation technologique. La position de chef de file de CAE dans le marché aéronautique civil est plus forte que jamais et malgré un marché militaire mondial difficile, l'entreprise a enregistré des commandes et des revenus records dans des marchés clés comme les États-Unis et elle a atteint une forte rentabilité dans l'ensemble.

CAE continue à bénéficier d'un équilibre au niveau des revenus entre ses secteurs Civil et Militaire, et entre les produits et les services, de même que d'une saine diversification géographique. Nous prenons également de l'expansion dans les nouveaux marchés avec CAE Mines et CAE Santé, qui ont commencé à générer des revenus significatifs pendant l'exercice 2012 et qui devraient devenir aussi importants au cours des années à venir que les quatre autres secteurs de CAE.

En fonction de ces éléments fondamentaux et d'un carnet de commandes record totalisant 3,7 milliards \$ alors que nous amorçons l'exercice 2013, nous avons toutes les raisons de croire en l'avenir de CAE.

Anthony S. Fell a pris sa retraite et a quitté le conseil d'administration avant l'assemblée annuelle des actionnaires de l'an dernier, après avoir servi en tant qu'administrateur depuis 2000. Au nom des actionnaires, je tiens à remercier M. Fell pour ses nombreuses années de service à CAE et sa contribution à la réussite de l'entreprise.

Je tiens également à féliciter Marc Parent, notre président et chef de la direction, et son équipe de la direction pour cet exercice solide, et les employés de CAE pour leur dévouement soutenu envers la progression de l'entreprise.



Lynton R. Wilson
Président du conseil d'administration



CAE a obtenu un bon rendement à l'exercice 2012, en enregistrant des résultats financiers solides et en jetant les bases d'une croissance future. Nos revenus et notre bénéfice ont augmenté de plus de 10 %, avec des marges solides et d'importantes prises de commandes qui ont permis à notre carnet de commandes d'atteindre un niveau record à la clôture de l'exercice.

Bons résultats financiers

Les revenus consolidés sont en hausse de 12 % pour s'établir à 1,82 milliard \$ et le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres se situe à 180,3 millions \$ (0,70 \$ par action), comparativement à 160,3 millions \$ (0,62 \$ par action) à l'exercice financier clos le 31 mars 2011.

Nous avons généré 173,7 millions \$ de flux de trésorerie disponibles et clos l'exercice en bonne position financière avec une dette nette de 534,3 millions \$. Notre ratio de la dette nette par rapport au BAIIA se situe à 1,24.

Nos secteurs principaux (Civil et Militaire) ont contribué à ces résultats.

- Du côté Civil, nous avons bénéficié de notre position solide sur le marché et d'une demande saine dans toutes les régions. Les revenus totaux ont augmenté de 16 % et les marges opérationnelles ont dépassé 20 %. Le taux d'utilisation dans nos centres de formation est passé de 70 % à 73 % par rapport à l'an dernier et nous avons enregistré une croissance au niveau des revenus par simulateur. Dans les secteurs civils combinés, les prises de commandes pour l'exercice ont atteint 1,1 milliard \$ – un nouveau record pour CAE, et notre carnet de commandes à la clôture de l'exercice se situe à 1,54 milliard \$.

- Du côté Militaire, nous avons obtenu un niveau record de contrats américains et nous avons été témoins d'une croissance soutenue dans les marchés émergents. Les revenus totaux sont en hausse de 4 % et les marges dépassent 15 %, ce qui fait de CAE l'une des rares entreprises de la défense à avoir connu une croissance des revenus et une bonne rentabilité l'an dernier. Les prises de commandes s'élèvent à 959,7 millions \$ et le carnet de commandes se situe à 2,19 milliards \$.

Jeter les bases de la croissance

Au cours de l'exercice 2012 et au début de l'exercice 2013, nous avons adopté des mesures importantes dans tous nos secteurs d'activité afin de renforcer davantage notre position concurrentielle et notre potentiel de croissance.

Dans le secteur Civil, nous avons considérablement élargi notre présence mondiale et nos capacités dans tous les segments de marché. Nous avons augmenté de 10 % le nombre de simulateurs dans notre réseau et nous avons signé des accords à long terme avec des acteurs clés de l'industrie. Notre plus importante initiative portait sur l'acquisition de l'Oxford Aviation Academy en mai 2012, avec des revenus annuels d'environ 280 millions \$.

En plus d'accroître la présence de CAE dans le secteur de la formation pour l'aviation commerciale, qui est déjà la

**Nous sommes
8 000 employés
répartis sur six
continents et
nous desservons
des clients dans
plus de 190 pays.**

**Notre portée
mondiale,
notre sens de
l'innovation et
notre bilan solide
nous placent en
bonne position
pour l'avenir.**

plus importante de l'industrie, cette transaction a permis d'élargir notre éventail de solutions avec l'ajout d'un service de placement de pilotes et de techniciens de maintenance et de positionner notre entreprise afin de répondre à la demande à long terme du marché pour des professionnels de l'aviation de tous les niveaux. La réputation mondiale de la marque Oxford Aviation Academy et sa position de chef de file du marché de la formation initiale permettront à CAE d'élargir sa capacité et d'accéder à une clientèle bien diversifiée et complémentaire de compagnies aériennes et d'entreprises de location d'aéronefs, ce qui nous donne l'occasion d'augmenter les synergies au niveau des revenus.

Du côté de la formation des pilotes de jets d'affaires et d'hélicoptères, nous avons procédé à d'importantes augmentations de la capacité et nous avons élargi notre couverture du marché mondial en réponse à la demande croissante.

Grâce à ces mesures, nous avons une présence dans le secteur de la formation pour l'aviation civile plus importante, une capacité accrue et un éventail encore plus vaste de capacités qui permettent à CAE de se distinguer du marché. Au même moment, la proportion de revenus périodiques dans notre secteur Civil a considérablement augmenté.

Dans le secteur Militaire, nous avons continué à faire progresser nos stratégies dans les domaines des opérations aériennes et terrestres, des

systèmes aériens sans pilote et des services professionnels. Nous voyons une acceptation grandissante de la simulation et de la formation synthétique par les Forces américaines et nous avons la confirmation que nous couvrons les bonnes plateformes en cette période de contraintes budgétaires. Nous constatons une demande accrue en provenance de l'Asie et du Moyen-Orient, où les forces de défense sont en cours de modernisation, et un niveau d'activité plus faible en Europe, où les budgets militaires diminuent. En réponse à ces tendances, nous avons réorienté nos ressources et nos capacités, ce qui a entraîné la suppression d'environ 300 emplois, principalement en Europe et au siège social à Montréal.

Du côté de notre secteur Nouveaux marchés principaux, nous avons continué à faire d'importants progrès au niveau de l'harmonisation de nos ressources et de notre structure pour une croissance future, ce qui inclut l'intégration de nos acquisitions.

- CAE Santé a élargi considérablement sa présence sur le marché par le biais de l'acquisition de Medical Education Technologies (METI), ce qui lui a permis de mettre la main sur une équipe de vente aux États-Unis, des relations étroites avec les clients, des initiatives de commercialisation innovatrices et un réseau mondial de distributeurs.

- CAE Mines a élargi sa présence avec de nouveaux bureaux en Australie et dans l'Ouest canadien. Nous avons finalisé le développement de notre

premier simulateur d'exploitation minière appelé CAE Terra^{MC}, qui tire parti des normes de simulation de vol et est destiné à la formation des opérateurs de camions de chargement et de pelles électriques.

Perspectives

En plus de ces initiatives stratégiques, notre bilan solide, nos flux de trésorerie disponibles sains, notre carnet de commandes record de 3,7 milliards \$ et nos solides occasions de croissance nous permettent d'amorcer ce nouvel exercice financier du bon pied et d'avoir confiance en l'avenir.

Pour notre secteur Civil, nous prévoyons une croissance soutenue avec d'importantes marges malgré la situation économique en Europe. Les fondements du marché aéronautique civil sont solides, avec la flotte mondiale d'aéronefs qui devrait doubler au cours des 15 à 20 prochaines années et un carnet de commandes record qui dépasse les 9 500 appareils commerciaux du côté des fabricants d'équipement d'origine. Dans ce contexte favorable, nous cherchons à tirer profit de notre vaste présence dans le domaine de la formation tout en augmentant les synergies prévues découlant de l'intégration d'Oxford. Nous voyons également la possibilité qu'il y ait une plus importante reprise dans le domaine de la formation pour l'aviation d'affaires.

Du côté de notre secteur Militaire, notre objectif consiste à faire croître les revenus et à générer des marges en tête du secteur. Le marché continue à être

difficile sur le plan de la prévision des dates d'attribution des contrats, mais nos perspectives sont positives grâce à un carnet de commandes solide, à un vaste éventail d'occasions d'affaires et à notre bonne position en matière de diversité des plateformes et de présence mondiale.

Du côté des Nouveaux marchés principaux, nous faisons d'excellents progrès vers la mise en place d'un important secteur qui tire parti de nos compétences principales à l'extérieur de nos secteurs Civil et Militaire. Alors que nous continuons à faire des investissements dans CAE Santé et CAE Mines pour augmenter notre envergure et notre portée, nous prévoyons également que ce secteur sera rentable à l'exercice 2013.

Nos perspectives positives s'appuient également sur notre sens de l'innovation reconnu mondialement et sur notre leadership technologique dans les domaines de la modélisation, de la simulation et des solutions de formation. Nous investissons près de 10 % de nos revenus annuels en R-D afin de renforcer et d'élargir notre catalogue de produits, de services et de solutions. Nos technologies fondées sur la simulation servent de référence à l'échelle mondiale et constituent un avantage concurrentiel important pour CAE.

En résumé, nous avons mis en place une base solide pour une croissance soutenue et nous prévoyons connaître du succès encore cette année alors que nous mettons l'accent sur l'exécution

des investissements stratégiques réalisés au cours de la dernière année.

Remerciements

Notre réussite repose sur plusieurs facteurs, notamment l'importante contribution des employés de CAE. Je crois que nous avons les meilleurs professionnels de notre industrie, et je profite de l'occasion pour les remercier de leur travail soutenu et de leur dévouement. L'acquisition des sociétés METI et Oxford a renforcé davantage notre équipe, et je souhaite la bienvenue à ces nouveaux employés dans la grande famille mondiale de CAE.

Je tiens également à reconnaître l'importante contribution de Martin Gagné, qui a pris sa retraite et quitté son poste de président de groupe, Militaire. Je souhaite le remercier d'avoir contribué activement à faire du secteur Militaire de CAE le chef de file mondial qu'il est aujourd'hui. Martin a accepté de demeurer en tant que consultant afin d'assurer la transition et d'offrir son soutien sur un certain nombre d'initiatives stratégiques. Nous souhaitons la bienvenue à son successeur, Gene Colabatistto, qui apporte à CAE plus de 25 ans d'expérience dans des postes de direction tant dans notre industrie que dans le milieu de la défense.

Je remercie également les membres du conseil d'administration pour leurs conseils et leur soutien, et nos actionnaires pour leur confiance en notre entreprise.



Marc Parent
Président et chef de la direction

Propulsée par **l'innovation**

L'innovation prend diverses formes à CAE : du développement de nouvelles technologies à la personnalisation de solutions et de services de formation, ou de la façon dont nous tirons parti des partenariats avec les clients et les fabricants d'équipement d'origine jusqu'à la façon dont nous saisissons des occasions d'affaires.

CAE est reconnue à l'échelle mondiale pour son innovation et son leadership technologique en modélisation, simulation et solutions de formation pour les secteurs de l'aviation civile et de la défense. L'innovation, qui est le fil conducteur de nos 65 ans d'histoire, continue à fournir à CAE un avantage déterminant pour l'avenir.

Propulsée par l'innovation, CAE a le plus vaste savoir-faire dans son domaine afin de fournir à ses clients le plus important éventail de dispositifs de formation, de services et de solutions – sur le plus grand nombre de modèles d'aéronefs et de plateformes militaires – personnalisés en fonction de leurs besoins précis. Nous sommes fiers d'être très près de nos clients et de comprendre leurs besoins afin de les aider à ce que leur entreprise ou leur mission connaisse du succès.

Nous avons une portée mondiale inégalée avec des activités et des centres de formation dans 30 pays, des équipes chevronnées présentes sur le terrain dans 100 emplacements – environ 8 000 employés partout dans le monde – et des clients dans plus de 190 pays. Aucune autre entreprise de notre secteur ne possède les capacités, la crédibilité et la présence que nous avons sur les marchés mondiaux.

Leadership technologique

Nous investissons environ 10 % de nos revenus annuels en R-D afin de renforcer et d'élargir notre catalogue actuel de produits, de services et de solutions. Un autre objectif important consiste à augmenter nos capacités au-delà de la formation pour les transposer dans d'autres secteurs du marché de l'aéronautique et de la défense, comme l'analyse et l'exploitation. Nous croyons qu'aucune autre entreprise n'égale ce niveau d'investissements en R-D dans les domaines de la modélisation, de la simulation et de la formation.

L'innovation nous a permis d'établir notre technologie fondée sur la simulation comme la référence mondiale. Par le biais de notre leadership, nous avons développé plus de premiers simulateurs de vol pour de nouvelles plateformes d'aéronefs que toute autre entreprise. À l'heure actuelle, CAE possède le plus important parc mondial de simulateurs de vol et de dispositifs de formation civils et militaires, une base solide pour une croissance soutenue.

Dans le marché de l'aviation civile, la formation fondée sur la simulation est devenue la norme. Nous avons renforcé notre avantage technologique par le biais d'innovations dans des solutions intégrées et grâce à notre capacité à fournir des services complets qui répondent aux besoins des clients.

Dans le marché de la défense, nous avons fait progresser l'utilisation de la simulation dans les scénarios de répétition de missions qui sont essentiels pour assurer l'état de préparation et qui, selon nous, permettront aux forces d'en faire davantage avec moins en ces temps d'austérité budgétaire.

Tirer parti des occasions d'affaires

Nous sommes une entreprise possédant une culture solide de partenariats avec les clients et les fabricants d'équipement d'origine, et nous sommes fiers d'être le partenaire de confiance des compagnies aériennes et des forces de défense du monde entier tant dans les marchés émergents que développés. Par le biais de partenariats uniques, nous avons l'avantage d'être les premiers à pénétrer d'importants marchés géographiques et verticaux tout en accélérant considérablement le temps de mise en marché dans nos secteurs Civil et Militaire.



L'innovation, qui est le fil conducteur de nos 65 ans d'histoire, continue à fournir à CAE un avantage déterminant pour l'avenir.

Plus récemment, nous avons commencé à tirer parti du savoir-faire que nous avons acquis dans le domaine de la formation aéronautique pour le transposer dans les marchés des soins de santé et des mines. Par le biais de la R-D, de la croissance naturelle, d'acquisitions et de partenariats, nous avons déjà positionné CAE comme un chef de file des solutions fondées sur la modélisation et la simulation dans ces secteurs.

Satisfaction des clients

Notre vision consiste à être le partenaire de choix des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes où la mission est essentielle en leur fournissant les solutions de modélisation et de simulation les plus innovatrices et accessibles en vue de renforcer la sécurité, d'accroître l'efficacité et d'aider à résoudre des problèmes complexes.

Voilà ce que nous faisons au quotidien. Propulsés par l'innovation, nous nous concentrons sur la sécurité, l'efficacité opérationnelle et la préparation aux missions. La qualité de nos solutions est soutenue par la crédibilité que nous avons établie avec nos clients depuis

plus de six décennies. Nos clients nous font confiance en matière de livraison de solutions de qualité supérieure maintenant et pour les années à venir.

L'innovation a fait de CAE la plus importante organisation au monde dans le domaine des services de formation au pilotage. Elle occupe le premier rang en formation pour l'aviation commerciale et sur hélicoptère, le premier rang à l'extérieur de l'Amérique du Nord et le deuxième rang mondial en formation pour l'aviation d'affaires, de même que le premier rang en formation initiale des pilotes. Notre secteur Militaire est le plus important fournisseur de systèmes d'entraînement aux forces de défense de plus de 50 nations, ce qui nous positionne au premier rang à l'échelle mondiale en formation aéronautique virtuelle et en solutions d'entraînement sur avion de ravitaillement/transport et hélicoptère.

Grâce à notre esprit d'innovation et à l'accent que nous mettons sur la modélisation, la simulation et la formation, nous sommes en bonne position pour répondre aux besoins des clients.



#1

Ventes de dispositifs de simulation civils



#1

Formation pour l'aviation commerciale



#2

Formation pour l'aviation d'affaires



#1

Formation sur hélicoptères



#1

Formation aéronautique militaire virtuelle



#1

Formation initiale des pilotes



#1

Ventes de technologies de soins de santé



L'innovation était au cœur des principales réalisations de notre secteur Civil pendant l'exercice 2012 : élargissement considérable de notre réseau mondial de formation par le biais de partenariats, augmentation de nos ventes de simulateurs, et lancement de nouveaux outils d'apprentissage ainsi que de nouvelles technologies pour améliorer la formation des pilotes.



Par le biais d'importants partenariats, nous avons consolidé notre position de chef de file dans le domaine de la formation pour l'aviation commerciale dans les marchés émergents de l'Asie du Sud-Est, de la Chine, de l'Inde, du Moyen-Orient et de l'Amérique latine. Il s'agit des marchés de l'aviation ayant la croissance la plus rapide au monde. Nos partenaires et clients potentiels dans ces régions enregistrent certaines des plus importantes commandes d'avions dans l'histoire de l'aviation.

Notre partenariat avec AirAsia (Malaisie), l'un des transporteurs à la croissance la plus rapide au monde, est la première coentreprise de ce genre. Selon les modalités de cet accord, CAE sera responsable de la formation de l'ensemble des pilotes, des techniciens de maintenance, des agents de bord et du personnel au sol d'AirAsia.

En Inde, nous construisons un centre de formation à Delhi en coentreprise avec la société mère d'IndiGo Airlines, car ce pays prévoit avoir besoin de plus de 7 000 nouveaux pilotes commerciaux au cours des sept prochaines années. Ce sera le cinquième établissement de formation exploité par CAE en Inde, ce qui nous permettra de fournir de la formation dans tous les secteurs de l'aviation civile.

Ces coentreprises, ainsi que celle avec Cebu Pacific Air aux Philippines, apportent un complément à la relation à long terme que nous entretenons avec China Southern Airlines, notre partenaire du centre de formation de Zhuhai (Chine), qui augmente sa capacité en ajoutant des simulateurs commerciaux et qui élargit sa portée en ajoutant la formation sur hélicoptère et la formation initiale.

Nous avons également annoncé l'ouverture prévue d'un deuxième établissement à Dubai (Émirats arabes unis) en 2012 avec notre partenaire, le groupe Emirates, en vue de fournir une capacité de formation additionnelle aux pilotes et aux techniciens de maintenance



En vertu de notre accord de coentreprise avec Cebu Pacific Air, le plus important transporteur intérieur des Philippines, nous mettons en place un centre de formation aéronautique pour répondre à ses besoins et à ceux d'autres compagnies aériennes.



Solution intégrée et innovatrice

À la suite de la clôture de l'exercice 2012, nous avons amélioré la position de chef de file de CAE avec l'ajout de deux des marques les plus prestigieuses dans le domaine de la formation initiale et du placement de membres d'équipage : Oxford Aviation Academy et Parc Aviation. L'acquisition de l'Oxford Aviation Academy élargit notre éventail de capacités avec une solution intégrée de formation et de placement de membres d'équipage :

- Le plus important réseau de formation à la qualification de type doté de 42 emplacements.
- Le plus important organisme de formation aéronautique doté d'un réseau de 12 écoles de formation initiale.
- Le plus important organisme de placement de professionnels de l'aviation avec plus de 1 200 pilotes, techniciens de maintenance et autres professionnels actuellement en affectation auprès de 50 compagnies aériennes.

Cette expansion, qui marque une étape importante pour aider CAE à remédier à la pénurie mondiale de professionnels de l'aviation, nous permet d'offrir plus de solutions aux clients dans un plus grand nombre d'emplacements pour augmenter la sécurité et l'efficacité de leurs activités quotidiennes.

de la compagnie aérienne. En Amérique latine, nous avons agrandi nos centres de formation à São Paulo (Brésil) et à Santiago (Chili) afin d'appuyer les compagnies TAM Airlines et LAN Airlines.

Enrichis par notre innovation et nos capacités, ces partenariats s'avéreront une source croissante de revenus périodiques pour les années à venir.

Forte augmentation du nombre de ventes de simulateurs

La reconnaissance de l'innovation et du leadership technologique de CAE passe également par une augmentation marquée du nombre de ventes de simulateurs de vol (FFS) alors que les compagnies aériennes investissent dans la modernisation de leurs installations et dans la formation des pilotes et membres d'équipage. Le nombre total de ventes de FFS pour l'exercice 2012 était de 37, comparativement à 29 au cours de l'exercice précédent. À l'image de nos capacités, plusieurs de ces ventes étaient accompagnées de contrats portant sur la fourniture de dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC}, de simulateurs virtuels CAE Simfinity, de systèmes d'entraînement aux procédures spécifiés par des fabricants d'équipement d'origine, ainsi que des mises à niveau de simulateurs et des pièces de rechange.

Lancement d'outils de formation innovateurs

Nous nous efforçons toujours d'accroître l'efficacité de la formation au pilotage en améliorant la fidélité et l'expérience immersive de l'environnement de formation, ainsi qu'en donnant des formations pratiques de qualité supérieure de la façon la plus efficace et la plus rentable possible pour nos clients. Plusieurs innovations ont été introduites durant l'exercice 2012, ce qui élargit davantage la souplesse et les options de formation des clients.

École virtuelle de formation au sol. Nous avons lancé un nouveau programme qui permet aux pilotes d'avions d'affaires d'effectuer la formation périodique requise, et ce, à partir de n'importe quel endroit doté d'une connexion Internet. L'école virtuelle de formation au sol CAE Simfinity constitue une formation sur le Web approuvée par les organismes de réglementation dont le matériel de cours et les systèmes sont identiques à ceux qui auraient été utilisés dans le cadre d'une formation en classe donnée par un instructeur.

CAE RealCase. CAE est devenue la première entreprise de formation pour l'aviation d'affaires à intégrer à ses cours de formation périodique des scénarios basés sur des événements récents qui reposent sur la méthode d'enseignement éprouvée de l'étude de cas. Le type de scénarios que propose cet outil accroît l'efficacité de la formation en permettant aux pilotes de mettre à contribution leur sens de l'analyse et leur esprit décisionnel dans un environnement de collaboration interactif. Les discussions en salle de classe portent sur les causes profondes ainsi que sur les plans d'action à adopter pour composer efficacement et en toute sécurité avec des situations réelles récemment survenues sur le même type d'appareil.

Formation sur la perte de contrôle en vol. CAE et Aviation Performance Solutions (APS) ont lancé un nouvel outil en ligne conçu pour aider à normaliser les connaissances de l'instructeur du simulateur de vol sur la perte de contrôle en vol. Les situations de perte de contrôle sont définies comme des portions de vol qui surviennent en dehors de l'enveloppe normale de vol lorsque le pilote est incapable de maîtriser l'appareil. Le nouvel outil permet de livrer efficacement et rapidement un niveau normalisé de connaissances théoriques à un grand nombre d'instructeurs.



Augmentation du réalisme et des performances

Lancée durant l'exercice 2012, la troisième génération de notre générateur d'images CAE Tropo^{MC}-6000 pour la formation dans le domaine de l'aviation civile fournit un environnement plus immersif et une expérience améliorée de formation au pilotage avec de nouvelles fonctions qui tirent parti de la puissance des plus récents processeurs graphiques commerciaux.

De nombreuses fonctions ont été ajoutées ou améliorées sur le nouveau générateur d'images CAE Tropo-6000 : un réalisme accru au niveau de la poudrière et des autres contaminants sur les voies de circulation; de nouvelles formes de nuages dispersés, cellules orageuses et nappes de brouillard en 3D; ainsi que des reflets sur l'eau et autres effets spéciaux. Le nouveau système CAE Tropo-6000 est entièrement compatible avec le service CAE True^{MC} Airport qui fournit plus de 200 bases de données aéroportuaires à jour par le biais d'un portail Internet.



Solutions complètes

Notre coentreprise avec Mitsui & Co., Ltd. en vue de construire et d'exploiter un centre de formation au Japon pour le nouvel appareil Mitsubishi Regional Jet (MRJ) illustre clairement notre capacité à fournir des solutions complètes. Nous avons signé plus tôt un accord avec Mitsubishi Aircraft Corporation pour développer et fournir une solution de formation complète pour le nouveau jet régional MRJ, dont un programme de fournisseur exclusif de formation pendant 10 ans.

En vertu du programme de formation sur MRJ, CAE fournira le développement de systèmes didactiques, la technologie de simulation intégrée, la planification des installations et l'expertise au niveau de la réglementation. Dans le cadre de l'accord conclu avec Mitsubishi, CAE développe deux FFS et des dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures CAE Simfinity. Nous concevons également des programmes et des didacticiels, et nous fournirons la formation aux pilotes, aux techniciens de maintenance, aux membres d'équipage, aux répartiteurs et au personnel de soutien au sol. Les deux simulateurs seront les premiers FFS MRJ au monde.

Le MRJ, d'une capacité de 70 à 90 sièges, devrait entrer en service en 2014 avec All Nippon Airways (ANA) comme client de lancement.

Vaste expansion dans le domaine de la formation sur avions d'affaires et hélicoptères

La réaction positive des clients par rapport à nos formations personnalisées, à notre technologie évoluée de formation, à la planification flexible et à l'expérience unique du service à la clientèle, a permis à CAE d'augmenter le nombre d'emplacements dans son réseau mondial de centres de formation pour l'aviation d'affaires en le faisant passer de six au début de l'exercice 2012 à dix d'ici la fin de l'exercice 2013. Cet ajout permettra aux clients de CAE d'avoir accès facilement à de la formation dans toutes les grandes régions du monde, y compris les premiers centres de formation pour l'aviation d'affaires dans les marchés à forte croissance en Amérique latine. Les nouveaux emplacements de formation seront situés à Toluca (Mexique); à São Paulo (Brésil); à Melbourne (Australie); et à Shanghai (Chine).

CAE a également déployé un nouveau programme de formation sur l'hélicoptère Bell 412 au Mexique, ce qui porte à neuf le nombre d'emplacements dans notre réseau mondial. Nous avons également annoncé que la formation sur Sikorsky S-76 sera inaugurée prochainement à São Paulo avec notre partenaire de coentreprise Líder. Des emplacements additionnels annoncés en Asie, qui seront inaugurés en 2012 et 2013, élargiront notre réseau de formation sur hélicoptère civil à 13, ce qui représente plus d'emplacements que tout autre organisme de formation sur hélicoptère. CAE a lancé trois programmes innovateurs de formation fondée sur la simulation au Brésil et en Norvège pour la formation des pilotes et des techniciens de maintenance sur hélicoptère, surtout au niveau de la formation dans les domaines de l'exploitation pétrolière et gazière en mer, des missions de recherche et de sauvetage et d'autres scénarios complexes.



Par le biais de solutions innovatrices, le secteur Militaire de CAE montre que ses technologies de modélisation et de simulation de pointe peuvent aider les clients à demeurer prêts pour leurs missions à un coût inférieur.



La simulation au service d'un plus grand nombre d'applications

Des opérations aériennes aux opérations terrestres, de la formation des pilotes et des équipages de char d'assaut jusqu'aux techniciens de maintenance, et de la défense à la sécurité intérieure en passant par la protection des infrastructures essentielles, CAE fournit des solutions fondées sur la simulation qui répondent aux exigences des clients désireux d'accomplir davantage avec un budget restreint. À l'exercice 2012, nos revenus et notre carnet de commandes ont montré clairement que le recours à la simulation et à la formation synthétique est de plus en plus répandu et que le savoir-faire de CAE est en forte demande.

Avec des commandes obtenues à l'exercice 2012 de la part de Boeing portant sur la fourniture de six entraîneurs au vol opérationnel (OFT) P-8A Poseidon supplémentaires pour l'U.S. Navy, nous avons maintenant des contrats portant sur le développement de 10 simulateurs pour ce nouvel avion de patrouille maritime à missions multiples. Le ratio de simulateurs par rapport au nombre d'appareils P-8A est considérablement plus élevé que pour la flotte d'appareils P-3C Orion qu'il remplace.

L'U.S. Navy utilisera également les entraîneurs tactiques pour les missions et les simulateurs d'équipage de missions de CAE pour fournir aux élèves-officiers les connaissances et les compétences nécessaires pour fonctionner dans un environnement réseauté et interarmées. Les deux simulateurs d'équipage multiple destinés au programme de premier cycle pour les élèves-officiers seront livrés en 2013.

Nous avons obtenu des contrats de la part de Lockheed Martin portant sur la conception et la construction de huit entraîneurs aux systèmes d'armes C-130J additionnels, ce qui permet aux divers corps de l'United States Air Force (USAF) de même qu'à



CAE fournit des simulateurs pour le nouvel avion de patrouille maritime à missions multiples P-8A de l'U.S. Navy.



Portée élargie du contrat KC-135

Le leadership de CAE en matière de technologie de simulation et son expérience dans le domaine de la mise à niveau des anciens simulateurs aident grandement l'U.S. Air Force à prolonger la durée de vie de sa flotte vieillissante d'appareils KC-135 Stratotanker. Au cours de l'exercice 2012, l'U.S. Air Force a exercé une option visant à reconduire pour une deuxième année des services d'entraînement des équipages fournis par CAE USA en tant que maître d'œuvre du programme de formation KC-135 s'échelonnant sur 10 ans.

De plus, nous avons remporté des modifications de contrat en vue de fournir une série de mises à niveau aux 19 entraîneurs au vol opérationnel (OFT) KC-135 de l'USAF. Ces mises à niveau amélioreront la fiabilité et la facilité de maintenance des simulateurs, et assureront la concordance avec l'appareil actuel.

l'United States Marine Corps d'augmenter la fréquence de la formation synthétique sur cet appareil. Les simulateurs répondront aux besoins de l'Air Mobility Command, l'Air Combat Command et l'Air Force Special Operations Command de l'USAF. CAE a mis au point plus de systèmes d'entraînement partout dans le monde pour l'avion C-130 Hercules et ses variantes que toute autre entreprise.

Des gains au niveau des systèmes d'entraînement au sol

CAE élargit avec succès sa portée dans le domaine terrestre en tirant parti de son leadership technologique et de ses acquisitions complémentaires afin de développer des solutions d'entraînement pour les équipages et les techniciens de maintenance de char d'assaut. Nous offrons une gamme de solutions fondées sur la simulation aux forces terrestres, comme des simulateurs pour la formation des conducteurs et des tireurs de véhicule blindé de combat (VBC) et de char de combat, des dispositifs d'entraînement aux tirs d'artillerie et de contrôle aérien avancé ainsi que des systèmes d'entraînement des commandants et officiers.

Aux États-Unis, CAE modernise le système d'entraînement à la maintenance (MTS) des systèmes de roquettes d'artillerie à grande mobilité (HIMARS) de l'U.S. Army. Ce système MTS se compose d'entraîneurs aux diagnostics pour ordinateur de bureau et de répliques d'entraîneur haute fidélité conçus pour le perfectionnement des compétences dans les domaines de l'exploitation des systèmes, du diagnostic des anomalies, du dépannage et de la réparation pour les spécialistes de l'armement qui sont chargés du soutien du système tactique HIMARS.

Nous avons également remporté un contrat portant sur la conception et la construction de cinq entraîneurs pratiques (HOT) additionnels de chars Abrams. Les entraîneurs HOT Abrams, qui reproduisent très fidèlement la tourelle des chars Abrams, sont conçus pour fournir aux techniciens de maintenance une formation pratique et axée sur le diagnostic de pannes.

À l'extérieur des États-Unis, CAE a livré des systèmes d'entraînement sur char d'assaut et VBC au Royaume-Uni et en Inde. Nous avons développé et fourni une gamme complète de simulateurs de char d'assaut à l'Armée indienne, dans le but de former le conducteur, le tireur et l'équipage du char Arjun. En Asie cette année, nous avons remporté un contrat pour développer des simulateurs pour la formation des conducteurs et des tireurs de char d'assaut dans le cadre d'un programme portant sur la construction d'un nouveau centre de formation pour les forces terrestres de la région.

Chef de file en matière d'environnements synthétiques

Chef de file mondial dans le domaine de la formation fondée sur la simulation, CAE est un ardent défenseur de l'utilisation de la modélisation et de la simulation comme outil de préparation et de répétition de missions. Par l'entremise de notre ambitieux projet de R-D sur trois ans, nous sommes en tête de l'industrie en matière de développement d'un environnement synthétique dynamique (DSE). Ce monde virtuel complexe peut évoluer rapidement, fournissant non seulement un environnement de formation précieux, mais également un outil d'aide à la prise de décision. Notre projet de recherche a pour but d'amener la formation virtuelle et la répétition de missions faisant appel à la simulation à un niveau plus élevé de réalisme et d'efficacité.



Nous construisons l'environnement DSE autour de la base de données commune (CDB), développée au départ par CAE, qui est maintenant une norme de l'industrie grâce à ses bases de données corrélées et compatibles. En se basant sur la CDB, les forces de défense seront en mesure d'élargir l'utilisation de la simulation et de répéter les missions en temps réel, ce qui leur permettra ainsi de s'entraîner de façon plus économique et d'éviter les surprises.



Démonstration des avantages des systèmes aériens sans pilote

CAE s'est associée à Aeronautics Ltd., un chef de file dans le domaine des systèmes aériens sans pilote, pour effectuer un projet de R-D visant à démontrer l'utilisation des drones dans le cadre d'applications civiles comme l'inspection à distance des pipelines et des installations hydroélectriques, la surveillance des feux de forêt, l'observation des ressources naturelles essentielles, l'évaluation des catastrophes naturelles et une série d'autres applications.

Grâce à ce projet, CAE tire parti de ses technologies de modélisation et de simulation de même que de ses capacités de soutien en service pour développer une gamme complète de services télécommandés de renseignement, surveillance et reconnaissance. L'énorme quantité de renseignements recueillis par les capteurs peuvent être rassemblés dans un environnement synthétique fondé sur la simulation et ensuite être utilisés pour appuyer une prise de décision fondée sur des renseignements intégrés.

Inauguration du centre du Brunei

La nation du Brunei et les autres clients de l'Asie du Sud-Est auront accès à l'innovation et à l'éventail complet des capacités technologiques de CAE par le biais du centre de formation multifonctionnel CAE Brunei en construction à Brunei Darussalam. Initiative entre le gouvernement du Brunei et CAE, le centre sera un établissement intégré qui fournira des solutions de formation de pointe fondées sur les technologies de modélisation et de simulation aux clients locaux et régionaux.

Le centre CAE Brunei s'adressera principalement aux domaines de l'exploitation pétrolière et gazière, de la gestion des situations d'urgence et des crises, et de la défense. Il inclura la mise en place d'un important établissement destiné à la simulation sur hélicoptère qui fournira des solutions de formation aux secteurs civils et militaires. Le centre visera également à tirer parti du statut du Brunei en tant que producteur bien établi dans les domaines de l'exploitation pétrolière et gazière en lui fournissant une gamme de solutions de formation propres à l'industrie, notamment la protection des infrastructures stratégiques et le soutien au niveau de la planification de l'approvisionnement et de la préparation aux situations d'urgence. Ce partenariat fournit à CAE, un chef de file mondial dans le domaine des centres de formation clés en main, un avantage lié au fait d'être le premier à pénétrer le marché d'une région qui cherche à développer son capital humain et à diversifier sa base économique.

Le centre CAE Brunei fournira au départ des services de formation sur l'hélicoptère Sikorsky S-70i Black Hawk, l'avion Pilatus PC-7 et l'hélicoptère Sikorsky S-92. Le centre utilisera les logiciels Presagis et abritera au départ cinq baies de simulateurs et des salles de classe. Des contrats portant sur des services de formation à long terme d'une valeur d'environ 170 millions \$CA pour CAE ont déjà été signés.





CAE tire parti de sa crédibilité en tant que chef de file en innovation, technologies et formation dans les secteurs de l'aviation civile et de la défense pour bâtir une division rentable et durable en accélérant l'adoption des solutions de formation fondée sur la simulation dans le domaine de la santé.

Créée il y a deux ans, CAE Santé s'est servie des acquisitions, des synergies naturelles et de l'innovation technologique pour se positionner comme le chef de file mondial de la formation fondée sur la modélisation et la simulation pour les étudiants et professionnels de la santé. L'étape la plus importante dans l'avancement de notre stratégie fut l'acquisition à l'exercice 2012 de Medical Education Technologies, Inc. (METI), qui a permis d'élargir considérablement notre présence sur le marché grâce à son équipe de vente aux États-Unis, à ses relations avec les clients, à ses initiatives de commercialisation innovatrices et à son réseau mondial de distributeurs.

Avec l'intégration des solutions de METI, CAE Santé offre une gamme complète d'outils d'apprentissage de pointe, y compris des programmes de simulation chirurgicale et d'échographie, des solutions de gestion de centres de formation et des simulateurs hautement réalistes (adulte, enfant et nourrisson) qui sont conçus pour reproduire des scénarios médicaux, comme des traumatismes, des arrêts cardiaques, des surdoses de drogue et les effets du bioterrorisme. À l'heure actuelle, plus de 6 000 de nos simulateurs sont utilisés dans le monde par des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des hôpitaux, des forces de défense et d'autres entités.

Une masse critique pour une meilleure pénétration du marché

Après avoir atteint la masse critique, CAE Santé est en bonne position pour être à l'origine de l'adoption généralisée de solutions de formation fondée sur la simulation dans le domaine des soins de santé. CAE poursuit ses objectifs de croissance par le biais d'un certain nombre d'initiatives et de mesures :

- Investissement soutenu en R-D afin de développer des technologies innovatrices qui amèneront la simulation médicale vers de nouveaux niveaux de réalisme et d'efficacité sur le plan de la formation.
- Investissement dans des acquisitions afin d'apporter un complément aux produits, aux solutions et à l'accessibilité actuelle au marché mondial, comme l'élargissement de notre gamme de produits de simulation chirurgicale par le biais de l'acquisition du simulateur de colonne vertébrale et de chirurgie endoscopique ProMIS^{MC} de Haptica.

- Soutien sur le plan des initiatives de commercialisation innovatrices comme les salons Human Patient Simulation Network (HPSN), mis en place par METI, qui sont visités par plus de 3 000 professionnels de la santé chaque année et qui présentent des solutions de formation fondée sur la simulation dans le domaine des soins de santé.
- Appuis reçus pour ses produits et solutions de la part de sociétés médicales et de leaders d'opinion internationaux, en fonction d'études concluantes, comme l'appui reçu de la part de la Société canadienne de soins intensifs pour les séminaires et le programme d'apprentissage en ligne sur l'échographie au chevet de CAE Santé.
- Efforts soutenus, y compris le lobbying, pour informer le milieu médical et les gouvernements sur les avantages de la formation fondée sur la simulation en matière de qualité, de sécurité et d'efficacité des soins apportés aux patients et pour faire en sorte que ce type de formation devienne la norme chez les professionnels de la santé, comme cela est le cas pour les pilotes d'avion.
- Augmentation de notre liste de clients réputés comme le démontrent les ventes de produits et de solutions pour l'exercice 2012 aux institutions comme le Mount Sinai Hospital à New York, la Tufts University à Boston, la New York University, la Western Carolina University et l'Americare Diagnostic Services, tous situés aux États-Unis, le President's Hospital à Moscou (Russie), l'Universiti Brunei Darussalam à Jalan Tungku Link (Brunei) et le Centre d'excellence en médecine militaire de l'OTAN à Budapest (Hongrie).

Énorme potentiel de marché

Les débouchés sur le marché mondial des solutions de CAE Santé sont très vastes et en expansion. Uniquement aux États-Unis, il y a près de 800 000 médecins et 67 000 étudiants en médecine chaque année, 3 millions d'infirmiers et 250 000 étudiants en soins infirmiers, de même que 5 800 hôpitaux. Selon l'Organisation mondiale de la Santé, il y a 8,8 millions de médecins, 14,5 millions d'infirmiers et plus de 59 000 hôpitaux dans le monde entier.





CAE Mines vise à développer les solutions de services et de technologies les plus concluantes de l'industrie dans le but de faire progresser l'efficacité et la sécurité de l'exploitation minière en combinant l'expérience pratique de ses 100 géologues, ingénieurs miniers et autres professionnels avec les 65 ans de leadership technologique de CAE en modélisation, simulation et formation dans l'industrie aéronautique mondiale.

CAE Mines fut créée à la suite de l'acquisition de Datamine et de Century Systems, deux fournisseurs de services bien établis dans l'industrie minière mondiale, qui possèdent un savoir-faire de calibre international, des relations durables avec leurs clients, et des logiciels et des services éprouvés.

Nous sommes présents dans 11 pays et nos produits et services sont actuellement utilisés chez des clients répartis dans 100 pays. Nos produits et services couvrent l'ensemble de la chaîne de valeur du secteur minier.

- Nos logiciels servent à la gestion des données géologiques et de prospection, ainsi qu'à la stratégie minière, à l'optimisation, à la conception détaillée et à la planification de l'ensemble des méthodes et des matières premières.
- Notre équipe de consultation technique répond aux besoins de la clientèle allant de la gestion de programmes de forage de prospection et d'études de mines en passant par l'évaluation des ressources et les services techniques sur place jusqu'aux projets d'amélioration des affaires.
- Nos services de formation comprennent la planification du perfectionnement de la main-d'œuvre, l'analyse des besoins en formation, la formation professionnelle dans des domaines techniques, de même que la conception et la mise en place des programmes de formation des opérateurs.

Lancement de la prochaine génération de simulateurs

Moins de deux ans après sa création, CAE Mines a lancé sa première innovation destinée au secteur minier mondial – les simulateurs CAE Terra^{MC} pour la formation des opérateurs sur une série d'équipements miniers.

Les simulateurs d'exploitation minière tirent parti de l'expertise de CAE en modélisation, simulation et formation pour reproduire divers équipements miniers, allant de la machinerie complexe comme la pelle électrique P&H 4100 au camion de chargement CAT 793F. Les simulateurs existent en trois versions : une version en classe ouverte, une version

en classe fermée et une version transportable sur le lieu d'exploitation.

Les simulateurs reproduisent fidèlement les performances du matériel fonctionnant en conditions normales ou anormales, ce qui assure un réalisme inégalé et augmente l'authenticité de la formation. Les opérateurs seront en mesure de répéter et de s'exercer à exécuter les tâches les plus complexes, tout en améliorant la sécurité et l'efficacité de l'exploitation minière, et ce, à un coût beaucoup moins élevé que celui associé à la formation sur le matériel réel.

Le simulateur CAE Terra est le premier d'une série de produits couvrant une gamme complète d'équipements miniers. Comme nous l'avons fait dans nos autres secteurs de l'industrie, nous développons la nouvelle génération de solutions de simulation parfaitement intégrées et destinées au secteur minier. Ces solutions vont de l'entraîneur sur PC au module d'apprentissage en ligne en passant par les entraîneurs de tâches partielles, les simulateurs haute fidélité et les services de formation.

Les outils évolués d'optimisation et de planification de CAE Mines permettent aux sociétés minières d'augmenter leur production et leurs profits. Nos solutions de formation fondée sur la simulation les aideront à augmenter l'efficacité opérationnelle et la sécurité.

Développer le marché des simulateurs

À l'heure actuelle, nous estimons le marché mondial des simulateurs d'exploitation minière à environ 100 millions \$. Parmi les clients figurent les sociétés minières, les sous-traitants du secteur minier, les exploitants de machinerie lourde, les fabricants d'équipement d'origine, les organismes de formation, de même que les universités et les institutions techniques. Avec la prochaine génération de simulateurs d'exploitation minière et de solutions intégrées que les spécialistes de CAE Mines prévoient lancer au cours des prochaines années, nous croyons que le marché se développera.



CAE possède une longue tradition d'entraide communautaire, de souci de ses employés et de respect de l'environnement. Nos efforts se concentrent sur l'éducation, la santé et les organismes qui viennent en aide aux personnes dans le besoin. Chaque année, nos employés du monde entier participent à un large éventail d'activités afin d'aider les personnes défavorisées.

La campagne annuelle de collecte de fonds de Centraide du Grand Montréal (United Way) a donné des résultats exceptionnels l'an dernier; l'objectif a été dépassé et un nouveau record a été atteint. Le montant total amassé par CAE et les employés de Montréal a été de 768 403 \$, un effort souligné par Centraide qui a désigné la campagne des employés comme étant l'une des meilleures de l'année dans la catégorie des grandes entreprises.

Aux quatre coins du globe

CAE et ses employés ont appuyé des centaines de causes partout dans le monde. En voici quelques exemples :

CAE Australie appuie Angel Flight, un organisme de bienfaisance qui coordonne des vols non urgents afin de venir en aide aux gens de la campagne qui tentent de faire face à un triple problème, soit celui d'être en mauvaise santé, d'avoir très peu d'argent et d'habiter à un endroit très éloigné. Tous les vols sont gratuits et permettent aux patients de visiter des établissements de santé partout en Australie. Par le biais de BBQ, de tirages et d'autres activités, les employés ont amassé un montant suffisant pour effectuer 12 missions.

Les employés de CAE Inde ont donné des fonds, des vêtements, des draps, des denrées alimentaires et des produits d'hygiène personnelle à divers établissements pour personnes âgées, en plus de faire du bénévolat pour la Samarthanam Trust for the Disabled, un organisme de bienfaisance qui offre du soutien aux personnes ayant une déficience visuelle par le biais d'activités de développement.

CAE Amsterdam vient en aide à l'organisme Stichting Hoogvliegers (High Flyers Foundation), qui stimule les enfants atteints d'une maladie chronique ou les enfants en phase terminale en leur permettant d'effectuer des tours de simulateurs à son centre de formation.

CAE Royaume-Uni a organisé, au centre de formation de Burgess Hill, un événement visant à promouvoir une carrière dans le domaine de l'aéronautique auprès des écoles locales. Cet événement a permis d'attirer 99 jeunes filles du secondaire qui souhaitent aller à l'université. Les invitées ont fait une visite de l'établissement et ont écouté des présentations effectuées

par des employés de CAE sur la grande variété de perspectives de carrière dans notre industrie.

Au Canada, CAE est l'un des commanditaires « Or » qui a permis à la Fondation des sports adaptés de mettre sur pied le programme annuel « Sans limites » à Valcartier (Québec) et à Edmonton (Alberta). La Fondation des sports adaptés est un organisme qui encourage les enfants et les adultes ayant une déficience physique, y compris les soldats blessés, à développer de nouvelles capacités par la pratique de ski alpin et de sports nautiques.

Aux États-Unis, CAE a attribué quatre bourses d'études à l'University of North Dakota et huit bourses d'études à l'University of South Florida, l'University of Central Florida et l'University of Florida.

Environnement, santé et sécurité

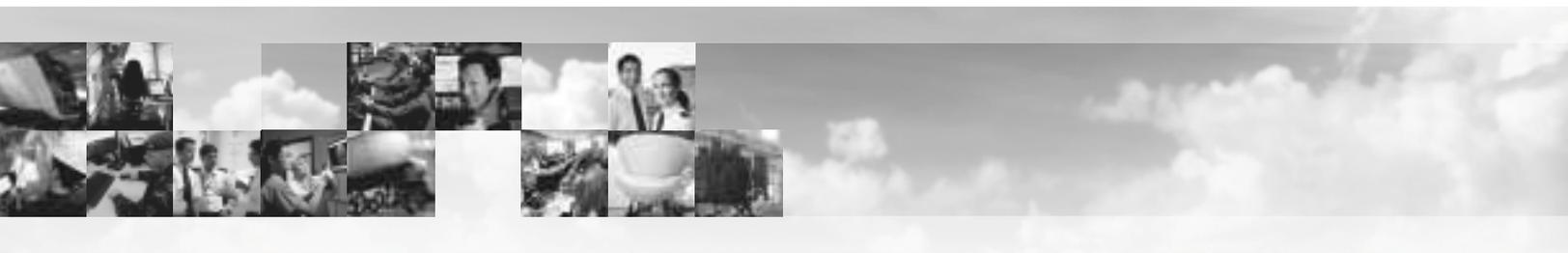
Notre politique en matière d'environnement, de santé et de sécurité vise à assurer la conformité aux exigences prévues par la loi tout en favorisant l'amélioration continue en respectant les principes de développement durable et de gestion responsable.

Nos produits et nos services sont fondamentalement écologiques étant donné que le carburant qui émet du CO₂ est remplacé par un simulateur fonctionnant à l'électricité. Nous mettons constamment en place de nouvelles initiatives afin de réduire les impacts, y compris des programmes complets de recyclage dans notre usine principale de Montréal qui couvrent plus de 70% des matières résiduelles produites par l'établissement. Nous avons également fait d'excellents progrès en augmentant la durée de vie utile de certains produits chimiques utilisés dans le cadre de nos activités, en remplaçant les solvants pétroliers par des solutions de nettoyage à base d'eau et en remplaçant les substances dangereuses par des processus et des solutions de rechange plus écologiques.

Pour en savoir plus sur la façon dont nous réduisons l'impact environnemental de nos activités de fabrication et sur les avantages environnementaux incontestables de nos technologies de modélisation et de simulation, veuillez consulter la section Environnement de notre site Web à www.cae.com.



Revue financière





1. POINTS SAILLANTS	27
2. INTRODUCTION	28
3. À PROPOS DE CAE	29
3.1 Qui nous sommes	29
3.2 Notre vision	30
3.3 Notre stratégie et notre proposition de valeur	30
3.4 Nos activités	32
3.5 Variations de change	42
3.6 Mesures hors PCGR et autres mesures financières	43
4. RÉSULTATS CONSOLIDÉS	45
4.1 Résultat opérationnel–Quatrième trimestre de l'exercice 2012	45
4.2 Résultat opérationnel–Exercice 2012	47
4.3 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés	49
5. RÉSULTATS PAR SECTEUR	49
5.1 Secteurs civils	50
5.2 Secteurs militaires	54
5.3 Nouveaux marchés principaux	58
6. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS	60
6.1 Mouvements de trésorerie consolidés	60
6.2 Sources de financement	61
6.3 Partage des coûts avec les gouvernements	61
6.4 Obligations contractuelles	62
7. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	63
7.1 Capital utilisé consolidé	63
7.2 Arrangements non comptabilisés	65
7.3 Instruments financiers	65
8. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES	68
9. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE	69
10. RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOTRE ACTIVITÉ	70
10.1 Risques liés à l'industrie	70
10.2 Risques propres à la Société	71
10.3 Risques liés au marché	73
11. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES	74
12. MODIFICATIONS DE NORMES COMPTABLES	76
12.1 Mise en oeuvre des IFRS	76
12.2 Modifications futures de normes comptables	76
12.3 Recours au jugement et utilisation d'estimations et d'hypothèses	77
13. CONTRÔLES ET PROCÉDURES	78
13.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information	79
13.2 Contrôle interne à l'égard de l'information financière	79
14. RÔLE DE SURVEILLANCE DU COMITÉ D'AUDIT ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	79
15. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	79
16. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES	80

Rapport de gestion

pour le quatrième trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2012

1. POINTS SAILLANTS

Normes internationales d'information financière (IFRS)

Le présent rapport a été préparé conformément aux IFRS et doit être lu conjointement avec nos états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2012, qui ont été préparés conformément à la norme IFRS 1 *Première application des IFRS* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les chiffres comparatifs pour l'exercice clos le 31 mars 2011 ont été retraités afin d'être conformes aux IFRS. Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés pour des précisions sur les ajustements les plus significatifs qui ont été apportés à l'état de la situation financière, à l'état des variations en capitaux propres, au compte de résultat, à l'état du résultat global et au tableau des flux de trésorerie.

DONNÉES FINANCIÈRES

QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012

Produits des activités ordinaires en hausse par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2011

- Les produits des activités ordinaires consolidés se sont établis à 506,7 millions \$ ce trimestre, en hausse de 53,6 millions \$, soit 12 %, par rapport au trimestre précédent et de 41,1 millions \$, soit 9 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011.

Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en hausse par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2011

- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 53,2 millions \$ (soit 0,21 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 45,6 millions \$ (soit 0,18 \$ par action) au trimestre précédent, ce qui représente une augmentation de 7,6 millions \$, soit 17 %, et comparativement à 45,5 millions \$ (soit 0,18 \$ par action) au quatrième trimestre de l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 7,7 millions \$, soit 17 %;
- Abstraction faite de la reprise de la charge de restructuration de 1,0 million \$ comptabilisée au quatrième trimestre de l'exercice 2011, le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est chiffré à 44,7 millions \$ (soit 0,17 \$ par action) pour ce trimestre.

Flux de trésorerie disponibles¹ positifs de 106,7 millions \$ ce trimestre

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont élevés à 122,1 millions \$ ce trimestre, comparativement à 70,4 millions \$ au trimestre précédent et à 162,1 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance¹ et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 13,1 millions \$ ce trimestre, comparativement à 17,3 millions \$ au trimestre précédent et à 19,0 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes versés ont totalisé 8,4 millions \$ ce trimestre, 8,0 millions \$ au trimestre précédent et 10,1 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent.

EXERCICE 2012

Produits des activités ordinaires en hausse par rapport à ceux de l'exercice 2011

- Les produits des activités ordinaires consolidés se sont établis à 1 821,2 millions \$, en hausse de 190,4 millions \$, soit 12 %, par rapport à l'exercice précédent.

Augmentation du résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société

- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 180,3 millions \$ (soit 0,70 \$ par action), comparativement à 160,3 millions \$ (soit 0,62 \$ par action) à l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 20,0 millions \$, soit 12 %;
- Abstraction faite des charges de 8,4 millions \$ (2,7 millions \$ après impôts) liées à l'acquisition et à l'intégration de Medical Educational Technologies, Inc. (METI), acquise au cours de l'exercice, le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société aurait été de 183,0 millions \$ (soit 0,71 \$ par action) pour l'exercice écoulé.
- Abstraction faite de la reprise de la charge de restructuration de 1,0 million \$ (0,8 million \$ après impôts) comptabilisée à l'exercice 2011, le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société aurait été de 159,5 millions \$ (soit 0,62 \$ par action).

Flux de trésorerie disponibles positifs de 173,7 millions \$

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont élevés à 233,9 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 226,3 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 61,2 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 62,7 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dividendes versés ont totalisé 33,4 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 37,9 millions \$ pour l'exercice précédent.

¹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 3.6).

Capital utilisé² de 1 576,5 millions \$ à la fin de l'exercice

- Le capital utilisé a augmenté de 259,8 millions \$, soit 20 %, pour l'exercice écoulé;
- Le fonds de roulement hors trésorerie¹ a augmenté de 64,5 millions \$ au cours de l'exercice 2012 pour s'établir à 113,4 millions \$ à la fin de l'exercice;
- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 82,7 millions \$;
- Les autres actifs non courants ont augmenté de 184,8 millions \$, tandis que les autres passifs non courants ont augmenté de 72,2 millions \$;
- La dette nette² a augmenté de 150,5 millions \$ au cours de l'exercice pour s'établir à 534,3 millions \$ à la fin de l'exercice.

COMMANDES²

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes² pour le trimestre s'est établi à 1,44 (ratio de 1,32 pour les secteurs civils combinés, de 1,57 pour les secteurs militaires combinés et de 1,0 pour le secteur Nouveaux marchés principaux). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,17 (ratio de 1,29 pour les secteurs civils combinés, de 1,07 pour les secteurs militaires combinés et de 1,0 pour le secteur Nouveaux marchés principaux);
- Les prises de commandes se sont chiffrées à 2 128,3 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 273,8 millions \$ par rapport à l'exercice précédent;
- Le carnet de commandes² s'établissait à 3 724,2 millions \$ au 31 mars 2012, en hausse de 275,2 millions \$ par rapport à l'exercice précédent.

Secteurs civils

- Le secteur Formation et services associés – Civil a conclu des contrats d'une valeur prévue de 686,9 millions \$;
- Le secteur Produits de simulation – Civil a reçu des nouvelles commandes de 398,7 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 37 simulateurs de vol (FFS).

Secteurs militaires

- Le secteur Produits de simulation – Militaire a reçu des nouvelles commandes de 528,8 millions \$ portant sur la fourniture de nouveaux systèmes d'entraînement et de mises à niveau;
- Le secteur Formation et services associés – Militaire a conclu des contrats d'une valeur de 430,9 millions \$.

Nouveaux marchés principaux

- Le secteur Nouveaux marchés principaux a reçu des nouvelles commandes de 83,0 millions \$.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET COENTREPRISES

- Le 24 août 2011, nous avons annoncé l'acquisition par CAE Santé de Medical Education Technologies, Inc. (METI), un chef de file mondial des technologies de simulation et des logiciels de formation dans le domaine médical, pour la somme de 130 millions \$US;
- Nous avons conclu la formation de quatre nouvelles coentreprises au cours de l'exercice 2012 : CAE Japan Flight Training Inc. (participation de 51 %), Asian Aviation Centre of Excellence Sdn. Bhd. (participation de 50 %) et CAE Simulation Training Private Limited (participation de 25 %) au premier trimestre, et Philippine Academy for Aviation Training, Inc. (participation de 50 %) au troisième trimestre;
- En mars 2012, nous avons acquis la participation résiduelle de 80,5 % dans Flight Simulator Capital L.P. (Simucap) qu'elle ne détenait pas déjà. Avec cette acquisition, CAE détient la totalité des parts de Simucap.

AUTRES

- Nous avons émis des billets de premier rang de 150,0 millions \$US au moyen d'un placement privé afin de financer l'acquisition de METI et de remplacer d'autres obligations existantes qui portaient intérêt à des taux plus élevés.

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication particulière :

- *Cet exercice et 2012* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2012;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2011;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 23 mai 2012 et présente les commentaires et l'analyse de nos résultats par notre direction (le rapport de gestion) pour l'exercice et le trimestre clos le 31 mars 2012, ainsi que les états financiers consolidés et les notes qui les complètent pour l'exercice clos le 31 mars 2012. Nous l'avons rédigé pour vous aider à mieux comprendre les activités, la performance et la situation financière de la Société au cours de l'exercice 2012. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les IFRS. Tous les tableaux présentés sont fondés sur des chiffres non audités.

² Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 3.6).

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous référer à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice écoulé, que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2012. Le rapport de gestion vise à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise dont :

- Notre vision;
- Notre stratégie et notre proposition de valeur;
- Nos activités;
- Variations de change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Événements postérieurs à la date de clôture;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de normes comptables;
- Contrôle et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions, ou;
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour les décisions qu'il a à prendre.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant nos perspectives commerciales, l'évaluation des conditions de marché, nos stratégies, nos projets futurs, nos ventes futures, les prix de nos principaux produits et nos dépenses d'investissement en immobilisations. Les énoncés prospectifs commencent normalement par des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *devoir*, et font aussi emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de formulations analogues. Les énoncés prospectifs ne garantissent nullement le rendement à venir. Ils sont fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons appropriés dans les circonstances.

Ces énoncés reposent sur des estimations et des hypothèses que nous jugeons raisonnables au moment de la rédaction de ce rapport. Nos résultats réels pourraient être sensiblement différents en raison des risques et incertitudes liés à notre activité. Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment la durée des cycles de vente, l'évolution rapide des produits, les budgets de la défense, la situation du secteur de l'aviation civile, la concurrence, la disponibilité des intrants critiques, les taux de change et le fait de faire des affaires à l'étranger. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du rapport, incluant les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes inhérents à notre activité vous sont fournies à la rubrique *Risques et incertitudes liés à notre activité* du rapport de gestion.

Nous n'actualisons pas ni ne révisons nos énoncés prospectifs, même si des faits nouveaux surviennent, sauf dans la mesure prévue par la loi. Vous ne devriez pas vous fier exagérément à ces énoncés prospectifs.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial dans le domaine des technologies de simulation et de modélisation et des services intégrés de formation destinés principalement à l'aviation civile et aux forces de défense du monde entier. Nous sommes présents dans le monde entier, comptant plus de 7 500 employés dans plus de 100 installations et centres de formation répartis dans plus de 25 pays. Nos produits des activités ordinaires annuels sont supérieurs à 1,8 milliard \$ et proviennent d'exportations mondiales et d'activités internationales dans une proportion d'environ 90 %. Nous disposons du plus important parc de simulateurs de vol civils et militaires et d'un vaste réseau mondial de formation aéronautique. Nous offrons des services de formation civile, militaire et sur hélicoptère dans

40 établissements partout dans le monde, à partir desquels nous assurons chaque année la formation de plus de 80 000 membres d'équipage civils et militaires. Nos principaux produits incluent des simulateurs de vol qui recréent le comportement des appareils dans une vaste gamme de situations et de conditions environnementales. Nous mettons notre expertise en matière de simulation et notre expérience opérationnelle au service de nos clients afin de les aider à renforcer la sécurité, à améliorer l'efficacité, à assurer leur préparation et à résoudre des problèmes difficiles. Nous tirons maintenant parti de nos capacités de simulation dans de nouveaux marchés tels les soins de santé et les mines.

Près de la moitié de nos produits des activités ordinaires proviennent de la vente de produits de simulation, de logiciels et de mises à niveau de simulateurs; le reste provient de services, dont la formation, la maintenance, les services aéronautiques et les services professionnels.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal (Canada), s'est bâtie une excellente réputation et entretient des relations durables avec ses clients grâce à l'expérience qu'elle a acquise depuis 65 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre vision

Nous voulons que CAE soit synonyme de sécurité, d'efficacité et de préparation aux missions. Nous voulons être le partenaire de mission de choix des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes et essentiels en leur fournissant des produits et des services innovateurs en vue de renforcer la sécurité, d'accroître l'efficacité et de permettre la prise de meilleures décisions.

3.3 Notre stratégie et notre proposition de valeur

Notre stratégie

Nous sommes l'un des plus importants fournisseurs de services de formation faisant appel à la modélisation et à la simulation et de solutions d'aide à la prise de décisions dans le monde. À l'heure actuelle, nous servons des clients œuvrant dans deux principaux marchés : le marché aéronautique civil et le marché de la défense. Nous étendons nos compétences à de nouveaux marchés pour les services de formation fondée sur la simulation et les solutions d'optimisation dans les secteurs des soins de santé et des mines.

L'un des principes clés de notre stratégie dans nos principaux marchés, soit le marché aéronautique civil et le marché de la défense, est de tirer une partie importante de nos activités de la flotte existante. Nous proposons notamment des solutions à nos clients à l'égard des avions civils et militaires dans le monde. Par le passé, le principal facteur de croissance de nos activités était la livraison de nouveaux avions commerciaux. Notre secteur Produits de simulation – Civil (PS/C), qui a compté pour 19 % de nos produits des activités ordinaires consolidés à l'exercice 2012, est celui qui dépend le plus de ce facteur de marché qui est très cyclique. Grâce à nos efforts de diversification, nos autres activités nous procurent surtout des sources de revenus plus stables et plus récurrentes, notamment la formation et services associés ainsi que les produits et services de simulation au marché militaire.

En plus de diversifier nos sources de revenus parmi nos clients, notre stratégie demande également davantage d'équilibre entre les produits, lesquels tendent à être plus à court terme et cycliques, et les services, lesquels tendent à être plus à long terme et stables. En outre, nous continuons à diversifier nos sources de revenus à l'échelle mondiale. Nous sommes ainsi en mesure d'offrir nos solutions à proximité des installations des clients, ce qui constitue d'après nous un avantage concurrentiel. Par conséquent, nous dépendons moins d'un marché en particulier et, étant donné que la conjoncture est rarement la même d'un pays à l'autre, nous sommes d'avis que cette stratégie nous permet de maintenir une stabilité à l'égard de nos revenus. Nous investissons dans les marchés développés et émergents afin de tirer profit des occasions d'affaires actuelles et futures. Environ le tiers de nos revenus proviennent des États-Unis, un autre tiers de l'Europe, alors que le reste du monde se partage le dernier tiers, y compris les marchés émergents à croissance rapide. Nous poursuivons la mise en œuvre de notre stratégie de croissance en investissant de façon judicieuse afin d'être en mesure de répondre aux besoins à long terme de nos clients des secteurs de l'aéronautique et de la défense, de même qu'en investissant dans des secteurs parallèles à nos marchés principaux et dans nos nouveaux marchés principaux.

Proposition de valeur

La valeur que nous proposons aux clients est la capacité d'accroître la sécurité de leurs activités, d'améliorer la préparation aux missions dans des situations pouvant présenter des dangers et de diminuer leurs coûts en les aidant à améliorer leur efficacité opérationnelle. Nous offrons un éventail de produits et de services qui améliorent les capacités de planification et de prise de décisions de nos clients, ainsi qu'une vaste gamme de produits et services, lesquels peuvent être personnalisés pour répondre aux besoins des clients et adaptés en fonction de l'évolution de leurs besoins tout au long du cycle de vie de leurs activités. Nous sommes également un fournisseur de produits et services largement présent dans le monde. Par conséquent, nous sommes en mesure de fournir des solutions à proximité de nos clients, ce qui constitue un facteur coût-bénéfice important pour eux.

Nos compétences de base et avantages concurrentiels comprennent :

- Chef de file mondial en technologies de modélisation et de simulation;
- Connaissance approfondie des méthodes de formation et d'apprentissage visant l'utilisation de systèmes complexes faisant appel à la modélisation et à la simulation;
- Éventail complet de produits, services et solutions de formation;
- Relations durables avec les clients;
- Présence mondiale étendue et connaissance approfondie des pays dans lesquels nous sommes présents;
- Valeur reconnue;
- Soutien technique des systèmes et processus de gestion des programmes éprouvés;
- Soutien à la clientèle de premier plan;
- Présence bien établie sur les nouveaux marchés et les marchés émergents.

Chef de file mondial en technologies de modélisation et de simulation

Nous jouissons d'un leadership technologique manifeste. Des pilotes des quatre coins du monde considèrent nos simulations comme étant ce qui se rapproche le plus des conditions de vol réelles. Nous avons toujours su garder une longueur d'avance pour ce qui est de l'évolution technologique des systèmes de formation et de simulation de vol, et innover en mettant des produits inédits sur le marché. Nous avons élaboré des simulateurs pour toute la gamme des gros avions civils, pour bon nombre des principaux avions de transport régional et avions d'affaires, et pour certains types d'hélicoptères civils. Nous sommes aussi un chef de file dans le domaine de la fourniture de produits de simulation et de formation sur les avions de transport à voilure fixe, les avions de patrouille en mer et de nombreux hélicoptères à usage militaire. Nous jouissons par ailleurs d'un vaste savoir, d'une expérience poussée et d'une grande crédibilité pour ce qui est de la conception et du développement de simulateurs des avions prototypes de la plupart des grands avionneurs. Nous avons amené notre expertise en modélisation et simulation au-delà de la formation vers d'autres secteurs essentiels à la mission pour lesquels ces technologies servent à la prise de meilleures décisions. Nous commençons à étendre nos compétences pour pénétrer de nouveaux marchés, notamment ceux des soins de santé et des mines.

Connaissance approfondie des méthodes de formation et d'apprentissage visant l'utilisation de systèmes complexes faisant appel à la modélisation et à la simulation

En lançant nos solutions de formation et nos didacticiels CAE Simfinity^{MC}, nous avons révolutionné le domaine de la formation aéronautique. Le poste de pilotage peut ainsi être recréé virtuellement dans la salle de cours dès le début de la formation au sol, ce qui rend la formation d'autant plus efficace et rentable. À partir de la gamme de produits CAE Simfinity^{MC}, nous concevons les dispositifs d'entraînement utilisés dans le cadre des programmes de formation des pilotes et des techniciens de maintenance d'Airbus. Nous avons également élaboré des solutions d'apprentissage en ligne pour permettre aux pilotes et aux techniciens de suivre la formation n'importe où, n'importe quand. Nous utilisons notre expérience obtenue dans le développement des méthodes de formation et d'apprentissage dans l'aéronautique pour améliorer les technologies de modélisation et de simulation présentes dans nos solutions de formation dans les domaines des soins de santé et des mines.

Éventail complet de produits et services de formation

Nous offrons un vaste éventail de produits de formation, allant des entraîneurs de bureau au FFS, qui répondent aux besoins de formation de nos clients civils et militaires. Grâce à un important réseau de centres de formation, nous sommes aussi un chef de file mondial dans le domaine de la formation aéronautique. Cela nous permet de fournir une solution complète qui répond aux besoins des clients en matière de placement et de formation des pilotes. Nos programmes de formation au pilotage, qui couvrent plus de 90 différents modèles d'avions, y compris les avions d'affaires, les hélicoptères civils et les avions de ligne, répondent à la demande en matière de formation initiale, périodique, à la certification de type et à la maintenance. Notre solution de dotation en pilotes civils ajoute de la valeur et fait croître les entreprises de nos clients en leur offrant des services de dépistage, d'évaluation, de sélection, de formation et, ultimement, de placer les pilotes à leurs compagnies aériennes. De plus, nous offrons des services de formation initiale des pilotes par l'intermédiaire de l'Académie mondiale CAE, le plus important réseau d'écoles de pilotage au monde (11 établissements). Avec 65 ans d'expérience en simulation, nous sommes des spécialistes de l'industrie en matière de formation aéronautique et nous offrons une solution complète dans le domaine de la formation.

Relations durables avec les clients

Nous sommes en affaires depuis 65 ans et avons établi des liens avec la majorité des compagnies aériennes dans le monde et avec environ 50 forces de défense dans quelque 35 pays, notamment l'ensemble des corps d'armée américains. Nos comités consultatifs de clients et nos comités consultatifs techniques font appel à des compagnies aériennes et à des exploitants du monde entier. Parce que nous sommes à l'écoute des clients, nous comprenons clairement leurs besoins et sommes en mesure de leur fournir des produits et des services innovateurs qui les aident à améliorer la sécurité et l'efficacité de leurs activités et à prendre de meilleures décisions.

Présence mondiale étendue et connaissance approfondie des pays dans lesquels nous sommes présents

Nous sommes présents dans le monde entier, comptant plus de 7 500 employés dans plus de 100 installations et centres de formation répartis dans plus de 25 pays. Cette vaste présence géographique nous permet de répondre rapidement et économiquement aux besoins des clients et de saisir de nouvelles occasions d'affaires tout en ayant une compréhension approfondie des lois et coutumes locales et en nous y conformant. Nous exploitons une flotte de plus de 180 simulateurs de vol et de missions dans 40 établissements de formation civile, militaire et sur hélicoptère dans le monde afin de répondre aux nombreux besoins opérationnels de nos clients. Notre flotte comprend des simulateurs pour tous les types d'avions des principaux fabricants, y compris des jets commerciaux, des jets d'affaires et des hélicoptères, tant pour le marché civil que militaire.

Valeur reconnue

Nos simulateurs sont parmi les mieux cotés de l'industrie sur le plan de la fiabilité et de la disponibilité. Cet avantage est essentiel puisque les simulateurs sont appelés à fonctionner jusqu'à 20 heures par jour. Nous concevons des simulateurs que nos clients peuvent mettre à niveau par la suite, soit pour suivre l'évolution technique des appareils, soit pour satisfaire à de nouvelles règles de navigabilité.

Notre vaste présence mondiale nous permet de tisser des liens étroits et durables avec nos clients. En plus de garantir des technologies de pointe, notre marque est associée à un soutien à la clientèle de premier plan. La taille de la structure de vente et de soutien de CAE rivalise avec la taille globale de plusieurs de nos concurrents.

Soutien technique des systèmes et processus de gestion des programmes éprouvés

Nous continuons de développer des solutions et de livrer des programmes complexes sur le plan technique dans les délais prévus pour assurer que les équipages et les troupes de partout dans le monde sont entraînés et prêts pour les missions, y compris des simulateurs MH-60 pour l'U.S. Navy; des simulateurs C-130J pour les forces de défense des États-Unis, de l'Inde et du Canada; des simulateurs MRH90 pour les Forces de défense australiennes, la Marine royale néerlandaise et les Forces armées allemandes; des dispositifs de formation sur l'avion multirôle de ravitaillement en vol et de transport A330 pour la Royal Australian Air Force, les Forces aériennes des Émirats arabes unis et la Royal Saudi Air Force; et des simulateurs d'entraînement pour jets M-346 pour les Forces aériennes italiennes et les Forces aériennes de la République de Singapour. Ces programmes et d'autres encore s'ajoutent à notre investissement continu en R-D pour consolider notre leadership technologique et renforcer notre savoir-faire en gestion de la livraison de programmes complexes dotés de la simulation des capteurs aux fins d'activités en mer, d'environnements tactiques synthétiques aux fins d'activités navales et de chasse, ainsi que de nos technologies de visualisation et de bases de données communes qui produisent des environnements synthétiques immersifs et évolués pour fournir la formation la plus efficace possible.

Soutien à la clientèle de premier plan

Nous accordons une grande importance au soutien après-vente, lequel est souvent essentiel et peut nous valoir de nouveaux contrats de vente ainsi que des occasions d'affaires en prestation de services de mise à niveau et de maintenance. Nos pratiques en matière de soutien à la clientèle, notamment un portail client Web, un tableau de bord du rendement et des fiches de rendement automatisées, ont donné lieu à une amélioration du soutien à la clientèle selon les commentaires obtenus des clients.

Présence bien établie sur les nouveaux marchés et les marchés émergents

Notre approche à l'égard des marchés mondiaux consiste à ce que nous soyons considérés comme une société présente dans plusieurs pays et non comme une société étrangère. Cette approche nous a permis d'être les premiers à pénétrer des marchés en croissance, tels que la Chine, l'Inde, le Moyen-Orient, l'Amérique du Sud et l'Asie du Sud-Est, où nous sommes actifs depuis plusieurs décennies.

3.4 Nos activités

CAE dessert essentiellement deux grands marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché civil comprend les constructeurs, les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes spécialisés dans la formation d'élèves-pilotes et les organismes de formation aéronautique (FTO);
- Le marché militaire englobe les constructeurs OEM ainsi que les organismes gouvernementaux et les forces de défense du monde entier.

Nous desservons aussi le marché des soins de santé, particulièrement des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des établissements d'enseignement, des entreprises médicales et des constructeurs OEM, ainsi que le marché minier, desservant des sociétés minières d'envergure mondiale, des sociétés d'exploration, des sous-traitants du secteur minier et les plus importants cabinets d'experts-conseils de ce secteur.

Nous sommes un chef de file mondial ayant des capacités inégalées pour aider nos clients à atteindre des niveaux accrus d'efficacité opérationnelle, de sécurité et de préparation aux missions. À ce titre, nous utilisons une approche intégrée fondée sur des solutions, ce qui se traduit souvent par des contrats de plusieurs années avec nos clients afin de leur offrir un ensemble complet de produits et de services. Bien que cette stratégie de mise en marché donne lieu à un regroupement sans cesse croissant des produits et des services, nous présentons, depuis 2006, nos résultats dans quatre secteurs distincts : un secteur produits et un secteur services, à l'intérieur de chacun de nos deux principaux marchés. En plus de nos activités dans les secteurs civil et militaire, nous présentons nos résultats dans les domaines des soins de santé et des mines, lesquels sont, depuis le premier trimestre de l'exercice 2012, compris dans le secteur Nouveaux marchés principaux ou NMP (précédemment présentés dans le secteur Formation et services associés – Civil). Les chiffres correspondants du secteur Formation et services associés – Civil pour l'exercice 2011 ont été retraités.

MARCHÉ CIVIL

Formation et services associés – Civil (FS/C)

Ce secteur fournit des services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires, ainsi que de la formation sur hélicoptères au personnel navigant, aux membres d'équipage, au personnel de maintenance et au personnel au sol ainsi que tous les services qui y sont associés

Nous sommes le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation commerciale et de formation sur hélicoptères dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Nous dominons le marché dans les régions émergentes à forte croissance de la Chine, de l'Inde, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est. Grâce à notre important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont l'aviation générale, l'aviation régionale et l'aviation commerciale, des exploitants d'hélicoptères et de l'aviation d'affaires. Nous exploitons actuellement 171 FFS et nous offrons de la formation et des services aéronautiques dans plus de 20 pays partout dans le monde, notamment dans des centres de formation aéronautique, des FTO et des centres appartenant à des tiers. Parmi nos milliers de clients, plus de 20 grandes compagnies aériennes, des exploitants d'avions et des constructeurs OEM du monde entier ont avec nous des liens d'affaires stratégiques, des partenariats et des coentreprises. Nous offrons une gamme complète de solutions et services de formation, dont l'élaboration de programmes de formation, l'exploitation de centres de formation, la formation des pilotes, la formation des membres d'équipage, la formation des techniciens de maintenance, l'apprentissage en ligne et les didacticiels, et les services de consultation. En tant que chef de file des sciences aéronautiques, nous utilisons l'analyse des données de vol pour rendre les compagnies aériennes plus sécuritaires et améliorer la maintenance, les opérations aériennes et la formation. L'Académie mondiale CAE est le plus important réseau de FTO avec une capacité de formation de 1 800 élèves-pilotes chaque année. Nous offrons également aux compagnies aériennes des services de placement de pilotes pour remédier à leur problème de recrutement.

Produits de simulation – Civil (PS/C)

Ce secteur conçoit, construit et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs de formation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile

Nous sommes le chef de file mondial de la fourniture de matériels de simulation de vol pour l'aviation civile, dont des simulateurs ainsi qu'une gamme complète de dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures, de dispositifs de formation et de solutions d'apprentissage en ligne faisant appel aux mêmes logiciels haute fidélité de niveau D que ceux utilisés dans les simulateurs. Nous avons conçu et construit plus de FFS pour des compagnies aériennes nationales et régionales, des centres de formation exploités par des tiers et des constructeurs OEM que toute autre société. Nous avons acquis une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 nouveaux modèles d'appareils. Récemment, nous avons conçu, ou conclu des contrats pour concevoir des simulateurs pour l'Airbus A350 XWB, les Boeing 747-8, le jet régional de Mitsubishi (MRJ), les ATR 42-600 et 72-600, les Bombardier CSeries, Global Express et Learjet 85, les Embraer Phenom 100 et 300, le Dassault Falcon 7X et l'ARJ21 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. (COMAC). Nous offrons également une gamme complète de services de soutien comprenant la mise à niveau et la modernisation de simulateurs, les services de maintenance, la vente de pièces de rechange et le déménagement des simulateurs.

Tendances et perspectives commerciales

Dans le secteur de l'aviation commerciale, l'augmentation de la capacité des avions et du trafic passager est surtout tributaire du produit intérieur brut (PIB). L'ensemble du secteur de l'aéronautique anticipe une croissance moyenne à long terme du trafic aérien d'environ 5 % par année au cours des deux prochaines décennies. Les taux de croissance dans les marchés émergents ont surclassé ce taux de croissance moyen mondial, ce qui est particulièrement intéressant pour nous compte tenu de la position de chef de file que nous occupons dans ces régions. Les transporteurs traditionnels américains, clientèle de longue date de CAE, ont entrepris le renouvellement de leur flotte d'aéronefs en faveur d'avions plus modernes et efficaces. La croissance du trafic aérien et les exigences liées au renouvellement de la flotte ont contribué au nombre élevé d'avions commerciaux en carnet, à l'intensification de la production des constructeurs et à l'annonce de nouveaux programmes d'appareils.

Dans le secteur de l'aviation d'affaires, les commandes d'appareils et l'utilisation de ceux-ci sont surtout tributaires de la rentabilité des entreprises et de la conjoncture économique en général. La fréquence d'exploitation des avions aux États-Unis doit s'améliorer de l'ordre de 15 % à 20 % pour regagner le terrain perdu durant la plus récente récession. Le secteur de l'aviation d'affaires continue d'afficher un optimisme prudent. Bien qu'il règne toujours une certaine incertitude, la Federal Aviation Administration (FAA) des États-Unis a indiqué que le nombre de vols de jets d'affaires s'est accru de 2 % en 2011 par rapport à 2010.

D'importants constructeurs d'avions d'affaires, dont Bombardier, Cessna, Dassault et Gulfstream, ont annoncé de nouveaux programmes d'appareils, ce qui illustre leur confiance à long terme envers la demande pour le trafic aérien d'affaires. Dans l'ensemble, nous continuons d'observer une progression constante de la demande pour le secteur des avions d'affaires de grande dimension, tandis que la demande demeure stable quoique faible pour les avions d'affaires de moyenne dimension et ceux de petite dimension.

Dans le secteur PS/C, le niveau d'activité du marché s'est relevé durant l'exercice. Nous avons maintenu notre position de chef de file du marché et vendu 37 FFS au cours de l'exercice 2012.

Les tendances à long terme suivantes constituent le fondement de notre stratégie d'investissement sur le marché civil :

- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande sur les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien;
- Carnets de commandes d'appareils;
- Plateformes d'appareils plus efficaces et plus évoluées;
- Renouvellement de la flotte d'aéronefs par les transporteurs traditionnels;
- Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et membres d'équipage).

Croissance à long terme prévue du trafic aérien

En 2011, le trafic passager a augmenté de 5,9 % par rapport à l'année 2010, tandis que le fret-tonne-kilomètre est demeuré stable au cours de la même période, enregistrant une légère baisse de 0,7 % par rapport à l'année 2010. Au premier trimestre de l'année 2012, le trafic passager a augmenté de 7,4% par rapport au premier trimestre de l'année 2011, tandis que le fret-tonne-kilomètre est demeuré stable enregistrant une légère baisse de 0,7 % pour la même période. Au cours des 20 dernières années, le trafic aérien a progressé à un taux moyen de 4,8 %, et il est prévu que cette progression se poursuivra pour les 20 prochaines années. Au titre des événements majeurs susceptibles de perturber cette croissance soutenue, mentionnons l'instabilité politique régionale, le terrorisme, les pandémies, les catastrophes naturelles, une hausse importante et soutenue du prix du carburant, une crise économique prolongée ou d'autres événements mondiaux.

Demande sur les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien

Le trafic aérien et l'activité économique des marchés émergents, tels que ceux de l'Afrique, de la Chine, de l'Europe de l'Est, du sous-continent indien, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est, devraient continuer de connaître à long terme une croissance supérieure à celle des marchés parvenus à maturité comme l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest. On prévoit également la libéralisation progressive de leurs politiques de transport aérien et la conclusion d'accords bilatéraux en la matière. Nous estimons que ces marchés seront les moteurs à long terme de la demande pour la vaste gamme de produits et de services que nous offrons. Nous sommes présents dans ces régions à forte croissance depuis plusieurs décennies et occupons une position de chef de file du marché, grâce à des activités, à des partenariats stratégiques et à des coentreprises bien établis dans chacune de ces régions.

Carnets de commandes d'appareils

Au cours de l'année 2011, les constructeurs d'avions commerciaux Boeing et Airbus ont reçu un total net de 2 224 commandes d'appareils neufs (commandes fermes moins les annulations) alors qu'ils en avaient reçu 1 104 en 2010. Le total net des commandes d'appareils Boeing et Airbus s'est élevé à 502 appareils pour le trimestre clos le 31 mars 2012, et ceux-ci continuent d'assumer un carnet record de plus de 8 000 appareils, qui devrait contribuer à créer des occasions d'affaires pour l'ensemble de notre catalogue de produits et services de formation. En 2011, Boeing et Airbus ont fait état d'un total de 1 011 livraisons d'appareils, comparativement à 972 en 2010. Pour le trimestre clos le 31 mars 2012, les livraisons d'appareils commerciaux Boeing et Airbus se sont chiffrées à 268 appareils. Airbus et Boeing ont annoncé la venue d'une série de hausses significatives de la production de leurs principaux modèles, notamment les Airbus A320 et A330 ainsi que les Boeing B737NG et B777. L'intensification des livraisons d'appareils devrait se traduire par une augmentation de la demande pour les produits et les services de formation.

Plateformes d'appareils plus efficaces et plus évoluées

Les compagnies aériennes exigent des appareils plus efficaces

Les constructeurs d'appareils commerciaux ont annoncé leur intention de lancer, ou ont déjà lancé, de nouvelles plateformes plus efficaces, dont le nouveau Boeing 737 MAX, les Boeing 747-8 et 787, l'Airbus A350 XWB, l'Airbus A320neo, le Mitsubishi MRJ, le COMAC ARJ21, l'appareil russe UAC SSJ100 et le Bombardier CSeries. La demande pour ces nouvelles plateformes plus efficaces est commandée par les prix élevés du carburant et, comme le carburant compte pour une part importante des coûts opérationnels des compagnies aériennes, ces dernières cherchent activement des moyens de réduire ces coûts.

Les exploitants de jets d'affaires exigent des appareils très performants

Les constructeurs d'appareils d'affaires ont annoncé leur intention de lancer, ou ont déjà lancé, de nouvelles plateformes dotées des dernières innovations technologiques, dont les Bombardier Learjet 85 et Global 7000 et 8000, les appareils de la série Embraer Legacy et Lineage 1000, les Gulfstream G650 ainsi que les Cessna Citation M2 et Latitude, afin d'améliorer la performance et les avantages pour les exploitants, notamment la distance franchissable, la rapidité, le confort et l'accessibilité de l'aviation d'affaires.

Ces plateformes d'appareils plus efficaces et plus évoluées vont entraîner une demande pour de nouveaux types de simulateurs et de programmes de formation. Une de nos priorités stratégiques est de nouer des partenariats avec les constructeurs pour être en position de profiter de nouvelles occasions d'affaires. Ces dernières années, nous avons conclu des contrats avec Bombardier pour les nouveaux avions CSeries, avec ATR pour le nouvel appareil ATR42/72-600, avec Mitsubishi Aircraft Corporation pour le nouveau MRJ et avec Airbus pour l'A350 XWB afin de tirer parti de notre expertise en modélisation, en simulation et en formation pour fournir des solutions de formation, dont des FFS de la Série CAE 7000, des dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC} et des programmes de formation complets, et étendre notre réseau afin de répondre aux besoins des compagnies aériennes en matière de formation. D'autre part, si un programme subit des retards sur les livraisons de nouveaux appareils, ces retards se répercutent aussi sur nos prises de commandes et nos livraisons de FFS.

Renouvellement de la flotte d'aéronefs par les transporteurs traditionnels

Les transporteurs traditionnels ont entrepris le renouvellement de leurs flottes vieillissantes. Les commandes récentes enregistrées aux États-Unis par Boeing et Airbus, provenant de clients tels qu'American Airlines, Southwest Airlines et Delta Airlines, illustrent le potentiel de pénétration accrue d'une nouvelle génération d'aéronefs dans le système de transport aérien aux États-Unis.

Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et membres d'équipage)

La demande mondiale devrait progresser à long terme

La croissance du marché de l'aviation civile a stimulé la demande en pilotes, en techniciens de maintenance et en agents de bord à l'échelle mondiale, ce qui a provoqué une pénurie de professionnels qualifiés dans plusieurs marchés. Les contraintes sur l'offre de pilotes comprennent le vieillissement des équipages, le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil et la diminution des inscriptions dans les écoles techniques. Dans les marchés émergents comme la Chine, l'Inde, le Moyen-Orient, l'Amérique du Sud et l'Asie du Sud-Est, la croissance à long terme du trafic aérien est plus forte que dans les marchés parvenus à maturité, et on s'attend à ce que cette situation se poursuive.

Le nouveau mode d'attestation des pilotes requiert de la formation faisant appel à la simulation

La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote commence à jouer un rôle encore plus important avec le processus d'attestation de compétence par une licence de pilote en équipage multiple (MPL) mis au point par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), qu'ont adopté plusieurs autorités de réglementation de l'aviation partout dans le monde. Le processus MPL met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation pour amener les élèves-pilotes à devenir des copilotes d'avions modernes. Nous avons lancé le cours MPL de CAE à l'exercice 2010, et les diplômés de notre programme MPL ont rejoint le marché du travail. Au cours de l'exercice 2012, nous avons conclu avec Air Asia le premier engagement à long terme au monde d'une grande compagnie aérienne à l'égard de la MPL. Si le processus MPL continue d'être adopté et de gagner en popularité dans les marchés émergents comme ceux de la Chine, de l'Inde, de l'Asie du Sud-Est, de l'Europe de l'Est et du Moyen-Orient où le besoin en pilotes qualifiés formés de la manière la plus efficace possible est le plus important, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

MARCHÉ MILITAIRE

Nos activités dégagent des produits des activités ordinaires dans l'ensemble de la chaîne de valeur du marché de la défense grâce à nos solutions permettant à nos clients de maintenir et d'améliorer leur efficacité, leur préparation aux missions et leurs capacités de prise de décisions. Nous fournissons des produits de simulation, comme des simulateurs de missions (FMS); nous effectuons des mises à niveau d'un important parc de simulateurs et de dispositifs de formation; nous fournissons des solutions de maintenance et de soutien en service; nous fournissons des centres de formation et des services de formation clés en main; nous avons diverses capacités nous permettant d'offrir des services professionnels fondés sur la simulation pour l'analyse, la formation et la prise de décision opérationnelle; et nous avons une entreprise de logiciels appelée Presagis, qui développe et vend des solutions logicielles prêtes à l'emploi (COTS) pour les constructeurs OEM, les organismes gouvernementaux et les forces armées.

Nous abordons les marchés de la défense en tirant parti de nos réalisations dans le monde et de notre expertise locale. Nous sommes présents localement et avons des centres d'excellence dans des marchés clés, notamment en Australie, au Canada, en Allemagne, en Inde, à Singapour, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Nous avons mis en place des procédés d'exploitation à l'échelle mondiale qui nous permettent d'accorder une grande autonomie quant à la prise de décision aux régions tout en exploitant la gamme complète de nos produits, services et capacités, ce qui se traduit par une efficacité accrue et des relations solides avec la clientèle.

Produits de simulation – Militaire (PS/M)

Ce secteur conçoit, construit et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales

Notre secteur PS/M est un chef de file mondial dans les domaines de la conception et de la production d'équipements militaires de simulation de vol. Nous développons du matériel de simulation, des systèmes d'entraînement et des outils logiciels pour une multitude d'aéronefs militaires, incluant des jets rapides, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des aéronefs de patrouille en mer, et des avions de ravitaillement et de transport. Nous offrons également des solutions fondées sur la simulation aux forces terrestres et navales, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs et les tireurs des chars d'assaut et des véhicules blindés de combat, ainsi que des dispositifs d'entraînement pratiques et virtuels à la maintenance. Nous avons créé la plus vaste gamme de simulateurs d'hélicoptères militaires dans le monde et nous avons aussi développé plus de systèmes d'entraînement pour l'avion de transport C-130 Hercules que quiconque dans le monde. Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à plus de 50 exploitants du secteur de la défense dans environ 35 pays, notamment à tous les corps d'armée américains.

Formation et services associés – Militaire (FS/M)

Ce secteur fournit des services de formation clés en main, des services de maintenance et de soutien, des services professionnels fondés sur la simulation ainsi que des solutions de soutien en service

Notre secteur FS/M fournit des services de formation clés en main et une expertise dans l'intégration des systèmes de formation aux forces armées du monde entier, comme le centre de formation des équipages d'hélicoptères moyens de soutien (MSHATF) à la base de la Royal Air Force (RAF) de Benson (Royaume-Uni), le programme Fournisseur de systèmes d'entraînement opérationnel (FSEO) des Forces canadiennes, l'école German Army Aviation School à Bückeburg, le système d'entraînement de l'équipage du KC-135 de l'United States Air Force (USAF) dans 13 bases américaines et internationales, ainsi qu'à nos centres de formation en coentreprise, notamment Rotorsim s.r.l en Italie avec AgustaWestland et Helicopter Training Private Limited (HATSOFF) en Inde avec Hindustan Aeronautics Limited (HAL). Nous avons récemment formé une coentreprise avec le gouvernement du Brunei afin de développer CAE Multi Purpose Training Centre Sdn Bhd (MPTC) qui fournira des services de formation à long terme sur hélicoptère et sur les appareils à voilure fixe. Nous fournissons aussi une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et l'entraînement sur simulateur dans plus de 70 établissements dans le monde. Le secteur FS/M fournit également une variété de services professionnels et de défense fondés sur la modélisation et la simulation, et une gamme de solutions de soutien en service comme l'ingénierie des systèmes et la gestion du cycle de vie.

Tendances et perspectives commerciales

Nous continuons toujours à voir un bon nombre d'occasions dans le monde pour nos solutions fondées sur la modélisation et la simulation. Cependant, dans les marchés matures comme ceux des États-Unis et de l'Europe, nous connaissons des processus d'approvisionnement plus longs et des retards qui influent sur le calendrier d'obtention des contrats. Alors que les États-Unis et l'Europe sont aux prises avec des difficultés budgétaires, nous constatons une augmentation des possibilités émanant de régions où les budgets de la défense sont en hausse, comme l'Asie et le Moyen-Orient, où CAE est bien établie et accroît sa présence. Tandis que l'incertitude à court terme pose des défis dans l'immédiat, le secteur de la défense prévoit que la formation fondée sur la simulation prendra une importance croissante dans l'avenir. Trois importants facteurs font en sorte que nos activités du secteur de la défense se distinguent. Tout d'abord, nous jouissons d'une position unique à l'échelle mondiale qui assure notre équilibre et notre diversité dans les marchés de la défense du monde. Nous avons ensuite notre solide expérience des plateformes d'appareils dont le cycle de vie devrait être long. Enfin, vient le facteur le plus fondamental, la formation fondée sur la simulation offre une valeur considérable aux forces de défense dont les budgets sont restreints, mais qui doivent quand même assurer l'entraînement et la préparation de leurs troupes.

Position mondiale

Depuis sa création, le secteur militaire de CAE a été diversifié à l'échelle mondiale, car la majorité des dépenses de défense à l'échelle mondiale ont été effectuées à l'extérieur du marché intérieur canadien. Nous exerçons environ le tiers de nos activités aux États-Unis, le tiers en Europe et le tiers dans le reste du monde. Notre carnet de commandes actuel est solide, et nous constatons un large éventail de possibilités à l'échelle mondiale, malgré les pressions exercées sur les gouvernements, principalement aux États-Unis, en Europe continentale et au Royaume-Uni, afin qu'ils réduisent les dépenses concernant la défense dans le cadre des réformes fiscales. Ces pressions ont fait en sorte que certains programmes ont été retardés ou amputés, et il est donc plus difficile de prédire le moment et la taille des occasions aux États-Unis et en Europe. Des pays comme l'Allemagne et le Royaume-Uni ont entrepris la réduction de leur structure de forces, réduction qui se traduira par une baisse du nombre de personnes devant être formées sur les plateformes touchées, ce qui pourrait avoir une incidence sur nos activités futures. Au même moment, les marchés émergents comme l'Inde, les autres pays d'Asie et le Moyen-Orient prévoient une croissance de leurs dépenses militaires, et nous occupons une place de choix dans ces régions. Comme nos intérêts couvrent plus de 50 exploitants du secteur de la défense dans environ 35 pays, notre secteur militaire est diversifié dans des marchés dont les dépenses en défense sont variables.

Position de nos plateformes

Au cours des dernières années, nous avons sciemment assuré la position de la Société quant à des plateformes d'appareils dont le cycle de vie, selon nous, sera long. Nous touchons principalement aux plateformes comme des hélicoptères, des appareils de transport, des avions de ravitaillement, des aéronefs de patrouille en mer et des avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse. Nous avons déjà fait nos preuves en ce qui concerne le respect du budget et de l'échéancier de livraison des programmes et nous sommes bien positionnés pour fournir aux forces armées des solutions de simulation et d'entraînement pour une série de ces types de plateformes militaires. Ces appareils comprennent l'avion de transport C-130J, les avions de patrouille maritime P-8A Poseidon et P-3C Orion, l'aéronef de ravitaillement KC-46A, l'avion multirôle de ravitaillement en vol et de transport A330, l'hélicoptère NH90, les avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse M-346 et Hawk, les variantes des hélicoptères S-70 et H-60, les hélicoptères de transport lourd CH-47 Chinook, les systèmes aériens sans pilote (UAS) et d'autres aéronefs qui font partie des éléments clés sur lesquels s'appuient les forces de défense à l'échelle mondiale. Jusqu'à présent, bien que ces plateformes ne soient pas immunisées dans certains marchés, les plateformes d'hélicoptères et d'appareils de transport, qui ont des applications dans le secteur de la défense comme dans le secteur humanitaire, ont été relativement épargnées par rapport aux plateformes comme les avions de combat (chasseurs). Aux États-Unis, les coupures prévues dans le budget proposé pour 2013 n'ont pas eu d'incidences importantes sur les programmes dans lesquels nous sommes en position dominante, et nous ne prévoyons pas qu'elles se répercuteront de façon majeure sur les programmes comme ceux du MH-60S/R, du C-130J, du P-8A et autres. L'annulation proposée par l'USAF du programme de modernisation de l'avionique (AMP) du C-130 dans son état actuel est le programme qui pourrait toucher CAE à court terme. Ce n'est toutefois pas l'un des principaux programmes de CAE USA, et l'incidence sur nos perspectives serait minimale. Dans l'ensemble, nos perspectives positives à long terme reposent sur la prévision que la demande mondiale pour des types d'appareils comme le C-130J et les hélicoptères H-60, qui jouent un rôle militaire crucial en plus de leur rôle humanitaire, se maintiendra. Ces plateformes sont composées de nouveaux types d'appareils nécessitant des programmes à long terme et nous croyons que cela créera pour nous des occasions au cours des dix années à venir.

Valeur de l'entraînement fondé sur la simulation

Diverses études portant sur le secteur suggèrent que les solutions fondées sur la simulation seront en bonne position pour relever quelques-uns des défis qui se posent en matière de budget pour les exploitants du secteur de la défense. Par exemple, selon une étude de marché réalisée en 2012 par Aerospace and Defence Media (ASD), la formation des pilotes militaires sur simulateurs passera de quelque 50 % en 2011 à 80 % d'ici 2021. Nous sommes d'avis que nous faisons partie intégrante de la solution qui permettra aux forces de défense de réduire leurs coûts de formation tout en maintenant ou en améliorant la préparation. Jusqu'à présent, certains clients du secteur de la défense ont commencé à intensifier leur recours à la formation fondée sur la simulation afin de réaliser des économies opérationnelles, et nous nous attendons à ce que ce type d'activité se poursuive à long terme, malgré la contraction des forces de défense de certains pays. Les dirigeants des forces de défense et des gouvernements ont clairement exprimé leur volonté de transférer un plus grand nombre d'heures de formation des systèmes d'armement réels aux simulateurs, comme moyen de réaliser des économies récurrentes. À court terme, l'urgence des réductions budgétaires a toutefois fait en sorte que la priorité pour les forces de défense est de trouver des domaines où il est possible de faire des compressions, la priorité suivante étant de chercher des moyens de continuer à réaliser des économies, ce qui, d'après nous, se traduira par un recours accru à la simulation. Nous continuons également à rechercher la croissance par le développement de nos compétences de base dans d'autres domaines liés au marché de la défense, comme la formation sur véhicules terrestres et les services professionnels.

Éléments moteurs du marché et notre position

Nous croyons que, dans le contexte actuel, notre capacité de contribuer à la réduction des coûts liés à la préparation militaire est unique. La demande pour nos produits et services sera alimentée par :

- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation;
- Demande croissante pour nos produits et services spécialisés fondés sur la modélisation et la simulation;
- Coût élevé de l'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation qui se traduit par un recours accru à la simulation;
- Nature actuelle et future des conflits armés nécessite la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération;
- Demande croissante pour la formation traditionnelle à la maison mère.

Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation

Les gouvernements et les forces de défense ont clairement exprimé leur volonté d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation pour l'analyse, la formation et la prise de décisions opérationnelles. Des organisations militaires du monde entier ont manifesté la même volonté, plus particulièrement les forces armées des États-Unis et d'autres pays aux prises avec des contraintes budgétaires. À l'inverse de l'aviation civile où le recours à la formation sur simulateur est courant, les forces armées ne sont pas obligées de former leurs pilotes sur simulateur; par conséquent, l'usage de simulateurs a traditionnellement été plus rare. La simulation comporte de nombreux avantages qui permettent de faire face à la menace croissante à l'échelle mondiale et aux nouvelles contraintes économiques qui font pression sur les dépenses en matière de défense. La modélisation et la simulation permettent la réalisation d'économies considérables. L'USAF estime que la formation sur appareil coûte environ 10 fois plus cher que la formation fondée sur la modélisation et la simulation. Selon le budget proposé du Department of Defence pour l'exercice 2013, les officiers de l'USAF, dans le but de réduire les coûts, ont proposé la baisse du budget de formation au vol. L'USAF promet que, en consacrant davantage de temps à la « formation évoluée sur simulateur », les équipages compenseront la perte de formation au vol. Le coût du carburant, les impacts défavorables sur l'environnement et les dommages causés par l'usure des systèmes d'armement et des aéronefs sont autant d'arguments en faveur d'un recours accru à la simulation et à la formation synthétique. Ce type de formation est essentiel afin d'assurer la préparation des forces de défense, alors qu'elles sont aux prises avec des menaces nouvelles et complexes.

Demande croissante pour nos produits et services spécialisés fondés sur la modélisation et la simulation

Nouvelles plateformes d'avions

L'une de nos priorités stratégiques est de nous allier à des constructeurs du secteur de la défense en vue de renforcer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les constructeurs OEM ont mis sur le marché de nouvelles plateformes et ils continuent de mettre à niveau et de prolonger la durée des plateformes existantes, ce qui alimente la demande mondiale de simulateurs et de services de formation. Par exemple, Boeing conçoit actuellement un nouvel aéronef de patrouille en mer, le P-8A Poseidon, et a obtenu le contrat de l'U.S. Air Force pour de nouveaux avions-citernes; NH Industries livre actuellement ses hélicoptères NH90; Airbus Military est en train de promouvoir vigoureusement l'avion multirôle de ravitaillement en vol et de transport (MRTT) A330, le A400M et son appareil de transport C-295 dans le monde entier; Lockheed Martin a doublé la production du C-130J; Alenia Aermacchi commercialise avec succès les avions d'entraînement de pointe M-346 pour la formation initiale des pilotes de chasse et Sikorsky propose de nouvelles versions de son hélicoptère H-60 aux forces armées et navales du monde entier. Tout ceci stimule la demande pour de nouveaux simulateurs et des services de formation, et nous disposons de produits à différents stades de conception et de production pour y répondre.

Recours à la modélisation et à la simulation pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions

La modélisation et la simulation servaient jusqu'à ce jour au soutien à la formation. Cette application est bien comprise, et elle est utilisée par les forces militaires et les agences civiles du monde entier. Nous sommes d'avis qu'il existe des possibilités de croissance si nous appliquons la simulation dans l'ensemble du cycle de vie du programme, y compris pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions. Nous constatons que les gouvernements et les forces militaires cherchent à appliquer les environnements synthétiques fondés sur la simulation aux programmes de recherche et de développement de même qu'à la conception et à l'essai des systèmes,

à l'analyse des renseignements, à l'intégration et à l'exploitation, et à fournir les outils d'aide à la prise de décisions nécessaires au soutien relatif à la planification des missions. Par exemple, nous avons mis en place un centre national de modélisation et de simulation (CNMS) pour le ministère de la Défense du Brunei. Les Forces armées royales du Brunei et le ministère de la Défense de ce pays ont recours au centre pour analyser les possibilités en matière de structure des forces, pour évaluer et valider les capacités, pour élaborer la doctrine et les tactiques, et pour soutenir les exercices de formation et de répétition de missions.

Tendance à l'impartition des services de formation et de maintenance

Les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver des moyens de réduire les coûts et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels, ce qui a un impact sur les budgets et les ressources de la défense. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'impartir divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Les gouvernements impartissent leurs services de formation, car ils peuvent ainsi être livrés plus rapidement et à moindres coûts. Nous avons obtenu des contrats de cette nature au Canada, en Allemagne, en Australie, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Durant l'exercice 2011, nous avons annoncé que CAE USA avait remporté un contrat d'une durée prévue de dix ans (sous réserve du financement annuel) portant sur la fourniture de services complets d'entraînement de l'équipage du KC-135 à l'USAF. CAE USA est le maître d'œuvre responsable de la fourniture de services de gestion des programmes, d'instruction en classe et sur simulateur, de maintenance et de logistique, de mises à niveau des dispositifs d'entraînement et de déménagement des dispositifs pour plus de 3 500 membres d'équipage des avions-citernes KC-135 de l'USAF. En Australie, nous avons livré une série de dispositifs d'entraînement pour l'avion multirôle de ravitaillement en vol et de transport (MRTT) KC-30A et nous fournissons à présent des services de formation complets, y compris des services d'instruction en classe et sur simulateur, à la Royal Australian Air Force. Nous avons récemment formé une coentreprise avec le gouvernement du Brunei afin de développer CAE Brunei (MPTC) qui fournira des services de formation à long terme sur hélicoptère et sur les appareils à voilure fixe.

Prolongation de vie et mise à niveau des plateformes de systèmes d'armes

Les constructeurs OEM prolongent la durée de vie des plateformes de systèmes d'armes en créant pour elles des mises à niveau ou en ajoutant des caractéristiques nouvelles, ce qui augmente la demande en mise à niveau des simulateurs en vue de satisfaire aux nouvelles normes. Ainsi, plusieurs constructeurs OEM proposent aux forces armées du monde entier qui utilisent des appareils C-130 une série de mises à niveau des logiciels d'avionique, ce qui rend nécessaires d'importantes mises à niveau des systèmes de formation pour les appareils C-130 déjà en exploitation ou d'éventuels nouveaux systèmes de formation pour ces appareils. Par exemple, au cours de l'exercice 2012 nous avons obtenu un contrat visant d'importantes mises à niveau du simulateur de missions CC-130H des Forces canadiennes. L'USAF, qui retire certains modèles moins récents de C-5, modernise également 52 anciens appareils C-5, les faisant passer à la configuration C-5M, qui comprend une mise à niveau des logiciels d'avionique et un programme de réingénierie. Durant l'exercice 2011, nous avons remporté un appel d'offres concurrentiel visant la mise à niveau des dispositifs de formation pour les C-5 de l'USAF durant les prochaines années. L'obtention du contrat visant le système d'entraînement de l'équipage du KC-135 de l'USAF nous a permis de mettre à niveau les dispositifs d'entraînement KC-135, ce qui est nécessaire en raison des importantes mises à niveau des aéronefs et l'obsolescence des simulateurs.

Coût élevé de l'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation, qui se traduit par un recours accru à la simulation

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation fondée sur la simulation en raison du plus grand réalisme, des coûts nettement plus faibles, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs qui se déprécient plus rapidement que prévu, et des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur le matériel d'armes réel. La formation sur simulateur réduit aussi le nombre d'heures de vol sur les aéronefs et permet d'entraîner les pilotes à faire face à des situations qui, en vol réel, pourraient mettre en péril l'avion ou l'équipage et les passagers. L'USAF, qui est le plus grand consommateur d'énergie du gouvernement américain, estime que ses coûts liés au carburant ont augmenté de plus de 225 % au cours de la dernière décennie. La montée du prix du carburant favorise l'adoption plus généralisée de la formation fondée sur la simulation.

Nature actuelle et future des conflits armés nécessite la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération

Demande de réseautage

Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement qui peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes sont de plus en plus importants au regard de l'intention des forces de défense d'effectuer de plus en plus d'exercices de préparation aux missions dans un environnement synthétique. Par exemple, dans le cadre le programme Maintenance and Aircrew Training System II avec Lockheed Martin, CAE développe des entraîneurs de systèmes d'armes C-130J pour les diverses divisions de l'USAF qui sont équipés de capacités de réseautage pour la réalisation d'opérations de missions distribuées.

Adoption grandissante de la formation synthétique pour la répétition de missions

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en formation aux fins des missions. Les solutions technologiques fondées sur la simulation permettent aux clients du secteur militaire de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions de bout en bout dans un environnement synthétique, en complément aux entraînements et aux exercices de préparation traditionnels. La formation synthétique offre aux militaires un moyen économique de s'entraîner à toute sorte de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. Par exemple, à notre centre MSHATF au Royaume-Uni, nous fournissons un entraînement préalable au déploiement de la Royal Air Force et d'autres forces alliées avant leur déploiement en Afghanistan.

Demande croissante pour la formation traditionnelle à la maison mère

À mesure que les États-Unis et leurs alliés réduisent le déploiement de leurs troupes de renfort en Afghanistan et ailleurs, il y aura une augmentation de la demande pour la formation traditionnelle à la maison mère. Lorsque les troupes ne participent pas à des opérations réelles, les forces armées doivent s'entraîner pour maintenir leurs aptitudes et leur préparation aux missions. La plupart des organisations militaires s'attendent à un rééquilibrage entre la formation sur appareil et la formation virtuelle et constructive. Par exemple, pour réduire les coûts, l'armée américaine prévoit réduire l'utilisation de la formation sur appareil et en transférer une partie à la simulation virtuelle et constructive. Cela entraînera des possibilités pour les dispositifs et les services de formation. Toutefois, la plupart des organisations militaires prévoient également réduire leurs niveaux de force, ce qui se répercutera sur l'infrastructure de formation nécessaire actuelle et future.

NOUVEAUX MARCHÉS PRINCIPAUX (NMP)

Marché des soins de santé

La formation fondée sur la simulation est de plus en plus considérée comme l'un des moyens les plus efficaces de préparer les praticiens à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Par l'entremise d'acquisitions et de partenariats avec des experts du secteur des soins de santé, nous mettons à contribution nos connaissances, notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des technologies et des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. Notre objectif est d'offrir aux étudiants et aux praticiens des outils réalistes très complets pour les aider à raffiner leurs compétences et à mieux se préparer à traiter leurs patients. Notre offre, qui intègre la simulation et la modélisation, va de la création de programmes de formation au déploiement d'une gamme étendue de simulateurs par spécialité.

Nous générons des produits des activités ordinaires dans cinq principaux secteurs : les simulateurs de patients; les simulateurs chirurgicaux; les simulateurs d'échographie; les applications et le matériel de formation; et les systèmes de gestion de centres de formation. Nos simulateurs de patients offrent un niveau élevé de crédibilité et de réalisme, ce qui permet aux étudiants et aux praticiens d'intervenir rapidement avec des mesures cliniques qui peuvent sauver des vies. Nos simulateurs chirurgicaux sont dotés d'une technologie haptique permettant aux étudiants et aux praticiens de s'entraîner et d'acquérir les compétences requises pour effectuer des interventions minimalement invasives, comme des bronchoscopies, des endoscopies et un remplacement de valves cardiaques. Nos simulateurs d'échographie associent l'apprentissage en ligne, un mannequin et un affichage 3D animé en temps réel permettant aux apprenants et aux praticiens de se familiariser avec l'échographie diagnostique au chevet du patient. Nos applications d'apprentissage fondé sur la simulation, comme les modules d'apprentissage, l'apprentissage en ligne et les applications mobiles, fournissent des outils de simulation pouvant être intégrés au milieu de travail hospitalier ou à de grands établissements de formation, ce qui permet d'optimiser le temps d'apprentissage de l'étudiant grâce à la livraison de contenu à distance, de même que les expériences et l'évaluation autogérées. Nos solutions de gestion de centres de simulation médicale sont conçues pour simplifier les opérations entourant la gestion d'activités complexes de simulation, d'évaluation, d'enregistrement, de débriefing et de planification des événements, de même que l'apprentissage.

À la suite de l'acquisition de Medical Education Technologies, Inc. (METI) au deuxième trimestre de l'exercice 2012, CAE Santé est devenue un chef de file des technologies fondées sur la simulation dans le domaine de la santé. METI est un chef de file mondial des technologies de simulation et des logiciels de formation dans le domaine médical comptant plus de 6 000 simulateurs dans des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des hôpitaux, des forces de défense et d'autres entités. CAE Santé a maintenant des bureaux au Canada, aux États-Unis, en Hongrie et en Allemagne et compte plus de 300 employés qui collaborent avec une équipe de 50 formateurs cliniques et un réseau de plus de 40 distributeurs dans 40 pays.

Tendances et perspectives commerciales

Aujourd'hui, le marché des soins de santé fondés sur la simulation est surtout concentré sur la formation; il englobe l'exploitation, la maintenance et la fourniture de tous les types de technologies de simulation et sa valeur va de quelque 750 millions \$ à 1 milliard \$. Une tranche d'environ 150 millions \$ représente le marché des simulateurs de patients, qui devrait connaître une croissance à deux chiffres au cours des prochaines années en raison du besoin d'assurer la sécurité des patients et d'améliorer l'efficacité et l'efficacité de la formation en soins de santé avec l'aide de la technologie de simulation. Nous voulons que CAE Santé soit à l'avant-garde de l'adoption de solutions de formation fondée sur la simulation pour les praticiens et qu'elle contribue à la sécurité des patients, ce qui permettra de sauver des vies tout en réduisant le coût global de la formation.

La simulation médicale permet aux apprenants et aux praticiens d'appliquer les procédures dans un environnement où les erreurs n'entraînent pas de conséquences non souhaitées. Les erreurs médicales entraînent de 50 000 à 100 000 décès par année aux États-Unis seulement, selon le rapport publié par l'Institute of Medicine (IOM) intitulé *To Err is Human: Building a Safer Health System*. Les simulateurs médicaux peuvent contribuer à réduire les erreurs de procédures en travaillant essentiellement à changer l'évaluation des compétences et la formation des praticiens en soins de santé, exactement comme les simulateurs de vol ont révolutionné la formation et l'attestation des pilotes il y a des décennies de cela. Outre les 793 000 médecins et les 67 000 étudiants en médecine, on compte quelque 3 millions d'infirmiers et 250 000 élèves-infirmiers aux États-Unis, ainsi que 8,8 millions de médecins et 14,5 millions d'infirmiers dans le monde.

La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Utilisation de simulateurs de patients;
- Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique;
- Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé;
- Augmentation du coût des soins de santé;
- Pénurie de fournisseurs de services.

Utilisation de simulateurs de patients

Les simulateurs de patients sont les simulateurs les plus couramment utilisés dans les marchés de l'éducation et de la formation en soins de santé. Les simulateurs de patients ont été conçus et développés pour un éventail d'applications en matière d'éducation et de formation des praticiens. La simulation de patients réduit la fréquence et la gravité des erreurs médicales tout en améliorant les soins fournis aux patients grâce à un apprentissage clinique des événements risqués et peu fréquents.

La simulation de patients offre aussi aux praticiens la possibilité de se pratiquer à soigner des problèmes aigus comme l'obstruction des voies aériennes, les arrêts cardiaques, les hémorragies, les états de choc et diverses autres situations d'urgence courantes. Grâce aux simulateurs, les intervenants peuvent acquérir une expérience de chaque situation clinique en évaluant les symptômes, en posant les gestes appropriés et en gérant la réaction du simulateur aux divers traitements.

Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique

La chirurgie endoscopique est réalisée au moyen de petites incisions chirurgicales pratiquées grâce à des instruments chirurgicaux spécialisés ainsi qu'à l'imagerie endoscopique ou une autre imagerie chirurgicale. Compte tenu des avantages de la chirurgie endoscopique (diminution du traumatisme pour le patient et périodes d'hospitalisation plus courtes), on assiste à une augmentation de l'utilisation de cette technique dans un certain nombre de procédures chirurgicales qui étaient, auparavant, invasives. Les progrès constants de la technologie chirurgicale et des techniques de chirurgie endoscopique pour diverses procédures font de la chirurgie l'application par excellence pour la simulation dans le secteur des soins de santé.

Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé

L'intégration de l'imagerie au secteur des soins de santé a augmenté en raison de la réforme de la réglementation sur les soins de santé, du développement de produits technologiques abordables découlant de la technologie et de la sensibilisation accrue du secteur aux avantages de la mise en œuvre de la technologie. La sensibilisation accrue des patients aux options technologiques de remplacement en chirurgie et aux autres procédures médicales a aussi contribué à inciter les assureurs et les fournisseurs de services à accepter et à mettre en œuvre des technologies de l'information et des technologies évoluées d'imagerie. Par exemple, l'échographie au chevet est devenue un outil irremplaçable dans la prise en charge de patients gravement atteints. Les appareils d'échographie portatifs offrent un formidable potentiel dans la mesure où ils peuvent fournir au chevet du patient des données diagnostiques immédiates qu'un examen clinique seul ne pourrait pas révéler. À condition que les praticiens l'utilisant pour effectuer des examens hors laboratoire soient correctement formés, l'appareil d'échographie portatif peut représenter un avantage énorme pour l'évaluation au chevet et le traitement des patients en soins intensifs.

Augmentation du coût des soins de santé

L'augmentation des services de première ligne et du coût de ceux-ci est en corrélation avec la croissance de la population et l'expansion de la couverture des soins de santé. L'augmentation de l'espérance de vie et la génération du baby-boom ont entraîné une demande importante pour des services liés aux maladies chroniques et au vieillissement de la population. De plus, il existe un consensus parmi les économistes de la santé sur le fait que la hausse du coût et des dépenses de soins de santé découle principalement de l'adoption à grande échelle des technologies médicales et d'un nombre accru de services et de traitements médicaux complexes tant pour les patients hospitalisés que pour les patients externes. L'adoption répandue des technologies médicales et le nombre accru de services médicaux complexes pourraient à la limite se traduire par une augmentation de la demande en produits et services de formation. Les experts ont démontré que l'utilisation de la simulation médicale améliore les résultats sur les patients et réduit les taux d'erreur, ce qui aide à atténuer le taux d'augmentation dans le coût global des soins de la santé.

Pénurie de fournisseurs de services

On s'attend à des pénuries de médecins dans les secteurs des soins de première ligne, de la médecine familiale et de la médecine spécialisée. Les simulateurs médicaux et chirurgicaux virtuels favoriseront la formation des médecins et des professionnels de la santé en contribuant à soulager les goulots d'étranglement et à améliorer l'efficacité de la formation. Le vieillissement de la population intensifie la demande en soins de santé, tandis que le vieillissement des travailleurs de la santé augmente le risque lié au roulement de personnel dans les hôpitaux. D'ici 2014, selon le ministère américain de la Santé et des Services sociaux, le pays aura besoin de nouveaux infirmiers à hauteur de 1,2 million pour répondre à la demande, de 500 000 pour remplacer ceux qui quittent la profession et de 700 000 pour satisfaire à la demande croissante de services infirmiers. L'Organisation mondiale de la Santé a également indiqué que les pénuries sont critiques dans 57 pays, ce qui représente l'équivalent d'un déficit global de 2,4 millions de médecins, d'infirmiers et de sages-femmes à l'échelle mondiale. Lorsque les nouveaux diplômés entreront sur le marché du travail, les hôpitaux auront de plus en plus besoin de programmes d'intégration qui transforment les nouveaux infirmiers en praticiens compétents d'une manière efficace et efficiente. La simulation est en train d'effectuer la transition de la salle de classe vers la pratique clinique en tant qu'environnement sécuritaire de formation clinique.

Marché des mines

Nous avons des clients dans plus de 90 pays, qui sont desservis par nos bureaux en Australie, au Brésil, au Canada, au Chili, en Inde, au Kazakhstan, au Pérou, en Afrique du Sud, aux États-Unis et au Royaume-Uni. Nous fournissons des produits et services pour l'exploitation à ciel ouvert et l'exploitation souterraine aux sociétés minières, qui vont des grandes sociétés diversifiées aux jeunes sociétés minières et de consultation.

Nous générons des produits des activités ordinaires au moyen de la livraison des produits et services dans l'ensemble de la chaîne de valeur du marché minier. Nos logiciels sont utilisés pour la gestion des données géologiques et d'exploration, pour la stratégie minière, l'optimisation, la conception détaillée et la planification de toutes les méthodes d'exploitation minière et des matières premières. Nos services de consultation technique incluent plus de 100 géologues et ingénieurs expérimentés, répondant aux besoins des clients, comme la gestion des programmes de forage exploratoire, des études minières, l'évaluation des ressources, les services techniques sur place et les projets d'amélioration des affaires. Nos simulateurs d'exploitation minière CAE Terra, développés et lancés durant l'exercice 2012, mettent à profit notre expérience en matière de

simulation pour offrir un degré de réalisme incomparable. Nos simulateurs sont dotés d'un système complet de gestion des stagiaires, d'outils de planification des cours et d'un poste de l'instructeur équipé d'écrans tactiles interactifs. Nos services de formation incluent la planification du perfectionnement de la main-d'œuvre, l'analyse des besoins en formation, le développement professionnel dans des disciplines techniques et la conception et la mise en œuvre de programmes de formation des opérateurs. Notre didacticiel de formation des opérateurs est conçu pour diverses méthodes d'apprentissage, soit l'apprentissage à distance au rythme de chacun, la formation en classe donnée par un instructeur, la formation pratique et les scénarios fournis dans nos simulateurs haute fidélité.

Tendances et perspectives commerciales

Nos clients font appel à notre technologie et à nos services pour accroître la productivité et la sécurité. La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Pénurie de compétences en raison de l'expansion rapide dans de nouvelles mines;
- Priorité accordée aux questions de santé et sécurité;
- Besoin accru d'efficacité opérationnelle afin d'optimiser le rendement des mines en exploitation;
- Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction;
- Intensification de l'activité d'exploration et d'extraction en raison de la demande forte et soutenue pour les matières premières.

Pénurie de compétences en raison de l'expansion rapide dans de nouvelles mines

La pénurie de compétences dans de nombreuses régions exerce des pressions sur les salaires et sur les coûts des projets. À défaut d'une hausse importante du nombre de travailleurs expérimentés ou de la mise en œuvre de nouvelles technologies permettant d'intensifier la production avec moins de travailleurs, la croissance de l'approvisionnement sera entravée. Selon BHP Billiton, en Australie seulement, le secteur des ressources nécessitera plus de 150 000 travailleurs supplémentaires dans diverses disciplines au cours des cinq prochaines années. La pénurie de compétences fera probablement stimuler la demande de formation supplémentaire.

Priorité accordée aux questions de santé et sécurité

Les sociétés continuent de cibler l'amélioration des normes de santé et sécurité au moyen de percées technologiques et d'intensification de la formation axée sur les compétences pour créer un effectif plus compétent et mieux formé. Les sociétés minières se tournent vers l'équipement automatisé, le contrôle à distance des activités et la formation fondée sur la simulation pour améliorer la sécurité dans son ensemble.

Besoin accru d'efficacité opérationnelle afin d'optimiser le rendement des mines en exploitation

Au cours des 30 dernières années, la teneur moyenne des corps minéralisés dans certaines régions du monde a diminué de moitié et la quantité de déchets de roche a plus que doublé. En raison de la volatilité du prix des minéraux et du coût de l'énergie, le secteur doit adopter des stratégies différentes. Ces dernières incluront l'utilisation accrue des outils d'optimisation, de la simulation et de l'analyse de scénarios afin de maximiser la valeur et de maintenir la viabilité des activités en cours, dans le but d'aider les sociétés minières à privilégier la récupération de métal au lieu de maximiser la capacité.

Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction

Les teneurs moyennes sont en baisse alors que la consommation d'énergie est en hausse, entraînant un changement important du prix de base du secteur. Les grandes sociétés minières doivent disposer d'une expertise multidisciplinaire pour surmonter les défis complexes auxquels est confronté le secteur. Nous sommes activement impliqués dans la recherche de solutions technologiques pour la récupération de métaux en utilisant le moins d'énergie possible. Nos outils existants pour l'optimisation et l'analyse de scénarios aident les sociétés minières à répondre à l'évolution des prix et aux coûts des intrants afin de maximiser le potentiel de leurs opérations existantes.

Intensification de l'activité d'exploration et d'extraction en raison de la demande forte et soutenue pour les matières premières

Les prix des matières premières sont déterminés par l'offre et la demande. Même si les prix ont baissé après avoir atteint des sommets, ils demeurent à des niveaux historiquement élevés et la demande reste forte. L'accroissement de la consommation et de l'urbanisation dans les marchés émergents alimente l'augmentation de la demande pour les matières premières, surtout les matériaux en vrac comme le minerai de fer et le charbon, alors que la conjoncture économique aux États-Unis et en Europe freine la croissance des marchés parvenus à maturité.

Les 40 plus grandes sociétés minières au monde ont annoncé de concert des programmes d'investissement de plus de 300 milliards \$US. Les investissements sont de plus en plus axés sur les gisements situés dans des régions éloignées, ou sur ceux dont l'exploitation est plus exigeante. La plus grande part de l'activité d'exploration est effectuée par de jeunes sociétés minières qui investissent dans des programmes de forage afin de déterminer l'importance des ressources minérales et des réserves de minerai.

3.5 Variations de change

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	2012	2011	Augmentation/ (diminution)
Dollar américain (\$US)	1,00	0,97	3 %
Euro (€)	1,33	1,38	(4 %)
Livre sterling (£)	1,60	1,56	3 %

Les taux de change moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	2012	2011	(Diminution)/ augmentation
Dollar américain (\$US)	0,99	1,02	(3 %)
Euro (€)	1,37	1,34	2 %
Livre sterling (£)	1,58	1,58	-

Pour l'exercice 2012, la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger s'est traduite par une diminution de 1,2 million \$ des produits des activités ordinaires et d'aucune variation du résultat net par rapport à l'exercice 2011.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois grands champs d'activité :

– Notre réseau de centres de formation

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées dans notre réseau de centres de formation le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des centres et le montant net des investissements. Selon les IFRS, les profits ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans un établissement à l'étranger sont reportés dans le poste des différences de conversion (cumul des autres éléments du résultat global), qui est présentée dans la section capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière. Toute incidence d'une fluctuation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement le compte consolidé de résultat de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

– Nos activités de produits de simulation hors du Canada (Australie, Allemagne, Inde, Singapour, Royaume-Uni et États-Unis)

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées au chapitre de ces activités par les établissements à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et de matériels qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens.

– Nos activités de produits de simulation au Canada

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des monnaies étrangères (sauf les comptes débiteurs et créditeurs libellés en monnaies étrangères), une part importante des produits des activités ordinaires annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en monnaies étrangères (principalement en dollars américains et en euros), et une part importante des dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une transaction de couverture visant à nous mettre au moins partiellement à l'abri du risque de change. Puisque moins de 100 % de nos produits des activités ordinaires sont couverts, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur le compte consolidé de résultat.

Nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. En ce qui concerne le solde des produits des activités ordinaires futurs prévus, nos activités de fabrication au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts de fabrication comptabilisés en dollars américains et en euros, nous effectuons des transactions de couverture de coûts libellés en monnaies étrangères à l'égard de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

Analyse de sensibilité

Nous avons réalisé une analyse de sensibilité en vue de déterminer l'effet à court terme des variations de change. Nous avons évalué les sources des produits des activités ordinaires et des charges libellés en devises et déterminé que le risque de change sur une base consolidée se manifestait principalement dans deux secteurs, à savoir :

- Les produits des activités ordinaires et les charges en devises liés aux activités de fabrication au Canada – nous prenons des couvertures sur une partie des risques;
- La conversion des opérations en devises à l'étranger. Le risque couru à cet égard concerne principalement notre résultat opérationnel.

Dans un premier temps, nous avons calculé les produits des activités ordinaires et les charges par devise en vue d'établir le résultat opérationnel dans chaque devise. Nous en avons ensuite soustrait le montant des produits des activités ordinaires et des charges faisant l'objet d'une couverture pour arriver au risque net par devise. Puis, nous avons ajouté le risque net des établissements à l'étranger pour arriver au risque de change consolidé pour chacune des devises.

Enfin, nous avons réalisé une étude de sensibilité visant à déterminer l'effet qu'aurait une dépréciation de 1 cent du dollar canadien par rapport à chacune des trois autres devises. Le tableau ci-après présente l'effet type de cette variation (après impôts) sur nos produits des activités ordinaires et notre résultat opérationnel annuels, ainsi que notre risque net :

Risque (<i>en millions</i>)	Produits des activités ordinaires	Résultat opérationnel	Couverture	Risque net
Dollar américain (\$US)	11,4	\$ 2,8	\$ (2,3)	\$ 0,5
Euro (€)	2,2	0,3	(0,1)	0,2
Livre sterling (£)	1,0	0,2	(0,1)	0,1

Un raffermissement probable de 1 cent du dollar canadien aurait eu l'effet contraire.

3.6 Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information utile et complémentaire aux mesures financières normalisées établies conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous évaluons et contrôlons combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs fiscaux, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Pour voir d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Carnet de commandes

La valeur du carnet de commandes est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour les secteurs PS/C, PS/M et FS/M, nous considérons qu'une commande est en carnet dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties (obligations reprises dans le contrat ou la commande);
- Les contrats militaires sont ordinairement exécutés sur de longues périodes, et certains doivent être reconduits tous les ans. Pour les secteurs PS/M et FS/M, nous n'inscrivons un contrat dans le carnet de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Dans le cas des secteurs FS/C et NMP, nous prenons en compte les produits des activités ordinaires attendus des contrats de formation à court et à long terme dès que nous avons de la part des clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur ce paiement de la part de nos clients acquis.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires de la période.

Commandes non financées

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes des secteurs militaires que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options non exercées dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée.

Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance)

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dettes nettes

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Dettes nettes ajustées

La dette nette ajustée est une mesure hors PCGR par laquelle nous contrôlons le niveau de notre dette nette sans tenir compte des obligations supplémentaires au titre des contrats de location-financement. Nous surveillons cet indicateur et nous croyons que les lecteurs de notre rapport de gestion l'utilisent pour évaluer notre rendement avec les sociétés semblables. Pour la calculer, nous soustrayons du total de notre dette à long terme, y compris la partie courante de la dette à long terme, la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les obligations au titre des contrats de location-financement.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour faire croître l'entreprise, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent à la trésorerie nette dégagée des activités opérationnelles maintenues, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de la partie courante des actifs disponibles à la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et de la partie courante des passifs liés aux actifs disponibles à la vente).

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, de même que le montant net des autres (profits) pertes.

Nombre équivalent de simulateurs actifs

Le nombre équivalent de simulateurs actifs (NESA) est une mesure financière qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des produits des activités ordinaires au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NESA que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et remis en service commercial.

Rendement du capital utilisé

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat provenant des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les intérêts débiteurs, nets d'impôts, par le montant moyen du capital utilisé.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises appartenant à des secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Résultat opérationnel sectoriel

Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs, puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le ROS correspond au résultat opérationnel sectoriel abstraction faite du montant net des charges financières, des impôts sur le résultat, des activités abandonnées et des autres éléments non précisément liés à la performance du secteur.

4. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

4.1 Résultat opérationnel – Quatrième trimestre de l'exercice 2012

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>		T4-2012	T3-2012	T2-2012	T1-2012	T4-2011
Produits des activités ordinaires	\$	506,7	453,1	433,5	427,9	465,6
Coût des ventes	\$	336,6	300,2	296,0	288,3	311,0
Marge brute ³	\$	170,1	152,9	137,5	139,6	154,6
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	%	33,6	33,7	31,7	32,6	33,2
Frais de recherche et de développement ³	\$	15,2	16,5	15,9	15,2	12,9
Frais de vente, généraux et d'administration	\$	71,8	62,5	59,8	62,3	67,1
Autres (profits) pertes – montant net	\$	(5,6)	(3,6)	(2,1)	(9,9)	(3,2)
Résultat opérationnel ³	\$	88,7	77,5	63,9	72,0	77,8
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	%	17,5	17,1	14,7	16,8	16,7
Produits financiers	\$	(1,5)	(1,6)	(2,3)	(1,2)	(1,2)
Charges financières	\$	18,1	17,8	17,2	16,1	16,4
Charges financières – montant net	\$	16,6	16,2	14,9	14,9	15,2
Résultat avant impôts sur le résultat	\$	72,1	61,3	49,0	57,1	62,6
Charge d'impôt sur le résultat	\$	18,4	15,2	10,3	13,6	16,6
<i>En pourcentage du résultat avant impôts (taux d'impôt)</i>	%	26	25	21	24	27
Résultat net	\$	53,7	46,1	38,7	43,5	46,0
Attribuable aux :						
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$	53,2	45,6	38,4	43,1	45,5
Participations ne donnant pas le contrôle	\$	0,5	0,5	0,3	0,4	0,5
	\$	53,7	46,1	38,7	43,5	46,0
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						
De base	\$	0,21	0,18	0,15	0,17	0,18
Dilué	\$	0,21	0,18	0,15	0,17	0,18

Produits des activités ordinaires en hausse de 12 % par rapport au dernier trimestre et de 9 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011

Les produits des activités ordinaires sont en hausse de 53,6 millions \$ par rapport à ceux du dernier trimestre. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont augmenté de 43,2 millions \$, soit 28 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés d'un simulateur C-130 qui a été partiellement construit et pour lequel nous avons signé un contrat pendant le trimestre et des programmes exécutés en Amérique du Nord et en Europe;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 9,3 millions \$, soit 8 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires réalisés en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et en Europe. Cette augmentation a été neutralisée en partie par la conversion d'un dollar canadien plus fort par rapport au dollar américain et à l'euro, ainsi que par la contribution moindre des activités de formation initiale en Europe;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont augmenté de 2,4 millions \$, soit 3 %, principalement en raison de la hausse des niveaux de production découlant d'une augmentation des commandes enregistrées, contrebalancée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires inscrits pour le trimestre au titre des ventes de simulateurs partiellement fabriqués;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont augmenté de 1,6 million \$, soit 2 %, principalement en raison de l'intensification du niveau d'activité à l'égard de nos programmes de formation et de la hausse des produits des activités ordinaires tirés du programme ATS visant le KC-135 aux États-Unis et des programmes australiens. Cette progression a été neutralisée en partie par la baisse du niveau d'activité à l'égard des programmes européens et l'incidence défavorable des variations du change sur la conversion des résultats de nos activités en Europe;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont diminué de 2,9 millions \$, soit 11 %, principalement en raison de la réduction des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé.

³ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 3.6).

Les produits des activités ordinaires affichent une hausse de 41,1 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice 2011. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont augmenté de 16,3 millions \$, soit 9 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés d'un simulateur C-130 qui a été partiellement construit et pour lequel nous avons signé un contrat pendant le trimestre et des programmes exécutés en Amérique du Nord et de l'intégration de la division TAL de RTI International, acquise en février 2011. Cette augmentation a été annulée en partie par la baisse du niveau d'activité à l'égard des programmes australiens visant les hélicoptères, des programmes exécutés en Europe et de l'achèvement d'un contrat de CNMS au Brunei plus tôt dans l'exercice;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 13,1 millions \$, soit 118 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé qui découle essentiellement de l'intégration de METI, acquise en août 2011, ainsi qu'à l'augmentation des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 11,3 millions \$, soit 9 %, principalement en raison de la progression des produits des activités ordinaires provenant de toutes les régions, ainsi que de l'intégration dans nos résultats des activités de formation de CHC Helicopter, acquises en février 2011. Cette hausse a été annulée en partie par la contribution moindre des activités de formation initiale en Europe;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont diminué de 6,9 millions \$, soit 9 %, en raison de la hausse des niveaux de production découlant d'une augmentation des commandes enregistrées, contrebalancée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires inscrits pour le trimestre au titre des ventes de simulateurs partiellement fabriqués;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont diminué de 6,5 millions \$, soit 8 %, principalement en raison de la baisse du niveau d'activité dans notre division Services professionnels aux États-Unis et de la réduction des produits des activités ordinaires tirés d'un contrat de soutien en service en Europe qui a pris fin plus tôt au cours de l'exercice. Ce recul a été compensé en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes australiens, des nouveaux contrats exécutés aux États-Unis et en Europe et l'intensification du niveau d'activité à l'égard de nos programmes de formation.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Résultat opérationnel en hausse de 11,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 10,9 millions \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011

Le résultat opérationnel s'est établi à 88,7 millions \$ ce trimestre, soit 17,5 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 77,5 millions \$, soit 17,1 % des produits des activités ordinaires, au trimestre précédent et à 77,8 millions \$, soit 16,7 % des produits des activités ordinaires, au quatrième trimestre de l'exercice 2011. Abstraction faite de la reprise de charge de restructuration comptabilisée au quatrième trimestre de l'exercice 2011, le résultat opérationnel s'est chiffré à 76,8 millions \$, soit 16,5 % des produits des activités ordinaires de ce trimestre.

Le résultat opérationnel a progressé de 14 % par rapport au trimestre précédent. Les hausses du résultat opérationnel sectoriel⁴ se sont élevées à 7,7 millions \$, à 1,5 million \$, à 1,0 million \$, à 0,8 million \$ et à 0,2 million \$ pour les secteurs PS/M, FS/C, FS/M, PS/C et NMP, respectivement.

Le résultat opérationnel a progressé de 14 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011. Les hausses respectives du résultat opérationnel de 5,0 millions \$, de 4,6 millions \$, de 2,7 millions \$ et de 0,6 million \$ pour les secteurs FS/C, PS/C, NMP et PS/M ont été partiellement neutralisées par la baisse de 1,0 million \$ du résultat opérationnel sectoriel du secteur FS/M.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Montant net des charges financières en hausse de 0,4 million \$ par rapport au trimestre précédent et de 1,4 million \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011

Le montant net des charges financières a affiché une hausse par rapport au trimestre précédent, qui s'explique essentiellement par l'augmentation des frais de financement pris en compte.

Le montant net des charges financières a affiché une hausse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011, qui s'explique essentiellement par l'augmentation de la charge d'intérêts découlant du nouveau placement privé de billets de premier rang émis, contrebalancée en partie par la réduction de la charge d'intérêts liée aux obligations au titre des contrats de location-financement, l'augmentation des intérêts inscrits à l'actif au titre des immobilisations corporelles en cours de construction et la hausse du produit d'intérêts sur les créances à long terme.

Taux d'impôt effectif de 26 % ce trimestre

Pour ce trimestre, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 18,4 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 26 %, comparativement à 25 % au trimestre précédent et à 27 % au quatrième trimestre de l'exercice 2011.

Le taux d'imposition effectif a augmenté par rapport au trimestre précédent, principalement en raison d'un règlement d'une vérification fiscale au Canada au trimestre précédent et d'un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

⁴ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 3.6).

La diminution du taux d'imposition effectif comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2011 est principalement attribuable à un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

4.2 Résultat opérationnel – Exercice 2012

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	Exercice 2012		Exercice 2011	
Produits des activités ordinaires	1 821,2	\$	1 630,8	\$
Coût des ventes	1 221,1	\$	1 082,0	\$
Marge brute	600,1	\$	548,8	\$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	33,0	%	33,7	%
Frais de recherche et de développement	62,8	\$	44,5	\$
Frais de vente, généraux et d'administration	256,4	\$	239,9	\$
Autres profits – montant net	(21,2)	\$	(18,2)	\$
Résultat opérationnel	302,1	\$	282,6	\$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	16,6	%	17,3	%
Produits financiers	(6,6)	\$	(4,4)	\$
Charges financières	69,2	\$	64,4	\$
Charges financières – montant net	62,6	\$	60,0	\$
Résultat avant impôts sur le résultat	239,5	\$	222,6	\$
Charge d'impôt sur le résultat	57,5	\$	61,7	\$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	24	%	28	%
Résultat net	182,0	\$	160,9	\$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	180,3	\$	160,3	\$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,7	\$	0,6	\$
	182,0	\$	160,9	\$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base	0,70	\$	0,62	\$
Dilué	0,70	\$	0,62	\$

Produits des activités ordinaires en hausse de 12%, soit 190,4 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

Les produits des activités ordinaires sont en hausse par rapport à ceux de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont augmenté de 69,6 millions \$, soit 26 %, principalement en raison des niveaux de production accrus découlant d'une hausse des commandes enregistrées, annulés en partie par des taux de couverture moins favorables;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 45,0 millions \$, soit 118 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé qui découle essentiellement de l'intégration de METI ainsi qu'à l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des ventes de logiciels et de services de CAE Mines;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 44,4 millions \$, soit 10 %, en raison de la progression des produits des activités ordinaires réalisés dans toutes les régions, ainsi qu'à l'intégration dans nos résultats des activités de formation de CHC Helicopter. Cette hausse a été annulée en partie par l'incidence négative de la contribution moindre des activités de formation initiale en Europe et de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain;

- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont augmenté de 33,2 millions \$, soit 6 %, principalement en raison de l'intégration de la division TAL de RTI International, et de la hausse des produits des activités ordinaires tirés d'un simulateur C-130 qui a été partiellement construit et pour lequel nous avons signé un contrat pendant le trimestre et des programmes exécutés en Amérique du Nord. Cette augmentation a été annulée en partie par la baisse de volume à l'égard des programmes australiens visant les hélicoptères, l'achèvement d'un programme canadien visant les hélicoptères au cours de l'exercice 2011 et la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes exécutés en Europe;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont diminué de 1,8 million \$, en raison de la baisse du niveau d'activité dans notre division Services professionnels aux États-Unis et de la réduction des produits des activités ordinaires résultant de l'achèvement d'un contrat de soutien en service en Europe. Ces facteurs ont été compensés par l'accroissement du soutien en service lié à un programme canadien et par l'intensification du niveau d'activité à l'égard des programmes ATS aux États-Unis et de la formation et des services en Australie et en Europe.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Marge brute en hausse de 51,3 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La marge brute s'est établie à 600,1 millions \$ cet exercice, soit 33,0 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 548,8 millions \$, soit 33,7 % des produits des activités ordinaires, à l'exercice précédent. En pourcentage des produits des activités ordinaires, la marge brute est demeurée stable par rapport à l'exercice précédent.

Résultat opérationnel en hausse de 19,5 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel de l'exercice s'est élevé à 302,1 millions \$, soit 16,6 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 282,6 millions \$, soit 17,3 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice précédent. Abstraction faite des charges de 8,4 millions \$ liées à l'acquisition et à l'intégration de METI, acquise au cours de l'exercice, le résultat opérationnel aurait été de 310,5 millions \$, soit 17,0 % des produits des activités ordinaires de l'exercice écoulé. Abstraction faite de la reprise de la charge de restructuration comptabilisée au quatrième trimestre de l'exercice 2011, le résultat opérationnel s'est chiffré à 281,6 millions \$, soit 17,3 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice précédent.

Comparativement à l'exercice précédent, le résultat opérationnel a augmenté de 7 %. Les hausses respectives du résultat opérationnel sectoriel de 22,3 millions \$ pour le secteur FS/C et de 16,8 millions \$ pour le secteur PS/C ont été atténuées par des baisses de 9,4 millions \$, de 5,4 millions \$ et de 3,8 millions \$ pour les secteurs FS/M, NMP et PS/M, respectivement.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Montant net des charges financières en hausse de 2,6 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

	2011 à 2012
<i>(en millions)</i>	
Charges financières de la période précédente	64,4 \$
Augmentation des charges financières liées à la dette à long terme (hormis les contrats de location-financement)	5,8
Diminution des charges financières liées aux contrats de location-financement	(1,4)
Augmentation des charges financières liées aux obligations relatives aux redevances	0,2
Diminution des charges financières liées à l'amortissement des frais de financement différés	(0,2)
Augmentation des charges financières liées à la désactualisation des provisions	0,5
Augmentation des autres charges financières	1,7
Augmentation des coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(1,8)
Augmentation des charges financières depuis la période précédente	4,8 \$
Produits financiers de la période précédente	(4,4) \$
Augmentation du produit d'intérêts sur les prêts et créances	(1,4)
Augmentation du produit au titre des autres intérêts	(0,8)
Augmentation des produits financiers depuis la période précédente	(2,2) \$
Charges financières de la période écoulée, montant net	62,6 \$

Le montant net des charges financières s'est élevé à 62,6 millions \$, en hausse de 2,6 millions \$, soit 4 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique essentiellement par la hausse des charges d'intérêts découlant d'un nouveau placement privé de billets de premier rang émis, partiellement annulée par la réduction de la charge d'intérêts liée aux obligations au titre des contrats de location-financement, l'augmentation des intérêts inscrits à l'actif au titre des immobilisations corporelles en cours de construction et la hausse du produit d'intérêts sur les créances à long terme.

Taux d'impôt effectif de 24 %

Pour l'exercice écoulé, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 57,5 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 24 %, comparativement à 28 % pour l'exercice précédent. La diminution du taux d'imposition effectif par rapport à l'exercice 2011 était principalement attribuable à la baisse des taux canadiens et à l'étranger, ainsi que la proportion des produits provenant de différentes juridictions, la reconnaissance des actifs d'impôt différé antérieurement non constatés ainsi que le règlement d'un contrôle fiscal au Canada. De plus, le taux d'imposition effectif a été favorablement touché par la reconnaissance d'actifs d'impôt différé sur les transactions intersociétés.

4.3 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés

La valeur de notre carnet de commandes consolidé était de 3 724,2 millions \$ à la fin de l'exercice 2012, en hausse de 8 % par rapport à l'exercice précédent. Les nouvelles commandes de 2 128,3 millions \$ ont augmenté la valeur du carnet de commandes pour l'exercice, tandis que des produits de 1 821,2 millions \$ ont été tirés du carnet de commandes.

Carnet de commandes en hausse de 8 % par rapport à l'exercice précédent

<i>(en millions)</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Carnet de commandes en début de période	3 449,0 \$	3 052,8 \$
+ commandes	2 128,3	1 854,5
- produits des activités ordinaires	(1 821,2)	(1 630,8)
+/- ajustements	(31,9)	172,5
Carnet de commandes en fin de période	3 724,2 \$	3 449,0 \$

Pour l'exercice 2012, les ajustements tiennent compte d'un montant de 38,0 millions \$ lié à l'annulation d'une commande, à la cessation de certains programmes et à l'ajustement d'un programme de services pour les forces de défense à la suite d'un retard dans l'exécution d'une obligation de livraison du constructeur OEM. L'ajustement a été partiellement neutralisé par l'incidence des variations du change.

Pour l'exercice 2011, outre l'écart de change défavorable découlant de l'appréciation du dollar canadien, les ajustements tiennent compte d'un montant de 187,8 millions \$ lié à l'acquisition des activités de formation de CHC Helicopter, d'un montant de 56,3 millions \$ lié à l'acquisition de la division TAL de RTI International, ainsi que des prévisions révisées à la baisse de 21,1 millions \$ concernant les produits des activités ordinaires liés aux contrats acquis dans le cadre de l'acquisition de DSA, pour lesquels les travaux ont été retardés.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,44. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,17.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

5. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre cinq secteurs :

Secteurs civils :

- Formation et services associés – Civil (FS/C);
- Produits de simulation – Civil (PS/C).

Secteurs militaires :

- Produits de simulation – Militaire (PS/M);
- Formation et services associés – Militaire (FS/M).

Secteur Nouveaux marchés principaux (NMP).

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont comptabilisées au coût et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C vers le secteur FS/C.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT**Résultat opérationnel sectoriel**

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	Exercice 2012	Exercice 2011	T4-2012	T3-2012	T2-2012	T1-2012	T4-2011
Secteurs civils							
Formation et services associés – Civil	\$ 122,2	99,9	30,3	28,8	27,6	35,5	25,3
	% 24,5	22,0	22,9	23,4	23,2	28,6	20,9
Produits de simulation – Civil	\$ 51,6	34,8	14,0	13,2	14,7	9,7	9,4
	% 15,1	12,8	16,8	16,4	15,9	11,3	12,3
Secteurs militaires							
Produits de simulation – Militaire	\$ 101,2	105,0	34,6	26,9	20,9	18,8	34,0
	% 16,3	17,9	17,7	17,7	15,4	13,9	19,0
Formation et services associés – Militaire	\$ 40,9	50,3	11,0	10,0	9,3	10,6	12,0
	% 14,7	18,0	15,4	14,3	14,2	14,9	15,4
Nouveaux marchés principaux	\$ (13,8)	(8,4)	(1,2)	(1,4)	(8,6)	(2,6)	(3,9)
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total	\$ 302,1	281,6	88,7	77,5	63,9	72,0	76,8
Reprise de la charge de restructuration	\$ -	1,0	-	-	-	-	1,0
Résultat opérationnel	\$ 302,1	282,6	88,7	77,5	63,9	72,0	77,8

5.1 Secteurs civils**EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2012**

- Nous avons lancé la troisième génération du générateur d'images CAE Tropos^{MC}-6000 qui domine le marché de la formation pour l'aviation civile et offre une expérience améliorée de formation au pilotage avec de nouvelles fonctions qui tirent parti de la puissance des plus récents processeurs graphiques commerciaux;
- Nous avons annoncé que nous doublerons le nombre de centres dans notre réseau mondial de formation pour l'aviation d'affaires d'ici 2013, qui passera de quatre à huit avec l'ajout de nouveaux centres de formation qui seront établis à Amsterdam, aux Pays-Bas; à Toluca, au Mexique; à São Paulo, au Brésil; à Shanghai, en Chine et à Melbourne, en Australie;
- Nous avons annoncé l'ouverture ou l'agrandissement d'installations nouvelles à Dubaï, aux Émirats arabes unis; à Barcelone, en Espagne; à São Paulo, au Brésil et à Johannesburg, en Afrique du Sud;
- Nous avons ouvert un nouveau centre à Toluca, au Mexique qui possède un simulateur Learjet 40/45 et un simulateur Bell 412 certifié en vertu de la norme d'équivalence de « niveau D » par la Dirección General de Aeronáutica Civil (DGAC);
- Nous avons signé des ententes pour de nouvelles coentreprises afin de former des pilotes et autres professionnels de l'aviation, avec Air Asia Berhad, à Kuala Lumpur; avec Cebu Pacific Air Inc. dans la zone franche de Clark, aux Philippines; avec InterGlobe Enterprises Limited, société mère de IndiGo Airlines à Delhi, en Inde. Celles-ci répondront aux besoins de formation des compagnies aériennes partenaires et permettront également de desservir les marchés tiers;
- Nous avons signé une entente pour la formation d'une nouvelle coentreprise avec Mitsui & Co. en vue d'établir et d'exploiter un centre de formation au Japon pour le nouvel appareil Mitsubishi Regional Jet (MRJ);
- Nous avons ouvert ou annoncé l'ouverture de plusieurs centres afin de desservir les marchés cibles de certaines régions, comme Baltic Aviation Academy (BAA), une société établie à Vilnius, en Lituanie; Czech Airlines (CSA) situé à l'aéroport Prague-Ruzyně, en République Tchèque; Air China à Beijing, en Chine et le nouveau centre de formation Virgin America à San Francisco, aux États-Unis;
- Nous avons introduit l'école virtuelle de formation au sol CAE Simfinity^{MC}, première école virtuelle de formation au sol sur le Web approuvée par la FAA pour la formation périodique des pilotes d'avions d'affaires, qui confirme notre leadership en matière d'innovation dans le domaine de la formation;
- Nous avons entrepris les travaux liés à notre nouvelle entente de soutien de cinq ans avec US Airways. Il s'agit d'une nouvelle solution axée sur l'efficacité en matière de soutien de longue durée qui permet à des centres de formation d'améliorer la prévisibilité des horaires de formation grâce à la planification des mises à niveau sur plusieurs années et de réduire ainsi les coûts de formation tout au long du cycle de vie;
- Nous avons aussi annoncé l'introduction des programmes de formation Sikorsky S-76C++ qui seront offerts en Asie;
- Nous avons annoncé que nous déploierons trois nouveaux programmes de formation fondée sur la simulation destinés aux pilotes d'hélicoptère et au personnel chargé de la maintenance, dont la formation sur l'hélicoptère Sikorsky S-92 à Stavanger, en Norvège et à São Paulo, au Brésil, et la formation sur l'hélicoptère Eurocopter EC-225 à São Paulo.

RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	Exercice 2012	Exercice 2011	T4-2012	T3-2012	T2-2012	T1-2012	T4-2011
Produits des activités ordinaires	\$ 840,9	726,9	215,4	203,7	211,7	210,1	197,2
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 173,8	134,7	44,3	42,0	42,3	45,2	34,7
<i>Marges opérationnelles</i>	% 20,7	18,5	20,6	20,6	20,0	21,5	17,6
Carnet de commandes	\$ 1 535,0	1 290,3	1 535,0	1 469,3	1 466,0	1 311,6	1 290,3

Pour les secteurs civils dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,32 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,29.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL

Le secteur FS/C a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 214,3 millions \$, notamment :

- Un contrat de cinq ans avec AirAsia portant sur la formation de plus de 200 nouveaux copilotes d'A320 pour AirAsia dans le cadre d'un programme de formation à la licence de pilote en équipage multiple (MPL) axé sur les compétences qui aura lieu dans divers centres de formation en Malaisie;
- Un accord de sept ans avec Vueling Airlines, qui devient le client phare du nouveau centre de formation CAE Barcelone, portant sur la formation des pilotes et de l'équipage de bord de l'Airbus A320 de Vueling;
- Un contrat portant sur la formation d'un troisième groupe d'élèves-pilotes pour Vietnam Airlines à l'Académie mondiale CAE de Phœnix. Cela porte le nombre d'élèves-pilotes de Vietnam Airlines à 120.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf marges opérationnelles, unités NESA et FFS déployés)</i>	Exercice 2012	Exercice 2011	T4-2012	T3-2012	T2-2012	T1-2012	T4-2011
Produits des activités ordinaires	\$ 498,4	454,0	132,3	123,0	119,1	124,0	121,0
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 122,2	99,9	30,3	28,8	27,6	35,5	25,3
<i>Marges opérationnelles</i>	% 24,5	22,0	22,9	23,4	23,2	28,6	20,9
Dotation aux amortissements	\$ 81,3	75,0	20,7	21,0	20,0	19,6	19,5
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 137,1	77,9	37,2	37,6	39,0	23,3	27,5
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 9,4	8,2	2,8	2,3	2,4	1,9	2,3
Capital utilisé	\$ 1 173,0	1 070,0	1 173,0	1 150,8	1 149,7	1 083,8	1 070,0
Carnet de commandes	\$ 1 183,4	986,5	1 183,4	1 102,8	1 125,4	970,5	986,5
Unités NESA ⁵	139	131	142	140	139	137	132
FFS déployés	171	156	171	170	165	160	156

Les chiffres correspondants pour le quatrième trimestre et de l'exercice 2011 ont été retraités de manière à exclure le secteur NMP.

Produits des activités ordinaires en hausse de 8 % par rapport au trimestre précédent et de 9 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires réalisés en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et en Europe. La progression a été neutralisée en partie par la conversion d'un dollar canadien plus fort par rapport au dollar américain et à l'euro et par la contribution moindre des activités de formation initiale en Europe.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011 est attribuable aux produits des activités ordinaires plus élevés réalisés dans toutes les régions, ainsi qu'à l'intégration dans nos résultats des activités de formation de CHC Helicopter, acquises en février 2011. L'augmentation a été en partie annulée par la contribution moindre des activités de formation initiale en Europe.

Produits des activités ordinaires de 498,4 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 10 %, soit 44,4 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation par rapport à l'exercice précédent est attribuable aux produits des activités ordinaires plus élevés réalisés dans toutes les régions, ainsi qu'à l'intégration dans nos résultats des activités de formation de CHC Helicopter. Cette hausse a été annulée en partie par l'incidence négative de la contribution moindre des activités de formation initiale en Europe et de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.

⁵ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 3.6).

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 5 % par rapport au trimestre précédent et de 20 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 30,3 millions \$ (22,9 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 28,8 millions \$ (23,4 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre précédent et à 25,3 millions \$ (20,9 % des produits des activités ordinaires) pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 1,5 million \$, soit 5 %, par rapport au trimestre précédent. La hausse est surtout attribuable à la demande accrue en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et en Europe, ainsi qu'à un profit découlant des initiatives d'expansion stratégiques. Elle a été partiellement neutralisée par l'incidence défavorable de la réévaluation des comptes de fonds de roulement hors trésorerie libellés en devises et par la contribution moindre des activités de formation initiale en Europe.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 5,0 millions \$, soit 20 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011. L'augmentation est attribuable essentiellement à la demande accrue en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, dans les marchés émergents et en Europe, ainsi qu'à un profit découlant des initiatives d'expansion stratégiques. Cette hausse a été neutralisée en partie par la contribution moindre des activités de formation initiale en Europe.

Résultat opérationnel sectoriel de 122,2 millions \$, en hausse de 22 %, soit 22,3 millions, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 122,2 millions \$ (24,5 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice écoulé, comparativement à 99,9 millions \$ (22,0 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

L'augmentation est attribuable essentiellement à la demande accrue en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, dans les marchés émergents et en Europe, à l'intégration dans nos résultats des activités de formation de CHC Helicopter ainsi qu'aux profits découlant des initiatives d'expansion stratégiques. Cette hausse a été partiellement neutralisée par la contribution moindre des activités de formation initiale en Europe.

Dépenses d'investissement de 37,2 millions \$ ce trimestre et de 137,1 millions \$ pour l'exercice

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance se sont établies à 3,1 millions \$ ce trimestre et à 27,1 millions \$ pour l'exercice. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 34,1 millions \$ ce trimestre et à 110,0 millions \$ pour l'exercice. Comme les tendances commerciales et les perspectives du secteur de l'aviation civile indiquent une croissance mondiale continue, nous poursuivons l'investissement sélectif dans notre réseau de formation pour suivre le rythme de croissance de nos clients, en particulier dans les marchés émergents, tant dans le secteur de l'aviation commerciale que dans celui de l'aviation d'affaires.

Capital utilisé en hausse de 22,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 103,0 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation du capital utilisé par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable aux investissements dans notre réseau de formation. La hausse a été annulée en partie par la diminution du fonds de roulement hors trésorerie.

L'augmentation du capital utilisé par rapport à l'exercice précédent découle essentiellement des investissements dans notre réseau de formation et de l'incidence des variations du change.

Carnet de commandes de 1 183,4 millions \$ à la fin de l'exercice

<i>(en millions)</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Carnet de commandes en début de période	986,5 \$	728,7 \$
+ commandes	686,9	546,9
- produits des activités ordinaires	(498,4)	(454,0)
+/- ajustements	8,4	164,9
Carnet de commandes en fin de période	1 183,4 \$	986,5 \$

Pour l'exercice 2012, les ajustements sont principalement attribuables aux fluctuations de change favorable. Pour l'exercice 2011, les ajustements tiennent compte principalement de l'acquisition des activités de formation de CHC Helicopter.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,62. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,38.

PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL

Au cours du trimestre écoulé, le secteur PS/C a obtenu des contrats portant sur la fourniture des 7 FFS suivants :

- Un FFS ATR72-500 pour Air Algérie;
- Un FFS Boeing 737NG pour Emirates-CAE Flight Training;
- Deux FFS Airbus A320 pour le nouveau CAE Simulation Training Private Limited, une coentreprise InterGlobe-CAE;
- Un FFS Embraer ERJ-190 pour Zhuhai Flight Training Centre, coentreprise de China Southern Airlines et CAE;
- Deux FFS pour des clients dont l'identité demeure confidentielle.

Le nombre total de commandes de FFS du secteur PS/C pour l'exercice est de 37.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf marges opérationnelles)</i>	Exercice 2012	Exercice 2011	T4-2012	T3-2012	T2-2012	T1-2012	T4-2011
Produits des activités ordinaires	\$ 342,5	272,9	83,1	80,7	92,6	86,1	76,2
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 51,6	34,8	14,0	13,2	14,7	9,7	9,4
<i>Marges opérationnelles</i>	% 15,1	12,8	16,8	16,4	15,9	11,3	12,3
Dotations aux amortissements	\$ 7,4	6,8	2,1	1,7	1,8	1,8	1,6
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 5,8	6,5	2,3	1,3	1,1	1,1	1,3
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 19,3	14,2	5,2	4,5	5,7	3,9	4,4
Capital utilisé	\$ 39,1	58,7	39,1	65,4	62,9	83,4	58,7
Carnet de commandes	\$ 351,6	303,8	351,6	366,5	340,6	341,1	303,8

Produits des activités ordinaires en hausse de 3 % par rapport au trimestre précédent et de 9 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011

L'augmentation par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2011 s'explique essentiellement par les niveaux de production accrus découlant d'une hausse des commandes enregistrées, annulés en partie par la baisse des produits des activités ordinaires comptabilisés ce trimestre au titre des ventes de simulateurs partiellement fabriqués.

Produits des activités ordinaires de 342,5 millions \$, en hausse de 26 %, soit 69,6 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

La hausse des produits des activités ordinaires est surtout attribuable à l'intensification de la production découlant de la hausse des prises de commandes, contrebalancée en partie par des taux de couverture moins favorables.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 6 % par rapport au trimestre précédent et de 49 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 14,0 millions \$ (16,8 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 13,2 millions \$ (16,4 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 9,4 millions \$ (12,3 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2011.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est surtout attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires, mentionnée précédemment, alors que les marges opérationnelles sont restées stables.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011 s'explique surtout par l'amélioration des marges sur les projets et le volume accru, facteurs neutralisés en partie par la hausse des frais de recherche et de développement.

Résultat opérationnel sectoriel de 51,6 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 48 %, soit 16,8 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 51,6 millions \$ (15,1 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice, comparativement à 34,8 millions \$ (12,8 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

L'augmentation résulte essentiellement de l'amélioration des marges sur les projets et du volume accru, partiellement contrebalancés par l'incidence moins favorable du change.

Capital utilisé en baisse de 26,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 19,6 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La diminution du capital utilisé par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de la diminution des actifs au titre des contrats en cours et de la hausse des comptes créditeurs et charges à payer, neutralisés en partie par l'augmentation des comptes débiteurs.

La diminution du capital utilisé par rapport à l'exercice précédent découle essentiellement de l'augmentation des actifs au titre des contrats en cours et de la hausse des comptes créditeurs et charges à payer, partiellement annulées par l'augmentation des comptes débiteurs.

Carnet de commandes en hausse de 16 % par rapport à l'exercice précédent

<i>(en millions)</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Carnet de commandes en début de période	303,8 \$	252,1 \$
+ commandes	398,7	330,8
- produits des activités ordinaires	(342,5)	(272,9)
+/- ajustements	(8,4)	(6,2)
Carnet de commandes en fin de période	351,6 \$	303,8 \$

Pour l'exercice 2012, les ajustements représentent essentiellement l'annulation d'une commande.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,84. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,16.

5.2 Secteurs militaires**EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2012**

- Nous avons conclu un accord de partenariat avec Force Protection Industries en vue de présenter une soumission pour le projet Véhicule blindé tactique de patrouille (VBTP) des Forces canadiennes. Force Protection a été sélectionnée par le gouvernement canadien comme l'un des soumissionnaires qualifiés pour fournir jusqu'à 600 véhicules de combat sur roues et des services connexes de soutien à long terme. En tant que principal partenaire canadien, CAE serait responsable de l'ensemble de la solution de soutien en service;
- Nous avons annoncé que les Forces armées allemandes et l'Office fédéral de protection civile et d'aide en cas de catastrophe (BBK) allemand ont commencé à utiliser conjointement le système de simulation constructive CAE GESI, également connu en Allemagne sous le nom SIRA, pour la formation à la gestion des urgences civiles et militaires ainsi que dans le cadre des exercices de simulation de gestion des urgences;
- Nous avons annoncé que le poste de pilotage du simulateur représentant la variante civile/conventionnelle de l'hélicoptère Dhruv a été certifié au niveau D, le niveau le plus élevé dans la classification des simulateurs de vol, par la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) indienne. Il a été mis en service au centre de formation HATSOFF de Bengaluru, en Inde;
- Nous avons conclu un accord de partenariat exclusif avec General Atomics Aeronautical Systems, Inc. (GA-ASI), un important constructeur dans le domaine des systèmes aériens sans pilote (UAS), des radars de reconnaissance tactique et des systèmes de surveillance, afin d'offrir le Miskam UAS dans le cadre du programme Système interarmées d'acquisition d'objectif au moyen de véhicules aériens télépilotes de surveillance (JUSTAS) du Canada;
- Nous avons, en partenariat avec Hawker Beechcraft, continué d'appuyer les efforts de commercialisation de l'avion d'attaque légère et de reconnaissance armée (LAAR) AT-6 en faisant la démonstration du dispositif de formation pour l'appareil AT-6 dans divers salons professionnels, notamment le Salon international de l'aéronautique de Paris, le congrès de la Air Force Association (AFA) et le symposium annuel de la Air Education and Training Command (AETC);
- Nous avons, de concert avec Aeronautics, un important constructeur et fournisseur de systèmes aériens sans pilote, signé une entente d'association stratégique qui fait de CAE le fournisseur privilégié de solutions de simulation et d'entraînement aux missions pour les systèmes aériens sans pilote d'Aeronautics;
- Nous avons mis à niveau le simulateur de vol et de missions (FFMS) C-130J Hercules de la Royal Australian Air Force (RAAF) afin de fournir des capacités de formation tactique supplémentaires. Nous avons modernisé le simulateur en l'équipant d'un nouveau récepteur d'alerte radar (RWR), qui sera utilisé pour fournir aux membres d'équipage C-130J de la RAAF des alertes de détection lointaine des menaces pendant la formation;
- Nous avons complété une importante mise à niveau d'un des simulateurs de mission dynamique CH-47 Chinook qui est situé à notre centre Medium Support Helicopter Aircrew Training Facility (MSHATF) au Royaume-Uni; la Royal Air Force (RAF) forme maintenant ses équipages Chinook en fonction de la nouvelle norme CH-47 Mk4. La mise à niveau du simulateur a été faite en parallèle avec les mises à niveau actuellement effectuées sur la flotte CH-47 Chinook de la RAF dans le cadre du programme JULIUS;
- Nous avons annoncé, par l'intermédiaire de notre coentreprise Rotorsim s.r.l. avec AgustaWestland, l'inauguration du programme conjoint de formation sur le NH90 (JNTP) destiné au ministère de la Défense des Pays-Bas;
- Nous avons lancé, par l'intermédiaire de HATSOFF, notre coentreprise avec HAL, les activités de formation sur l'hélicoptère Eurocopter AS365 N3 Dauphin en Inde. Un poste de pilotage AS365 Dauphin construit par CAE a été certifié au niveau D, soit le niveau le plus élevé dans la classification des simulateurs de vol, par la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) indienne et l'Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA);
- Nous avons signé avec le gouvernement du Brunei une convention d'actionnaires en vertu de laquelle une entreprise, détenue à 60 % par CAE et à 40 % par le gouvernement du Brunei, sera créée afin de mettre en place et d'exploiter le centre de formation multifonctionnel CAE Brunei;
- Nous avons amorcé la formation des opérateurs de perche KC-135 à la base aérienne (AFB) de l'United States Air Force de McConnell au Kansas sur le nouvel entraîneur aux systèmes d'armes destiné aux opérateurs de perche (BOWST) de l'avion-citerne KC-135;

- Rossell India Limited a obtenu l'accord du conseil indien de la promotion des investissements étrangers (Indian Foreign Investment Promotion Board) pour former une coentreprise avec CAE dont nous détiendrons 26 % des parts, ce qui rendra la Société admissible aux retombées en Inde en ce qui a trait aux programmes militaires;
- Nous avons amorcé la formation des équipages du KC-135 à la base aérienne (AFB) de Hickam à Hawaii après avoir déménagé un entraîneur au vol opérationnel (OFT) KC-135 de l'AFB de Grand Forks dans le Dakota du Nord;
- Nous nous sommes associés avec Aeronautics pour effectuer la première série de vols de démonstration du drone Miskam au Centre d'excellence des drones situé à l'aéroport d'Alma, au Québec, au Canada. Le programme de recherche et développement (R-D) vise à démontrer l'utilisation des drones dans le cadre d'applications civiles.

RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	Exercice 2012	Exercice 2011	T4-2012	T3-2012	T2-2012	T1-2012	T4-2011
Produits des activités ordinaires	\$ 897,3	865,9	267,1	222,3	201,5	206,4	257,3
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 142,1	155,3	45,6	36,9	30,2	29,4	46,0
<i>Marges opérationnelles</i>	% 15,8	17,9	17,1	16,6	15,0	14,2	17,9
Carnet de commandes	\$ 2 189,2	2 158,7	2 189,2	2 045,6	2 182,2	2 151,6	2 158,7

Pour les secteurs militaires dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,57 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,07.

Les commandes non financées des secteurs militaires combinés⁶ s'établissaient à 257,4 millions \$ au 31 mars 2012.

PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE

Le secteur PS/M a obtenu des commandes de 179,7 millions \$ ce trimestre, notamment :

- Une commande de Lockheed Martin pour quatre entraîneurs aux systèmes d'armes C-130J et les dispositifs de formation connexes au C-130J pour l'U.S. Air Force Air Combat Command, pour l'Air Mobility Command et pour Special Operations Command;
- Une commande d'un client au Moyen-Orient dont l'identité demeure confidentielle pour un simulateur de missions C-130;
- Un contrat auprès de EADS North America pour concevoir et fabriquer un entraîneur aux procédures du poste de pilotage UH-72A Lakota pour l'U.S. Army;
- Une modification supplémentaire de l'USAF pour effectuer les mises à niveau sur les entraîneurs de vol opérationnel KC-135;
- Un contrat auprès de l'United States Army pour la réalisation des mises à niveau de l'entraîneur à la maintenance des systèmes de roquettes d'artillerie à grande mobilité (HIMARS).

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf marges opérationnelles)</i>	Exercice 2012	Exercice 2011	T4-2012	T3-2012	T2-2012	T1-2012	T4-2011
Produits des activités ordinaires	\$ 619,2	586,0	195,6	152,4	136,0	135,2	179,3
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 101,2	105,0	34,6	26,9	20,9	18,8	34,0
<i>Marges opérationnelles</i>	% 16,3	17,9	17,7	17,7	15,4	13,9	19,0
Dotation aux amortissements	\$ 12,0	11,2	3,3	3,1	2,9	2,7	2,9
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 10,8	10,1	2,4	2,6	3,0	2,8	3,2
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 19,0	12,5	5,8	5,4	4,3	3,5	3,8
Capital utilisé	\$ 270,4	197,9	270,4	266,7	262,5	282,7	197,9
Carnet de commandes	\$ 786,0	888,7	786,0	812,7	907,4	897,8	888,7

Produits des activités ordinaires en hausse de 28 % par rapport au trimestre précédent et de 9 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires tirés d'un simulateur C-130 qui a été partiellement construit et pour lequel nous avons signé un contrat pendant le trimestre et des programmes exécutés en Amérique du Nord et en Europe.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011 est principalement attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires tirés d'un simulateur C-130 qui a été partiellement construit et pour lequel nous avons signé un contrat pendant le trimestre, des programmes exécutés en Amérique du Nord et à l'intégration de la division TAL de RTI International, acquise en février 2011. La hausse a été neutralisée en partie par la baisse du niveau d'activité à l'égard des programmes australiens visant les hélicoptères et des programmes exécutés en Europe et par l'achèvement d'un contrat de CNMS au Brunei plus tôt dans l'exercice.

⁶ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 3.6).

Produits des activités ordinaires de 619,2 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 6 %, soit 33,2 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation des produits des activités ordinaires par rapport à l'exercice précédent s'explique essentiellement par l'intégration de la division TAL de RTI International et par la hausse des produits des activités ordinaires tirés d'un simulateur C-130 qui a été partiellement construit et pour lequel nous avons signé un contrat et des programmes exécutés en Amérique du Nord. Ces facteurs ont été annulés en partie par la baisse de volume au titre des programmes australiens visant les hélicoptères, l'achèvement d'un programme canadien visant les hélicoptères au cours de l'exercice 2011 et la réduction des produits des activités ordinaires au titre des programmes exécutés en Europe.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 29 % par rapport au trimestre précédent et de 2 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 34,6 millions \$ (17,7 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 26,9 millions \$ (17,7 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 34,0 millions \$ (19,0 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2011.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires, telle qu'elle est décrite précédemment, alors que les marges opérationnelles sont restées stables.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011 s'explique essentiellement par la hausse du volume à l'égard des programmes exécutés en Amérique du Nord et par la réduction des frais de recherche et développement. La hausse a été annulée en partie par la baisse du volume à l'égard des programmes exécutés en Europe.

Résultat opérationnel sectoriel de 101,2 millions \$ pour l'exercice, en baisse de 4 %, soit 3,8 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 101,2 millions \$ (16,3 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 105,0 millions \$ (17,9 % des produits des activités ordinaires) à l'exercice précédent.

La diminution découle essentiellement de la baisse du volume à l'égard des programmes exécutés en Europe, de l'achèvement d'un programme canadien visant les hélicoptères au cours de l'exercice 2011 et des frais de recherche et développement plus élevés. La baisse a été compensée en partie par la hausse du volume à l'égard des programmes exécutés en Amérique du Nord et l'intégration de la division TAL de RTI International.

Capital utilisé en hausse de 3,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 72,5 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de l'investissement accru dans les immobilisations incorporelles et autres actifs.

La hausse par rapport à l'exercice précédent s'explique surtout par l'augmentation des comptes de fonds de roulement hors trésorerie et des immobilisations incorporelles.

Carnet de commandes en baisse de 12 % par rapport à l'exercice précédent

<i>(en millions)</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Carnet de commandes en début de période	888,7 \$	869,8 \$
+ commandes	528,8	558,9
- produits des activités ordinaires	(619,2)	(586,0)
+/- ajustements	(12,3)	46,0
Carnet de commandes en fin de période	786,0 \$	888,7 \$

Pour l'exercice 2012, les ajustements tiennent compte de montants liés à la cessation de programmes, partiellement neutralisés par l'incidence des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,92. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,85.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE

Le secteur FS/M a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 240,0 millions \$, notamment :

- Un contrat visant la prestation de services de formation à long terme au centre de formation multifonctionnel CAE Brunei sur l'hélicoptère Sikorsky S-70i Black Hawk, l'avion Pilatus PC-7 et l'hélicoptère Sikorsky S-92;
- Des modifications de contrat supplémentaires de l'United States Air Force portant sur la réalisation de mises à niveau des entraîneurs au vol opérationnel (OFT) KC-135 dans le cadre du système d'entraînement de l'équipage du KC-135;
- Un contrat du maître d'œuvre Lockheed Martin portant sur des services de maintenance et de soutien dans le cadre du programme C-130J Maintenance and Aircrew Training System de l'U.S. Air Force;
- Un contrat du ministère de la Défense nationale du Canada portant sur des services de maintenance et de soutien dans le cadre du programme Environnement informationnel et d'apprentissage intégré de la Force aérienne (EIAIFA).

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf marges opérationnelles)</i>	Exercice 2012	Exercice 2011	T4-2012	T3-2012	T2-2012	T1-2012	T4-2011
Produits des activités ordinaires	\$ 278,1	279,9	71,5	69,9	65,5	71,2	78,0
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 40,9	50,3	11,0	10,0	9,3	10,6	12,0
<i>Marges opérationnelles</i>	% 14,7	18,0	15,4	14,3	14,2	14,9	15,4
Dotation aux amortissements	\$ 18,1	14,1	5,2	5,0	4,0	3,9	5,1
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 9,2	13,4	1,5	2,1	2,6	3,0	3,2
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 1,7	0,8	1,1	0,1	0,3	0,2	0,3
Capital utilisé	\$ 181,2	177,7	181,2	199,0	190,7	205,2	177,7
Carnet de commandes	\$ 1 403,2	1 270,0	1 403,2	1 232,9	1 274,8	1 253,8	1 270,0

Produits des activités ordinaires en hausse de 2 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 8 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011

L'augmentation des produits des activités ordinaires par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable au niveau d'activité plus élevé à l'égard de nos programmes de formation et à la hausse des produits des activités ordinaires tirés du programme ATS visant le KC-135 aux États-Unis et des programmes australiens. La hausse a été annulée en partie par la baisse du niveau d'activité à l'égard des programmes européens et par l'incidence défavorable du change à la conversion des résultats des activités en Europe.

La diminution par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011 découle essentiellement de la baisse du niveau d'activité de notre division Services professionnels aux États-Unis et de la réduction des produits des activités ordinaires tirés d'un contrat de soutien en service en Europe qui a pris fin plus tôt au cours de l'exercice. La baisse a été partiellement contrebalancée par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes australiens, par les nouveaux contrats exécutés aux États-Unis et en Europe et par le niveau d'activité plus élevé à l'égard de nos programmes de formation.

Produits des activités ordinaires de 278,1 millions \$ pour l'exercice, stables par rapport à l'exercice précédent

La baisse du niveau d'activité de notre division Services professionnels aux États-Unis et la réduction des produits des activités ordinaires du fait de l'achèvement d'un contrat de soutien en service en Europe ont été neutralisées par l'accroissement du soutien en service lié à un programme canadien et par l'intensification du niveau d'activité à l'égard des programmes ATS aux États-Unis et de la formation et des services en Australie et en Europe.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 10 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 8 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 11,0 millions \$ (15,4 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, par rapport à 10,0 millions \$ (14,3 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 12,0 millions \$ (15,4 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2011.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est surtout attribuable à l'intensification des activités de formation et au volume accru à l'égard du programme ATS visant le KC-135 aux États-Unis et des programmes australiens. La hausse a été annulée en partie par le volume moindre à l'égard des programmes européens.

La diminution par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011 est surtout attribuable à l'achèvement d'un contrat de soutien en service en Europe plus tôt dans l'exercice et à la réduction du dividende reçu à l'égard d'un placement de FS/M au Royaume-Uni. La baisse a été contrebalancée en partie par l'intensification de l'activité à l'égard de nos programmes de formation et par le volume accru et les charges opérationnelles réduites à l'égard des programmes australiens.

Résultat opérationnel sectoriel de 40,9 millions \$ pour l'exercice, en baisse de 19 %, soit 9,4 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 40,9 millions \$ (14,7 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 50,3 millions \$ (18,0 % des produits des activités ordinaires) à l'exercice précédent.

La baisse s'explique principalement par l'entrée accélérée sur le marché du programme ATS visant le KC-135, le repli des marges à l'égard de certains programmes de formation aux États-Unis, l'achèvement d'un contrat de soutien en service en Europe, la réduction du dividende reçu à l'égard d'un placement de FS/M au Royaume-Uni et la baisse du niveau d'activité de notre division Services professionnels aux États-Unis. Ce recul a été neutralisé en partie par la diminution des frais de vente, généraux et d'administration.

Capital utilisé en baisse de 17,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 3,5 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique par la réduction des comptes de fonds de roulement hors trésorerie et la diminution des immobilisations corporelles.

La hausse par rapport à l'exercice précédent s'explique surtout par l'augmentation des comptes de fonds de roulement hors trésorerie et des autres actifs, partiellement contrebalancée par la diminution des immobilisations corporelles et du fait des variations du change.

Carnet de commandes en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent

<i>(en millions)</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Carnet de commandes en début de période	1 270,0 \$	1 202,2 \$
+ commandes	430,9	379,9
- produits des activités ordinaires	(278,1)	(279,9)
+/- ajustements	(19,6)	(32,2)
Carnet de commandes en fin de période	1 403,2 \$	1 270,0 \$

Pour l'exercice 2012, les ajustements tiennent compte de montants liés à la cessation d'un programme et d'un ajustement visant un programme de services pour les forces de défense à la suite d'un retard dans l'exécution d'une livraison par le constructeur OEM. L'ajustement a été partiellement neutralisé par l'incidence des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 3,36. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,55.

5.3 Nouveaux marchés principaux

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2012

Les expansions et initiatives nouvelles de CAE Santé comprennent ce qui suit :

- Nous avons acquis Medical Education Technologies, Inc. (METI), un chef de file mondial des technologies de simulation et des logiciels de formation dans le domaine médical, pour la somme de 130 millions \$US. Cette acquisition nous a permis d'obtenir une gamme complète de simulateurs de patients, un système de gestion des centres de simulation et une bibliothèque de modules d'apprentissage;
- Nous avons fait l'acquisition des produits de simulation chirurgicale et de la technologie perfectionnée de réalité amplifiée de Haptica. Le simulateur de colonne vertébrale et de chirurgie endoscopique ProMIS^{MC} de Haptica s'ajoutera à la gamme des principaux produits de notre division de simulation chirurgicale;
- Nous avons annoncé que la Société canadienne de soins intensifs endosse maintenant nos séminaires et notre programme d'apprentissage en ligne sur l'échographie;
- Notre Centre d'apprentissage des attitudes et habiletés cliniques (CAAHC) a été accrédité par le Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada;
- Nous avons tenu notre congrès annuel des utilisateurs de simulateurs à Tampa, aux États-Unis, qui a attiré plus de 1 000 formateurs cliniques, cliniciens et étudiants du monde entier.

Les expansions et initiatives nouvelles de CAE Mines comprennent ce qui suit :

- Nous avons annoncé que CAE Mines avait signé un accord exclusif visant à commercialiser la Sirovision de CSIRO, une technologie de saisie et d'analyse d'images 3D développée pour le secteur minier;
- Nous avons inauguré un bureau à Vancouver (Colombie-Britannique), lequel servira l'Ouest canadien;
- Nous avons inauguré un bureau à Brisbane, en Australie, afin d'améliorer le soutien que nous offrons en Australie orientale.

COMMANDES

Les principales ventes de CAE Santé ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente de simulateurs de patients, de programmes d'apprentissage et de systèmes de gestion de centres de formation à la Methodist University de Fayetteville, aux États-Unis;
- La vente de systèmes de gestion de centres de formation à la University of Arizona de Tucson, aux États-Unis;
- La vente de systèmes de gestion de centres de formation au St. Joseph's Hospital and Medical Centre de Phoenix, aux États-Unis;
- La vente de simulateurs chirurgicaux à Insimed de Bogota, en Colombie;
- La vente d'appareils d'imagerie chirurgicale et de simulateurs de patients à I-MAN Group de Riyad, en Arabie saoudite;
- La vente de simulateurs d'échographie à l'hôpital Guy's and St Thomas de Londres, au Royaume-Uni;
- La vente de simulateurs chirurgicaux et de systèmes de gestion de centres de formation à l'hôpital Sir Charles Gairdner de Perth, en Australie.

Les principales ventes de CAE Mines ce trimestre comprennent ce qui suit :

- Un contrat d'élaboration d'une stratégie de perfectionnement de la main-d'œuvre pour l'Université de la Saskatchewan;
- La vente de systèmes de gestion des données géologiques aux établissements canadiens de Vale S.A.;
- La vente de systèmes de modélisation des ressources et de planification des mines à Goldcorp Inc. pour ses établissements au Mexique.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf marges opérationnelles)</i>	Exercice 2012	Exercice 2011	T4-2012	T3-2012	T2-2012	T1-2012	T4-2011
Produits des activités ordinaires	\$ 83,0	38,0	24,2	27,1	20,3	11,4	11,1
Résultat opérationnel sectoriel	\$ (13,8)	(8,4)	(1,2)	(1,4)	(8,6)	(2,6)	(3,9)
Dotation aux amortissements	\$ 7,0	2,6	2,2	2,4	1,6	0,8	0,5
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 2,8	3,3	1,0	0,5	1,0	0,3	0,9
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 5,7	7,6	2,7	(2,5)	2,9	2,6	2,1
Capital utilisé	\$ 179,3	40,4	179,3	174,5	181,9	44,6	40,4

Produits des activités ordinaires en baisse de 11 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 118 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la baisse des produits des activités ordinaires de CAE Santé.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011 s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Santé, laquelle découle en grande partie de l'intégration de METI, acquise en août 2011, et par la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Mines.

Produits des activités ordinaires de 83,0 millions \$, en hausse de 118 %, soit 45,0 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Santé, laquelle découle en grande partie de l'intégration de METI, et par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des ventes de logiciels et de services de CAE Mines.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2011

Le résultat opérationnel sectoriel correspond à une perte de 1,2 million \$ ce trimestre, comparativement à une perte de 1,4 million \$ au trimestre précédent et à une perte de 3,9 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent.

La diminution du résultat opérationnel sectoriel par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse du résultat opérationnel sectoriel de CAE Santé attribuable à l'amélioration des marges du fait des synergies réalisées grâce à l'acquisition de METI et à un avantage net de 1,7 million \$ découlant de la reprise des provisions au titre de la contrepartie conditionnelle liée à des acquisitions antérieures, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par les coûts continus liés à l'intégration et la hausse des charges opérationnelles de CAE Mines.

La diminution du résultat opérationnel sectoriel par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011 s'explique essentiellement par la hausse du résultat opérationnel sectoriel de CAE Santé attribuable à l'amélioration des marges du fait des synergies réalisées grâce à l'acquisition de METI et à un avantage net de 1,7 million \$ découlant de la reprise des provisions au titre de la contrepartie conditionnelle potentiellement payable liée à des acquisitions antérieures, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par les coûts continus liés à l'intégration et la hausse des charges opérationnelles de CAE Mines.

Résultat opérationnel sectoriel correspondant à une perte de 13,8 millions \$, en baisse de 64 %, soit 5,4 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel correspond à une perte de 13,8 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 8,4 millions \$ à l'exercice précédent.

Cette baisse du résultat opérationnel sectoriel s'explique par la comptabilisation, pour l'exercice écoulé, de charges de 8,4 millions \$ liées à l'acquisition et à l'intégration de METI.

Capital utilisé en hausse de 4,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 138,9 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation des comptes de fonds de roulement hors trésorerie et à la réduction des provisions non courantes, neutralisées en partie par la diminution des immobilisations incorporelles du fait des variations du change.

La hausse par rapport à l'exercice précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation des immobilisations incorporelles qui découle surtout de l'acquisition de METI.

6. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, dont le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

6.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(en millions)</i>	Exercice 2012	Exercice 2011	T4-2012	T3-2012	T4-2011
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	305,6 \$	305,3 \$	97,8 \$	73,7 \$	97,2 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(71,7)	(79,0)	24,3	(3,3)	64,9
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	233,9 \$	226,3 \$	122,1 \$	70,4 \$	162,1 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁷	(48,9)	(37,4)	(8,3)	(18,8)	(10,5)
Autres actifs	(12,3)	(25,3)	(4,8)	1,5	(8,5)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	34,4	1,5	6,1	1,1	0,1
Dividendes versés	(33,4)	(37,9)	(8,4)	(8,0)	(10,1)
Flux de trésorerie disponibles ⁷	173,7 \$	127,2 \$	106,7 \$	46,2 \$	133,1 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁷	(116,8)	(73,9)	(36,1)	(25,3)	(25,7)
Frais de développement inscrits à l'actif	(42,8)	(22,6)	(12,8)	(11,3)	(6,3)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	3,7	-	2,6	(0,3)	7,4
Regroupements d'entreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris)	(126,0)	(71,3)	0,1	-	(48,0)
Coentreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris)	(27,6)	(1,9)	-	(0,8)	-
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1,5	(4,0)	-	(4,8)	(2,5)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	(134,3) \$	(46,5) \$	60,5 \$	3,7 \$	58,0 \$

* avant variations du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie disponibles de 106,7 millions \$ ce trimestre

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 60,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent et diminué de 26,4 millions \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011. À l'instar des exercices précédents, nos flux de trésorerie disponibles sont plus élevés pour les deux premiers trimestres et plus faibles pour les deux derniers trimestres de l'exercice. Cette tendance devrait se poursuivre à l'exercice 2013.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à la hausse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie.

La diminution par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011 est surtout attribuable aux variations moins favorables du fonds de roulement hors trésorerie, annulées en partie par le produit de la cession d'immobilisations corporelles et la baisse des dépenses liées aux autres actifs.

Flux de trésorerie disponibles de 173,7 millions \$ pour l'exercice écoulé

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 37 %, soit 46,5 millions \$, par rapport à l'exercice précédent.

La hausse des flux de trésorerie disponibles est surtout attribuable à l'augmentation du produit de la cession d'immobilisations corporelles et à la baisse des dépenses liées aux autres actifs.

Dépenses d'investissement en immobilisations de 44,4 millions \$ ce trimestre et de 165,7 millions \$ pour l'exercice

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 36,1 millions \$ ce trimestre et à 116,8 millions \$ pour l'exercice. Nous cherchons toujours à élargir sélectivement notre réseau de formation pour obtenir une part de marché supplémentaire, et pour répondre aux demandes de nos clients en matière de formation. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 8,3 millions \$ ce trimestre et 48,9 millions \$ pour l'exercice.

⁷ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 3.6).

Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis, de 126,0 millions \$ pour l'exercice

Le mouvement de trésorerie attribuable aux regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis, découle principalement de l'acquisition de METI au cours de l'exercice.

6.2 Sources de financement

Nous disposons de marges de crédit à taux variable consenties dans chaque cas par un consortium de prêteurs. Ces facilités de crédit nous permettent, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit et des garanties bancaires.

Le montant total disponible en vertu de ces marges de crédit bancaire au 31 mars 2012 était de 450,0 millions \$US (450,0 millions \$US en 2011) avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 650,0 millions \$US, dont 123,7 millions \$US (168,8 millions \$US en 2011) ont servi à l'émission des lettres de crédit. Le taux d'intérêt sur ces facilités de crédit à terme renouvelables est, à notre gré, fondé sur le taux préférentiel bancaire, le taux des acceptations bancaires ou le TIOL majoré d'une marge qui dépend de la notation de crédit accordée par Standard & Poor's Rating Services. Un prélèvement de 10,0 millions € avait été effectué sur ces facilités en date du 31 mars 2012 (néant en 2011). Le 1^{er} avril 2011, nous avons modifié l'entente afin de repousser la date d'échéance de deux ans, celle-ci passant d'avril 2013 à avril 2015.

Nous disposons d'une garantie pour cautionnement bancaire d'un montant de 150,0 millions \$US d'Exportation et développement Canada (EDC). Il s'agit d'une facilité renouvelable non engagée au titre de cautionnements bancaires, de garanties de restitution d'acomptes ou d'instruments semblables. Au 31 mars 2012, l'encours de l'ensemble de ces instruments, converti en dollars canadiens, s'élevait à 70,1 millions \$, comparativement à 63,3 millions \$ au 31 mars 2011.

Nous disposons d'une facilité de 30,0 millions € auprès d'une banque européenne pour qu'elle procède à l'émission de garanties bancaires et de lettres de crédit, aux termes de laquelle nous avons prélevé environ 26,4 millions \$ principalement pour soutenir nos activités militaires en Europe.

Nous participons à un programme en vertu duquel nous vendons des intérêts indivis dans certains de nos comptes débiteurs et de nos actifs au titre des contrats en cours (programme d'actifs financiers courants) à des tiers pour une contrepartie en trésorerie d'au plus 150,0 millions \$ sans recours contre CAE. Au 31 mars 2012, nous avons vendu pour 81,5 millions \$ de comptes débiteurs (54,4 millions \$ en 2011) et pour 54,2 millions \$ de contrats en cours (37,4 millions \$ en 2011).

En août 2011, nous avons émis des billets de premier rang d'une valeur de 150,0 millions \$US aux termes d'un placement privé pour financer l'acquisition de METI et remplacer d'autres obligations existantes à des taux d'intérêt moins élevés. L'échéance moyenne est de 11,7 ans à un taux d'intérêt moyen d'environ 4,5 %, les intérêts étant payables semestriellement en août et en février. Ces billets de premier rang non garantis sont assortis de remboursements fixes de 100,0 millions \$US en 2021 et de 50,0 millions \$US en 2026. Les billets ont été émis en faveur de deux investisseurs institutionnels.

En novembre 2011, nous avons exercé des options d'achat d'un montant de 13,2 millions \$US visant deux simulateurs qui étaient comptabilisés comme des contrats de location-financement, ce qui a donné lieu à une baisse de nos obligations au titre des contrats de location-financement.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus nous permettront de poursuivre notre croissance, de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Le tableau suivant présente notre dette à long terme :

<i>(en millions)</i>	31 mars 2012	31 mars 2011
Total de la dette à long terme	821,6 \$	660,2 \$
Déduire :		
Partie courante de la dette à long terme	113,6	58,5
Partie courante des contrats de location-financement	22,4	27,7
Partie non courante de la dette à long terme	685,6 \$	574,0 \$

6.3 Partage des coûts avec les gouvernements

Nous avons conclu des ententes avec divers gouvernements en vertu desquelles ces derniers partagent les coûts, en fonction de nos dépenses, de certains programmes de R-D concernant la modélisation et la simulation, les systèmes visuels, la technologie perfectionnée de simulation de vol servant à des applications civiles et la simulation en réseau servant à des applications militaires, ainsi que les nouveaux marchés de la formation fondée sur la simulation dans les secteurs des soins de santé et des mines.

Au cours de l'exercice 2009, nous avons annoncé notre intention d'investir un montant pouvant atteindre 714 millions \$ dans le projet Falcon, un programme de R-D qui se poursuivra sur cinq ans. L'objectif du projet Falcon est de développer nos technologies en matière de modélisation et de simulation, d'en mettre au point de nouvelles et d'augmenter nos capacités au-delà de la formation pour les transposer dans d'autres secteurs du marché de l'aérospatiale et de la défense, comme l'analyse et les opérations. En parallèle, le gouvernement du Canada a accepté de participer au projet Falcon au moyen d'un investissement remboursable d'au plus 250 millions \$ qui s'inscrit dans le cadre de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD), qui soutient les projets

stratégiques de recherche industrielle et de développement préconcurrentiel des industries de l'aérospatiale, de la défense, de l'espace et de la sécurité (voir les notes 1 et 13 afférentes à nos états financiers consolidés).

Au cours de l'exercice 2010, nous avons annoncé notre intention d'investir un montant pouvant atteindre 274 millions \$ dans le projet Nouveaux marchés principaux, un programme de R-D qui se poursuivra sur sept ans. L'objectif est de tirer parti de notre savoir-faire en matière de modélisation, de simulation et de services de formation pour le transposer dans les nouveaux marchés des soins de santé et des mines. Le gouvernement du Québec a accepté de participer en fournissant des apports pouvant atteindre 100 millions \$ pour couvrir les frais engagés avant la fin de l'exercice 2016.

Vous trouverez plus de détails à la note 14 afférente aux états financiers consolidés.

6.4 Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos activités, nous contractons certaines obligations et certains engagements commerciaux sous la forme de débetures, de billets et autres. Le tableau ci-dessous résume les diverses échéances de nos obligations contractuelles.

Obligations contractuelles

Aux 31 mars 2012 (en millions)	2013	2014	2015	2016	2017	Par la suite	Total
Dette à long terme (exclusion faite des intérêts)	114,4 \$	52,8 \$	32,6 \$	31,6 \$	96,6 \$	354,7 \$	682,7 \$
Contrats de location-financement (exclusion faite des intérêts)	22,4	22,2	17,6	8,7	7,8	64,2	142,9
Contrats de location simple	30,2	24,0	22,1	17,1	15,8	32,8	142,0
Obligations d'achat	15,5	11,5	11,5	-	-	-	38,5
	182,5 \$	110,5 \$	83,8 \$	57,4 \$	120,2 \$	451,7 \$	1 006,1 \$

Au 31 mars 2012, nous disposions également d'un montant de 326,3 millions \$US au titre de nos facilités de crédit consenties, comparativement à 281,2 millions \$US au 31 mars 2011.

Nous avons des obligations d'achat aux termes d'ententes exécutoires qui nous lient juridiquement. La plupart de ces ententes sont conclues avec des sous-traitants relativement à la fourniture des services prévus aux contrats à long terme que nous avons avec des clients. Les modalités des ententes sont importantes, car elles prescrivent des obligations d'acheter des biens ou services en quantités fixes ou minimales, à des prix fixes, minimaux ou variables, et selon un échéancier approximatif.

Au 31 mars 2012, nous avons d'autres passifs non courants qui ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessus. Ils représentent certaines obligations au titre des prestations de retraite constituées, des produits différés, des profits différés sur des actifs et divers passifs non courants. Les obligations de paiement au titre des prestations de retraite constituées dépendent de divers facteurs, dont les rendements boursiers, les écarts actuariels et le taux d'intérêt.

Nous n'avons pas inclus les passifs d'impôt différé, car ces paiements sont fonction du résultat imposable et des reports prospectifs de pertes fiscales dont nous pourrions disposer.

7. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

7.1 Capital utilisé consolidé

<i>(en millions)</i>	31 mars 2012	31 mars 2011
Utilisation du capital :		
Actifs courants	1 148,1 \$	1 049,2 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(287,3)	(276,4)
Passifs courants	(883,4)	(810,1)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	136,0	86,2
Fonds de roulement hors trésorerie ⁸	113,4 \$	48,9 \$
Immobilisations corporelles	1 293,7	1 211,0
Autres actifs non courants	741,9	557,1
Autres passifs non courants	(572,5)	(500,3)
Total du capital utilisé	1 576,5 \$	1 316,7 \$
Provenance du capital :		
Partie courante de la dette à long terme	136,0 \$	86,2 \$
Dette à long terme	685,6	574,0
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(287,3)	(276,4)
Dette nette ⁸	534,3 \$	383,8 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1 021,9	914,4
Participations ne donnant pas le contrôle	20,3	18,5
Provenance du capital	1 576,5 \$	1 316,7 \$

Capital utilisé en hausse de 20 % par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des immobilisations incorporelles suite à l'acquisition de METI, des immobilisations corporelles et du fonds de roulement hors trésorerie, neutralisée en partie par la hausse des autres passifs non courants.

Notre rendement du capital utilisé⁸ (RCU) a été de 15,0 % pour l'exercice écoulé, comparativement à 15,7 % pour l'exercice précédent.

Fonds de roulement hors trésorerie en hausse de 64,5 millions \$

L'augmentation découle essentiellement de la diminution des passifs au titre des contrats en cours et de la hausse des impôts à recouvrer, des stocks, des actifs au titre des contrats en cours et des comptes débiteurs. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des comptes créditeurs et des charges à payer.

Montant net des immobilisations corporelles en hausse de 82,7 millions \$

L'augmentation est surtout attribuable aux dépenses d'investissement en immobilisations de 165,7 millions \$ et à l'écart de change de 8,1 millions \$, annulés en partie par la dotation aux amortissements de 92,3 millions \$.

Augmentation de la dette nette par rapport à l'exercice précédent

La hausse résulte en grande partie de l'émission, au courant de l'année, de 150,0 millions \$ US de billets de premier rang dans le cadre d'un placement privé et l'incidence des variations du change sur la dette à long terme.

⁸ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 3.6).

Variation de la dette nette

<i>(en millions)</i>	Exercice 2012	Exercice 2011
Dette nette en début de période	383,8 \$	356,5 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	134,3	46,5
Incidence des variations des taux de change sur la dette à long terme	7,8	(16,6)
Autres	8,4	(2,6)
Augmentation de la dette nette pour la période	150,5 \$	27,3 \$
Dette nette en fin de période	534,3 \$	383,8 \$

Augmentation de la dette nette ajustée⁹⁵ par rapport à l'exercice précédent

La hausse résulte en grande partie de la dette nette plus élevée découlant de l'émission, au courant de l'année, de 150,0 millions \$ US de billets de premier rang dans le cadre d'un placement privé et l'incidence des variations du change sur la dette à long terme, ainsi que de la diminution des obligations à long terme au titre des contrats de location-financement par suite surtout des remboursements.

Dette nette ajustée

<i>(en millions)</i>	31 mars 2012	31 mars 2011
Partie courante de la dette à long terme	136,0 \$	86,2 \$
Dette à long terme	685,6	574,0
Déduire : trésorerie et les équivalents de trésorerie	(287,3)	(276,4)
Déduire : obligations au titre des contrats de location-financement	(142,9)	(183,3)
Dette nette ajustée	391,4 \$	200,5 \$

Total des capitaux propres en hausse de 109,3 millions \$ pour l'exercice écoulé

L'augmentation des capitaux propres découle en grande partie du résultat net de 182,0 millions \$, contrebalancé en partie par un ajustement de la perte actuarielle liée aux régimes à prestations définies de 47,5 millions \$ et des dividendes de 33,4 millions \$.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 31 mars 2012, nous avons au total 258 266 295 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital actions de 454,5 millions \$.

Au 30 avril 2012, nous avons un total de 258 395 244 actions ordinaires émises et en circulation.

Politique en matière de dividendes

Nous avons versé un dividende de 0,04 \$ par action chaque trimestre de l'exercice 2012. Ces dividendes étaient admissibles au titre de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de ses équivalents provinciaux.

Le montant de tout dividende et le moment auquel son versement a lieu sont déterminés au gré du conseil d'administration. Ce dernier revoit la politique en matière de dividendes annuellement, en fonction des besoins de trésorerie aux fins des activités opérationnelles, des besoins de liquidités et de la situation financière prévue. Compte tenu de la politique actuelle en matière de dividendes et des 258 millions d'actions ordinaires en circulation au 31 mars 2012, nous prévoyons déclarer des dividendes annuels d'environ 41,3 millions \$ pour l'exercice 2013.

Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous avons émis des lettres de crédit et des cautions de bonne exécution non inscrites à l'état consolidé de la situation financière qui se sont établies à 127,7 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 153,7 millions \$ pour l'exercice précédent. Cette baisse est due à la diminution des obligations au titre de la restitution d'acomptes.

Obligations au titre des régimes de retraite

Nous avons des régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies. Nous prévoyons cotiser environ 13,2 millions \$ en sus des cotisations annuelles requises au titre des services rendus au cours de l'exercice pour combler une partie du déficit de capitalisation du régime de retraite à prestations définies. L'augmentation des cotisations requises pour financer nos obligations au titre des régimes de retraite découle essentiellement des faibles rendements des obligations à long terme, du rendement du marché et de la modification des hypothèses concernant le taux de mortalité utilisées.

⁹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir 3.6).

7.2 Arrangements non comptabilisés

Avant l'adoption des IFRS, certaines opérations de cession-bail conclues dans le cadre des activités de notre secteur FS/C étaient classées comme des contrats de location-exploitation et représentaient des obligations non comptabilisées. Depuis l'adoption des IFRS, la majeure partie de ces opérations de cession-bail sont classées comme des contrats de location-financement, et les obligations connexes sont désormais inscrites à l'état consolidé de la situation financière. La note 2 afférente aux états financiers consolidés donne des informations plus détaillées au sujet des ajustements relatifs à ces arrangements.

La plupart de nos obligations non comptabilisées courantes nous viennent des contrats de location simple concernant ce qui suit :

- L'exploitation d'un centre de formation dans le cadre du projet MSH avec le ministère britannique de la Défense portant sur la fourniture de services de formation fondée sur la simulation. Les engagements au titre de contrats de location-exploitation sont établis entre l'exploitant (qui détient l'entente de services avec le ministère britannique de la Défense) et le propriétaire (qui détient les biens). Ces contrats sont sans possibilité de recours contre nous.
- Certains bâtiments qui sont loués dans l'ensemble de notre réseau de formation et d'installations de production dans le cours normal de nos activités.

De plus amples renseignements concernant les contrats de location simple sont fournies à la note 27 des états financiers consolidés.

Dans le cours normal des activités, nous participons à un programme en vertu duquel nous vendons des intérêts indivis dans certains de nos comptes débiteurs et de nos actifs au titre des contrats en cours (programme d'actifs financiers courants) à des tiers pour une contrepartie en trésorerie d'au plus 150,0 millions \$ sans recours contre CAE. Nous continuons d'agir en tant qu'agent de recouvrement. Ces transactions sont comptabilisées lorsque nous sommes réputés avoir cédé le contrôle des comptes débiteurs et des actifs au titre des contrats en cours transférés. Certains actifs au titre des contrats en cours qui sont vendus dans le cadre de ce programme ne sont pas admissibles à la décomptabilisation, et la contrepartie en trésorerie reçue à l'égard de ces actifs est classée dans le partie courante de la dette à long terme. Des comptes débiteurs et des actifs au titre des contrats en cours admissibles à la décomptabilisation dans le cadre du programme d'un montant de 81,5 millions \$ avaient été transférés au 31 mars 2012 (54,4 millions \$ au 31 mars 2011) et 54,2 millions \$ (37,4 millions \$ au 31 mars 2011) ont été vendus à des institutions financières en vertu de ces accords.

7.3 Instruments financiers

Nous sommes exposés à divers risques financiers dans le cours normal de nos activités. Nous concluons des contrats à terme et des swaps pour atténuer le risque auquel nous exposent les fluctuations des taux de change, des taux d'intérêt et du cours de nos actions qui se répercutent sur la charge liée aux paiements fondés sur des actions. Nous surveillons continuellement les instruments dérivés utilisés dans les opérations de couverture pour nous assurer qu'ils compensent efficacement les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts. Nous n'utilisons pas d'instrument financier à des fins de spéculation, mais uniquement pour réduire la volatilité de nos résultats pouvant découler de ces risques, et nous ne traitons qu'avec des contreparties solvables.

Classement des instruments financiers

Nous avons établi les classements suivants pour nos instruments financiers :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les liquidités soumises à restrictions et tous les instruments dérivés, à l'exception des dérivés désignés comme instruments de couverture efficaces, sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- Les comptes débiteurs, les contrats en cours qualifiant, les comptes débiteurs non courants et les avances sont classés dans les prêts et créances, sauf ceux que la Société a l'intention de vendre immédiatement ou à court terme, qui sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- Les placements de portefeuille sont classés dans les instruments disponibles à la vente;
- Les comptes créditeurs et charges à payer et la dette à long terme, y compris les intérêts à payer, ainsi que les obligations au titre des contrats de location-financement sont classés dans les autres passifs financiers et sont tous évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif;
- Jusqu'à présent, la Société n'a classé aucun actif financier comme étant détenu jusqu'à son échéance.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant auquel l'instrument pourrait être échangé aux termes d'une transaction réalisée dans des conditions de pleine concurrence entre des parties compétentes agissant en toute liberté. La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, nous avons recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige un modèle d'évaluation, nous nous appuyons principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et la juste valeur de notre propre risque de crédit ont été pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour estimer la juste valeur des instruments financiers :

- La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des liquidités soumises à restrictions, des comptes débiteurs, des contrats en cours et des comptes créditeurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- La juste valeur des contrats de location-financement est estimée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie;
- La juste valeur de la dette à long terme, des obligations à long terme et des comptes débiteurs non courants (incluant les avances) est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés et calculés au moyen des taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires;
- La juste valeur des instruments dérivés (y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés dont les caractéristiques et les risques économiques ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte) est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change, après ajustement pour tenir compte du risque de crédit propre à la Société et du risque de crédit de la contrepartie. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à la date de clôture;
- La juste valeur des placements disponibles à la vente dont la valeur de marché, le cas échéant, n'est pas facile à déterminer, mais peut être évaluée de manière fiable, est estimée à l'aide d'un modèle de flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses ne pouvant être étayées par des prix ou des taux observables sur le marché.

Une description de la hiérarchie de la juste valeur est présentée à la note 29 afférente aux états financiers consolidés.

Gestion des risques financiers

En raison de la nature de ses activités et des instruments financiers qu'elle détient, la Société est principalement exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, notamment au risque de change et au risque de taux d'intérêt. La Société gère son exposition aux risques de crédit, de liquidité et de marché selon les paramètres de gestion des risques approuvés par le conseil d'administration. Ces paramètres de gestion des risques n'ont pas changé depuis la période précédente, sauf indication contraire.

La Société utilise des instruments dérivés pour gérer le risque de marché associé à la volatilité des taux de change, des taux d'intérêt et des paiements fondés sur des actions afin d'en réduire au minimum les conséquences sur ses résultats et sa situation financière.

Les dérivés incorporés sont comptabilisés à leur juste valeur séparément du contrat hôte lorsque les caractéristiques et les risques économiques qu'ils présentent ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte. La Société peut devenir partie à un instrument dérivé autonome dont la comptabilité de couverture n'est pas permise afin de compenser l'exposition au risque de change des dérivés sur devises incorporés. Dans de telles circonstances, les deux dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture avec comptabilisation des variations de la juste valeur dans le résultat net consolidé.

La Société a pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. La Société peut désigner ses instruments dérivés, qu'ils soient autonomes ou incorporés, comme éléments de couverture. Ce processus consiste à associer les instruments de couverture dérivés à des actifs ou à des passifs précis, à des engagements fermes ou à des transactions prévues. Dans une certaine mesure, la Société a recours à des passifs financiers non dérivés pour couvrir ses expositions au risque de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque que la Société subisse une perte financière si un débiteur manque à ses obligations découlant des ententes qu'il a conclues avec la Société. La Société est exposée au risque de crédit relativement à ses comptes débiteurs et à certains autres actifs dans le cours normal de ses activités. Elle est également exposée au risque de crédit dans le cadre de ses activités courantes de trésorerie en raison de sa trésorerie, de ses équivalents de trésorerie et de ses actifs financiers dérivés.

Le risque de crédit découlant des activités normales de la Société est géré en ce qui concerne le crédit accordé aux clients. La provision pour créances douteuses est établie lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que la Société soit dans l'impossibilité de recouvrer les montants dus conformément aux conditions initiales de la créance (voir la note 5 des états financiers consolidés). Lorsqu'un compte client n'est pas recouvrable, il est radié au moyen du compte de provision pour créances douteuses. Les recouvrements subséquents de montants radiés sont comptabilisés en résultat.

Les clients de la Société sont essentiellement des entreprises bien établies dont les notations sont publiquement affichées ou des organismes gouvernementaux, ce qui facilite la surveillance du risque de crédit. En outre, la Société reçoit habituellement d'importants acomptes non remboursables au titre des contrats de construction. La Société surveille de près son risque lié aux principales compagnies aériennes afin de le réduire autant que possible. Les comptes clients de la Société ne sont pas détenus auprès de clients en particulier, mais auprès d'un vaste éventail de sociétés et d'organismes gouvernementaux. De plus, la Société réduit davantage le risque de crédit en vendant contre trésorerie certains comptes débiteurs et contrats en cours à des tiers, sans possibilité de recours (programme portant sur des actifs financiers courants). La Société ne détient aucun bien en garantie. Le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est réduit du fait qu'ils sont détenus auprès d'un groupe diversifié composé d'importantes institutions financières japonaises, nord-américaines et européennes.

La Société est exposée au risque de crédit en cas d'inexécution des engagements pris par les contreparties à ses instruments financiers dérivés, et elle prend plusieurs mesures pour réduire ce risque. Premièrement, la Société conclut des contrats avec des contreparties très solvables (principalement celles ayant une notation de A ou plus). Elle a signé des accords de compensation globale de l'International Swaps & Derivatives Association, Inc. (ISDA) avec la majorité des contreparties avec qui elle réalise des transactions sur instruments financiers dérivés. Ces accords rendent possible la pleine compensation lorsque l'une des parties au contrat manque à ses obligations, pour chacune des transactions visées par l'accord et en vigueur à la date du manquement. De plus, la Société ou ses contreparties (ou les deux, au besoin) peuvent demander des garanties pour les instruments financiers dérivés présentant un risque de crédit lorsque le solde net des profits et des pertes sur chaque transaction excède le seuil défini dans la convention-cadre de l'ISDA. Enfin, la Société surveille régulièrement la solvabilité des contreparties dans le but de réduire au minimum l'exposition au risque de crédit.

La valeur comptable présentée aux notes 5 et 29 des états financiers consolidés représente l'exposition maximale au risque de crédit découlant de chaque actif financier aux dates pertinentes.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente la possibilité que la Société ne puisse honorer ses engagements de trésorerie lorsqu'ils deviennent exigibles.

La Société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. La gestion des liquidités consolidées exige un suivi régulier des rentrées et des sorties de fonds prévues. Pour ce faire, la Société formule une prévision de sa position de trésorerie consolidée afin de s'assurer de l'utilisation appropriée et efficace de ses ressources en trésorerie. Les liquidités sont évaluées en fonction des besoins saisonniers, de la croissance, des dépenses d'investissement en immobilisations et des dates d'échéance des dettes, incluant les obligations non comptabilisées. La Société réduit le risque de liquidité en conservant suffisamment de ressources financières liquides pour financer ses activités et honorer ses engagements et ses obligations. Pour gérer son risque de liquidité, la Société a accès à une facilité de crédit renouvelable non garantie de 450,0 millions \$US, avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 650,0 millions \$US. De plus, elle a conclu des ententes visant la vente de certains comptes débiteurs et contrats en cours à l'actif d'une valeur pouvant atteindre 150,0 millions \$ (programme portant sur des actifs financiers courants). La Société est constamment à l'affût de nouvelles possibilités de financement en vue de maximiser la structure de son capital et de conserver une certaine flexibilité sur le plan financier.

Risque de marché

Le risque de marché représente l'exposition de la Société à une baisse ou à une augmentation de valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des prix du marché, que cette variation soit causée par des facteurs propres aux instruments financiers ou à leurs émetteurs ou encore par des facteurs touchant tous les instruments financiers de cette catégorie qui sont négociés sur le marché. La Société est principalement exposée au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

Risque de change

Le risque de change représente l'exposition de la Société à une baisse ou à une augmentation de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux de change. La Société est principalement exposée au risque de change en raison d'engagements de vente, d'acquisitions prévues et de dettes libellées en monnaies étrangères. De plus, la plupart des établissements à l'étranger utilisent une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien, principalement le dollar US, l'euro (€) et la livre sterling (£). L'exposition de la Société au risque de change découle principalement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et d'autres éléments du fonds de roulement de ses établissements à l'étranger.

La Société atténue également le risque de change en s'assurant que les établissements à l'étranger concluent des contrats d'approvisionnement, des contrats de vente et des activités de financement dans leur monnaie fonctionnelle.

La Société a recours à des contrats de change à terme et à des swaps de devises pour gérer son exposition aux transactions en monnaies étrangères et pour modifier de façon synthétique la devise d'exposition de certains postes de l'état de la situation financière. Parmi ces transactions, on retrouve les transactions prévues et les engagements fermes libellés en monnaies étrangères.

Les programmes de couverture de change de la Société ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance, conformément à l'objectif de fixation des taux de change des éléments couverts.

Analyse de sensibilité aux taux de change

Le risque de change découle des instruments financiers qui sont libellés en devises. En supposant une appréciation raisonnablement probable de 5 % des devises pertinentes par rapport au dollar canadien pour l'exercice clos le 31 mars 2012, l'incidence avant impôt sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global aurait été un ajustement net négatif de 1,0 million \$ (ajustement net négatif de 4,9 millions \$ en 2011) et de 39,4 millions \$ (ajustement net négatif de 23,0 millions \$ en 2011), respectivement.

Risques de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt représente l'exposition de la Société à une augmentation ou à une baisse de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux d'intérêt. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison de sa dette à long terme à taux variable et au risque de juste valeur en raison de sa dette à long terme à taux fixe. Elle gère essentiellement le risque de taux d'intérêt en fixant le taux de la dette à taux variable liée à certains projets en particulier afin de réduire la variation des flux de trésorerie. La Société a également une dette à taux variable sous forme d'un emprunt bancaire non couvert, une couverture de juste valeur et d'autres dettes à taux variable visant des actifs en particulier. La Société cherche à maintenir une combinaison appropriée de dettes à taux fixe et à taux variable afin de réduire l'incidence nette de la fluctuation des taux d'intérêt. Les instruments financiers dérivés utilisés pour convertir de façon synthétique l'exposition aux taux d'intérêt sont principalement des swaps de taux d'intérêt.

La Société a aussi recours à des instruments financiers pour gérer le risque que posent les fluctuations des taux d'intérêt, ainsi que pour maintenir dans certaines proportions les éléments à taux fixe et à taux variable de sa dette à long terme. À la clôture de l'exercice écoulé, la répartition était de 77 % à taux fixe et de 23 % à taux variable (74 % à taux fixe et 26 % à taux variable en 2011).

Les programmes de couverture de taux d'intérêt de la Société ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance afin d'assurer une gestion appariée des actifs et des passifs, conformément à l'objectif de réduction des risques découlant des fluctuations des taux d'intérêt. En conséquence, un changement dans les taux d'intérêt variables n'a pas d'incidence importante sur le résultat et sur les autres éléments du résultat global.

Analyse de sensibilité au risque de taux d'intérêt

En 2012 et en 2011, une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt n'aurait pas eu une incidence notable sur le résultat net ni sur les autres éléments du résultat global de la Société.

Charge liée aux paiements fondés sur des actions

La Société a conclu des swaps sur actions avec une importante institution financière canadienne afin de réduire l'effet, sur sa trésorerie et ses résultats, des fluctuations du cours de ses actions visées par le régime de droits différés à la valeur d'actions (« RDDVA ») et le régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (« RDLT »). Aux termes de ces swaps, la Société bénéficie de l'avantage économique que lui procurent les dividendes et la plus-value des actions en contrepartie de paiements versés à l'institution financière pour les coûts de financement et toute moins-value des actions. L'effet net des swaps sur actions annule en partie les fluctuations du cours des actions de la Société, fluctuations qui influent sur le coût du RDDVA et du RDLT, et il est redéfini tous les mois. Au 31 mars 2012, les contrats de swap sur actions visaient 2 500 000 actions ordinaires (2 755 000 actions ordinaires en 2011) de la Société.

Couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger

Au 31 mars 2012, la Société a désigné une partie des effets de premier rang qu'elle détient, dont la valeur totalisait 192,8 millions \$US (105,0 millions \$US en 2011), comme couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger. Les profits et les pertes liés à la conversion de la tranche désignée des effets de premier rang sont constatés dans les autres éléments du résultat global afin de compenser tout profit ou perte de change lié à la conversion des états financiers des établissements à l'étranger.

La Société a déterminé qu'il n'y avait aucune concentration des risques découlant des instruments financiers et que l'information présentée ci-dessus est représentative de son exposition au risque pour la période.

Se reporter à l'état consolidé du résultat global pour obtenir le montant total de la variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en résultat au cours de la période et le montant total des profits et des pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, et à la note 29 afférente aux états financiers consolidés pour le classement des instruments financiers.

8. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Acquisitions au cours de l'exercice 2012

Au 31 mars 2012, nous avons effectué des transactions de regroupements d'entreprises pour un coût total de 131,4 millions \$.

Des coûts liés à l'acquisition de 0,7 million \$ ont été inclus dans les frais généraux et d'administration inscrits au compte consolidé de résultat pour l'exercice clos le 31 mars 2012.

Medical Education Technologies, Inc.

En août 2011, nous avons acquis la totalité des actions de Medical Education Technologies, Inc. (METI). Grâce à cette acquisition, nous accédons à un marché mondial, élargissons notre gamme de produits et de services, et acquérons une technologie fondée sur la simulation dans le domaine de la santé.

La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises, soit 39,0 millions \$ (y compris la technologie et les relations avec des clients), est encore provisoire pour la période terminée le 31 mars 2012, et le sera jusqu'à ce que les évaluations de ces actifs aient été finalisées. Un goodwill provisoire de 99,1 millions \$ découlant de l'acquisition de METI est attribuable aux avantages gagnés, dont :

- Une plateforme qui nous propulse immédiatement en position importante en nous permettant d'accéder au marché des simulateurs de patients, un important secteur du marché de la simulation dans le domaine de la santé;
- Une augmentation de la clientèle de CAE Santé, ce qui lui permet d'offrir sa gamme de solutions à un marché beaucoup plus important;
- Une équipe de direction chevronnée composée d'experts en la matière ayant de vastes connaissances du secteur.

La juste valeur des comptes débiteurs acquis s'établit à 9,7 millions \$. Le montant brut prévu au contrat des comptes débiteurs s'élève à 10,5 millions \$, mais une tranche de 0,8 million \$ de ce montant ne devrait pas être recouvrée.

Des produits des activités ordinaires de 35,9 millions \$ et un résultat opérationnel de 0,6 million \$ figurent dans le compte consolidé de résultat au titre de METI depuis l'acquisition. Si METI avait été consolidée à compter du 1^{er} avril 2011, le compte consolidé de résultat aurait tenu compte des produits des activités ordinaires et du résultat opérationnel supplémentaires de METI à hauteur de 31,0 millions \$ et de 1,8 million \$, respectivement. Ces montants pro forma non audités ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant le regroupement d'entreprises, mais ont été ajustés pour refléter nos méthodes comptables si nécessaire. Les montants sont présentés à titre d'information supplémentaire et ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur.

Haptica Limited

En juillet 2011, nous avons acquis les actifs et la propriété intellectuelle de Haptica Limited (Haptica). L'acquisition élargit la gamme de produits de simulation chirurgicale de CAE Santé.

La juste valeur des actifs identifiables acquis s'élevait à 0,7 million \$ (y compris la technologie et les droits de propriété intellectuelle), et aucun goodwill ne découle de l'acquisition.

Flight Simulator Capital L.P.

En mars 2012, nous avons acquis la participation résiduelle de 80,5 % dans Flight Simulator Capital L.P. (Simucap) que nous ne détenions pas déjà. Avec cette acquisition, nous détenons la totalité des parts de Simucap. L'acquisition nous donne le contrôle d'un véhicule de financement qui offre du financement par location pour nos simulateurs de vol civils et l'accès au financement jusqu'à hauteur de 85 % de la valeur du matériel par Exportation et développement Canada. Cette structure nous permet d'offrir davantage de solutions de financement aux clients. Aucun goodwill n'est comptabilisé au titre de cette acquisition.

Autres

Les ajustements de l'actif net identifiable acquis et du passif net identifiable pris en charge au titre de certaines acquisitions effectuées à l'exercice 2011 ont également été finalisés au cours de l'exercice, ce qui s'est traduit par un ajustement de néant du goodwill. Le solde de la contrepartie conditionnelle au titre des acquisitions des exercices antérieurs s'établit à 9,0 millions \$ et pourrait devoir être payé si certaines conditions sont réunies.

Un sommaire du total de l'actif net pour l'ensemble des acquisitions est présenté à la note 3 afférente à nos états financiers consolidés.

9. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Oxford Aviation Academy Luxembourg S. à r. l.

Le 16 mai 2012, nous avons acquis 100 % des actions de l'Oxford Aviation Academy Luxembourg S. à r. l. (OAA) pour une contrepartie totale de 314,3 millions \$. OAA est un fournisseur de services de formation en aéronautique et de placement des membres d'équipage. Grâce à cette acquisition, nous renforçons notre leadership et notre portée mondiale dans le domaine de la formation pour l'aviation civile en augmentant notre nombre de centres de formation, en étendant notre réseau d'école de pilotage et en élargissant notre catalogue de solutions de formation aéronautique. La direction estime qu'il n'est pas possible de divulguer des renseignements au sujet de la juste valeur des actifs nets acquis étant donné que les conclusions de l'exercice d'évaluation ne sont pas encore disponibles. L'acquisition de l'OAA a été financée par une facilité de crédit de premier rang non garantie.

Aucun produit des activités ordinaires ni aucun résultat opérationnel de l'OAA n'a été inclus dans notre compte de résultat consolidé au 31 mars 2012.

Restructuration

Nous avons annoncé des mesures de restructuration le 23 mai 2012 visant à réorienter nos ressources et nos capacités en réponse à un changement dans notre marché de la défense. En vertu de ces mesures, notre main-d'œuvre actuelle est réduite d'environ 300 employés à travers le monde.

10. RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOTRE ACTIVITÉ

Nous exerçons nos activités dans différents secteurs industriels comportant chacun divers éléments de risque et d'incertitude. La direction et le conseil d'administration se penchent sur les principaux risques liés à nos activités, particulièrement dans le cadre du processus annuel de planification stratégique et d'établissement du budget. Les risques et incertitudes décrits ci-après pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos activités, notre situation financière et notre résultat opérationnel. Ces risques sont classés comme suit : risques liés à l'industrie, risques propres à la Société et risques liés au marché. Ces risques ne sont pas nécessairement les seuls auxquels la Société est exposée; d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons négligeables à l'heure actuelle pourraient avoir une incidence défavorable sur nos activités.

La direction cherche à atténuer les risques qui sont susceptibles de se répercuter négativement sur notre rendement à venir par un processus de mise en évidence, d'évaluation, de déclaration et de gestion des risques considérés comme importants du point de vue de l'entreprise dans son ensemble.

10.1 Risques liés à l'industrie

Concurrence

Les marchés où nous vendons notre matériel de simulation et proposons nos services de formation sont hautement compétitifs. De nouvelles entreprises font leur apparition et d'autres se positionnent dans le but d'accroître leur part de marché. Certains de nos concurrents ont une plus grande envergure que nous et disposent de ressources financières et techniques, et de ressources de marketing, de fabrication et de distribution beaucoup plus importantes. De plus, certains concurrents ont des relations bien établies avec des constructeurs d'aéronefs, des compagnies aériennes et des gouvernements ou sont d'importants fournisseurs de ces derniers, ce qui pourrait leur donner un avantage au moment de l'attribution de contrats par ces organisations. Nous faisons particulièrement concurrence à Boeing, qui jouit d'un avantage concurrentiel sur nous en ce qui concerne les prix et d'autres facteurs relativement aux services de formation, de mise à niveau et de maintenance destinés aux simulateurs d'appareils Boeing. Boeing a un modèle d'octroi de licences pour les nouveaux simulateurs destinés à ses appareils civils, selon lequel les fabricants de simulateurs et les fournisseurs de services de formation sont tenus de verser à Boeing des redevances au titre de la fabrication, de la mise à jour ou de la mise à niveau des simulateurs, et des services de formation à l'égard des nouveaux simulateurs Boeing.

Certains constructeurs OEM pourraient être intéressés à élargir leurs services en offrant des services de formation à leurs clients. Les constructeurs OEM ont certains avantages concurrentiels par rapport aux fournisseurs de services de formation indépendants. Ils contrôlent le prix des données, des pièces et du matériel qui sont souvent nécessaires pour fabriquer un simulateur fondé sur un de leurs appareils. Or, ces éléments représentent un coût d'investissement critique pour tous les fournisseurs de services de formation fondée sur la simulation. Certains constructeurs OEM pourraient être en position d'exiger des redevances sur licences pour autoriser la fabrication de simulateurs fondés sur leurs appareils ou pour autoriser la formation sur ces simulateurs. CAE a aussi certains avantages, notamment le fait d'être un fabricant de simulateurs, le fait d'arriver dans certains cas à reproduire des appareils sans obtenir de données, de pièces ou de matériel auprès d'un constructeur OEM et le fait de posséder un réseau de formation diversifié comprenant des coentreprises avec d'importantes compagnies aériennes qui achètent leurs appareils auprès de certains constructeurs OEM. Afin d'atténuer les risques qui précèdent, nous travaillons sur des propositions d'affaires à valeur ajoutée avec divers constructeurs OEM. Nous avons récemment, comme annoncé dans l'exercice 2012, étendu nos relations d'affaires avec les constructeurs OEM tels qu'Augusta Westland, Bombardier, Bell Helicopter et autres. Nous travaillons aussi régulièrement avec d'autres constructeur OEM au développement d'occasions d'affaires liées à l'équipement et aux services de formation.

Nous obtenons la plupart de nos contrats dans le cadre de processus d'appel d'offres qui nous amènent à consacrer beaucoup de temps et d'énergie à des soumissions pour des contrats qui, à terme, pourraient ne pas nous être attribués. Rien ne garantit que nous continuerons de remporter des contrats octroyés par voie d'appel d'offres aussi régulièrement que nous l'avons fait par le passé.

Les périodes de récession économique ou de contraintes de crédit pour les produits destinés au marché civil se traduisent par une concurrence accrue pour chaque vente possible de simulateur d'avion civil, ce qui donne lieu à une baisse des profits réalisés sur les ventes conclues au cours d'une telle période. Si de telles conditions se produisent, nos prix et nos marges pourraient s'en ressentir.

Budgets de la défense et calendrier des dépenses à cet égard

Nous tirons une très grande partie de nos produits des activités ordinaires des ventes aux clients des secteurs militaires dans le monde. Au cours de l'exercice 2012, les ventes dans les secteurs PS/M et FS/M ont ainsi représenté 49 % de nos produits des activités ordinaires. Nous agissons à titre de maître d'œuvre ou de sous-traitant pour le compte de divers programmes gouvernementaux canadiens, américains, européens et autres. L'interruption du financement d'un programme gouvernemental pourrait entraîner pour nous un important manque à gagner, ce qui pourrait nuire à nos activités. En outre, une réduction importante des dépenses militaires dans les pays auprès desquels nous avons obtenu des contrats pourrait nuire considérablement à nos ventes et à notre résultat. Nous connaissons des processus d'approvisionnement plus longs et des retards dans les marchés parvenus à maturité, comme ceux des États-Unis et de l'Europe, qui influent sur le calendrier d'obtention des contrats et retardent la constatation des produits des activités ordinaires.

Programmes militaires financés par l'État

Comme la plupart des fournisseurs de marchés publics, nous pouvons faire l'objet d'audits et de contrôles périodiques. Les ajustements rendus nécessaires par les audits et contrôles gouvernementaux pourraient nuire à nos résultats opérationnels. De plus, certains frais pourraient ne pas être remboursés ou admis dans la négociation de contrats à prix fixe. Par conséquent, nous courons un risque plus grand d'actions en justice et de poursuites en responsabilité intentées à notre encontre que des entreprises qui ne traitent qu'avec le secteur privé, ce qui pourrait nuire considérablement à nos activités.

Secteur de l'aviation civile

Nous tirons une part importante de nos produits des activités ordinaires de la vente de matériels et de services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires.

Si le prix du carburant devait atteindre des niveaux élevés pendant une longue période, cela pourrait inciter davantage les compagnies aériennes à remplacer leurs vieux appareils plus énergivores. Cependant, une hausse de cette nature pourrait aussi restreindre les ressources financières que les compagnies aériennes ont à leur disposition et éventuellement entraîner des retards ou des annulations dans les livraisons de nouveaux appareils. Si le prix du carburant connaissait une hausse soutenue, les compagnies aériennes pourraient être amenées à réduire leur capacité de vol ou à ralentir leur croissance, car une telle capacité ne serait alors pas économiquement viable. Cette réaction provoquerait, par ricochet, une baisse de la demande visant notre matériel et nos services de formation.

Les contraintes sur le marché du crédit pourraient entraver la capacité des compagnies aériennes et d'autres sociétés à acheter de nouveaux avions, ce qui nuirait à la demande visant notre matériel et nos services de formation et à la capacité d'acheter nos produits.

De plus, les comptes débiteurs nous exposent au risque de crédit. Afin d'atténuer ce risque, nous avons adopté des politiques visant à ne pas nous exposer outre mesure à un client particulier. Ces politiques prévoient l'analyse de la situation financière de nos clients et l'examen à intervalles réguliers de leur solvabilité. Nous souscrivons également, de temps à autre, de l'assurance crédit et, dans certains cas, exigeons une lettre de crédit bancaire garantissant les paiements que nos clients nous doivent.

Réglementation imposée par les autorités du secteur de l'aviation

Nous sommes tenus de nous conformer à la réglementation imposée par les autorités du secteur de l'aviation, réglementation qui peut changer sans préavis et pourrait perturber nos ventes et activités. Tout changement imposé par un organisme de réglementation, tel que des changements aux normes de sécurité imposés par les autorités du secteur de l'aviation comme la Federal Aviation Administration des États-Unis, pourrait nous obliger à apporter des modifications imprévues à nos produits et services et entraîner des retards ou des annulations dans les ventes. Nous ne pouvons prévoir l'incidence que pourraient avoir sur nos activités des modifications aux lois et règlements en vigueur. Tout changement pourrait avoir de grandes conséquences sur notre résultat opérationnel ou notre situation financière.

Vente ou octroi sous licence de produits de CAE nécessitant l'approbation d'autorités de réglementation et le respect des exigences

La vente ou l'octroi sous licence de plusieurs de nos produits est assujéti à des contrôles réglementaires. Ces contrôles peuvent notamment nous interdire de vendre à certains pays ou de vendre une certaine technologie, comme les simulateurs liés au domaine militaire ou encore tout matériel d'entraînement, y compris les données militaires et les pièces, sans avoir préalablement obtenu une licence d'exportation ou d'autres approbations auprès d'une ou de plusieurs autorités gouvernementales. Ces règlements changent assez fréquemment et rien ne garantit que nous serons autorisés ultérieurement à vendre ou à octroyer sous licence certains produits à des clients, ce qui pourrait entraîner pour nous des pertes ou un manque à gagner.

L'incapacité de nous conformer aux lois et règlements en matière de contrôle des exportations et aux impératifs de sécurité nationale pourrait nous exclure temporairement ou définitivement des marchés publics à titre de maître d'œuvre ou de sous-traitant, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur notre résultat opérationnel ou notre rentabilité, sans compter que cela porterait atteinte à notre réputation et à notre capacité d'obtenir d'autres marchés publics par la suite.

10.2 Risques propres à la Société

Évolution des produits

Le marché militaire et celui de l'aviation civile dans lesquels nous évoluons sont caractérisés par des changements au niveau des exigences des clients, par l'arrivée de nouveaux modèles d'aéronefs ainsi que par l'évolution des normes de l'industrie. Notre incapacité à prévoir précisément les besoins futurs de nos clients actuels et éventuels et à mettre au point des produits améliorés qui répondent à l'évolution des normes et des technologies pourrait nous faire perdre des clients ou nuire à notre capacité d'en attirer de nouveaux et, du coup, se répercuter sur nos produits des activités ordinaires. L'évolution de la technologie pourrait également influencer sur la valeur de la flotte de simulateurs de vol.

Activités de recherche et de développement

Certaines de nos initiatives en matière de R-D sont menées grâce à l'appui financier des gouvernements, dont le gouvernement du Québec, par l'entremise d'Investissement Québec (IQ), et le gouvernement du Canada, par l'entremise de l'ISAD. Si nous ne pouvons pas remplacer ces programmes à l'avenir par d'autres programmes gouvernementaux de partage des risques aussi avantageux pour nous, cela pourrait avoir des conséquences négatives sur notre rendement financier ainsi que sur nos activités de recherche et de développement.

Nous recevons des crédits d'impôt à l'investissement à l'égard des activités de R-D admissibles que nous menons au Canada de la part du gouvernement fédéral et des crédits d'impôt à l'investissement à l'égard des activités de R-D admissibles que nous menons au Québec de la part du gouvernement provincial. Les crédits que nous recevons sont fonction des lois fédérales et provinciales en vigueur. Les crédits d'impôt à l'investissement auxquels nous avons accès peuvent être réduits par des modifications législatives des gouvernements concernés, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur notre situation financière et nos activités de recherche et développement.

Contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme

Nous fournissons des produits et services principalement aux termes de contrats à prix fixe qui nécessitent l'absorption du dépassement des coûts, malgré la difficulté à estimer tous les coûts à engager pour la réalisation de ces contrats et la difficulté à prévoir le chiffre final des ventes que nous pourrions atteindre. De plus, bon nombre de nos contrats de fourniture de simulateurs et de services à des compagnies aériennes et à des organisations du secteur de la défense sont des contrats de longue durée, pouvant aller jusqu'à 20 ans. Certains de ces contrats établissent le prix des simulateurs à livrer ou des services de formation à fournir sous réserve d'ajustements tenant compte de l'inflation et de l'augmentation des coûts. Si ces ajustements se révélaient insuffisants pour absorber l'inflation ou l'augmentation des coûts, notre résultat opérationnel pourrait en souffrir.

Approvisionnement et empiètement des constructeurs OEM

Nous devons obtenir des données, des pièces, du matériel et bien d'autres intrants auprès d'un grand nombre de constructeurs OEM et de sous-traitants. Nous ne sommes pas toujours en mesure de trouver au moins deux fournisseurs pour les intrants dont nous avons besoin et, dans le cas des simulateurs pour des appareils particuliers et d'autres dispositifs de formation, des intrants importants ne proviennent que d'un seul fournisseur. Nous sommes donc vulnérables aux retards dans le calendrier de livraison, à la situation financière des fournisseurs uniques et à leur volonté de faire affaire avec nous. Les groupes commerciaux de certains fournisseurs uniques comprennent des entreprises qui font concurrence à une partie de nos activités.

Garanties et autres réclamations sur des produits

Nous fabriquons des simulateurs qui sont de nature complexe et perfectionnée. Ils peuvent contenir des défauts difficiles à déceler et à corriger. Les irrégularités de fonctionnement ou pannes de ces produits pourraient nous valoir des réclamations au titre de la garantie ou encore nous faire perdre des clients. La correction de ces défauts pourrait nécessiter d'importantes dépenses en immobilisations. Si ces produits défectueux étaient intégrés au matériel des clients, nous pourrions en outre faire l'objet d'une action en responsabilité du fait des dommages causés par nos produits à ce matériel. Tout défaut ou toute action ou erreur pourrait nuire à notre résultat opérationnel et à nos activités. Rien ne garantit que notre couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs actions d'importance.

Risque lié à l'intégration des produits et à la gestion des programmes

Notre activité pourrait également souffrir d'une éventuelle incompatibilité de nos produits avec d'autres logiciels, systèmes informatiques et systèmes de communications perfectionnés et en constante évolution. Si nous éprouvons des difficultés avec un projet ou n'en atteignons pas les étapes prescrites dans les délais impartis, nous pourrions devoir consacrer à un projet particulier plus de ressources qu'il n'en avait été prévu pour lui à l'origine, notamment sur le plan de l'ingénierie. Bien que le montant des provisions couvrant les risques de pertes sur contrats à prix fixe nous semble adéquat, nous pourrions subir des pertes plus élevées que les provisions établies à la suite des obligations qui nous sont faites aux termes des contrats d'approvisionnement à long terme et à prix fixe.

Protection des droits de propriété intellectuelle

Nous comptons en partie sur nos secrets industriels et sur des restrictions contractuelles, comme des ententes de confidentialité et des licences, pour établir et protéger nos droits de propriété intellectuelle. Or, ces moyens pourraient se révéler inefficaces dans la prévention du détournement de nos technologies ou dans la dissuasion d'autres parties d'élaborer des technologies semblables. Il pourrait se révéler impossible ou difficile de faire respecter nos droits de propriété intellectuelle ou d'en acquérir et de les faire respecter dans certains pays.

Propriété intellectuelle

Nos produits tournent à l'aide de logiciels et de systèmes informatiques complexes qui nous sont fournis par des tiers et qui pourraient parfois nous être inaccessibles. La construction de nos simulateurs dépend souvent de la réception de données, notamment de données confidentielles ou exclusives relatives aux fonctionnalités, à la conception et aux performances d'un produit ou d'un système, que nos simulateurs sont censés reproduire. Rien ne garantit que nous pourrions obtenir ces données à des conditions acceptables, ni même que nous pourrions les obtenir.

Des actions de contrefaçon pourraient être intentées à notre encontre ou à l'encontre de nos clients. Le cas échéant, nous pourrions perdre la cause ou ne pas être en mesure de mettre au point un procédé qui ne viole pas les droits de tiers ou d'obtenir des licences à des conditions acceptables sur le plan commercial, ni même de simplement les obtenir.

De plus, tout litige relatif à la protection de nos droits de propriété intellectuelle pourrait se révéler long et onéreux, et porter préjudice à nos activités ou résultats financiers, que nous ayons gain de cause ou non.

Personnel clé

Notre pérennité et notre prospérité dépendent en partie de notre capacité d'attirer et de garder à notre service du personnel clé possédant les compétences, l'expertise et l'expérience pertinentes. Notre politique de rémunération vise à atténuer ce risque.

Responsabilité environnementale

Nos activités actuelles et passées ainsi que celles d'anciens exploitants de certains de nos établissements actuels et anciens entraînent ou ont entraîné l'utilisation, la production, l'entreposage, le transport et la destruction de matières dangereuses.

L'adoption de nouvelles lois et de leurs règlements d'application, le resserrement des lois et règlements existants, la découverte d'une contamination inconnue, l'imposition de nouvelles exigences de nettoyage ou des réclamations fondées sur des engagements d'indemnisation des dommages à l'environnement que nous pourrions avoir pris pourraient nous contraindre à des dépenses substantielles, ce qui pourrait porter un grand préjudice à notre résultat opérationnel et à notre situation financière.

Nous avons constitué des provisions à l'égard des réclamations dont nous connaissons l'existence et des réparations qui pourraient être attendues de nous, mais ces provisions pourraient se révéler insuffisantes.

De plus, comme nos activités abandonnées ne sont pas assurées contre de pareilles réclamations, toute action d'importance intentée contre l'une d'entre elles pour des motifs environnementaux serait susceptible de nuire considérablement à notre rentabilité future.

Actions en responsabilité pour risques divers

En raison de la nature même de nos activités, nous sommes exposés à des actions en responsabilité, notamment des actions pour préjudices physiques importants ou décès, qui pourraient faire suite à :

- Des accidents ou sinistres mettant en cause du matériel de formation que nous avons vendu ou des aéronefs pour lesquels nous avons fourni du matériel ou des services de formation;
- Nos services de dotation en pilotes;
- Nos activités de formation au vol en situation réelle.

Nous pourrions être également visés par des actions en responsabilité à l'égard de nos produits consécutives à des dommages découlant de la vente de matériel ou de la prestation de services par des entités ayant repris à leur compte des activités que nous avons abandonnées. Rien ne garantit que notre couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs actions d'importance.

Intégration des entreprises acquises

La réussite de nos acquisitions dépend de notre capacité à cristalliser les synergies, tant en termes de commercialisation de notre gamme élargie de produits offerts que d'intégration à notre mode de fonctionnement des activités des nouvelles unités.

Capacité à pénétrer de nouveaux marchés

Nous cherchons à tirer parti de nos connaissances, de notre expérience et de nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation et d'optimisation afin de pénétrer les nouveaux marchés de la formation fondée sur la simulation dans les secteurs des soins de santé et des mines.

Alors que nous pénétrons ces nouveaux marchés, nous pourrions faire face à des difficultés et à des dépenses imprévues qui pourraient porter préjudice à nos activités, à notre rentabilité et à notre réputation. La pénétration de nouveaux marchés est, par définition, plus difficile que la gestion de nos marchés principaux déjà établis. Les risques associés à la pénétration de nouveaux marchés sont plus importants. Cependant, nous estimons que CAE aura la possibilité de dégager, à long terme, des produits des activités ordinaires importants de ces nouveaux champs d'activité.

Système de gestion intégré

Nous investissons temps et argent dans un système de gestion intégré (ERP). Si ce système n'est pas exploité de la façon prévue, au moment prévu, nous pourrions avoir de la difficulté à obtenir des dédommagements ou correctifs de la part des tiers. Nous pourrions aussi ne pas être en mesure de tirer du système toute la valeur que nous en attendions, ce qui pourrait porter préjudice à nos activités, à notre rentabilité et à notre réputation.

Durée du cycle de vente

Le cycle de vente de nos produits et services est long et imprévisible, allant de 6 à 18 mois pour les applications dans le domaine de l'aviation civile, et de 6 à 24 mois ou plus pour les applications militaires. Pendant que les clients évaluent nos produits et services, nous pouvons être tenus d'engager des dépenses et de déployer des efforts de gestion. Le fait d'engager de telles dépenses sans produits des activités ordinaires correspondants pour un trimestre donné nuira à notre résultat opérationnel et pourrait accentuer la volatilité du cours de notre action. Nous pouvons fabriquer d'avance certains produits en prévision des commandes à venir et pour faciliter une livraison plus rapide en vue d'obtenir un avantage concurrentiel. Par contre, si les commandes pour ces produits ne se concrétisent pas au moment prévu, nous devons conserver le produit préfabriqué en stock jusqu'à ce qu'une vente soit conclue.

Dépendance envers la technologie

Nous dépendons des systèmes et des réseaux de technologies de l'information pour traiter, transmettre et stocker les données et l'information financière sous forme électronique, pour gérer les activités commerciales et respecter les exigences liées à la réglementation, aux lois, à la sécurité nationale, aux contrats et à l'impôt. De plus, nos activités nécessitent l'utilisation, d'une manière appropriée et sûre, d'informations confidentielles et sensibles appartenant à des tiers tels des constructeurs OEM d'appareils et des forces de défense nationales. Une défaillance des systèmes de technologies de l'information ou une violation de la sécurité des données pourraient perturber nos activités, entraîner la perte d'informations commerciales, compromettre la confidentialité de l'information, nécessiter une attention et des ressources importantes de la part de la direction et avoir une incidence défavorable significative sur nos activités, notre réputation et notre rendement financier. Nous avons mis en place des contrôles de sécurité, des mécanismes visant à assurer le respect des politiques et des systèmes de surveillance afin de prévenir les menaces potentielles.

10.3 Risques liés au marché

Écart de change

Nous exerçons nos activités à l'échelle mondiale, et près de 90 % de nos produits des activités ordinaires sont réalisés en devises, principalement en dollars US, en euros et en livres sterling. Nos produits des activités ordinaires sont répartis à raison d'environ un tiers aux États-Unis, un autre tiers en Europe et le dernier tiers dans le reste du monde.

Les activités que nous menons au Canada génèrent environ 38 % de nos produits des activités ordinaires, et une grande proportion de nos charges opérationnelles sont libellées en dollars canadiens. L'appréciation du dollar canadien a un effet défavorable sur nos produits des activités ordinaires libellés en monnaies étrangères et, de ce fait, sur nos résultats financiers. La dépréciation du dollar

canadien a quant à elle un effet défavorable sur nos coûts libellés en monnaies étrangères et sur notre compétitivité par rapport à d'autres constructeurs de matériels dans des pays où les charges opérationnelles sont moindres. Pour atténuer en partie ce risque, nous avons mis sur pied divers programmes de couverture. Cependant, nos activités de couverture de devises ne permettent pas d'éliminer complètement le risque de change et ne procurent qu'une compensation à court terme.

Les activités de nos établissements étrangers – surtout de la formation et des services associés pour les secteurs Militaire et Civil – sont essentiellement libellées dans les monnaies locales. Une couverture naturelle existe du fait que les produits des activités ordinaires et les charges opérationnelles sont libellés dans les mêmes devises. Ces activités nous exposent toutefois à un risque de change non couvert étant donné que nous consolidons nos résultats en dollars canadiens aux fins de la présentation de l'information financière. La dévaluation des devises étrangères par rapport au dollar canadien, par exemple, la volatilité dans la devise Euro à la suite des mesures d'austérité européennes et les conditions économiques du marché du crédit, aurait un impact de conversion négatif.

Disponibilité du capital

Notre principale facilité de crédit, refinancée en avril 2011, devra être renouvelée en avril 2015. À l'heure actuelle, il nous est impossible de déterminer si elle sera renouvelée au même coût, pour la même durée et selon des modalités similaires à celles qui nous ont été offertes.

Régimes de retraite

La capitalisation des régimes de retraite s'appuie sur des estimations actuarielles et est assujettie aux limites prévues par la réglementation fiscale et autre. Les estimations actuarielles établies au cours de l'exercice étaient fondées sur des hypothèses liées aux niveaux prévus de rémunération des salariés lors de leur départ à la retraite et au rendement à long terme prévu des actifs des régimes de retraite. Les rapports d'évaluation actuarielle sur la capitalisation déterminent le montant des cotisations en trésorerie que nous devons verser aux régimes de retraite agréés. Selon les derniers rapports sur la capitalisation de nos régimes, les régimes de retraite accusent des déficits de solvabilité. Nous sommes donc tenus de verser des cotisations en trésorerie pour les financer. Si la valeur des actifs des régimes ne remonte pas avant la date des prochaines évaluations de la capitalisation, nous devrions augmenter le montant de ces cotisations en trésorerie, ce qui nous empêchera d'affecter les fonds visés à d'autres fins.

Faire des affaires à l'étranger

Nous exerçons des activités dans plus de 25 pays et vendons nos produits et services auprès de clients d'un peu partout dans le monde. Pour l'exercice 2012, les ventes à des clients de l'extérieur du Canada et des États-Unis ont compté pour environ 55 % de nos produits des activités ordinaires, et nous nous attendons à ce qu'elles continuent d'en représenter une grande portion dans un avenir prévisible. Du coup, nous sommes exposés au risque de faire des affaires à l'étranger.

Les principaux risques auxquels nous faisons face sont les suivants :

- L'évolution des lois et des règlements;
- Les tarifs douaniers, embargos, contrôles et autres restrictions;
- L'évolution générale de la conjoncture et des conditions géopolitiques;
- Les risques liés au recours à des représentants et à des consultants à l'étranger et la complexité s'y rattachant.

11. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

La liste des principaux investissements ayant une incidence importante sur notre résultat ou nos actifs est présentée à la note 32 afférente aux états financiers consolidés.

Les transactions suivantes ont été conclues dans le cours normal de l'activité avec des parties liées qui incluent nos coentreprises et nos partenaires des coentreprises:

Aux 31 mars

(montants en millions)

	2012		2011
Montants courants à recevoir des parties suivantes			
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	37,8	\$	16,1 \$
Autres	0,3		0,5
Montants courants à payer aux parties suivantes			
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	13,2	\$	11,2 \$
Autres	0,6		0,7
Montants non courants à recevoir des parties suivantes			
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	10,0	\$	0,4 \$

*Exercices clos les 31 mars**(montants en millions)*

	2012		2011
Ventes de produits et services			
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	105,8	\$	55,9 \$
Autres	6,8		7,1
Achats de produits et services et autres			
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	16,1	\$	28,8 \$
Autres	4,5		8,7
Autres transactions influant sur le résultat			
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	9,8	\$	- \$

Les montants non courants à recevoir de parties liées sont des obligations au titre de contrats de location-financement qui viennent à échéance en octobre 2022 et portent intérêt au taux de 5,14 % par année. Aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées au 31 mars 2012 (néant en 2011).

De plus, au cours de l'exercice 2012, des transactions s'élevant à 2,1 millions \$ (2,3 millions \$ en 2011) ont été faites aux prix normaux du marché avec certaines entreprises pour lesquelles certains membres du conseil de la Société sont associés ou dirigeants.

Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé désigne les personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération versée ou à verser au personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

*Exercices clos les 31 mars**(montants en millions)*

	2012		2011
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	4,9	\$	5,1 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	1,3		1,0
Indemnités de fin de contrat de travail	1,5		-
Paiements fondés sur des actions	2,5		8,9
	10,2	\$	15,0 \$

12. MODIFICATIONS DE NORMES COMPTABLES

12.1 Mise en œuvre des IFRS

Le 1^{er} avril 2010, nous avons commencé à présenter nos résultats financiers conformément aux IFRS. Le présent rapport de gestion doit être lu conjointement avec nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2012, qui ont été préparés conformément à la norme IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, publiée par l'IASB. Les chiffres comparatifs de chaque période de l'exercice clos le 31 mars 2011 ont été retraités afin d'être conformes aux IFRS. Se reporter à la note 2, Première application des IFRS, afférente à nos états financiers consolidés pour des précisions sur les ajustements les plus significatifs.

12.2 Modifications futures de normes comptables

Instruments financiers

En novembre 2009, l'IASB a publié IFRS 9 *Instruments financiers*, première partie d'un projet en trois étapes visant le remplacement d'IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 traite du classement et de l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers. Elle remplace les modèles d'évaluation et de catégories multiples établis par IAS 39 pour les instruments d'emprunt par un nouveau modèle d'évaluation hybride qui comprend deux catégories : les instruments comptabilisés au coût amorti et les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net. La majorité des exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 ont été reportées vers IFRS 9. Cependant, la tranche des variations de la juste valeur liée au risque de crédit propre à la Société doit être présentée aux autres éléments du résultat global plutôt qu'en résultat. IFRS 9 s'applique aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2015, et son application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

En octobre 2010, l'IASB a modifié IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir* de manière à exiger la présentation d'informations quantitatives et qualitatives sur les transferts d'actifs financiers lorsque les actifs transférés ne sont pas décomptabilisés en totalité ou que l'entreprise cédante conserve un lien de gestion. La modification exige également la présentation d'informations supplémentaires si une part importante du montant total du transfert survient dans les derniers jours d'une période. Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2011, et leur application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers consolidés.

Consolidation

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 10 *États financiers consolidés* en remplacement de SIC-12 *Consolidation – Entités ad hoc* ainsi que d'une partie d'IAS 27 *États financiers consolidés et individuels*. La nouvelle norme étoffe les principes existants de l'utilisation de la notion de contrôle comme facteur déterminant de l'inclusion d'une entité dans les états financiers consolidés. La norme fournit des directives additionnelles pour faciliter la détermination du contrôle lorsque ce dernier est difficile à évaluer. IFRS 10 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, et son application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Partenariats

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 11 *Partenariats*, en remplacement d'IAS 31 *Participation dans des coentreprises*, et SIC-13 *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. IFRS 11 porte sur les droits et les obligations inhérents à un partenariat, plutôt que sur la forme légale, comme c'est actuellement le cas pour IAS 31. La norme corrige les incohérences de présentation des partenariats en exigeant le recours à la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans les entités contrôlées conjointement. IFRS 11 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, et son application anticipée est permise. À l'heure actuelle, la Société utilise la méthode de la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais elle devra appliquer la méthode de la mise en équivalence selon IFRS 11. Selon cette méthode, la quote-part revenant à la Société de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sera présentée sur un seul poste, respectivement dans l'état de la situation financière, le compte de résultat et l'état du résultat global.

Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 12 *Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités*. IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences d'information au titre de toutes les formes de participations dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. La norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses participations dans d'autres entités et les effets de ces participations sur sa situation financière, son rendement financier et ses flux de trésorerie. IFRS 12 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, et son application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur*. IFRS 13 définit la juste valeur, intègre, dans une même norme, un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et prescrit les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur. IFRS 13 s'applique lorsqu'une autre IFRS impose ou permet des évaluations à la juste valeur. Elle n'établit aucune nouvelle obligation d'évaluer un actif ou un passif à la juste valeur, ne modifie pas les évaluations à la juste valeur prévues par les autres IFRS et ne traite pas de la présentation des variations de la juste valeur. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, et son application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 19 *Avantages du personnel* afin de refléter d'importants changements aux normes de comptabilisation et d'évaluation de la charge de retraite au titre des régimes à prestations définies et des indemnités de fin de contrat de travail en éliminant la possibilité de différer la comptabilisation des écarts actuariels (méthode du corridor) et en étoffant les exigences d'information. Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, et leur application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers consolidés.

Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 1 *Présentation des états financiers* afin de modifier les exigences d'information sur les composantes des autres éléments du résultat global, notamment en exigeant la présentation de composantes distinctes des autres éléments du résultat global en deux groupes, selon qu'ils peuvent ou non être reclassés en résultat net dans l'avenir. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers consolidés.

12.3 Recours au jugement et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés conformément aux IFRS exige que la direction de la Société pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et sur les montants des produits des activités ordinaires et des charges de la période concernée. Cela exige aussi que la direction exerce son jugement aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments qui demandent beaucoup de jugement ou qui sont très complexes, ainsi que les cas dans lesquels les hypothèses et les estimations sont importantes eu égard aux états financiers consolidés sont présentés ci-dessous. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les variations seront comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont détectées.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, à la date à laquelle le contrôle est obtenu. Les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à la juste valeur. En fonction de la complexité de ces évaluations, la Société consulte des experts indépendants ou calcule la juste valeur à l'interne, à l'aide de techniques d'évaluation appropriées qui se fondent généralement sur une prévision du total des flux de trésorerie actualisés nets futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction à l'égard du rendement futur des actifs connexes et de toute variation du taux d'actualisation appliqué.

Frais de développement

Les frais de développement sont comptabilisés à titre d'immobilisations incorporelles et amortis sur leur durée d'utilité lorsqu'ils remplissent les critères d'inscription à l'actif. Les prévisions relatives aux produits des activités ordinaires et à la rentabilité des projets pertinents servent à évaluer la conformité aux critères d'inscription à l'actif et la valeur recouvrable des actifs.

Dépréciation des actifs non financiers

La Société soumet le goodwill à un test de dépréciation qui est fondé sur des calculs de la juste valeur diminuée des coûts de vente et qui fait appel à des modèles d'évaluation tels que le modèle de flux de trésorerie actualisés. Les flux de trésorerie proviennent du plan approuvé par la direction pour les cinq prochains exercices. Les projections de flux de trésorerie sont établies en fonction de l'expérience passée et représentent la meilleure estimation de la direction en ce qui concerne l'évolution des circonstances. Au-delà de la période de cinq ans, les flux de trésorerie sont extrapolés d'après des taux de croissance estimatifs. Les hypothèses clés qui sous-tendent le calcul par la direction de la juste valeur diminuée des coûts de vente comprennent les estimations des taux de croissance, des taux d'actualisation après impôt et des taux d'impôt. Les taux d'actualisation après impôt sont établis en fonction du coût moyen pondéré du capital représentatif des unités génératrices de trésorerie respectives qui vont de 8 % à 12 %. Ces estimations, ainsi que la méthode employée, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation du goodwill.

De même, lorsque des immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles sont soumises à des tests de dépréciation, le calcul de leur valeur recouvrable amène la direction à faire des estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation.

Provisions

Aux fins de la détermination du montant des provisions, la Société formule des hypothèses et fait des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les coûts prévus et l'échéancier prévu des coûts.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

La Société emploie la méthode de l'avancement des travaux pour comptabiliser ses contrats à prix fixe visant la prestation de services et la fabrication de produits. Le recours à cette méthode oblige la Société à estimer les travaux exécutés à ce jour par rapport à l'ensemble des travaux à exécuter. La direction évalue chaque mois les coûts estimatifs nécessaires à l'achèvement, les estimations de l'avancement des travaux ainsi que les produits des activités ordinaires et les marges constatés, et ce, pour chaque contrat. Les changements apportés aux estimations des coûts et du résultat sur la durée du contrat sont pris en compte dans la période au cours de laquelle il devient manifeste que de tels changements sont requis.

Régimes de retraite à prestations définies

Le coût des régimes de retraite à prestations définies ainsi que la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies sont déterminés à l'aide d'évaluations actuarielles. Ces évaluations comprennent des hypothèses concernant les taux d'actualisation, les taux de rendement prévu des actifs, les hausses futures des salaires, les taux de mortalité et les augmentations futures des

prestations de retraite. Toutes les hypothèses sont révisées à chaque date de clôture. Toute modification de ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des prestations définies. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la direction tient compte des taux d'intérêt des obligations de sociétés ayant une notation de AA/AAA qui sont libellées dans la même monnaie que les prestations qui seront versées et dont les durées jusqu'à l'échéance se rapprochent de ceux du passif au titre du régime de retraite connexe. Le taux de mortalité est établi en fonction des données publiques sur la mortalité dans le pays concerné. Les hausses futures des salaires et des prestations de retraite sont déterminées en fonction des taux d'inflation futurs prévus pour le pays concerné.

Le rendement prévu des actifs des régimes est déterminé en tenant compte des rendements prévus des actifs qui sous-tendent la politique de placement applicable pendant la période au cours de laquelle l'obligation doit être éteinte. Pour le calcul du rendement prévu des actifs des régimes, les rendements historiques et les rendements futurs prévus ont été pris en compte séparément pour chaque catégorie d'actifs, en fonction de la répartition des actifs et de la politique de placement.

Les autres hypothèses clés concernant les obligations au titre des prestations définies s'appuient, en partie, sur la conjoncture actuelle du marché. Voir la note 15 des états financiers consolidés pour plus de détails concernant les hypothèses posées.

Paiements fondés sur des actions

La Société évalue le coût des transactions avec des salariés qui sont réglées en capitaux propres et en trésorerie en fonction de la juste valeur des instruments connexes à la date à laquelle ils sont attribués. L'estimation de la juste valeur aux fins des paiements fondés sur des actions exige que la Société choisisse le modèle d'évaluation qui convient le mieux à une attribution donnée, d'après les modalités de cette attribution. À cette fin, la Société doit aussi formuler des hypothèses et sélectionner les données les plus appropriées à intégrer dans le modèle d'évaluation, notamment la durée prévue de l'option, la volatilité et le rendement de l'action.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie aux lois fiscales de divers territoires. Elle doit avoir recours au jugement pour déterminer la charge d'impôt mondiale. La détermination des actifs et des passifs d'impôt comporte certaines incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes. La Société constitue une provision pour les éventuels impôts à payer d'après la moyenne pondérée en fonction de la probabilité des résultats possibles. Les différences entre les résultats réels et ces estimations pourraient avoir une incidence sur les passifs d'impôt et les passifs d'impôt différé dans la période au cours de laquelle elles sont établies.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est plus probable qu'improbable que la Société dégage un résultat imposable auquel les pertes pourront être imputées. La direction doit faire preuve de jugement pour déterminer le montant des actifs d'impôt différé pouvant être comptabilisés, d'après l'échéancier probable et le niveau du résultat imposable futur ainsi que les stratégies fiscales futures. Le montant total des actifs d'impôt différé peut être modifié si les estimations du résultat imposable futur prévu et des avantages attendus des stratégies fiscales sont revues à la baisse, ou en cas d'adoption de modifications des lois fiscales qui limitent, en temps ou en étendue, la capacité de la Société à utiliser des avantages fiscaux futurs.

Remboursements d'aide gouvernementale

Aux fins de la détermination du montant de l'aide gouvernementale à rembourser, la Société formule des hypothèses et fait des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les produits des activités ordinaires prévus et leur échéancier prévu, s'il y a lieu. Les projections de produits des activités ordinaires tiennent compte de l'expérience passée et représentent la meilleure estimation de la direction quant à l'avenir. Au-delà d'une période de cinq ans, les produits des activités ordinaires sont extrapolés d'après des taux de croissance estimés en fonction du calendrier estimatif des remboursements. Les remboursements estimés sont actualisés en utilisant des taux moyens allant de 8,5 % à 13 % sur la base des termes d'instruments financiers semblables. Ces estimations, ainsi que la méthode employée pour établir les estimations, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute obligation remboursable au titre de l'aide gouvernementale. Une augmentation de 1 % des taux de croissance entraînerait une hausse d'environ 8,2 millions \$ de l'obligation relative aux redevances au 31 mars 2012.

13. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

L'auditeur interne fait régulièrement rapport à la direction des faiblesses qu'il trouve dans nos processus de contrôle interne, rapports qui sont soumis à l'examen du comité d'audit.

En conformité avec le Règlement 52-109 publié par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM), des certificats signés par le président et chef de la direction et par le chef de la direction financière ont été déposés. Ces documents attestent le caractère approprié des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société ainsi que la conception et l'efficacité de ses contrôles internes à l'égard de l'information financière.

13.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information

Nos contrôles et procédures de communication de l'information sont élaborés de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information est accumulée et communiquée à notre président et chef de la direction, à notre chef de la direction financière et aux autres membres de la direction de manière à permettre la prise de décisions opportunes à l'égard de l'information à fournir.

Sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière, la direction a évalué, en date du 31 mars 2012, l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information, au sens des règles 13a-15(e) et 15d-15(e) de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis. À partir de leur évaluation, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière en sont arrivés à la conclusion que la conception et le fonctionnement des contrôles et procédures de communications de l'information étaient efficaces en date du 31 mars 2012 et de nature à assurer que l'information est enregistrée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois canadiennes et américaines régissant les valeurs mobilières.

13.2 Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de l'établissement et du maintien de mécanismes adéquats de contrôle interne à l'égard de l'information financière, tels qu'ils sont définis dans les règles 13a-15(f) et 15d-15(f) de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS. La direction a évalué la conception et le fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en date du 31 mars 2012 à partir du cadre et des critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission, et elle a conclu à leur efficacité. La direction n'a signalé aucune faiblesse importante à cet égard.

Il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière survenue pendant l'exercice 2012 qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

14. RÔLE DE SURVEILLANCE DU COMITÉ D'AUDIT ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Comité d'audit examine notre rapport de gestion annuel et les états financiers consolidés connexes avec la direction et les auditeurs externes, et il recommande leur approbation au Conseil d'administration. De plus, la direction et nos auditeurs internes font périodiquement rapport au comité d'audit sur leur évaluation de nos contrôles et procédures internes de communication de l'information financière. L'auditeur externe présente périodiquement à la direction un rapport sur les faiblesses relevées dans nos contrôles internes, rapport qui est soumis à l'examen du comité d'audit.

15. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Des renseignements complémentaires sur CAE, dont sa plus récente notice annuelle, peuvent être consultés en ligne sur son site Web à www.cae.com, ou sur SEDAR à www.sedar.com ou sur EDGAR à www.sec.gov.

16. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles des exercices 2010 à 2012. Les informations de 2010 sont présentées selon les PCGR du Canada antérieurs (avant l'adoption des IFRS), tandis que les informations de 2011 et 2012 sont présentées selon les IFRS. Par conséquent, l'information financière de 2010 n'est pas directement comparable à celle des périodes ultérieures.

<i>(en millions, sauf les montants par action et les taux de change)</i>	T1	T2	T3	T4	Total
Exercice 2012 – IFRS					
Produits des activités ordinaires	427,9	433,5	453,1	506,7	1 821,2 \$
Résultat net	43,5	38,7	46,1	53,7	182,0 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	43,1	38,4	45,6	53,2	180,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	0,3	0,5	0,5	1,7 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,17	0,15	0,18	0,21	0,70 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,17	0,15	0,18	0,21	0,70 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	257,0	257,3	257,9	257,9	257,5
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,0	258,0	258,6	258,6	258,2
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	0,97	0,98	1,02	1,00	0,99 \$
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,39	1,38	1,38	1,31	1,37 \$
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,58	1,58	1,61	1,57	1,58 \$
Exercice 2011 – IFRS					
					Total
Produits des activités ordinaires	366,4	388,0	410,8	465,6	1 630,8 \$
Résultat net	36,6	39,4	38,9	46,0	160,9 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	37,2	39,1	38,5	45,5	160,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,6)	0,3	0,4	0,5	0,6 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,15	0,15	0,15	0,18	0,62 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,14	0,15	0,15	0,18	0,62 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	256,5	256,6	256,8	256,9	256,7
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	256,8	257,1	257,7	258,2	257,5
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	1,03	1,04	1,01	0,99	1,02 \$
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,31	1,34	1,38	1,35	1,34 \$
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,53	1,61	1,60	1,58	1,58 \$
Exercice 2010 – PCGR du Canada antérieurs					
					Total
Produits des activités ordinaires	383,0	364,5	382,9	395,9	1 526,3 \$
Résultat tiré des activités poursuivies	27,2	39,1	37,7	40,5	144,5 \$
Résultat de base par action tiré des activités poursuivies	0,11	0,15	0,15	0,16	0,56 \$
Résultat dilué par action tiré des activités poursuivies	0,11	0,15	0,15	0,16	0,56 \$
Résultat net	27,2	39,1	37,7	40,5	144,5 \$
Résultat de base par action	0,11	0,15	0,15	0,16	0,56 \$
Résultat dilué par action	0,11	0,15	0,15	0,16	0,56 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	255,4	255,6	255,9	256,4	255,8
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	255,4 ¹⁾	255,6 ¹⁾	255,9 ¹⁾	256,4 ¹⁾	255,8 ¹⁾
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	1,17	1,10	1,06	1,04	1,09 \$
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,59	1,57	1,56	1,44	1,54 \$
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,81	1,80	1,73	1,63	1,74 \$

¹⁾ Les options sur actions exerçables ayant eu un effet antidilutif pour les périodes présentées, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base et celui utilisé pour le calcul du résultat dilué sont les mêmes.

Principales informations sectorielles

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T4-2012	T4-2011	Exercice 2012	Exercice 2011	Exercice 2010
	IFRS	IFRS	IFRS	IFRS	PCGR du Canada antérieurs
Secteurs civils					
Produits de simulation/Civil					
Produits des activités ordinaires	83,1 \$	76,2 \$	342,5 \$	272,9 \$	284,1 \$
Résultat opérationnel sectoriel	14,0	9,4	51,6	34,8	49,4
<i>Marge opérationnelle (%)</i>	16,8	12,3	15,1	12,8	17,4
Formation et services associés/Civil					
Produits des activités ordinaires	132,3	121,0	498,4	454,0	433,5
Résultat opérationnel sectoriel	30,3	25,3	122,2	99,9	75,1
<i>Marge opérationnelle (%)</i>	22,9	20,9	24,5	22,0	17,3
Total pour les secteurs civils					
Produits des activités ordinaires	215,4 \$	197,2 \$	840,9 \$	726,9 \$	717,6 \$
Résultat opérationnel sectoriel	44,3	34,7	173,8	134,7	124,5
<i>Marge opérationnelle (%)</i>	20,6	17,6	20,7	18,5	17,3
Secteurs militaires					
Produits de simulation/Militaire					
Produits des activités ordinaires	195,6 \$	179,3 \$	619,2 \$	586,0 \$	545,6 \$
Résultat opérationnel sectoriel	34,6	34,0	101,2	105,0	95,7
<i>Marge opérationnelle (%)</i>	17,7	19,0	16,3	17,9	17,5
Formation et services associés/Militaire					
Produits des activités ordinaires	71,5	78,0	278,1	279,9	263,1
Résultat opérationnel sectoriel	11,0	12,0	40,9	50,3	43,9
<i>Marge opérationnelle (%)</i>	15,4	15,4	14,7	18,0	16,7
Total pour les secteurs militaires					
Produits des activités ordinaires	267,1 \$	257,3 \$	897,3 \$	865,9 \$	808,7 \$
Résultat opérationnel sectoriel	45,6	46,0	142,1	155,3	139,6
<i>Marge opérationnelle (%)</i>	17,1	17,9	15,8	17,9	17,3
Nouveaux marchés principaux					
Produits des activités ordinaires	24,2 \$	11,1 \$	83,0 \$	38,0 \$	S.O. \$
Résultat opérationnel sectoriel	(1,2)	(3,9)	(13,8)	(8,4)	S.O.
<i>Marge opérationnelle (%)</i>	(5,0)	(35,1)	(16,6)	(22,1)	S.O.
Total					
Produits des activités ordinaires	506,7 \$	465,6 \$	1 821,2 \$	1 630,8 \$	1 526,3 \$
Résultat opérationnel sectoriel	88,7	76,8	302,1	281,6	264,1
<i>Marge opérationnelle (%)</i>	17,5	16,5	16,6	17,3	17,3
Autres	- \$	1,0 \$	- \$	1,0 \$	(34,1) \$
Résultat opérationnel	88,7 \$	77,8 \$	302,1 \$	282,6 \$	230,0 \$

Rétrospective financière sur cinq ans

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	2012	2011
IFRS		
Produits des activités ordinaires	1 821,2 \$	1 630,8 \$
Résultat net	182,0	160,9
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	180,3	160,3
Participations ne donnant pas le contrôle	1,7	0,6
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	0,99	1,02
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,37	1,34
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,58	1,58
Situation financière :		
Total de l'actif	3 183,7 \$	2 817,3 \$
Total des passifs financiers non courants ¹⁾	869,0	757,5
Total de la dette nette	534,3	383,8
Par action :		
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,70 \$	0,62 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,70	0,62
Dividendes	0,16	0,15
Capitaux propres	4,05	3,63

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	2010	2009	2008
PCGR du Canada antérieurs			
Produits des activités ordinaires	1 526,3 \$	1 662,2 \$	1 423,6 \$
Résultat des activités poursuivies	144,5	202,2	163,4
Résultat net	144,5	201,1	151,3
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	1,09	1,13	1,03
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,54	1,59	1,46
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,74	1,91	2,07
Situation financière :			
Total de l'actif	2 621,9 \$	2 665,8 \$	2 243,2 \$
Total des passifs financiers non courants ¹⁾	457,0	375,4	362,1
Total de la dette nette	179,8	285,1	124,1
Par action :			
Résultat de base des activités poursuivies	0,56 \$	0,79 \$	0,64 \$
Résultat dilué des activités poursuivies	0,56	0,79	0,64
Résultat net de base	0,56	0,79	0,60
Résultat net dilué	0,56	0,79	0,59
Dividendes de base	0,12	0,12	0,04
Capitaux propres	4,52	4,70	3,71

¹⁾ Comprend la dette à long terme, les passifs financiers dérivés et les autres passifs non courants qui répondent à la définition d'un passif financier.



CAE INC.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	84
RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	84
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	87
État consolidé de la situation financière	87
Compte consolidé de résultat	88
État consolidé du résultat global	89
États consolidés des variations en capitaux propres	90
Tableau consolidé des flux de trésorerie	91
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	92
Note 1 Nature des activités et principales méthodes comptables	92
Note 2 Première application des IFRS	106
Note 3 Regroupements d'entreprises	116
Note 4 Participations dans des coentreprises	118
Note 5 Comptes débiteurs	119
Note 6 Stocks	119
Note 7 Immobilisations corporelles	120
Note 8 Immobilisations incorporelles	121
Note 9 Autres actifs	122
Note 10 Comptes créditeurs et charges à payer	123
Note 11 Contrats en cours	123
Note 12 Provisions	123
Note 13 Facilités d'emprunt	125
Note 14 Aide gouvernementale	128
Note 15 Obligations au titre des avantages du personnel	129
Note 16 Profits différés et autres passifs non courants	132
Note 17 Impôts sur le résultat	133
Note 18 Capital-actions, résultat par action et dividendes	136
Note 19 Cumul des autres éléments du résultat global	136
Note 20 Rémunération du personnel	137
Note 21 Dépréciation d'actifs non financiers	137
Note 22 Autres (profits) pertes – montant net	137
Note 23 Charges financières, montant net	138
Note 24 Paiements fondés sur des actions	138
Note 25 Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie	142
Note 26 Éventualités	142
Note 27 Engagements	142
Note 28 Gestion du risque lié au capital	143
Note 29 Instruments financiers	143
Note 30 Gestion des risques financiers	146
Note 31 Secteurs opérationnels et secteurs géographiques	153
Note 32 Relations avec les parties liées	156
Note 33 Transactions avec des parties liées	158
Note 34 Événements postérieurs à la date de clôture	159

Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction de CAE est responsable de la mise en place et du maintien d'un processus de contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière (aux termes des dispositions 13a-15(f) et 15d-15(f) de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis). Ce processus a été conçu sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière de CAE pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Au 31 mars 2012, la direction a fait une évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière selon le cadre et les critères établis dans le rapport *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission. À la lumière de cette évaluation, la direction a conclu que, au 31 mars 2012, le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était efficace.



M. Parent
Président et chef de la direction



S. Lefebvre
Vice-président, Finances et chef de la direction financière

Montréal (Canada)
Le 23 mai 2012

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de CAE inc.

Nous avons effectué un audit intégré des états financiers consolidés de CAE inc. et de ses filiales pour l'exercice écoulé et de leur contrôle interne à l'égard de l'information financière au 31 mars 2012 ainsi qu'un audit de leurs états financiers consolidés de l'exercice précédent. Nos opinions, qui s'appuient sur nos audits, sont présentées ci-après.

Rapport sur les états financiers consolidés

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de CAE inc. et de ses filiales, qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 mars 2012, 31 mars 2011 et au 1er avril 2010, et les comptes consolidés de résultat, les états consolidés du résultat global et des variations des capitaux propres et les tableaux des flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 mars 2012 et 31 mars 2011, ainsi que les notes y afférentes, y compris un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada et les normes établies par le Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Les normes d'audit généralement reconnues du Canada requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants sur une base de sondages, concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit sur les états financiers consolidés.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de CAE inc. et de ses filiales aux 31 mars 2012, 31 mars 2011 et au 1er avril 2010, ainsi que de leur performance financière et de leurs flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 mars 2012 et 31 mars 2011, conformément aux Normes internationales d'information financière, telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board.

Rapport sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous avons également effectué l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière de CAE inc. et de ses filiales au 31 mars 2012 en nous fondant sur les critères établis dans le rapport « Internal Control – Integrated Framework » publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission.

Responsabilité de la direction pour le contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de l'appréciation qu'elle fait de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière, qui est incluse dans le Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ci-joint.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de l'entité, sur la base de notre audit. Notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été effectué conformément aux normes établies par le Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable qu'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière était maintenu, dans tous ses aspects significatifs.

Un audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière comprend l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, l'appréciation du risque de faiblesse importante, la mise en œuvre de tests et l'évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne, en fonction de notre appréciation du risque, ainsi que la mise en œuvre d'autres procédés que nous jugeons nécessaires dans les circonstances.

Nous estimons que notre audit constitue un fondement raisonnable pour l'expression de notre opinion d'audit sur le contrôle interne de l'entité à l'égard de l'information financière.

Définition du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une entité est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Il comprend les politiques et procédures qui : i) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des opérations et des cessions d'actifs de l'entité; ii) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour établir les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et décaissements de l'entité ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de l'entité; iii) fournissent une assurance raisonnable concernant la prévention ou la détection à temps de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs de l'entité qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers.

Limites inhérentes

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines anomalies. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures comporte le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

Opinion

À notre avis, CAE inc. et ses filiales maintenaient, dans tous ses aspects significatifs, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 mars 2012 selon les critères établis dans le rapport « Internal Control — Integrated Framework » publié par le COSO.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 12300

Le 23 mai 2012
Montréal (Québec) Canada

État consolidé de la situation financière

<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Notes	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Actif			(Note 2)	(Note 2)
Trésorerie et équivalents de trésorerie		287,3 \$	276,4 \$	312,9 \$
Comptes débiteurs	5	308,4	296,8	238,2
Contrats en cours : actifs	11	245,8	230,5	205,5
Stocks	6	153,1	124,3	126,8
Paiements d'avance		47,7	43,5	24,2
Impôts sur le résultat à recouvrer		95,5	58,8	30,7
Actifs financiers dérivés	29	10,3	18,9	27,9
Total de l'actif courant		1 148,1 \$	1 049,2 \$	966,2 \$
Immobilisations corporelles	7	1 293,7	1 211,0	1 197,1
Immobilisations incorporelles	8	533,2	375,8	290,4
Actifs d'impôt différé	17	24,1	20,7	24,7
Actifs financiers dérivés	29	7,2	11,6	15,1
Autres actifs	9	177,4	149,0	97,8
Total de l'actif		3 183,7 \$	2 817,3 \$	2 591,3 \$
Passif et capitaux propres				
Comptes créditeurs et charges à payer	10	597,6 \$	551,9 \$	493,0 \$
Provisions	12	21,6	20,9	32,1
Impôts sur le résultat à payer		10,9	12,9	6,5
Contrats en cours : passifs	11	104,6	125,8	167,4
Partie courante de la dette à long terme	13	136,0	86,2	68,5
Passifs financiers dérivés	29	12,7	12,4	9,3
Total du passif courant		883,4 \$	810,1 \$	776,8 \$
Provisions	12	6,0	10,4	8,2
Dette à long terme	13	685,6	574,0	600,9
Obligations relatives aux redevances	29	161,6	161,6	148,0
Obligations au titre des avantages du personnel	15	114,2	62,8	81,4
Profits différés et autres passifs non courants	16	186,0	187,6	129,3
Passifs d'impôt différé	17	91,8	64,5	13,2
Passifs financiers dérivés	29	12,9	13,4	15,1
Total du passif		2 141,5 \$	1 884,4 \$	1 772,9 \$
Capitaux propres				
Capital-actions	18	454,5 \$	440,7 \$	436,3 \$
Surplus d'apport		19,2	17,1	14,2
Cumul des autres éléments du résultat global	19	(9,8)	(9,8)	11,4
Résultats non distribués		558,0	466,4	338,5
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		1 021,9 \$	914,4 \$	800,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		20,3	18,5	18,0
Total des capitaux propres		1 042,2 \$	932,9 \$	818,4 \$
Total du passif et des capitaux propres		3 183,7 \$	2 817,3 \$	2 591,3 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Compte consolidé de résultat

Exercices clos les 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Notes	2012	2011
			(Note 2)
Produits des activités ordinaires	31	1 821,2 \$	1 630,8 \$
Coût des ventes		1 221,1	1 082,0
Marge brute		600,1 \$	548,8 \$
Frais de recherche et de développement		62,8	44,5
Frais de vente, généraux et d'administration		256,4	239,9
Autres (profits) pertes – montant net	22	(21,2)	(18,2)
Résultat opérationnel		302,1 \$	282,6 \$
Produits financiers	23	(6,6)	(4,4)
Charges financières	23	69,2	64,4
Charges financières – montant net		62,6 \$	60,0 \$
Résultat avant impôts sur le résultat		239,5 \$	222,6 \$
Charge d'impôt sur le résultat	17	57,5	61,7
Résultat net		182,0 \$	160,9 \$
Attribuable aux :			
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		180,3 \$	160,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		1,7	0,6
		182,0 \$	160,9 \$
Résultat par action des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société			
De base et dilué	18	0,70 \$	0,62 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat global

Exercices clos les 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens)

	2012		2011	
Résultat net	182,0	\$	160,9	\$
Autres éléments du résultat global				
Différences de conversion				
Différences de conversion nettes liées aux états financiers des établissements à l'étranger	13,5	\$	(23,7)	\$
Variation nette des (pertes) profits sur certaines dettes à long terme libellées en monnaies étrangères et désignées à titre de couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(3,9)		5,2	
Reclassements en résultat	-		(0,6)	
Impôts sur le résultat	0,8		(1,3)	
	10,4	\$	(20,4)	\$
Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie				
Partie efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	(8,7)	\$	9,1	\$
Variation nette de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie virées au résultat net ou aux actifs ou passifs non financiers connexes	(4,7)		(10,2)	
Impôts sur le résultat	3,1		0,5	
	(10,3)	\$	(0,6)	\$
Variation nette des instruments financiers disponibles à la vente				
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	\$	(0,1)	\$
	-	\$	(0,1)	\$
Ajustement des écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies				
Écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies	(64,9)	\$	8,6	\$
Impôts sur le résultat	17,4		(2,3)	
	(47,5)	\$	6,3	\$
Autres éléments du résultat global	(47,4)	\$	(14,8)	\$
Résultat global total	134,6	\$	146,1	\$
Résultat global total attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	132,8	\$	145,4	\$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,8		0,7	
Résultat global total	134,6	\$	146,1	\$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des variations en capitaux propres

Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société									
Actions ordinaires									
	Notes	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
<i>Exercice clos le 31 mars 2012</i>									
<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)</i>									
Soldes à l'ouverture de l'exercice		256 964 756	440,7 \$	17,1 \$	(9,8) \$	466,4 \$	914,4 \$	18,5 \$	932,9 \$
Résultat net		-	-	-	-	180,3	180,3	1,7	182,0
Autres éléments du résultat global :									
Différences de conversion		-	-	-	10,3	-	10,3	0,1	10,4
Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	(10,3)	-	(10,3)	-	(10,3)
Ajustement des pertes actuarielles au titre des régimes à prestations définies		-	-	-	-	(47,5)	(47,5)	-	(47,5)
Résultat global total		-	- \$	- \$	- \$	132,8 \$	132,8 \$	1,8 \$	134,6 \$
Options sur actions exercées		538 600	4,4	-	-	-	4,4	-	4,4
Achat facultatif au comptant		898	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes en actions	18	762 041	7,8	-	-	(7,8)	-	-	-
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	1,6	(1,6)	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions		-	-	3,7	-	-	3,7	-	3,7
Dividendes	18	-	-	-	-	(33,4)	(33,4)	-	(33,4)
Soldes à la clôture de l'exercice		258 266 295	454,5 \$	19,2 \$	(9,8) \$	558,0 \$	1 021,9 \$	20,3 \$	1 042,2 \$
Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société									
Actions ordinaires									
	Notes	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
<i>Exercice clos le 31 mars 2011</i>									
<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)</i>									
Soldes à l'ouverture de l'exercice		256 516 994	436,3 \$	14,2 \$	11,4 \$	338,5 \$	800,4 \$	18,0 \$	818,4 \$
Résultat net		-	-	-	-	160,3	160,3	0,6	160,9
Autres éléments du résultat global :									
Différences de conversion		-	-	-	(20,5)	-	(20,5)	0,1	(20,4)
Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	(0,6)	-	(0,6)	-	(0,6)
Variations nettes des instruments financiers disponibles à la vente		-	-	-	(0,1)	-	(0,1)	-	(0,1)
Ajustement des gains actuariels au titre des régimes à prestations définies		-	-	-	-	6,3	6,3	-	6,3
Résultat global total		-	- \$	- \$	(21,2) \$	166,6 \$	145,4 \$	0,7 \$	146,1 \$
Options sur actions exercées		394 850	2,8	-	-	-	2,8	-	2,8
Dividendes en actions	18	52 912	0,6	-	-	(0,6)	-	-	-
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	1,0	(1,0)	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions		-	-	3,9	-	-	3,9	-	3,9
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-	-	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,4)
Dividendes	18	-	-	-	-	(37,9)	(37,9)	-	(37,9)
Soldes à la clôture de la période		256 964 756	440,7 \$	17,1 \$	(9,8) \$	466,4 \$	914,4 \$	18,5 \$	932,9 \$

Le total des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global pour l'exercice clos le 31 mars 2012 s'est élevé à 548,2 millions \$ (456,6 millions \$ en 2011). Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Exercices clos les 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2012	2011
Activités opérationnelles			
Résultat net		182,0 \$	160,9 \$
Ajustements pour rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :			
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		92,3	85,2
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs		33,5	24,5
Amortissement des frais de financement	23	1,6	1,8
Impôts sur le résultat différés	17	36,4	52,0
Crédits d'impôt à l'investissement		(14,5)	(17,7)
Paiements fondés sur des actions	24	4,7	16,2
Régimes de retraite à prestations définies	15	(13,1)	(12,0)
Dotation aux amortissements des autres passifs non courants		(12,0)	(8,7)
Autres		(5,3)	3,1
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	25	(71,7)	(79,0)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		233,9 \$	226,3 \$
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris	3	(126,0) \$	(71,3) \$
Coentreprise, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris	4	(27,6)	(1,9)
Dépenses d'investissement au titre des immobilisations corporelles		(165,7)	(111,3)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		34,4	1,5
Frais de développement inscrits à l'actif		(42,8)	(22,6)
Système de gestion intégré (ERP) et autres logiciels		(17,3)	(18,5)
Autres		5,0	(6,8)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(340,0) \$	(230,9) \$
Activités de financement			
Emprunt net aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables	13	14,2 \$	- \$
Incidence nette du programme portant sur des actifs financiers courants	30	4,9	32,2
Produit tiré de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction	13	195,0	44,5
Remboursement sur la dette à long terme	13	(36,1)	(44,2)
Produit tiré des contrats de location-financement	13	-	11,0
Remboursement sur contrats de location-financement	13	(32,8)	(33,5)
Dividendes versés		(33,4)	(37,9)
Émission d'actions ordinaires	18	4,4	2,8
Autres		(0,7)	(2,8)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		115,5 \$	(27,9) \$
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		9,4 \$	(32,5) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice		276,4	312,9
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		1,5	(4,0)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice		287,3 \$	276,4 \$
Information supplémentaire :			
Dividendes reçus		4,7 \$	6,8 \$
Intérêts payés		49,4	48,5
Intérêts reçus		4,7	3,7
Impôts payés		26,9	14,9

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(sauf indication contraire, tous les montants sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés a été autorisée par le conseil d'administration le 23 mai 2012.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des services liés aux dispositifs de simulation, et mettent au point des solutions de formation intégrées pour l'aviation militaire, l'aviation commerciale, les exploitants d'aéronefs d'affaires, les aviateurs, les fournisseurs de formation et de services en soins de santé, ainsi que l'industrie minière. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi que tout un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permet de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les mouvements et les sons, de façon que le pilote soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en cinq secteurs :

- i) Formation et services associés – Civil (FS/C) : fournit des services de formation pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptère au personnel navigant, à l'équipage de bord, au personnel de maintenance et au personnel au sol, ainsi que les services qui y sont associés;
- ii) Produits de simulation – Civil (PS/C) : conçoit, réalise et fournit des dispositifs de formation par simulation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile;
- iii) Produits de simulation – Militaire (PS/M) : conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales;
- iv) Formation et services associés – Militaire (FS/M) : fournit des services de formation clés en main, des services de soutien et de maintenance, des services professionnels fondés sur la simulation ainsi que des solutions de soutien en service;
- v) Nouveaux marchés principaux (NMP) : conçoit, réalise et fournit des services et de l'équipement de formation en soins de santé ainsi que des services et des outils pour le secteur minier.

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

Base d'établissement

Les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés sont décrites ci-dessous. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à tous les exercices présentés, sauf indication contraire.

Les états financiers consolidés de CAE ont été établis selon la Partie I du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) (IFRS), tel que publié par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les méthodes comptables et la base d'établissement diffèrent de celles qui sont présentées dans le rapport annuel de l'exercice clos le 31 mars 2011, lequel a été préparé conformément à la Partie V du Manuel de l'ICCA (les PCGR du Canada antérieurs). L'incidence qu'a eue la transition des PCGR du Canada antérieurs aux IFRS sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de la Société est décrite en détail à la note 2. Les chiffres comparatifs pour l'exercice 2011 qui figurent dans les présents états financiers consolidés ont été retraités pour tenir compte de ces changements.

Les états financiers consolidés ont été établis selon la méthode du coût historique, à l'exception des éléments suivants, qui sont évalués à la juste valeur : instruments financiers dérivés; instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net; actifs financiers disponibles à la vente et passifs au titre des accords de paiement fondé sur des actions réglés en trésorerie et modifiés par les dispositions transitoires permises selon IFRS 1 (voir la note 2).

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

Périmètre de consolidation

Filiales

Les filiales représentent toutes les entités (y compris les entités ad hoc) dont la Société est en mesure de contrôler les politiques opérationnelles et financières afin de bénéficier de leurs activités. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle et déconsolidées à la date à laquelle le contrôle prend fin. Les états financiers des filiales qui sont établis selon les PCGR locaux sont convertis en IFRS aux fins de la consolidation.

Tous les soldes, transactions, produits et charges intersociétés importants sont éliminés. En outre, les profits et les pertes découlant de transactions intersociétés qui sont inscrits à l'actif, comme les stocks et les immobilisations corporelles, sont éliminés.

Coentreprises

Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation par intégration proportionnelle. Les coentreprises sont des entreprises sur lesquelles la Société exerce un contrôle conjoint en vertu d'un accord contractuel. La participation de la Société dans les coentreprises comprend le goodwill identifié à l'acquisition, déduction faite du cumul des pertes de valeur.

Les profits et les pertes réalisés sur les ventes internes conclues avec les coentreprises sont éliminés en proportion de la participation de la Société dans la coentreprise.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée aux fins de l'acquisition d'une filiale correspond à la juste valeur des actifs et des passifs repris et des parts de capitaux propres émises par la Société, s'il en est, à la date d'obtention du contrôle. La contrepartie transférée comprend la juste valeur de tout passif résultant d'un accord de contrepartie éventuelle. Les frais connexes à l'acquisition, à l'exception des frais d'émission d'actions et de titres d'emprunt engagés aux fins de l'émission des instruments financiers inclus dans la contrepartie transférée, sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les actifs et passifs identifiables repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Si un regroupement d'entreprises est réalisé en étapes, la Société réévalue sa part détenue au préalable dans la société acquise selon la juste valeur à la date d'acquisition et reconnaît le gain ou la perte résultant, s'il y a lieu, dans le résultat net.

L'excédent de la contrepartie transférée par rapport à la juste valeur de la quote-part qui revient à la Société des actifs nets identifiables repris est comptabilisé à titre de goodwill.

Les contreparties éventuelles classées à titre de provisions sont évaluées à la juste valeur, les variations subséquentes de celle-ci étant comptabilisées en résultat. Si une contrepartie éventuelle est classée dans les capitaux propres, elle n'est pas réévaluée avant son règlement définitif dans les capitaux propres.

Les renseignements nouveaux obtenus au cours de la période d'évaluation, jusqu'à 12 mois suivant la date d'acquisition, à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition seront pris en compte à titre d'ajustement du goodwill; autrement, ils seront comptabilisés en résultat.

Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent les parts de capitaux propres dans des filiales appartenant à des tiers. La quote-part de l'actif net des filiales attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est présentée à titre de composante des capitaux propres. La quote-part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle du résultat net et du résultat global est inscrite directement dans les capitaux propres. Les variations de la participation de la Société dans des filiales qui n'aboutissent pas à une perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions sur les capitaux propres.

La Société traite les transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle comme des transactions avec les détenteurs de ses instruments de capitaux propres. Dans le cas des parts achetées auprès de participations ne donnant pas le contrôle, l'écart entre toute contrepartie payée et la quote-part acquise de la valeur comptable de l'actif net de la filiale est inscrit dans les capitaux propres. Les profits et les pertes à la cession de participations ne donnant pas le contrôle sont aussi comptabilisés dans les capitaux propres.

Instruments financiers et relations de couverture***Instruments financiers******Actifs et passifs financiers***

Un instrument financier représente tout contrat qui crée un actif financier pour une entité et un passif financier ou un instrument de capitaux propres pour une autre entité. En règle générale, les instruments financiers sous forme d'actifs financiers et de passifs financiers sont présentés séparément. Les actifs et les passifs financiers, y compris les dérivés, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles qui créent et définissent l'instrument financier. À la constatation initiale, tous les instruments financiers sont évalués à la juste valeur.

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant auquel l'instrument pourrait être échangé aux termes d'une transaction réalisée dans des conditions de pleine concurrence entre des parties compétentes agissant en toute liberté. La meilleure preuve à l'appui de la juste valeur à la constatation initiale est le prix de transaction (c'est-à-dire la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue), sauf si la juste valeur de l'instrument peut être établie par comparaison avec d'autres transactions observables sur le marché courant portant sur le même instrument (c'est-à-dire sans modification ni réorganisation) ou suivant une technique d'évaluation dont les variables comprennent exclusivement des données de marché observables. Lorsqu'il existe un écart entre la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue à la constatation initiale et le montant calculé à l'aide d'une technique d'évaluation, cet écart est comptabilisé immédiatement en résultat, sauf s'il peut être comptabilisé dans un autre type d'actif ou de passif. Par la suite, l'évaluation des instruments financiers dépend de leur classement, comme il est expliqué ci-dessous. Les actifs et les passifs financiers peuvent être classés dans l'une des catégories suivantes : à la juste valeur par le biais du résultat net, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, autres passifs financiers ou instruments disponibles à la vente. Le classement est fonction des caractéristiques de l'instrument financier et de l'objet dans lequel il a été acquis. Sauf dans de très rares circonstances, ce classement ne change pas après la comptabilisation initiale.

Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net

Les instruments financiers qui sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à leur juste valeur évaluée à chaque date de clôture, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat. Ce classement s'applique aux instruments financiers ayant les caractéristiques suivantes :

- Ce sont des dérivés, y compris les dérivés incorporés comptabilisés séparément du contrat hôte, qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture efficaces;
- Ils ont été acquis ou repris principalement en vue de leur revente ou de leur rachat à court terme;
- Ils font partie d'un portefeuille d'instruments financiers qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prises de bénéfices à court terme;
- Ils ont été irrévocablement désignés comme tels par la Société (option de la juste valeur).

Instruments détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances et autres passifs financiers

Les instruments financiers qui sont classés comme détenus jusqu'à leur échéance, comme prêts et créances ou comme autres passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le produit ou la charge d'intérêts est pris en compte dans le résultat de la période au cours de laquelle il est engagé.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente représentent les actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant disponibles à la vente ou qui ne sont pas classés dans l'une des catégories précédentes. Les actifs financiers classés comme disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture. Les profits et les pertes latents, y compris les variations des taux de change, sont constatés dans les autres éléments du résultat global de la période au cours de laquelle ils surviennent et sont virés au résultat lorsque les actifs sont décomptabilisés ou qu'une moins-value durable est enregistrée. S'il existe une indication objective de dépréciation, les variations sont comptabilisées en résultat dans la période au cours de laquelle elles se produisent. De plus, toute variation de la juste valeur initiale attribuable aux fluctuations des taux de change est comptabilisée en résultat dans la période au cours de laquelle elle se produit. Si la juste valeur d'un instrument de capitaux propres non coté ne peut faire l'objet d'une estimation fiable, l'instrument est évalué au coût diminué des pertes de valeur. Les dividendes sont comptabilisés en résultat lorsque le droit de paiement est établi.

Par conséquent, les classements suivants ont été établis :

- i) La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les liquidités soumises à restrictions et tous les instruments dérivés, à l'exception des dérivés désignés comme instruments de couverture efficaces, sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- ii) Les comptes débiteurs, les contrats en cours admissibles, les comptes débiteurs non courants et les avances sont classés dans les prêts et créances, sauf ceux que la Société a l'intention de vendre immédiatement ou à court terme, qui sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- iii) Les placements de portefeuille sont classés dans les instruments disponibles à la vente;
- iv) Les comptes créditeurs et charges à payer et la dette à long terme, y compris les intérêts à payer, ainsi que les obligations au titre des contrats de location-financement sont classés dans les autres passifs financiers et sont tous évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif;
- v) Jusqu'à présent, la Société n'a classé aucun actif financier comme étant détenu jusqu'à son échéance.

Coûts de transaction

Les coûts de transaction directement liés à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers (autres que ceux classés comme étant comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net) sont inclus dans la juste valeur initialement comptabilisée pour ces instruments financiers. Ces coûts sont amortis en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Compensation d'actifs et de passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers doivent faire l'objet d'une compensation, et le solde net doit être présenté à l'état consolidé de la situation financière lorsque la Société a un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation entre les montants comptabilisés et a l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Dépréciation des actifs financiers

À chaque date de clôture, la valeur comptable des actifs financiers autres que ceux qui sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net est examinée pour déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. Les pertes de valeur des actifs financiers comptabilisés au coût font l'objet de reprises dans les périodes subséquentes si le montant des réductions de pertes et la diminution peuvent être associés objectivement à un événement survenu après la constatation de la dépréciation.

Comptabilité de couverture

Documentation

Lors de la mise en place d'une relation de couverture, si la Société choisit d'appliquer la comptabilité de couverture, elle doit constituer une documentation officielle concernant la désignation de la couverture, les objectifs et la stratégie de gestion des risques, la relation de couverture entre l'élément couvert et l'élément de couverture, ainsi que la méthode d'appréciation de l'efficacité de la couverture, laquelle doit être raisonnablement assurée pour la durée de la relation de couverture et pouvoir être évaluée de manière fiable. La Société évalue formellement, lors de la mise en place d'une relation de couverture et en continu, si les dérivés utilisés dans les transactions de couverture offrent une compensation efficace des variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts par rapport au risque couvert.

Méthode de comptabilisation

La méthode de comptabilisation des profits et des pertes liés à la juste valeur dépend du classement des dérivés comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net ou de leur désignation comme instruments de couverture et, dans ce dernier cas, de la nature des risques couverts. Tous les profits et les pertes découlant des variations de la juste valeur des dérivés non désignés comme couvertures sont inscrits en résultat. Lorsque les dérivés sont désignés comme couvertures, la Société les classe comme :

- a) couvertures de l'exposition aux variations de la juste valeur des actifs ou des passifs comptabilisés ou des engagements fermes (couvertures de juste valeur); ou
- b) couvertures de l'exposition aux variations hautement probables de flux de trésorerie, attribuables à un actif ou à un passif comptabilisé, à un engagement ferme ou à une transaction prévue (couvertures de flux de trésorerie); ou
- c) couvertures d'un investissement net dans un établissement à l'étranger.

Couverture de juste valeur

Dans le cas des relations de couverture de juste valeur en cours, les profits ou pertes qui apparaissent à l'évaluation à la juste valeur des instruments de couverture dérivés sont comptabilisés en résultat, et la valeur comptable des éléments couverts est rajustée pour tenir compte des profits et des pertes attribuables aux risques couverts, qui sont comptabilisés en résultat.

Couverture de flux de trésorerie

La portion efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés qui sont désignés et qui se qualifient comme couvertures de flux de trésorerie est comptabilisée aux autres éléments du résultat global, tandis que la portion inefficace est immédiatement comptabilisée en résultat. Les montants cumulés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat dans la période au cours de laquelle l'élément couvert a un impact sur le résultat net. Cependant, lorsque les transactions prévues qui constituent des éléments couverts entraînent la constatation d'actifs non financiers (par exemple, des stocks ou des immobilisations corporelles), les profits et les pertes antérieurement comptabilisés aux autres éléments du résultat global sont inclus dans la valeur comptable initiale des actifs non financiers acquis ou des passifs non financiers repris. En fin de compte, les montants différés sont comptabilisés en résultat à mesure que les actifs non financiers connexes sont décomptabilisés ou amortis.

La comptabilité de couverture est abandonnée prospectivement lorsque la relation de couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, lorsque la désignation est révoquée ou que l'instrument de couverture vient à échéance ou est vendu. Tout profit ou perte cumulé comptabilisé directement aux autres éléments du résultat global à ce moment y demeure jusqu'à ce que l'élément couvert soit éventuellement comptabilisé en résultat. Lorsqu'il est probable qu'une transaction couverte ne surviendra pas, le cumul du profit ou de la perte qui était inscrit aux autres éléments du résultat global est immédiatement transféré en résultat.

Couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger

La Société a désigné certaines dettes à long terme comme couvertures de la participation totale nette de CAE dans des établissements à l'étranger dont les activités sont libellées dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de la Société. La partie du profit ou de la perte sur l'élément de couverture qui est considérée comme constituant une couverture efficace est comptabilisée aux autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts, et se limite aux différences de conversion sur la participation nette.

Décomptabilisation**Actifs financiers**

Un actif financier (ou, le cas échéant, une composante d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers similaires) est décomptabilisé dans les circonstances suivantes :

- Les droits de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif ont expiré;
- La Société a transféré ses droits de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif et a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages de l'actif ou n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et des avantages de l'actif, mais a transféré le contrôle sur l'actif.

Passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation au titre du passif est acquittée, annulée ou encore a expiré.

Lorsqu'un passif financier existant est remplacé par un autre instrument qui provient du même prêteur et qui est assorti de modalités substantiellement différentes, ou que les modalités d'un passif existant sont substantiellement modifiées, l'échange ou la modification est traité comme la décomptabilisation du passif initial et la comptabilisation d'un nouveau passif, et la différence entre les valeurs comptables respectives est portée en résultat.

Conversion des monnaies étrangères**Établissements à l'étranger**

Les actifs et passifs des filiales dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de conversion qui en découlent sont incluses au poste Différences de conversion dans les capitaux propres. Les profits et les pertes résultant de la conversion des soldes intersociétés à long terme faisant partie de la participation nette globale dans des établissements à l'étranger et ceux provenant de la conversion de la dette libellée en monnaies étrangères désignée comme une couverture de la participation nette globale dans des établissements à l'étranger sont également inclus dans la réserve au titre des différences de conversion. Les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux taux de change moyens pour la période.

Lorsque la Société, en réduisant le capital initial sans provoquer une perte de contrôle ou en réglant les avances intersociétés, réduit sa participation nette globale dans les établissements à l'étranger qui faisaient partie de sa participation nette globale, le montant pertinent est viré en résultat depuis la réserve au titre des différences de conversion.

Transactions et soldes

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les actifs et passifs non monétaires ainsi que les éléments des produits des activités ordinaires et des charges libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en utilisant le taux de change en vigueur aux dates des transactions respectives. Les profits et les pertes de change découlant du règlement de ces transactions sont comptabilisés en résultat.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse et de placements très liquides dont l'échéance à la date d'achat est de 90 jours ou moins.

Comptes débiteurs

Les comptes débiteurs sont initialement inscrits à la juste valeur et sont par la suite comptabilisés au coût amorti diminué d'une provision pour créances douteuses, d'après la recouvrabilité prévue. Le montant de la provision correspond à l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimatifs, actualisés au taux d'intérêt effectif initial. La perte est comptabilisée en résultat. Les recouvrements subséquents de montants ayant fait l'objet de provision ou ayant été radiés sont portés au crédit du même compte.

La Société participe à un programme en vertu duquel elle vend des participations indivises dans certains de ses comptes débiteurs et de ses contrats en cours à l'actif (programme portant sur des actifs financiers courants) à des tiers pour une contrepartie en trésorerie dont le montant peut atteindre 150,0 millions \$, sans recours contre la Société. La Société continue d'agir à titre d'agent de recouvrement. Ces transactions sont comptabilisées lorsqu'il est estimé que la Société a abandonné le contrôle des comptes débiteurs ou des contrats en cours.

Contrats en cours : actifs

Les contrats en cours, comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux, sont évalués en fonction du matériel, de la main-d'œuvre directe, des frais généraux de fabrication pertinents ainsi que des marges contractuelles estimatives (voir le paragraphe sur les comptes débiteurs pour la vente de contrats en cours à l'actif).

Stocks

Les matières premières sont évaluées au coût moyen ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants. Les pièces de rechange à utiliser dans le cours normal des activités sont évaluées au coût établi selon une méthode d'identification spécifique ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants.

Les produits en cours de fabrication sont comptabilisés au coût établi selon une méthode d'identification spécifique ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants. Le coût des produits en cours comprend le matériel, la main-d'œuvre et la répartition des coûts indirects de production en fonction de la capacité d'exploitation normale.

La valeur de réalisation nette correspond au prix de vente estimatif dans le cours normal des activités, moins les coûts estimatifs liés à l'achèvement et les coûts estimatifs nécessaires pour réaliser la vente. Dans le cas des matières premières et des pièces de rechange, le coût de remplacement constitue la meilleure mesure de la valeur de réalisation nette.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont constatées au coût diminué des amortissements cumulés et du cumul des pertes de valeur nettes. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition ou à la fabrication de l'élément. À la constatation initiale, le coût d'une immobilisation corporelle comprend, s'il y a lieu, l'estimation de la valeur actuelle initiale des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'immobilisation et à la remise en état du site sur lequel elle est située à la fin de sa durée d'utilité. Les logiciels acquis qui sont essentiels au fonctionnement du matériel connexe sont inscrits à l'actif au titre du matériel visé. Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés en tant qu'actif distinct, selon le cas, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs se matérialiseront et que le coût de l'immobilisation peut être évalué de manière fiable. Les mises à jour des dispositifs de formation sont prises en compte dans la valeur comptable des dispositifs de formation lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs attendus représentés par la pièce iront à la Société et que son coût peut être évalué de manière fiable; sinon, elles sont comptabilisées en charges. Les coûts d'entretien courant des immobilisations corporelles sont comptabilisés en résultat lorsqu'ils sont engagés.

La Société inscrit une perte à la cession en résultat lorsque la valeur comptable d'un élément remplacé est décomptabilisée, sauf si l'élément est viré aux stocks. S'il est impossible de calculer la valeur comptable, le coût de remplacement et le cumul des amortissements calculés en fonction de ce coût seront utilisés aux fins de la décomptabilisation de la pièce remplacée. Les profits et les pertes à la cession d'immobilisations corporelles sont calculés en comparant le produit de la cession avec la valeur comptable de l'immobilisation corporelle connexe, et le montant net est comptabilisé dans les autres profits et pertes.

Les diverses parties des immobilisations corporelles sont comptabilisées séparément lorsque leurs durées d'utilité présentent des différences importantes, et ces parties sont amorties séparément en résultat. Les actifs loués sont amortis sur la plus courte de la durée du contrat de location ou de leur durée d'utilité. Si l'acquisition de l'actif par la Société à la fin du contrat de location est raisonnablement assurée, l'actif loué est amorti sur sa durée d'utilité. Les terrains ne sont pas amortis. Les durées d'utilité estimatives, les valeurs résiduelles et les modes d'amortissement sont les suivants :

	Méthode	Taux / années
Immeubles et améliorations	Amortissement dégressif/Amortissement linéaire	De 2,5 % à 10 % / De 3 à 20 ans
Simulateurs	Amortissement linéaire (valeur résiduelle de 10 %)	N'excédant pas 25 ans
Matériel et outillage	Amortissement dégressif/Amortissement linéaire	De 20 % à 35 % / De 2 à 10 ans
Avions	Amortissement linéaire (valeur résiduelle de 15 %)	N'excédant pas 12 ans
Moteurs d'avion	Basé sur l'utilisation	N'excédant pas 3 000 heures

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles, selon le cas, sont passés en revue et ajustés au besoin à titre prospectif à chaque date de clôture.

Contrats de location

La Société loue certaines immobilisations corporelles à des tiers et auprès de tiers. Les contrats de location selon lesquels la Société obtient la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés comme des contrats de location-financement. Tous les autres contrats sont classés comme des contrats de location simple.

La Société en tant que bailleur

En ce qui concerne les contrats de location-financement, l'actif est décomptabilisé à l'origine du contrat de location et un profit (une perte) est comptabilisé en résultat. La valeur actuelle nette des paiements minimaux au titre de la location et toute valeur résiduelle non garantie actuelle sont inscrites dans les comptes débiteurs non courants. Les produits tirés des contrats de location simple sont comptabilisés selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location correspondant.

La Société en tant que preneur

Les contrats de location-financement sont inscrits à l'actif à l'origine du contrat, au plus faible de la juste valeur de l'actif loué et de la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location. Les coûts directs initiaux engagés par le preneur sont ajoutés au montant comptabilisé à titre d'actif. Les obligations correspondantes sont prises en compte dans la dette à long terme. Les paiements effectués aux termes des contrats de location simple sont comptabilisés en charges selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Transactions de cession-bail

Dans le cadre de sa stratégie de financement visant à soutenir les investissements dans les activités de formation et les services destinés à l'aviation civile et militaire, la Société conclut des transactions de cession-bail. Lorsqu'une transaction de cession-bail donne lieu à un contrat de location-financement, tout excédent du produit de la vente sur la valeur comptable est différé et amorti sur la durée du contrat de location. Lorsqu'une transaction de cession-bail donne lieu à un contrat de location simple et qu'il est clair que la transaction est réalisée à la juste valeur, tout profit ou perte est comptabilisé immédiatement. Si le prix de vente est inférieur à la juste valeur, le manque à gagner est inscrit immédiatement en résultat, sauf si la perte est compensée par des paiements futurs au titre de la location inférieurs au prix du marché; le manque à gagner est alors différé et amorti au prorata des paiements au titre de la location, sur la durée d'utilisation prévue de l'actif. Si le prix de vente est supérieur à la juste valeur, l'excédent est différé et amorti sur la durée d'utilisation prévue de l'actif.

Immobilisations incorporelles

Goodwill

Le goodwill est évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Le goodwill découle de l'acquisition de filiales et de coentreprises. Il correspond à l'excédent du coût d'acquisition, y compris la meilleure estimation selon la Société de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle, par rapport à la juste valeur de la quote-part attribuable à la Société des actifs nets identifiables de la filiale ou de la coentreprise acquise à la date d'acquisition.

Les profits et les pertes à la cession d'une entité comprennent la valeur comptable du goodwill relatif à l'entité vendue.

Le goodwill est affecté aux unités génératrices de trésorerie (UGT) ou aux groupes d'UGT qui devraient bénéficier du regroupement d'entreprises en question.

Recherche et développement (R-D)

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les frais de développement sont aussi comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés, sauf s'ils remplissent tous les critères d'inscription à l'actif conformément à l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*. Les frais de développement inscrits à l'actif sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant. L'amortissement des frais de développement inscrits à l'actif commence lorsque l'actif est prêt à être mis en service et il est pris en compte dans la charge de recherche et de développement.

Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur à la date d'acquisition. Après la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Le coût d'une immobilisation incorporelle générée à l'interne comprend tous les coûts directement attribuables nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation afin qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par la direction. Les coûts ultérieurs sont comptabilisés dans la valeur comptable de l'immobilisation s'il est probable que les avantages économiques futurs inclus dans celle-ci iront à la Société et si son coût peut être évalué de manière fiable.

Les profits et les pertes à la cession d'immobilisations incorporelles sont calculés en comparant le produit de la cession avec la valeur comptable de l'immobilisation incorporelle connexe et comptabilisés dans les autres profits et pertes.

Amortissement

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire pour toutes les immobilisations incorporelles sur leur durée d'utilité estimative, comme suit :

	Période d'amortissement (en années)
Frais de développement inscrits à l'actif	Au plus 10
Relations avec la clientèle	De 3 à 20
ERP et autres logiciels	De 3 à 10
Technologies	De 3 à 15
Autres immobilisations incorporelles	De 2 à 20

Les méthodes d'amortissement et les durées d'utilité sont passés en revue et ajustés au besoin à titre prospectif à chaque date de clôture.

Dépréciation d'actifs non financiers

La valeur comptable des actifs non financiers de la Société, autres que les stocks, des actifs d'impôt différé et des actifs résultant d'avantages du personnel est soumise à un test de dépréciation lorsque des événements ou un changement de situation indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Le goodwill et les actifs à durée indéterminée ou qui ne sont pas encore prêts à être mis en service sont soumis à un test de dépréciation chaque année ou à tout autre moment s'il existe un indice de dépréciation.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de vente. La valeur recouvrable est calculée individuellement pour chaque actif, à l'exception des actifs qui ne génèrent pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Dans ce cas, l'UGT dont fait partie l'actif est utilisée pour calculer la valeur recouvrable.

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est affecté aux UGT, lesquelles correspondent généralement aux secteurs opérationnels ou aux secteurs du niveau précédent, qui devraient bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises, que d'autres actifs ou passifs de l'entreprise acquise soient affectés à ces unités ou non.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable estimée. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT à laquelle un goodwill a été affecté est inférieure à la valeur comptable de l'UGT, le goodwill connexe est déprécié. Tout excédent du montant de la dépréciation par rapport au goodwill déprécié est comptabilisé au prorata de la valeur comptable de chaque actif compris dans l'UGT visée. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat.

La Société évalue les pertes de valeur, autres que celles qui concernent le goodwill, pour déterminer les reprises possibles à chaque date de clôture. Une perte de valeur est reprise s'il existe un indice que la perte a diminué ou n'existe plus par suite de modifications des estimations ayant servi à calculer la valeur recouvrable. Une perte de valeur est reprise seulement dans la mesure où la valeur comptable de l'actif ne dépasse pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. De telles reprises sont constatées en résultat.

Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à la construction d'un actif qualifié sont incorporés au coût de l'actif. Un actif qualifié est un actif qui exige une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisé ou vendu. Les coûts d'emprunt cessent d'être inscrits à l'actif lorsque l'actif est prêt à être utilisé. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en résultat au titre des charges financières lorsque les emprunts sont contractés.

Autres actifs***Liquidités soumises à restrictions***

En vertu de contrats de financement bancaire externes de certaines filiales, de certains contrats de vente gouvernementaux et de certains regroupements d'entreprises, la Société est tenue de retenir un montant d'argent défini à titre de garantie.

Frais de financement différés

Les frais de financement différés liés aux facilités de crédit renouvelables non garanties, lorsque que des prélèvements sur certaines ou toutes les facilités sont probables, et les frais de financement différés liés aux contrats de cession-bail sont inclus dans les autres actifs au coût et amortis selon le mode linéaire sur la durée des contrats de financement connexes.

Comptes créditeurs et charges à payer

Les comptes créditeurs et charges à payer sont initialement comptabilisés à la juste valeur et par la suite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Aucune provision n'est comptabilisée au titre de pertes opérationnelles futures. Les provisions sont évaluées à la valeur actuelle des dépenses attendues que l'on pense nécessaires pour éteindre l'obligation, à l'aide d'un taux avant impôts qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'obligation. L'augmentation de la provision attribuable à l'écoulement du temps est comptabilisée à titre de charge financière. Lorsqu'il existe plusieurs obligations semblables, la probabilité qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour les éteindre est déterminée pour l'ensemble de la catégorie d'obligations.

Dettes à long terme

La dette à long terme est comptabilisée initialement à la juste valeur diminuée des coûts de transaction engagés. Elle est par la suite comptabilisée au coût amorti. Tout écart entre le produit (diminué des coûts de transaction) et la valeur de remboursement est inscrit en résultat sur la durée des emprunts selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les frais payés à l'établissement des facilités d'emprunt sont comptabilisés en tant que coûts de transaction liés à l'emprunt dans la mesure où il est probable que la facilité sera utilisée en partie ou en totalité. Dans ce cas, les frais sont différés jusqu'au prélèvement des fonds. Dans la mesure où rien n'indique qu'il est probable que la facilité sera utilisée en partie ou en totalité, les frais sont inscrits à l'actif à titre de paiement d'avance pour des services de liquidités et amortis sur la durée de la facilité à laquelle ils se rapportent.

Capital-actions

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts différentiels directement attribuables à l'émission de nouvelles actions ou options sont présentés dans les capitaux propres en réduction, après impôts, du produit.

Cumul des autres éléments du résultat global***Différences de conversion***

Sert à comptabiliser les différences de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger. Elle sert aussi à comptabiliser l'incidence des couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger.

Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie

Représente la partie efficace de la variation nette cumulative de la juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie liés à des transactions couvertes qui n'ont pas encore eu lieu.

Variations nettes des instruments financiers disponibles à la vente

Sert à comptabiliser les variations de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente.

Pertes actuarielles au titre des régimes à prestations définies

Sert à comptabiliser les écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies dans la période au cours de laquelle ils surviennent.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires***Accords de prestations multiples***

La Société conclut parfois des accords de prestations multiples générateurs de produits des activités ordinaires, qui peuvent inclure une combinaison de services de conception, d'ingénierie et de fabrication de simulateurs de vol ainsi que des services de fourniture de pièces de rechange et de maintenance. Lorsqu'une transaction de vente unique nécessite la livraison de plus d'un produit ou la

prestation de plus d'un service (prestations multiples), les critères de comptabilisation des produits des activités ordinaires sont appliqués aux éléments identifiables séparément. Un élément est considéré comme identifiable séparément si l'élément livré a une valeur en soi pour le client et que la juste valeur du produit ou du service peut être évaluée de manière fiable.

La répartition des produits des activités ordinaires tirés d'un accord de prestations multiples se fait en fonction de la juste valeur de chaque élément par rapport à la juste valeur de l'accord dans son ensemble.

Les produits des activités ordinaires de la Société se divisent en deux grandes catégories aux fins comptables : les contrats de construction et les ventes de biens et services.

Contrats de construction

Un contrat de construction est un contrat spécifiquement négocié pour la construction d'un actif ou d'un ensemble d'actifs qui sont étroitement liés en termes de conception, de technologie, de fonction, de finalité ou d'utilisation. En fonction de ses caractéristiques, un contrat de construction peut être comptabilisé séparément, divisé en plusieurs éléments lesquels sont comptabilisés séparément ou combiné avec un autre contrat de construction afin de former un contrat de construction unique aux fins comptables, au titre duquel les produits des activités ordinaires et les charges seront comptabilisés.

Les produits des activités ordinaires tirés des contrats de construction visant la conception, l'ingénierie et la fabrication de dispositifs de formation sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux lorsque le montant des produits des activités ordinaires, les coûts liés à l'exécution du contrat et le degré d'avancement à la clôture de la période de présentation de l'information financière peuvent être évalués de façon fiable et lorsque les coûts liés au contrat peuvent être identifiés clairement et évalués de manière fiable afin de permettre la comparaison des coûts réels avec les estimations précédentes, et que les avantages économiques liés à la transaction iront à la Société.

Les provisions pour les pertes contractuelles estimatives sont constatées au cours de la période durant laquelle la perte est déterminée. Les pertes contractuelles correspondent à l'excédent des coûts estimatifs totaux sur le total des produits des activités ordinaires estimatifs du contrat. Les provisions pour garanties sont inscrites au moment où les produits des activités ordinaires sont constatés, d'après l'expérience acquise.

Les paiements partiels reçus à l'égard des contrats de construction sont déduits du montant à recevoir du client lorsque le contrat est achevé. Les paiements partiels reçus avant l'exécution des travaux visés sont classés dans le passif au titre des contrats en cours.

Le montant cumulatif des coûts engagés et des profits comptabilisés, diminués des pertes et de la facturation intermédiaire, est déterminé pour chaque contrat. Si ce montant est positif, il est classé à l'actif; s'il est négatif, il est classé dans le passif.

L'assistance après la livraison est facturée séparément, et les produits des activités ordinaires correspondants sont constatés au cours de la période sur laquelle l'assistance est fournie.

Ventes de biens et services

Accords concernant des logiciels

Les produits des activités ordinaires tirés des ventes de logiciels prêts à l'emploi sont comptabilisés lorsque les avantages économiques iront à la Société, que le montant des produits des activités ordinaires peut être évalué de manière fiable et que la livraison a eu lieu. Les produits des activités ordinaires tirés des accords concernant des logiciels à prix fixe et des contrats de personnalisation de logiciels qui nécessitent d'importantes activités de production, de modification ou de personnalisation des logiciels sont visés par les dispositions relatives aux contrats de construction et constatés selon la méthode de l'avancement des travaux.

Pièces de rechange

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente de pièces de rechange sont comptabilisés lorsque les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens sont transférés, que la Société ne continue à être impliquée ni dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni dans le contrôle effectif des biens cédés, que le montant des produits des activités ordinaires et les coûts engagés concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable et que les avantages économiques liés à la transaction iront à la Société.

Maintenance des produits

Les produits des activités ordinaires tirés des contrats de maintenance sont généralement constatés en fonction du degré d'avancement de la transaction lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront à la Société et que le montant des produits des activités ordinaires peut être évalué de manière fiable. Conformément à la méthode de l'avancement des travaux, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les coûts sont engagés, sur la base du pourcentage des coûts réels engagés à ce jour, par rapport à l'estimation des coûts totaux liés à l'exécution du contrat.

Services de formation et de consultation

Les produits des activités ordinaires tirés des services de formation et de consultation sont constatés lorsque les services sont rendus, que le montant des produits des activités ordinaires et les coûts engagés ou à engager concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable et que les avantages économiques liés à la transaction iront à la Société.

Pour les écoles de pilotage, les programmes de formation des élèves-pilotes sont offerts principalement par voie de cours de formation au sol et de vols sur des appareils. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés en résultat selon la méthode de l'amortissement linéaire à l'étape des cours de formation au sol, tandis qu'ils sont constatés en fonction des heures de vol réelles à l'étape des vols sur des appareils.

Autres

Incentifs à la vente aux clients

La Société peut fournir des incitatifs à la vente sous forme de crédits, de produits et services gratuits ou de garanties de valeurs résiduelles minimales. En général, les crédits ainsi que les produits et services gratuits sont constatés à leur juste valeur estimative en réduction des produits des activités ordinaires ou inclus dans le coût des ventes. Les ventes visées par une garantie de valeur résiduelle minimale sont comptabilisées conformément à la substance de la transaction, en tenant compte du transfert des risques et avantages inhérents à la propriété.

Transactions non monétaires

La Société peut aussi conclure des conventions de vente aux termes desquelles la contrepartie monétaire est nulle ou quasi nulle. Les transactions non monétaires sont évaluées selon l'évaluation la plus fiable entre la juste valeur de l'actif donné et la juste valeur de l'actif reçu.

Produits différés

Les paiements en trésorerie reçus et les avances au titre des ententes contractuelles sont comptabilisés dans les produits différés jusqu'à ce que tous les critères de comptabilisation des produits susmentionnés soient réunis.

Avantages du personnel

Régimes de retraite à prestations définies

La Société a des régimes de retraite à prestations définies offrant des prestations fondées sur la durée de service et les salaires moyens de fin de carrière. Les coûts au titre des services rendus et les obligations découlant des régimes de retraite sont établis par calcul actuariel à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées et selon les estimations les plus probables de la direction quant au rendement des placements des régimes, à la hausse des salaires, à l'âge de départ à la retraite des salariés et à l'espérance de vie.

L'actif ou le passif comptabilisé au titre de prestations définies correspond à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, diminuée du coût des services passés non encore comptabilisé et diminuée de la juste valeur des actifs du régime destinés à être utilisés pour éteindre les obligations. La valeur de tout actif comptabilisé au titre des avantages du personnel ne peut excéder la somme du coût des services passés non encore comptabilisé et de la valeur actuelle de tous les avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursements par le régime, soit sous forme de diminutions des cotisations futures au régime (plafonnement du coût entier de l'actif). Les exigences au titre de la capitalisation minimale peuvent donner lieu à un passif supplémentaire, dans la mesure où elles exigent le versement de cotisations pour compenser un manque à gagner existant. Les actifs des régimes sont hors de portée des créanciers de la Société et ne peuvent être payés directement à la Société. La juste valeur des actifs des régimes est fondée sur les cours du marché. Les cotisations tiennent compte d'hypothèses actuarielles sur le rendement futur des placements, les projections salariales et les prestations pour services futurs.

Les écarts actuariels découlant d'ajustements liés à l'expérience, les effets des changements d'hypothèses actuarielles et l'incidence de tout plafonnement du coût entier ou passif minimal sont comptabilisés aux autres éléments du résultat global dans la période au cours de laquelle ils se produisent. Le coût des services passés est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée moyenne d'acquisition des avantages. Dans la mesure où les avantages sont déjà acquis lors de l'établissement ou de la modification d'un régime à prestations définies, la Société comptabilise immédiatement en résultat le coût des services passés.

Régimes de retraite à cotisations définies

La Société offre aussi des régimes de retraite à cotisations définies au titre desquels la Société verse des cotisations fixes à des régimes d'assurance retraite privés ou publics sur une base obligatoire, contractuelle ou volontaire et ne contracte aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des montants supplémentaires. Les obligations au titre des cotisations aux régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées en résultat dans les charges représentatives d'avantages du personnel à mesure que les services sont rendus.

Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail sont comptabilisées en charges lorsque la Société s'est manifestement engagée, sans possibilité réelle de se rétracter, envers un plan officiel et détaillé visant soit à mettre fin à l'emploi d'un ou de plusieurs membres du personnel avant la date normale de mise à la retraite, soit à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail à la suite d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Les prestations de cessation d'emploi liées à des départs volontaires sont comptabilisées en charges, si la Société a fait une offre pour encourager les départs volontaires, en fonction du nombre de salariés qui ont accepté l'offre. Les prestations, échues plus de 12 mois après la date de clôture, sont actualisées à leur valeur actuelle.

Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

Les cinq régimes de la Société dont le paiement est fondé sur des actions se divisent en deux catégories : d'une part, le régime d'options sur actions (ROA), qui est considéré comme un régime dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en instruments de capitaux propres; et d'autre part, le régime d'actionnariat (RA), le régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA), le régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDLT) et le régime de droits à la valeur d'actions de

négociation restreinte pour intéressement à long terme (RDNR), qui sont considérés comme des régimes dont le paiement est fondé sur des actions et réglés en trésorerie.

Pour les deux catégories, la juste valeur des services des salariés reçus en échange est comptabilisée en résultat à titre de charge. La détermination de la juste valeur ne prend pas en compte les conditions de service et de performance non liées au marché dont sont assorties les transactions.

Dans le cas des régimes réglés en instruments de capitaux propres, la juste valeur du coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres est évaluée selon le modèle d'évaluation des options de Black-Scholes. La charge de rémunération est évaluée à la date d'attribution et comptabilisée sur la période de service, une augmentation correspondante étant constatée dans les capitaux propres, dans la réserve au titre des paiements fondés sur des actions réglées en instruments de capitaux propres. Le cumul des charges inscrites au titre des transactions réglées en instruments de capitaux propres à chaque date de clôture représente la partie écoulee de la période d'acquisition des droits et la meilleure estimation selon la direction du nombre d'instruments de capitaux propres qui seront acquis en définitive. Pour ce qui est options dont l'acquisition des droits est graduelle, chaque tranche est considérée comme une attribution distincte dont la date d'acquisition et la juste valeur sont différentes, et les tranches sont comptabilisées séparément.

Dans le cas des régimes réglés en trésorerie, un passif correspondant est comptabilisé. La juste valeur des services des salariés reçus correspond à la multiplication du nombre de droits dont l'acquisition est prévue par la juste valeur d'un droit à la date d'attribution, d'après le cours de marché des actions ordinaires de la Société. La juste valeur du RA est tributaire des cotisations de la Société. Jusqu'au règlement du passif, la Société réévalue la juste valeur du passif à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et à la date de règlement, toute variation de la juste valeur étant comptabilisée dans le résultat de la période. La Société a conclu des swaps sur actions avec une importante institution financière canadienne pour réduire le risque auquel sont exposés ses liquidités et son résultat en raison de l'incidence des variations du cours de son action sur ses RDDVA et RDLT.

Impôt sur le résultat exigible et différé

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. Elle est comptabilisée en résultat, sauf dans la mesure où elle se rapporte à des éléments constatés directement dans les capitaux propres, auquel cas elle est comptabilisée dans les capitaux propres.

L'impôt exigible est le montant prévu devant être payé aux administrations fiscales ou récupéré auprès de celles-ci au titre du résultat fiscal de l'exercice, en fonction des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture et de tout ajustement de la charge ou de l'avantage d'impôt concernant des exercices antérieurs.

La direction évalue périodiquement les positions prises dans les déclarations fiscales à l'égard de situations dans lesquelles la réglementation fiscale applicable laisse place à l'interprétation. Des provisions sont constituées, au besoin, en fonction des montants prévus qui devront être payés aux administrations fiscales.

L'impôt différé est comptabilisé en fonction de la méthode du report variable, selon laquelle sont créées des différences temporelles entre la base fiscale des actifs ou des passifs et leur valeur comptable aux fins de la présentation de l'information financière.

L'impôt différé est comptabilisé pour les différences temporelles liées à des participations dans des filiales et aux entités sous contrôle conjoint, sauf lorsque la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

L'impôt différé est évalué sur une base non actualisée, aux taux d'impôt qui devraient s'appliquer aux différences temporelles lorsqu'elles s'inverseront, en fonction des lois adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés à l'égard des différences temporelles déductibles et du report en avant des pertes fiscales non utilisées. La comptabilisation des actifs d'impôt différé non utilisées est limitée au montant dont la réalisation est plus probable qu'improbable.

Les actifs d'impôt différé sont examinés à chaque date de clôture, et leur montant est réduit dans la mesure où il n'est pas plus probable qu'improbable qu'un actif d'impôt différé soit réalisé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont réévalués à chaque date de clôture et comptabilisés dans la mesure où il est devenu plus probable qu'improbable qu'un actif d'impôt différé non comptabilisé soit réalisé.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible et que les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable, ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Crédits d'impôt à l'investissement

Les crédits d'impôt à l'investissement (CII) découlant des activités de R-D sont déduits des frais connexes et, par conséquent, sont inclus dans la détermination du résultat net lorsqu'il y a une assurance raisonnable que les crédits seront réalisés. Les CII découlant de l'acquisition ou du développement d'immobilisations corporelles et de frais de développement inscrits à l'actif sont déduits du coût de ces actifs et l'amortissement est calculé sur le montant net.

Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net de la période attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant la période. Le nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation tient compte de l'effet dilutif qu'aurait l'exercice d'instruments ou d'autres contrats visant l'émission d'actions ordinaires ou leur conversion en actions ordinaires à l'ouverture de la période ou à la date d'émission si elle est ultérieure, à moins que cela ait un effet antidilutif. La méthode du rachat d'actions est utilisée pour déterminer l'effet dilutif des options sur actions. Cette méthode consiste à prendre en compte l'utilisation du produit qui pourrait être obtenu à l'exercice des options dans le calcul du résultat dilué par action. Elle suppose que le produit servirait à acheter des actions ordinaires au cours moyen du marché pour la période. La Société a une catégorie d'actions ordinaires potentielles dilutives, soit les options sur actions.

Distribution de dividendes

Dans la période au cours de laquelle les dividendes sont approuvés par le conseil d'administration, ils sont comptabilisés en tant que passif dans les états financiers de la Société.

Aide gouvernementale

Les contributions gouvernementales sont comptabilisées lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la contribution sera reçue et que la Société respectera toutes les conditions qui s'y rattachent.

La Société bénéficie de crédits d'impôt à l'investissement qui sont réputés équivalents à des contributions gouvernementales.

La Société reçoit des contributions d'Investissement Québec (IQ) relativement au projet Nouveaux marchés principaux pour les frais engagés à l'égard des programmes de R-D. Elle a aussi reçu au cours d'exercices antérieurs des contributions pour le projet Phœnix aux termes du programme Partenariat technologique Canada (PTC) et des programmes d'IQ. Les contributions remboursables sont comptabilisées en tant qu'obligations relatives aux redevances. La partie courante est incluse dans les charges à payer.

L'obligation relative aux redevances est comptabilisée dès que l'aide gouvernementale est à recevoir et est déterminée selon les projections futures. L'obligation est actualisée au moyen des taux d'intérêt du marché en vigueur à cette date pour un instrument semblable (en ce qui concerne la monnaie, l'échéance, le type de taux d'intérêt, les garanties ou d'autres facteurs) ayant une notation similaire. L'écart entre les contributions gouvernementales et la valeur actuelle de l'obligation au titre des redevances est comptabilisé en tant que contribution gouvernementale et porté en diminution des coûts ou des dépenses inscrites à l'actif.

La Société constate la participation du gouvernement du Canada au projet Falcon à titre d'obligation à long terme portant intérêt. L'évaluation initiale du passif comptable constaté au titre du remboursement au prêteur est actualisée au moyen des taux d'intérêt alors en vigueur sur le marché pour un instrument semblable (en ce qui concerne la monnaie, l'échéance, le type de taux d'intérêt, les garanties ou d'autres facteurs) ayant une notation similaire. L'écart entre la valeur nominale de l'obligation à long terme et sa valeur actuelle est inclus dans les contributions gouvernementales, qui sont inscrites à titre de réduction des coûts ou de réduction des dépenses inscrites à l'actif.

Recours au jugement et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés conformément aux IFRS exige que la direction de la Société pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et sur les montants des produits des activités ordinaires et des charges de la période concernée. Cela exige aussi que la direction exerce son jugement aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments qui demandent beaucoup de jugement ou qui sont très complexes, ainsi que les cas dans lesquels les hypothèses et les estimations sont importantes eu égard aux états financiers consolidés sont présentés ci-dessous. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les variations seront comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont détectées.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, à la date à laquelle le contrôle est obtenu. Les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à la juste valeur. En fonction de la complexité de ces évaluations, la Société consulte des experts indépendants ou calcule la juste valeur à l'interne, à l'aide de techniques d'évaluation appropriées qui se fondent généralement sur une prévision du total des flux de trésorerie actuels nets futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction à l'égard du rendement futur des actifs connexes et de toute variation du taux d'actualisation appliqué.

Frais de développement

Les frais de développement sont comptabilisés à titre d'immobilisations incorporelles et amortis sur leur durée d'utilité lorsqu'ils remplissent les critères d'inscription à l'actif. Les prévisions relatives aux produits des activités ordinaires et à la rentabilité des projets pertinents servent à évaluer la conformité aux critères d'inscription à l'actif et la valeur recouvrable des actifs.

Dépréciation des actifs non financiers

La Société soumet le goodwill à un test de dépréciation qui est fondé sur des calculs de la juste valeur diminuée des coûts de vente et qui fait appel à des modèles d'évaluation tels que le modèle de flux de trésorerie actuels. Les flux de trésorerie proviennent du plan approuvé par la direction pour les cinq prochains exercices. Les projections de flux de trésorerie sont établies en fonction de l'expérience passée et représentent la meilleure estimation de la direction en ce qui concerne l'évolution des circonstances. Au-delà

de la période de cinq ans, les flux de trésorerie sont extrapolés d'après des taux de croissance estimatifs. Les hypothèses clés qui sous-tendent le calcul par la direction de la juste valeur diminuée des coûts de vente comprennent les estimations des taux de croissance, des taux d'actualisation après impôt et des taux d'impôt. Les taux d'actualisation après impôt sont établis en fonction du coût moyen pondéré du capital représentatif des UGT respectifs et varient de 8 % à 12 %. Ces estimations, ainsi que la méthode employée, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation du goodwill.

De même, lorsque des immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles sont soumises à des tests de dépréciation, le calcul de leur valeur recouvrable amène la direction à faire des estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation.

Provisions

Aux fins de la détermination du montant des provisions, la Société formule des hypothèses et fait des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les coûts prévus et l'échéancier prévu des coûts.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

La Société emploie la méthode de l'avancement des travaux pour comptabiliser ses contrats à prix fixe visant la prestation de services et la fabrication de produits. Le recours à cette méthode oblige la Société à estimer les travaux exécutés à ce jour par rapport à l'ensemble des travaux à exécuter. La direction évalue chaque mois les coûts estimatifs nécessaires à l'achèvement, les estimations de l'avancement des travaux ainsi que les produits des activités ordinaires et les marges constatés, et ce, pour chaque contrat. Les changements apportés aux estimations des coûts et du résultat sur la durée du contrat sont pris en compte dans la période au cours de laquelle il devient manifeste que de tels changements sont requis.

Régimes de retraite à prestations définies

Le coût des régimes de retraite à prestations définies ainsi que la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies sont déterminés à l'aide d'évaluations actuarielles. Ces évaluations comprennent des hypothèses concernant les taux d'actualisation, les taux de rendement prévu des actifs, les hausses futures des salaires, les taux de mortalité et les augmentations futures des prestations de retraite. Toutes les hypothèses sont révisées à chaque date de clôture. Toute modification de ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des prestations définies. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la direction tient compte des taux d'intérêt des obligations de sociétés ayant une notation de AA/AAA qui sont libellées dans la même monnaie que les prestations qui seront versées et dont les durées jusqu'à l'échéance se rapprochent de ceux du passif au titre du régime de retraite connexe. Le taux de mortalité est établi en fonction des données publiques sur la mortalité dans le pays concerné. Les hausses futures des salaires et des prestations de retraite sont déterminées en fonction des taux d'inflation futurs prévus pour le pays concerné.

Le rendement prévu des actifs des régimes est déterminé en tenant compte des rendements prévus des actifs qui sous-tendent la politique de placement applicable pendant la période au cours de laquelle l'obligation doit être éteinte. Pour le calcul du rendement prévu des actifs des régimes, les rendements historiques et les rendements futurs prévus ont été pris en compte séparément pour chaque catégorie d'actifs, en fonction de la répartition des actifs et de la politique de placement.

Les autres hypothèses clés concernant les obligations au titre des prestations définies s'appuient, en partie, sur la conjoncture du marché. Voir la note 15 pour plus de détails concernant les hypothèses posées.

Paiements fondés sur des actions

La Société évalue le coût des transactions avec des salariés qui sont réglées en capitaux propres et en trésorerie en fonction de la juste valeur des instruments connexes à la date à laquelle ils sont attribués. L'estimation de la juste valeur aux fins des paiements fondés sur des actions exige que la Société choisisse le modèle d'évaluation qui convient le mieux à une attribution donnée, d'après les modalités de cette attribution. À cette fin, la Société doit aussi formuler des hypothèses et sélectionner les données les plus appropriées à intégrer dans le modèle d'évaluation, notamment la durée prévue de l'option, la volatilité et le rendement de l'action.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie aux lois fiscales de divers territoires. Elle doit avoir recours au jugement pour déterminer la charge d'impôt mondiale. La détermination des actifs et des passifs d'impôt comporte certaines incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes. La Société constitue une provision pour les éventuels impôts à payer d'après la moyenne pondérée en fonction de la probabilité des résultats possibles. Les différences entre les résultats réels et ces estimations pourraient avoir une incidence sur les passifs d'impôt et les passifs d'impôt différé dans la période au cours de laquelle elles sont établies.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est plus probable qu'improbable que la Société dégage un résultat imposable auquel les pertes pourront être imputées. La direction doit faire preuve de jugement pour déterminer le montant des actifs d'impôt différé pouvant être comptabilisés, d'après l'échéancier probable et le niveau du résultat imposable futur ainsi que les stratégies fiscales futures. Le montant total des actifs d'impôt différé peut être modifié si les estimations du résultat imposable futur prévu et des avantages attendus des stratégies fiscales sont revues à la baisse, ou en cas d'adoption de modifications des lois fiscales qui limitent, en temps ou en étendue, la capacité de la Société à utiliser des avantages fiscaux futurs.

Remboursements d'aide gouvernementale

Aux fins de la détermination du montant de l'aide gouvernementale à rembourser, la Société formule des hypothèses et fait des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les produits des activités ordinaires prévus et leur échéancier prévu, s'il y a lieu. Les projections de produits des activités ordinaires tiennent compte de l'expérience passée et représentent la meilleure estimation

de la direction quant à l'avenir. Au-delà d'une période de cinq ans, les produits des activités ordinaires sont extrapolés d'après des taux de croissance estimatifs qui varient selon le calendrier estimatif des remboursements. Les remboursements estimés sont actualisés en utilisant les taux moyens allant de 8,5 % à 13,0 % sur la base des termes d'instruments financiers semblables. Ces estimations, ainsi que la méthode employée pour établir les estimations, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute obligation remboursable au titre de l'aide gouvernementale. Une augmentation de 1 % des taux de croissance entraînerait une hausse d'environ 8,2 millions \$ de l'obligation relative aux redevances au 31 mars 2012.

Modifications futures des méthodes comptables

Instruments financiers

En novembre 2009, l'IASB a publié IFRS 9 *Instruments financiers*, première partie d'un projet en trois étapes visant le remplacement d'IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 traite du classement et de l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers. Elle remplace les modèles d'évaluation et de catégories multiples établis par IAS 39 pour les instruments d'emprunt par un nouveau modèle d'évaluation hybride qui comprend deux catégories : les instruments comptabilisés au coût amorti et les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net. La majorité des exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 ont été reportées vers IFRS 9. Cependant, la tranche des variations de la juste valeur liée au risque de crédit propre à la Société doit être présentée aux autres éléments du résultat global plutôt qu'en résultat. IFRS 9 s'applique aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2015, et son application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

En octobre 2010, l'IASB a modifié IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir* de manière à exiger la présentation d'informations quantitatives et qualitatives sur les transferts d'actifs financiers lorsque les actifs transférés ne sont pas décomptabilisés en totalité ou que l'entreprise cédante conserve un lien de gestion. La modification exige également la présentation d'informations supplémentaires si une part importante du montant total du transfert survient dans les derniers jours d'une période. Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2011, et leur application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers consolidés.

Consolidation

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 10 *États financiers consolidés* en remplacement de SIC-12 *Consolidation – Entités ad hoc* ainsi que d'une partie d'IAS 27 *États financiers consolidés et individuels*. La nouvelle norme étoffe les principes existants de l'utilisation de la notion de contrôle comme facteur déterminant de l'inclusion d'une entité dans les états financiers consolidés. La norme fournit des directives additionnelles pour faciliter la détermination du contrôle lorsque ce dernier est difficile à évaluer. IFRS 10 s'applique aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013, et son application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Partenariats

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 11 *Partenariats*, en remplacement d'IAS 31 *Participation dans des coentreprises*, et SIC-13 *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. IFRS 11 porte sur les droits et les obligations inhérents à un partenariat, plutôt que sur la forme légale, comme c'est actuellement le cas pour IAS 31. La norme corrige les incohérences de présentation des partenariats en exigeant le recours à la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans les entités contrôlées conjointement. IFRS 11 s'applique aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013, et son application anticipée est permise. À l'heure actuelle, la Société utilise la méthode de la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais elle devra appliquer la méthode de la mise en équivalence selon IFRS 11. Selon cette méthode, la quote-part revenant à la Société de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sera présentée sur un seul poste, respectivement dans l'état de la situation financière, le compte de résultat et l'état du résultat global.

Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 12 *Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités*. IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences d'information au titre de toutes les formes de participation dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. La norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses participations dans d'autres entités et les effets de ces participations sur sa situation financière, son rendement financier et ses flux de trésorerie. IFRS 12 s'applique aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013, et son application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur*. IFRS 13 définit la juste valeur, intègre, dans une même norme, un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et prescrit les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur. IFRS 13 s'applique lorsqu'une autre IFRS impose ou permet des évaluations à la juste valeur. Elle n'établit aucune nouvelle obligation d'évaluer un actif ou un passif à la juste valeur, ne modifie pas les évaluations à la juste valeur prévues par les autres IFRS et ne traite pas de la présentation des variations de la juste valeur. La norme s'applique aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013, et son application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 19 *Avantages du personnel* afin de refléter d'importants changements aux normes de comptabilisation et d'évaluation de la charge de retraite au titre des régimes à prestations définies et des indemnités de fin de contrat de travail en éliminant la possibilité de différer la comptabilisation des écarts actuariels (méthode du corridor) et d'étoffer les

exigences d'information. Ces modifications s'appliquent aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013, et leur application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers consolidés.

Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 1 *Présentation des états financiers* afin de modifier les exigences d'information sur les composantes des autres éléments du résultat global, notamment en exigeant la présentation de composantes distinctes des autres éléments du résultat global en deux groupes, selon qu'ils peuvent ou non être reclassés en résultat net dans l'avenir. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers consolidés.

NOTE 2 – PREMIÈRE APPLICATION DES IFRS

Première application

Jusqu'à l'exercice clos le 31 mars 2011 inclusivement, la Société établissait ses états financiers consolidés conformément aux PCGR du Canada antérieurs. Pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} avril 2011, la Société est passée aux IFRS. Par conséquent, pour les exercices clos le 31 mars 2012 et le 31 mars 2011, la Société a préparé ses états financiers consolidés selon les IFRS.

La présente note explique les principaux ajustements apportés par la Société dans le cadre du retraitement de ses capitaux propres établis selon les PCGR du Canada antérieurs au 1^{er} avril 2010 et de ses états financiers établis selon les PCGR du Canada publiés antérieurement pour l'exercice clos le 31 mars 2011.

Exemptions appliquées

IFRS 1 *Première application des Normes internationales d'information financière* prévoit pour les nouveaux adoptants certaines exemptions de l'exigence générale d'appliquer les IFRS à titre rétrospectif. La Société a appliqué les exemptions suivantes :

- i) La Société a décidé de comptabiliser certains dispositifs de formation désignés à cette fin à leur juste valeur estimative et d'utiliser cette juste valeur en tant que coût présumé au 1^{er} avril 2010;
- ii) La Société a décidé de comptabiliser le cumul des écarts actuariels liés aux régimes à prestations définies qui étaient différés selon les PCGR du Canada antérieurs dans les résultats non distribués d'ouverture au 1^{er} avril 2010;
- iii) La Société a décidé de réputer nul le montant cumulé des différences de conversion pour tous les établissements à l'étranger au 1^{er} avril 2010, l'ajustement étant porté en diminution des bénéfices non distribués d'ouverture;
- iv) La Société a décidé d'appliquer l'exigence d'IAS 23 *Coûts d'emprunt* selon laquelle les intérêts doivent être incorporés au coût des actifs qualifiés uniquement après le 1^{er} avril 2010;
- v) La Société a décidé de ne pas appliquer IFRS 3 (sous sa forme modifiée en 2008) *Regroupements d'entreprises* aux regroupements d'entreprises conclus avant le 1^{er} avril 2010. Par conséquent, au 1^{er} avril 2010, la valeur comptable du goodwill selon les IFRS est identique à celle selon les PCGR du Canada antérieurs.

Rapprochement des capitaux propres selon les PCGR du Canada antérieurs et selon les IFRS

<i>(montants en millions)</i>	Notes	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Capitaux propres selon les PCGR du Canada antérieurs		1 269,4 \$	1 155,8 \$
Diminution découlant des ajustements liés aux IFRS :			
Aide gouvernementale ¹⁾	A	(104,4)	(100,4)
Immobilisations corporelles ¹⁾	B	(65,0)	(68,4)
Avantages du personnel	C	(49,7)	(57,1)
Coûts d'emprunt ¹⁾	D	(26,4)	(23,0)
Contrats de location ¹⁾	E	(22,9)	(23,3)
Produits des activités ordinaires	F	(5,5)	(6,0)
Impôts sur le résultat et autres	G	(81,1)	(77,2)
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société selon les IFRS		914,4 \$	800,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	H	18,5	18,0
Capitaux propres selon les IFRS		932,9 \$	818,4 \$

¹⁾ Certaines incidences fiscales de ces ajustements sont prises en compte dans les impôts sur le résultat et autres.

Rapprochement du résultat net selon les PCGR du Canada antérieurs et selon les IFRS

<i>Exercice clos le 31 mars 2011</i> <i>(montants en millions, saufs les montants par action)</i>	Notes	PCGR du Canada antérieurs	Ajustement	IFRS
Produits des activités ordinaires	F	1 629,0 \$	1,8 \$	1 630,8 \$
Coût des ventes	A, B, D-F	1 102,7	(20,7)	1 082,0
Marge brute		526,3 \$	22,5 \$	548,8 \$
Frais de recherche et développement		46,4	(1,9)	44,5
Frais de vente, généraux et d'administration	A, C, D, G	238,9	1,0	239,9
Autres pertes (profits) – montant net		(18,3)	0,1	(18,2)
Résultat opérationnel		259,3 \$	23,3 \$	282,6 \$
Produits financiers	A	(4,1)	(0,3)	(4,4)
Charges financières	A, D, E	34,8	29,6	64,4
Charges financières – montant net		30,7 \$	29,3 \$	60,0 \$
Résultat avant impôt sur le résultat		228,6 \$	(6,0) \$	222,6 \$
Charge d'impôt sur le résultat	G	58,8	2,9	61,7
Résultat net		169,8 \$	(8,9) \$	160,9 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		169,8 \$	(9,5) \$	160,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	H	-	0,6	0,6
Résultat par action des activités maintenues attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base et dilué		0,66 \$	(0,04) \$	0,62 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)		256,7	-	256,7
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué)		257,3	0,2	257,5

Rapprochement du résultat global selon les PCGR du Canada antérieurs et selon les IFRS

<i>Exercice clos le 31 mars 2011</i> <i>(montants en millions)</i>	Notes	PCGR du Canada antérieurs	Ajustement	IFRS
Résultat net		169,8 \$	(8,9) \$	160,9 \$
Autres éléments du résultat global :				
Différences de conversion	B-H	(24,1) \$	3,7 \$	(20,4) \$
Variations nettes dans la couverture de flux de trésorerie		(0,6)	-	(0,6)
Variations nettes des instruments financiers disponibles à la vente		-	(0,1)	(0,1)
Ajustement des écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies	C	-	6,3	6,3
Autres éléments du résultat global		(24,7) \$	9,9 \$	(14,8) \$
Résultat global total		145,1 \$	1,0 \$	146,1 \$
Résultat global total attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		145,1 \$	0,3 \$	145,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		-	0,7	0,7
Résultat global total		145,1 \$	1,0 \$	146,1 \$

Rapprochement de la situation financière selon les PCGR du Canada antérieurs et selon les IFRS

(montants en millions)	Notes	31 mars 2011				1 ^{er} avril 2010	
		PCGR du Canada antérieurs	Ajustement	IFRS	PCGR du Canada antérieurs	Ajustement	IFRS
Actif							
Trésorerie et équivalents de trésorerie		276,4 \$	- \$	276,4 \$	312,9 \$	- \$	312,9 \$
Comptes débiteurs	H	296,9	(0,1)	296,8	237,5	0,7	238,2
Contrats en cours : actifs	F, H	207,9	22,6	230,5	220,6	(15,1)	205,5
Stocks	F	125,1	(0,8)	124,3	126,9	(0,1)	126,8
Paiements d'avance	E	54,5	(11,0)	43,5	33,7	(9,5)	24,2
Impôts sur le résultat à recouvrer	A, G, H	52,2	6,6	58,8	24,3	6,4	30,7
Impôts sur le résultat différés	H	9,2	(9,2)	-	7,1	(7,1)	-
Actifs financiers dérivés	H	-	18,9	18,9	-	27,9	27,9
Total de l'actif courant		1 022,2 \$	27,0 \$	1 049,2 \$	963,0 \$	3,2 \$	966,2 \$
Immobilisations corporelles	A, B, D, E	1 180,1	30,9	1 211,0	1 147,2	49,9	1 197,1
Immobilisations incorporelles	A, D, H	178,8	197,0	375,8	125,4	165,0	290,4
Goodwill	H	198,5	(198,5)	-	161,9	(161,9)	-
Actifs d'impôt différé	D, G, H	76,7	(56,0)	20,7	82,9	(58,2)	24,7
Actifs financiers dérivés	H	-	11,6	11,6	-	15,1	15,1
Autres actifs	C, H	201,6	(52,6)	149,0	141,5	(43,7)	97,8
Total de l'actif		2 857,9 \$	(40,6) \$	2 817,3 \$	2 621,9 \$	(30,6) \$	2 591,3 \$
Passif et capitaux propres							
Comptes créditeurs et charges à payer	A, C, E, H	527,1 \$	24,8 \$	551,9 \$	467,8 \$	25,2 \$	493,0 \$
Provisions	H	-	20,9	20,9	-	32,1	32,1
Impôts sur le résultat à payer	H	-	12,9	12,9	-	6,5	6,5
Contrats en cours : passifs	F, H	173,3	(47,5)	125,8	199,7	(32,3)	167,4
Partie courante de la dette à long terme	E	30,7	55,5	86,2	51,1	17,4	68,5
Impôts sur le résultat futurs	H	31,8	(31,8)	-	23,0	(23,0)	-
Passifs financiers dérivés	H	-	12,4	12,4	-	9,3	9,3
Total du passif courant		762,9 \$	47,2 \$	810,1 \$	741,6 \$	35,2 \$	776,8 \$
Provisions	H	-	10,4	10,4	-	8,2	8,2
Dette à long terme	E	443,8	130,2	574,0	441,6	159,3	600,9
Obligations relatives aux redevances	A	-	161,6	161,6	-	148,0	148,0
Obligations au titre des avantages du personnel	C, H	-	62,8	62,8	-	81,4	81,4
Profits différés et autres passifs non courants	H	262,6	(75,0)	187,6	200,5	(71,2)	129,3
Passifs d'impôt différé	A-C, E-H	119,2	(54,7)	64,5	82,4	(69,2)	13,2
Passifs financiers dérivés	H	-	13,4	13,4	-	15,1	15,1
Total du passif		1 588,5 \$	295,9 \$	1 884,4 \$	1 466,1 \$	306,8 \$	1 772,9 \$
Capitaux propres							
Capital-actions	H	445,9 \$	(5,2) \$	440,7 \$	441,5 \$	(5,2) \$	436,3 \$
Surplus d'apport	H	13,5	3,6	17,1	10,9	3,3	14,2
Cumul des autres éléments du résultat global	H	(240,1)	230,3	(9,8)	(215,4)	226,8	11,4
Résultats non distribués	A-H	1 050,1	(583,7)	466,4	918,8	(580,3)	338,5
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	A-H	1 269,4 \$	(355,0) \$	914,4 \$	1 155,8 \$	(355,4) \$	800,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	H	-	18,5	18,5	-	18,0	18,0
Total des capitaux propres		1 269,4 \$	(336,5) \$	932,9 \$	1 155,8 \$	(337,4) \$	818,4 \$
Total du passif et des capitaux propres		2 857,9 \$	(40,6) \$	2 817,3 \$	2 621,9 \$	(30,6) \$	2 591,3 \$

Rapprochement sommaire du tableau des flux de trésorerie selon les PCGR du Canada antérieurs et selon les IFRS

<i>Exercice clos le 31 mars 2011 (montants en millions)</i>	Notes	PCGR du Canada antérieurs	Ajustement	IFRS
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	E, H	247,0 \$	(20,7) \$	226,3 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(237,3)	6,4	(230,9)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	E, H	(42,2)	14,3	(27,9)

Les éléments suivants expliquent les retraitements les plus significatifs et pertinents apportés aux états financiers par suite de l'application des IFRS.

A) IAS 20 et IAS 32 – Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique et instruments financiers : présentation**Accords de redevances avec le gouvernement**

Convention comptable selon les PCGR du Canada antérieurs	<p>À l'exception de la participation du gouvernement du Canada au projet Falcon, les autres contributions gouvernementales sont inscrites à titre de réduction des coûts du programme de R-D connexe ou de réduction des dépenses inscrites à l'actif au titre du programme.</p> <p>L'obligation de remboursement des contributions gouvernementales est constatée lorsque les conditions sont réunies. Ces remboursements sont constatés dans le compte consolidé de résultat lorsque les redevances sont exigibles.</p> <p>Les contributions au projet Falcon sont constatées à titre d'obligation à long terme portant intérêt. L'écart entre la valeur nominale de l'obligation à long terme et sa valeur actualisée est inclus dans les contributions gouvernementales, qui sont inscrites à titre de réduction des coûts ou de réduction des dépenses inscrites à l'actif.</p>
Convention comptable selon les IFRS	<p>Les accords avec le gouvernement concernant les redevances remboursables sont comptabilisés dans les obligations au titre des redevances. L'obligation de rembourser des redevances est constatée lorsque le montant est reçu et est estimée en fonction de projections. La réévaluation ultérieure de ces obligations est comptabilisée en résultat.</p>
Incidence sur l'état de la situation financière au 1 ^{er} avril 2010	<p>En raison de l'application de la convention aux termes des IFRS, une obligation au titre des redevances d'un montant de 156,6 millions \$ (y compris la partie courante), évaluée à la valeur actuelle et augmentée au fil du temps, a été comptabilisée à l'état de la situation financière, avec une baisse correspondante des capitaux propres de 100,4 millions \$, déduction faite d'une incidence fiscale différée de 36,8 millions \$. De plus, une hausse des actifs de 19,4 millions \$ a été inscrite afin de rendre compte rétroactivement de l'aide gouvernementale qui a été comptabilisée à titre de réduction des coûts et de réduction des dépenses en immobilisations, respectivement, conformément aux PCGR du Canada antérieurs.</p>
Incidence sur le résultat net de l'exercice clos le 31 mars 2011	<p>Le coût des ventes a été réduit de 7,6 millions \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada antérieurs, étant donné que les frais liés aux redevances au titre des accords avec le gouvernement quant aux programmes de R-D ne sont pas comptabilisés selon les IFRS. Inversement, les frais financiers au titre des obligations relatives aux redevances ont augmenté de 13,3 millions \$.</p>
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	<p>Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada antérieurs.</p>

B) IAS 16 – Immobilisations corporelles**Exemption selon IFRS 1 – utilisation de la juste valeur comme coût réputé**

Exemption retenue	La Société a choisi d'utiliser la juste valeur comme coût réputé à la date de transition pour certains éléments d'immobilisations corporelles.
Incidence sur l'état de la situation financière au 1 ^{er} avril 2010	Les immobilisations corporelles ont diminué de 76,4 millions \$ et les capitaux propres ont baissé de 61,8 millions \$, déduction faite d'une incidence fiscale différée de 14,6 millions \$. Le cumul des justes valeurs pour ces dispositifs de formation désignés s'élevait à 159,0 millions \$ au 1 ^{er} avril 2010.
Incidence sur le résultat net de l'exercice clos le 31 mars 2011	Le coût des ventes a été réduit de 5,5 millions \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada antérieurs, en raison de la baisse de la dotation aux amortissements des dispositifs de formation désignés.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada antérieurs.

Séparation des composantes

Convention comptable selon les PCGR du Canada antérieurs	Le coût d'une immobilisation corporelle constituée de composantes séparables importantes est imputé aux composantes lorsque cela est possible et lorsque la durée de vie des composantes peut être estimée.
Convention comptable selon les IFRS	Toute partie d'une immobilisation corporelle dont le coût est significatif par rapport au coût total de l'immobilisation et dont la durée d'utilité diffère de celle de l'actif principal doit être amortie séparément.
Incidence sur l'état de la situation financière au 1 ^{er} avril 2010	Certains immeubles sont séparés en composantes. Les trois composantes relevées sont le toit, le système de chauffage et de climatisation, ainsi que le reste de l'immeuble. La séparation des composantes s'est traduite par une baisse de 2,0 millions \$ des immobilisations corporelles au 1 ^{er} avril 2010.
Incidence sur le résultat net de l'exercice clos le 31 mars 2011	Le coût des ventes a augmenté de 0,2 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada antérieurs étant donné la réduction des périodes d'amortissement de certaines composantes des immeubles.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada antérieurs.

Décomptabilisation

Convention comptable selon les PCGR du Canada antérieurs	Les immobilisations corporelles sont constatées au coût moins le cumul des amortissements, déduction faite de toute perte de valeur. Les coûts subséquents sont inscrits à l'actif s'il s'agit d'une amélioration et sont passés en charges s'il s'agit de travaux de réparation ou de maintenance.
Convention comptable selon les IFRS	Au remplacement d'une composante, une perte de cession est constatée dans les résultats lorsque la valeur comptable de l'élément remplacé est décomptabilisée, sauf si l'élément est transféré dans les stocks. S'il est impossible de déterminer cette valeur comptable, le coût et le cumul des amortissements sont évalués en fonction du coût de l'élément de remplacement.
Incidence sur l'état de la situation financière au 1 ^{er} avril 2010	La prise en compte rétroactive des décomptabilisations passées s'est traduite par une baisse de 6,5 millions \$ des immobilisations corporelles au 1 ^{er} avril 2010.
Incidence sur le résultat net de l'exercice clos le 31 mars 2011	Le coût des ventes a augmenté de 1,4 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada antérieurs en raison de la décomptabilisation de composantes spécifiques de certains dispositifs au quatrième trimestre de l'exercice 2011, contrebalancée en partie par la diminution de la dotation aux amortissements découlant de la réduction des immobilisations corporelles qui a résulté de la transition aux IFRS.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada antérieurs.

C) IAS 19 – Avantages du personnel**Exemption selon IFRS 1 et incidence comptable sur les activités poursuivies – écarts actuariels**

Convention comptable selon les PCGR du Canada antérieurs	L'excédent de l'écart actuariel net au-delà de 10 % des obligations au titre des prestations ou de la juste valeur des actifs des régimes, n'est pas immédiatement comptabilisé en résultat, mais est plutôt amorti sur la durée résiduelle d'activité des salariés actifs (méthode du corridor). Les écarts actuariels non comptabilisés qui sont sous la fourchette inférieure du corridor sont reportés.
Exemption selon IFRS 1 retenue et convention comptable selon les IFRS	La Société a choisi de constater tous les écarts actuariels des régimes à prestations définies qui étaient reportés selon les PCGR du Canada antérieurs dans les résultats non distribués d'ouverture. Par la suite, les écarts actuariels des régimes à prestations définies sont inscrits à l'état de la situation financière et dans les autres éléments du résultat global de la période au cours de laquelle ils se produisent.
Incidence sur l'état de la situation financière au 1 ^{er} avril 2010	La constatation de tous les écarts actuariels cumulés au 1 ^{er} avril 2010 a donné lieu à une diminution de 29,6 millions \$ des autres actifs et à la constatation d'un montant additionnel de 25,7 millions \$ lié à l'obligation au titre des avantages du personnel. Les capitaux propres ont également diminué de 40,7 millions \$ en raison de l'incidence fiscale différée de 14,6 millions \$.
Incidence sur le résultat net de l'exercice clos le 31 mars 2011	Les frais généraux et d'administration ont diminué de 2,2 millions \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada antérieurs, étant donné la baisse de la dotation aux amortissements des écarts actuariels.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada antérieurs.

Évaluations actuarielles

Convention comptable selon les PCGR du Canada antérieurs	Il est possible d'évaluer les actifs et les obligations des régimes de retraite jusqu'à trois mois avant la fin de l'exercice.
Convention comptable selon les IFRS	Les actifs et les obligations des régimes doivent être évalués à la date de clôture.
Incidence sur l'état de la situation financière au 1 ^{er} avril 2010	Le changement de date d'évaluation s'est traduit par une hausse de 17,0 millions \$ de l'obligation au titre des avantages du personnel, avec une baisse correspondante des capitaux propres de 12,4 millions \$, déduction faite d'une incidence fiscale différée de 4,6 millions \$.
Incidence sur le résultat net de l'exercice clos le 31 mars 2011	Les frais généraux et d'administration ont augmenté de 1,1 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada antérieurs.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada antérieurs.

Coûts des services passés

Convention comptable selon les PCGR du Canada antérieurs	Les coûts des services passés sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés actifs qui devraient recevoir des prestations aux termes du régime jusqu'à la date d'admissibilité complète.
Convention comptable selon les IFRS	Les coûts des services passés sont comptabilisés en charges selon la méthode linéaire sur la période moyenne d'acquisition des avantages. Dans la mesure où les avantages sont déjà acquis après la mise en place ou la modification d'un régime à prestations définies, les coûts des services passés sont comptabilisés immédiatement.
Incidence sur l'état de la situation financière au 1 ^{er} avril 2010	La constatation des avantages déjà acquis s'est traduite par une hausse de 4,8 millions \$ de l'obligation au titre des avantages du personnel, avec une baisse correspondante des capitaux propres de 3,5 millions \$, déduction faite d'une incidence fiscale différée de 1,3 million \$.
Incidence sur le résultat net de l'exercice clos le 31 mars 2011	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada antérieurs.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada antérieurs.

D) IAS 23 – Coûts d'emprunt**Exemption selon IFRS 1 – coûts d'emprunt**

Exemption retenue	La Société a choisi d'appliquer les exigences d'IAS 23, <i>Coûts d'emprunt</i> , en vertu desquelles les intérêts ne doivent être capitalisés aux actifs admissibles qu'à compter du 1 ^{er} avril 2010.
Incidence sur l'état de la situation financière au 1 ^{er} avril 2010	Les intérêts capitalisés non amortis avant le 1 ^{er} avril 2010 ont été éliminés par le biais d'un ajustement du résultat non distribué, ce qui s'est traduit par une diminution respective de 23,5 millions \$ et de 1,7 million \$ des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles, avec une baisse correspondante des capitaux propres de 23,0 millions \$, déduction faite d'une incidence fiscale différée de 2,2 millions \$.
Incidence sur le résultat net de l'exercice clos le 31 mars 2011	Le coût des ventes a diminué de 0,8 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada antérieurs, en raison de la baisse de la dotation aux amortissements découlant de l'élimination des intérêts capitalisés non amortis. Cependant, les frais financiers ont augmenté de 4,3 millions \$, les intérêts sur certains actifs n'étant pas admissibles à la capitalisation. Aux termes des PCGR du Canada antérieurs, ces intérêts étaient capitalisés au coût de l'actif connexe.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada antérieurs.

E) IAS 17 – Contrats de location**Classement**

Convention comptable selon les PCGR du Canada antérieurs	Conformément aux PCGR du Canada antérieurs, un contrat de location est considéré comme un contrat de location-acquisition (location-financement) ou de location simple, selon que la quasi-totalité des avantages et des risques liés à la propriété d'un actif loué est transférée au locataire, et l'évaluation a lieu à la naissance du contrat de location. Des seuils quantitatifs servent à la détermination du classement des contrats de location.
Convention comptable selon les IFRS	Le classement des contrats de location aux termes des IFRS varie également selon que la quasi-totalité des avantages et des risques liés à la propriété d'un actif loué est transférée au locataire, et l'évaluation a également lieu à la naissance du contrat de location. Il n'existe aucun seuil quantitatif, et des indicateurs qualitatifs supplémentaires sont fournis.
Incidence sur l'état de la situation financière au 1 ^{er} avril 2010	Les contrats de location significatifs, lesquels étaient auparavant classés dans les contrats de location simple, sont constatés dans l'état de la situation financière à titre de contrats de location-financement, y compris certains simulateurs du réseau mondial de centres de formation de la Société ainsi que certains immeubles. Le reclassement de ces contrats de location a entraîné une augmentation de 150,7 millions \$ des immobilisations corporelles et une hausse correspondante de 176,5 millions \$ de la dette à long terme, y compris la partie courante, au 1 ^{er} avril 2010. Les capitaux propres ont diminué de 23,3 millions \$, déduction faite d'une incidence fiscale différée de 12,0 millions \$.
Incidence sur le résultat net de l'exercice clos le 31 mars 2011	Le coût des ventes a diminué de 10,5 millions \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada antérieurs, surtout en raison de la reprise de la charge locative, partiellement contrebalancée par la dépréciation des actifs dont le contrat de location a été reclassé. Inversement, les frais financiers ont augmenté de 11,1 millions \$, surtout en raison de l'accroissement des intérêts sur la dette à long terme.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Selon les PCGR du Canada antérieurs, les paiements au titre de certains simulateurs du réseau mondial de centres de formation de la Société et de certains immeubles auparavant classés dans les contrats de location simple ont été reclassés dans les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles. Selon les IFRS, ces contrats de location étant comptabilisés à l'état de la situation financière dans les contrats de location-financement, ces paiements sont traités comme des activités de financement. Pour l'exercice clos le 31 mars 2011, les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et de financement ont été ajustés de 17,5 millions \$ lorsque les obligations au titre des contrats de location ont été remboursées.

F) IAS 18 – Produits des activités ordinaires**Accords de services à long terme**

Convention comptable selon les PCGR du Canada antérieurs	Les produits des activités ordinaires tirés des contrats de maintenance sont généralement constatés dans les résultats selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du contrat. Lorsque les preuves historiques démontrent clairement que des coûts seront engagés selon une autre méthode que la méthode de l'amortissement linéaire, les produits des activités ordinaires sont constatés sur la période contractuelle proportionnellement aux coûts qui devraient être engagés pour fournir les services visés par le contrat (méthode de l'avancement des travaux).
Convention comptable selon les IFRS	La notion que des preuves historiques doivent exister pour qu'on puisse constater les produits des activités ordinaires selon la méthode de l'avancement des travaux n'est pas nécessaire. En conséquence, dans le cas des accords de services pour lesquels la méthode de l'avancement des travaux permet d'estimer plus fidèlement l'issue du contrat, il n'est pas approprié d'utiliser la méthode linéaire.
Incidence sur l'état de la situation financière au 1 ^{er} avril 2010	L'application rétroactive de la méthode de l'avancement des travaux pour un faible nombre d'accords a eu une incidence défavorable de 6,0 millions \$ sur les résultats non distribués.
Incidence sur le résultat net de l'exercice clos le 31 mars 2011	Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 1,9 million \$ et le coût des ventes a augmenté de 0,7 million \$.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada antérieurs.

G) Impôts sur le résultat et autres**Actif d'impôt différé non constaté**

Convention comptable selon les IFRS	Certains ajustements transitoires ont donné lieu à la constatation d'un actif d'impôt différé supplémentaire. Cependant, comme les IFRS restreignent la constatation intégrale des impôts différés en exigeant leur comptabilisation uniquement dans la mesure où leur réalisation est probable, certains actifs d'impôt différé n'ont pas été constatés étant donné que certains avantages devraient se matérialiser dans des périodes subséquentes à la période au cours de laquelle sont réunis les critères de probabilité de recouvrement nécessaires au soutien de ces actifs.
Incidence sur l'état de la situation financière au 1 ^{er} avril 2010	Les actifs d'impôts différés ont été constatés uniquement dans la mesure où leur réalisation est probable.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada antérieurs.

IFRS 3 – Regroupements d'entreprises**Frais connexes aux acquisitions**

Convention comptable selon les PCGR du Canada antérieurs	Les frais connexes à une acquisition sont les coûts engagés par un acquéreur pour conclure un regroupement d'entreprises. Aux termes des PCGR du Canada antérieurs, les coûts directs d'une acquisition d'entreprise sont inscrits à l'actif dans le cadre de la répartition du prix d'acquisition, alors que les coûts indirects sont passés en charges.
Convention comptable selon les IFRS	L'acquéreur passe tous les frais connexes aux acquisitions en charges dans les périodes au cours desquelles les coûts sont engagés et les services reçus, à l'exception des coûts liés à l'émission de titres d'emprunt ou de titres de capitaux propres.
Incidence sur l'état de la situation financière au 1 ^{er} avril 2010	Aucune incidence, étant donné le choix selon IFRS 1 d'appliquer IFRS 3 aux regroupements d'entreprises survenant le 1 ^{er} avril 2010 ou après cette date.
Incidence sur le résultat net de l'exercice clos le 31 mars 2011	Les frais généraux et d'administration ont augmenté de 2,5 millions \$ en raison de la passation en charges des coûts d'acquisition.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada antérieurs.

H) Reclassements

Le tableau suivant présente certaines différences de classement significatives :

PCGR du Canada antérieurs	IFRS
<ul style="list-style-type: none"> - Les actifs financiers dérivés sont inclus dans les <i>comptes débiteurs</i> et dans les <i>autres actifs</i>, alors que les passifs financiers dérivés sont inclus dans les <i>comptes créditeurs et charges à payer</i> et dans les <i>profits différés et autres passifs non courants</i>. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les actifs financiers dérivés et les passifs financiers dérivés sont présentés séparément.
<ul style="list-style-type: none"> - Les parties à court terme et à long terme des actifs et des passifs d'impôts futurs sont séparées, étant donné que la Société présente un état de la situation financière ordonné. Le classement est fondé sur le classement de l'actif ou du passif auquel les impôts futurs sont liés. Si un solde d'impôts futurs n'est pas lié à un actif ou à un passif constaté à des fins comptables, il est classé selon la date à laquelle on s'attend à ce que le solde se réalise. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les soldes d'impôts différés ne sont pas classés en tant qu'actif ou passif courant. Tous les soldes d'impôts différés sont classés dans les actifs ou les passifs non courants.
<ul style="list-style-type: none"> - Les provisions sont incluses dans le solde des <i>comptes créditeurs et charges à payer</i> et des <i>profits différés et autres passifs non courants</i>. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les provisions sont présentées séparément dans l'état de la situation financière.
<ul style="list-style-type: none"> - Les passifs au titre des avantages du personnel sont présentés dans les <i>profits différés et autres passifs non courants</i>. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les obligations au titre des avantages du personnel sont présentées séparément.
<ul style="list-style-type: none"> - Les impôts exigibles sont présentés dans les <i>comptes créditeurs et charges à payer</i>. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les impôts exigibles sont présentés séparément.
<ul style="list-style-type: none"> - La participation ne donnant pas le contrôle est présentée à l'état de la situation financière dans les <i>profits différés et autres passifs non courants</i>. Le résultat net est présenté déduction faite de tout profit ou de toute perte attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle. 	<ul style="list-style-type: none"> - La quote-part de l'actif net des filiales qui revient aux participations ne donnant pas le contrôle est prise en compte dans les capitaux propres et leur quote-part du résultat global des filiales est inscrite directement dans les capitaux propres.
<ul style="list-style-type: none"> - Le goodwill est présenté séparément. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le goodwill est présenté dans les <i>immobilisations incorporelles</i>.
<ul style="list-style-type: none"> - Aux termes d'un programme d'actifs financiers, certains des comptes débiteurs et des contrats en cours à l'actif sont vendus à des tiers pour une contrepartie en trésorerie. 	<ul style="list-style-type: none"> - Certains contrats en cours vendus en vertu du programme d'actifs financiers ne sont pas admissibles à la décomptabilisation. Par conséquent, la trésorerie reçue en contrepartie de ces actifs est classée dans la partie courante de la dette à long terme.
	<p>Pour l'exercice clos le 31 mars 2011, les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont diminué de 32,2 millions \$ et les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont augmenté du même montant.</p>

NOTE 3 – REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Acquisitions au cours de l'exercice 2012

Au 31 mars 2012, la Société a effectué des transactions de regroupements d'entreprises pour un coût total de 131,4 millions \$.

Un montant de 0,7 million \$ de coûts liés aux acquisitions est pris en compte dans les frais généraux et d'administration de l'exercice clos le 31 mars 2012.

Medical Education Technologies, Inc.

En août 2011, la Société a acquis la totalité des actions de Medical Education Technologies, Inc. (METI). Grâce à cette acquisition, la Société accède à un marché mondial, élargit la gamme de produits et de services de CAE et acquiert une technologie fondée sur la simulation dans le domaine de la santé.

L'évaluation provisoire de la juste valeur des actifs identifiables nets acquis et des passifs identifiables nets pris en charge dans le cadre de l'acquisition susmentionnée est présentée dans le tableau suivant. Pour la période se terminant le 31 mars 2012, la juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises, soit 39,0 millions \$ (y compris la technologie et les relations avec des clients), est provisoire jusqu'à ce que l'évaluation de ces immobilisations ait été finalisée. Un goodwill provisoire de 99,1 millions \$ découlant de l'acquisition de METI est attribuable aux avantages gagnés, dont :

- Une plateforme qui propulse immédiatement la Société en position importante en lui permettant d'accéder au marché des simulateurs de patients, un important secteur du marché de la simulation dans le domaine de la santé;
- Une augmentation de la clientèle de CAE Santé, ce qui lui permet d'offrir sa gamme de solutions à un marché beaucoup plus important;
- Une équipe de direction chevronnée composée d'experts en la matière ayant de vastes connaissances du secteur.

La juste valeur des comptes débiteurs acquis s'établit à 9,7 millions \$. Le montant brut des sommes à recevoir au titre de contrats s'élève à 10,5 millions \$, mais la Société ne prévoit pas recouvrer une tranche de 0,8 million \$ de ce montant.

Des produits des activités ordinaires de 35,9 millions \$ et un résultat opérationnel de 0,6 million \$ figurent dans le compte consolidé de résultat au titre de METI depuis l'acquisition. Si METI avait été consolidée à compter du 1^{er} avril 2011, le compte consolidé de résultat aurait tenu compte des produits des activités ordinaires et du résultat opérationnel de METI de 31,0 millions \$ et de 1,8 million \$, respectivement. Ces montants pro forma ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant son regroupement avec CAE, mais ont été ajustés pour refléter les méthodes comptables de la Société si nécessaire. Les montants sont présentés à titre d'information supplémentaire et ne sont pas nécessairement représentatifs de notre rendement futur.

Haptica Limited

En juillet 2011, la Société a acquis les actifs et la propriété intellectuelle de Haptica Limited (Haptica). L'acquisition élargit la gamme de produits de simulation chirurgicale de CAE Santé.

La juste valeur des actifs nets identifiables acquis et des passifs nets identifiables pris en charge dans le cadre de l'acquisition susmentionnée est présentée dans le tableau suivant dans la catégorie Autres. La juste valeur des actifs identifiables acquis s'élève à 0,7 million \$ (y compris la technologie et les droits de propriété intellectuelle), et aucun goodwill n'est comptabilisé au titre de cette acquisition.

Flight Simulator – Capital L.P.

En mars 2012, la Société a acquis la participation résiduelle de 80,5 % dans Flight Simulator – Capital L.P. (Simucap) qu'elle ne détenait pas déjà. Avec cette acquisition, CAE détient la totalité des parts de Simucap. L'acquisition donne à CAE le contrôle d'un véhicule de financement qui offre du financement par location pour les simulateurs de vol civils de CAE et l'accès au financement jusqu'à 85 % de la valeur du matériel par Exportation et développement Canada. Cette structure permet à CAE d'offrir davantage de solutions de financement aux clients.

La juste valeur provisoire des actifs nets identifiables acquis et des passifs nets identifiables pris en charge dans le cadre de l'acquisition susmentionnée est également présentée dans le tableau suivant dans la catégorie Autres. Aucun goodwill n'est comptabilisé au titre de cette acquisition.

Autres

Des ajustements du calcul des actifs nets identifiables acquis et des passifs nets identifiables pris en charge à l'égard de certaines acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2011 ont été apportés pendant l'exercice et ont donné lieu à un ajustement du goodwill de néant. La contrepartie supplémentaire résiduelle qui pourrait devoir être payée pour les acquisitions des exercices antérieurs si certaines conditions sont réunies s'élève à 9,0 millions \$.

Acquisitions au cours de l'exercice 2011

Au cours de l'exercice 2011, la Société a effectué des transactions de regroupements d'entreprises pour un coût total de 76,8 millions \$. Un montant de 2,5 millions \$ de coûts liés aux acquisitions avait été pris en compte dans les frais généraux et d'administration du compte consolidé de résultat pour l'exercice clos le 31 mars 2011.

Datamine Corporate Limited

La Société a acquis Datamine Corporate Limited (Datamine). Datamine est un fournisseur de services et de logiciels d'optimisation des mines.

Academia Aeronautica de Evora S.A.

La Société a acquis la participation sans contrôle restante dans l'Academia Aeronautica de Evora S.A. (AAE).

Century Systems Technologies Inc.

La Société a acquis Century Systems Technologies inc. (Century). Century est un fournisseur de systèmes de gouvernance et de gestion des données géologiques desservant l'industrie minière.

Division Technology Assisted Learning de RTI International

La Société a acquis les actifs de la division Technology Assisted Learning (TAL) de RTI International. TAL conçoit, construit et livre des dispositifs d'entraînement à la maintenance de même que des entraîneurs virtuels de bureau.

Activités de formation de CHC Helicopter

La Société a acquis les actifs des activités de formation de CHC Helicopter. CAE sera responsable de la formation de pilotes d'hélicoptères et d'ingénieurs de maintenance de même que de la fourniture de formation générale, de dotation en pilotes et de certaines formations aux missions de recherche et de sauvetage.

Les actifs nets acquis et les passifs nets pris en charge dans le cadre des acquisitions se présentent comme suit :

<i>Aux 31 mars</i> <i>(montants en millions)</i>	METI 2012	Autres 2012	Total 2012	Total 2011
Actif courant ¹⁾	17,3 \$	0,5 \$	17,8 \$	23,0 \$
Passif courant	(19,6)	(0,1)	(19,7)	(21,1)
Immobilisations corporelles	3,3	-	3,3	8,9
Autres actifs	0,1	20,5	20,6	1,1
Immobilisations incorporelles	39,0	0,7	39,7	26,1
Goodwill ²⁾	99,1	-	99,1	36,2
Impôts sur le résultat différés	(8,1)	-	(8,1)	(1,7)
Autres passifs non courants	(5,4)	(20,7)	(26,1)	(2,5)
Juste valeur des actifs nets acquis, abstraction faite de la situation de trésorerie à l'acquisition	125,7 \$	0,9 \$	126,6 \$	70,0 \$
Autres	-	-	-	0,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'une filiale acquise	3,3	1,5	4,8	6,6
Contrepartie totale	129,0 \$	2,4 \$	131,4 \$	76,8 \$
Prix d'achat à payer	(0,2)	(0,1)	(0,3)	(0,7)
Autres	-	(0,3)	(0,3)	-
Contrepartie totale réglée en trésorerie	128,8 \$	2,0 \$	130,8 \$	76,1 \$
Contrepartie supplémentaire liée à des acquisitions d'exercices antérieurs	-	-	-	1,8
Contrepartie en trésorerie totale	128,8 \$	2,0 \$	130,8 \$	77,9 \$

¹⁾ Abstraction faite de la position de trésorerie.

²⁾ Ce goodwill n'est pas déductible aux fins fiscales.

L'actif net des activités de formation de CHC Helicopter et d'AAE est inclus dans le secteur Formation et services associés – Civil. L'actif net de TAL est inclus dans le secteur Produits de simulation – Militaire. L'actif net de METI, Haptica, Datamine et Century est inclus dans le secteur Nouveaux marchés principaux. L'actif net de Simucap n'est inclus dans aucun secteur.

NOTE 4 – PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

Au cours de l'exercice 2012, la Société a conclu de nouveaux accords de coentreprises visant la formation de CAE Japan Flight Training Inc. (51 %), d'Asian Aviation Centre of Excellence Sdn. Bhd. (50 %), CAE Simulation Training Private Limited (25 %) et de Philippine Academy for Aviation Training, Inc. (50 %). Une liste complète des participations de la Société dans des coentreprises est fournie à la note 32.

Hormis la coentreprise Helicopter Training Media International GmbH, dont les activités consistent essentiellement en la conception, la fabrication et la fourniture de produits de pointe pour la formation sur hélicoptères militaires, les activités des autres coentreprises sont axées sur la prestation de services de formation et de services associés aussi bien à l'aviation civile que militaire.

Le tableau suivant résume l'information financière à l'égard des participations de la Société dans des coentreprises :

<i>(montants en millions)</i>	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Actif			
Actif courant	74,4 \$	67,6 \$	54,0 \$
Immobilisations corporelles et autres actifs non courants	315,6	258,7	235,0
Passif			
Passif courant	53,8	49,0	33,3
Dette à long terme (y compris la partie courante)	113,9	123,1	117,2
Profits différés et autres passifs non courants	9,5	8,0	7,5

*Exercices clos les 31 mars**(montants en millions)*

	2012	2011
Données sur le résultat		
Produits des activités ordinaires	111,5 \$	90,4 \$
Résultat net	28,9	20,0
Résultat opérationnel sectoriel		
FS/C	23,8	16,1
PS/M	2,1	2,8
FS/M	12,4	11,3

Il n'existe aucun passif éventuel relatif aux participations de la Société dans les coentreprises ni aucun passif éventuel relatif aux coentreprises elles-mêmes.

La quote-part attribuable à la Société des engagements en capital des coentreprises elles-mêmes se chiffre à 84,7 millions \$ au 31 mars 2012 (37,5 millions \$ en 2011).

NOTE 5 – COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs sont portés à l'état consolidé de la situation financière, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. Divers indices peuvent signaler une incertitude quant à la probabilité de perception des sommes dues, notamment la détérioration de la solvabilité d'un client ou un retard de paiement au-delà des modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les comptes débiteurs, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les comptes débiteurs se présentaient comme suit :

<i>(montants en millions)</i>	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Comptes clients en souffrance, mais non dépréciés			
1-30 jours	28,7 \$	33,0 \$	21,2 \$
31-60 jours	9,8	22,4	10,7
61-90 jours	8,9	11,7	9,3
Plus de 90 jours	31,3	15,2	20,6
Total	78,7	82,3 \$	61,8 \$
Provision pour créances douteuses	(7,6)	(6,0)	(5,6)
Comptes clients courants	113,2	114,8	90,6
Comptes débiteurs non facturés	45,5	41,3	34,5
Montants à recevoir de parties liées	38,1	16,6	14,5
Autres comptes débiteurs	40,5	47,8	42,4
Total des comptes débiteurs	308,4 \$	296,8 \$	238,2 \$

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses :

<i>Aux 31 mars (montants en millions)</i>	2012	2011
Provision pour créances douteuses à l'ouverture de l'exercice	(6,0) \$	(5,6) \$
Ajouts	(6,2)	(3,2)
Radiations	2,4	0,9
Montants inutilisés ayant fait l'objet de reprises	2,0	2,1
Différences de conversion	0,2	(0,2)
Provision pour créances douteuses à la clôture de l'exercice	(7,6) \$	(6,0) \$

NOTE 6 – STOCKS

<i>(montants en millions)</i>	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Travaux en cours	99,2 \$	83,0 \$	87,6 \$
Matières premières, fournitures et produits fabriqués	53,9	41,3	39,2
	153,1 \$	124,3 \$	126,8 \$

Le montant des stocks comptabilisé à titre de coût des ventes était le suivant :

<i>Exercices clos les 31 mars (montants en millions)</i>	2012	2011
Travaux en cours	72,6 \$	82,9 \$
Matières premières, fournitures et produits fabriqués	34,3	23,7
	106,9 \$	106,6 \$

Des baisses de valeur de stocks d'un montant de 7,5 millions \$ ont été effectuées durant l'exercice 2012 (4,6 millions \$ en 2011).

NOTE 7 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>(montants en millions)</i>	Terrains	Immeubles et améliorations	Simulateurs	Matériel et outillage	Avions et moteurs d'avion	Actifs visés par des contrats de location-financement	Actifs en construction	Total
Valeur comptable nette au 1 ^{er} avril 2010	23,6 \$	173,6 \$	664,9 \$	56,3 \$	10,6 \$	162,9 \$	105,2 \$	1 197,1 \$
Ajouts	-	6,9	13,3	15,0	3,1	12,4	60,6	111,3
Acquisition de filiales	-	-	8,3	0,6	-	-	-	8,9
Acquisition d'une coentreprise	-	2,9	-	0,3	1,5	-	1,1	5,8
Cessions	-	(0,2)	(1,3)	(0,1)	-	(0,2)	-	(1,8)
Dotation aux amortissements	-	(12,1)	(37,3)	(14,9)	(2,7)	(18,2)	-	(85,2)
Transferts et autres	0,1	5,6	65,8	(1,8)	0,6	(8,1)	(66,9)	(4,7)
Différences de conversion	(0,2)	(1,7)	(12,7)	(0,3)	(0,2)	(4,6)	(0,7)	(20,4)
Valeur comptable nette au 31 mars 2011	23,5 \$	175,0 \$	701,0 \$	55,1 \$	12,9 \$	144,2 \$	99,3 \$	1 211,0 \$
Ajouts	6,5	22,2	45,1	14,6	0,6	-	76,7	165,7
Acquisition de filiales	-	0,7	1,5	1,1	-	-	0,1	3,4
Acquisition de coentreprises	-	-	20,3	-	-	-	5,9	26,2
Cessions	-	-	(24,1)	-	(0,1)	-	-	(24,2)
Dotation aux amortissements	-	(14,1)	(44,6)	(15,6)	(3,3)	(14,7)	-	(92,3)
Perte de valeur (note 21)	-	(0,5)	-	-	-	-	-	(0,5)
Transferts et autres	-	1,9	43,0	1,1	1,8	(6,2)	(45,3)	(3,7)
Différences de conversion	0,1	0,9	6,2	(0,5)	(0,2)	2,4	(0,8)	8,1
Valeur comptable nette au 31 mars 2012	30,1 \$	186,1 \$	748,4 \$	55,8 \$	11,7 \$	125,7 \$	135,9 \$	1 293,7 \$

<i>(montants en millions)</i>	Terrains	Immeubles et améliorations	Simulateurs	Matériel et outillage	Avions et moteurs d'avion	Actifs visés par des contrats de location-financement	Actifs en construction	Total
Coût	23,6 \$	268,8 \$	809,7 \$	206,2 \$	14,7 \$	264,2 \$	105,2 \$	1 692,4 \$
Cumul des amortissements	-	(95,2)	(144,8)	(149,9)	(4,1)	(101,3)	-	(495,3)
Valeur comptable nette au 1 ^{er} avril 2010	23,6 \$	173,6 \$	664,9 \$	56,3 \$	10,6 \$	162,9 \$	105,2 \$	1 197,1 \$
Coût	23,5 \$	280,4 \$	869,2 \$	189,6 \$	20,8 \$	258,1 \$	99,3 \$	1 740,9 \$
Cumul des amortissements	-	(105,4)	(168,2)	(134,5)	(7,9)	(113,9)	-	(529,9)
Valeur comptable nette au 31 mars 2011	23,5 \$	175,0 \$	701,0 \$	55,1 \$	12,9 \$	144,2 \$	99,3 \$	1 211,0 \$
Coût	30,1 \$	305,6 \$	946,7 \$	198,2 \$	20,8 \$	246,4 \$	135,9 \$	1 883,7 \$
Cumul des amortissements	-	(119,5)	(198,3)	(142,4)	(9,1)	(120,7)	-	(590,0)
Valeur comptable nette au 31 mars 2012	30,1 \$	186,1 \$	748,4 \$	55,8 \$	11,7 \$	125,7 \$	135,9 \$	1 293,7 \$

Au 31 mars 2012, la période d'amortissement résiduelle moyenne des simulateurs de vol est de 15 années (15 années en 2011 et 16 années au 1^{er} avril 2010).

Au 31 mars 2012, les emprunts bancaires étaient garantis par des immobilisations corporelles d'une valeur de 113,7 millions \$ (270,3 millions \$ en 2011).

Les actifs visés par des contrats de location-financement, dont la durée varie entre 5 et 21 ans, comprenaient des simulateurs, des immeubles et du matériel et outillage, comme suit :

<i>(montants en millions)</i>	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Simulateurs			
Coût	211,8	\$ 223,4	\$ 242,8
Cumul des amortissements	(110,5)	(105,0)	(103,0)
Valeur comptable nette	101,3	\$ 118,4	\$ 139,8
Immeubles			
Coût	34,0	\$ 34,1	\$ 21,9
Cumul des amortissements	(9,6)	(8,3)	1,2
Valeur comptable nette	24,4	\$ 25,8	\$ 23,1
Matériel et outillage			
Coût	0,6	\$ 0,6	\$ (0,5)
Cumul des amortissements	(0,6)	(0,6)	0,5
Valeur comptable nette	-	\$ -	\$ -
Valeur comptable nette totale	125,7	\$ 144,2	\$ 162,9

Au 31 mars 2012, la valeur comptable nette des simulateurs loués à des tiers s'établit à 5,4 millions \$ (5,1 millions \$ en 2011 et 2,9 millions \$ au 1^{er} avril 2010).

NOTE 8 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>(montants en millions)</i>	Goodwill	Frais de développement inscrits à l'actif	Relations avec des clients	ERP et autres logiciels	Technologies	Autres immobilisations incorporelles	Total
Valeur comptable nette au 1 ^{er} avril 2010	161,9	\$ 29,5	\$ 29,2	\$ 30,3	\$ 19,3	\$ 20,2	\$ 290,4
Ajouts – développement à l'interne	-	22,6	3,1	18,5	0,3	0,3	44,8
Ajouts – acquisition distincte	-	-	-	-	-	0,1	0,1
Acquisition de filiales	36,2	-	17,0	-	8,3	0,8	62,3
Dotation aux amortissements	-	(4,1)	(4,5)	(3,7)	(3,0)	(4,4)	(19,7)
Transferts et autres	-	(2,8)	2,9	0,4	0,4	0,9	1,8
Différences de conversion	(3,0)	-	(0,2)	(0,1)	(0,3)	(0,3)	(3,9)
Valeur comptable nette au 31 mars 2011	195,1	\$ 45,2	\$ 47,5	\$ 45,4	\$ 25,0	\$ 17,6	\$ 375,8
Ajouts – développement à l'interne	-	42,8	-	17,3	-	0,2	60,3
Ajouts – acquisition distincte	-	-	0,2	-	-	1,1	1,3
Acquisition de filiales	99,1	1,4	20,9	0,1	12,3	5,0	138,8
Dotation aux amortissements	-	(5,7)	(8,1)	(5,3)	(3,4)	(3,5)	(26,0)
Perte de valeur (note 21)	-	(3,3)	(1,3)	(0,2)	-	-	(4,8)
Transferts et autres	-	(8,2)	1,1	0,1	(6,5)	(3,3)	(16,8)
Différences de conversion	3,9	0,1	0,1	(0,1)	0,3	0,3	4,6
Valeur comptable nette au 31 mars 2012	298,1	\$ 72,3	\$ 60,4	\$ 57,3	\$ 27,7	\$ 17,4	\$ 533,2

<i>(montants en millions)</i>	Goodwill	Frais de développement inscrits à l'actif	Relations avec des clients	ERP et autres logiciels	Technologies	Autres immobilisations incorporelles	Total
Coût	161,9	\$ 63,6	\$ 35,3	\$ 45,0	\$ 26,5	\$ 34,9	\$ 367,2
Cumul des amortissements	-	(34,1)	(6,1)	(14,7)	(7,2)	(14,7)	(76,8)
Valeur comptable nette au 1 ^{er} avril 2010	161,9	\$ 29,5	\$ 29,2	\$ 30,3	\$ 19,3	\$ 20,2	\$ 290,4
Coût	195,1	\$ 78,8	\$ 58,0	\$ 78,9	\$ 35,2	\$ 35,5	\$ 481,5
Cumul des amortissements	-	(33,6)	(10,5)	(33,5)	(10,2)	(17,9)	(105,7)
Valeur comptable nette au 31 mars 2011	195,1	\$ 45,2	\$ 47,5	\$ 45,4	\$ 25,0	\$ 17,6	\$ 375,8
Coût	298,1	\$ 106,7	\$ 79,7	\$ 95,7	\$ 41,0	\$ 32,3	\$ 653,5
Cumul des amortissements	-	(34,4)	(19,3)	(38,4)	(13,3)	(14,9)	(120,3)
Valeur comptable nette au 31 mars 2012	298,1	\$ 72,3	\$ 60,4	\$ 57,3	\$ 27,7	\$ 17,4	\$ 533,2

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012, une dotation aux amortissements a été comptabilisée dans le coût des ventes à hauteur de 19,7 millions \$ (15,5 millions \$ en 2011), dans les frais de recherche et développement à hauteur de 5,4 millions \$ (3,6 millions \$ en 2011) et dans les frais de vente, généraux et d'administration à hauteur de 0,9 million \$ (0,6 million \$ en 2011); un montant de néant (néant en 2011) a été inscrit à l'actif.

Au 31 mars 2012, la période d'amortissement résiduelle moyenne des frais de développement inscrits à l'actif est de six années (cinq années en 2011 et cinq années au 1^{er} avril 2010).

La Société n'a pas d'autres immobilisations incorporelles à durée indéterminée que le goodwill.

La valeur comptable du goodwill affecté aux UGT de la Société par secteur opérationnel s'établit comme suit :

<i>(montants en millions)</i>	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
FS/C	32,3 \$	31,0 \$	27,8 \$
PS/M	103,1	102,4	95,2
FS/M	37,2	36,2	36,9
NMP	125,5	25,5	2,0
Total du goodwill	298,1 \$	195,1 \$	161,9 \$

NOTE 9 – AUTRES ACTIFS

<i>(montants en millions)</i>	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Liquidités soumises à restrictions	9,8 \$	10,6 \$	16,2 \$
Loyers payés d'avance à des placements de portefeuille	85,4	81,6	45,6
Investissement dans des placements de portefeuille	1,3	1,9	2,0
Avances consenties à des parties liées	26,7	26,1	21,7
Frais de financement reportés, déduction faite du cumul des amortissements de 20,6 \$ (19,8 \$ en 2011 et 18,8 \$ au 1 ^{er} avril 2010)	3,1	3,0	1,4
Comptes débiteurs à long terme	42,3	18,1	3,9
Autres, déduction faite du cumul des amortissements de 10,6 \$ (9,7 \$ en 2011 et 8,7 \$ au 1 ^{er} avril 2010)	8,8	7,7	7,0
	177,4 \$	149,0 \$	97,8 \$

Montants à recevoir au titre de contrats de location-financement

La valeur actuelle des montants minimaux futurs à recevoir au titre de la location, qui sont pris en compte dans les comptes débiteurs à long terme, s'établit comme suit :

<i>(montants en millions)</i>	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Investissement brut dans des contrats de location-financement	13,6 \$	-	-
Déduire : produits financiers non gagnés	2,7	-	-
Valeur actuelle des montants minimaux futurs à recevoir au titre de la location	10,9 \$	-	-

Les montants minimaux futurs à recevoir au titre des investissements dans des contrats de location-financement s'établissent comme suit :

<i>Aux 31 mars (montants en millions)</i>	2012		2011	
Investissement brut	Valeur actuelle des paiements minimaux futurs au titre de la location	Investissement brut	Valeur actuelle des paiements minimaux futurs au titre de la location	
Un an ou moins	1,2 \$	0,8 \$	-	-
Plus de un an mais au plus cinq ans	4,8	3,5	-	-
Plus de cinq ans	7,6	6,6	-	-
	13,6 \$	10,9 \$	-	-

NOTE 10 – COMPTES CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	31 mars	31 mars	1 ^{er} avril
<i>(montants en millions)</i>	2012	2011	2010
Comptes créditeurs	264,9	253,1	222,1
Charges à payer	216,1	207,7	186,4
Montants à payer à des parties liées	13,8	11,9	14,1
Produits différés	88,7	70,2	61,8
Partie courante des obligations au titre des redevances	14,1	9,0	8,6
	597,6	551,9	493,0

NOTE 11 – CONTRATS EN COURS

Les montants inscrits à l'état consolidé de la situation financière correspondent, pour chaque contrat de construction, au montant total des coûts engagés majoré des profits (diminué des pertes) comptabilisés, moins la facturation intermédiaire et les montants vendus.

<i>Aux 31 mars</i>		2012	2011
<i>(montants en millions)</i>			
Contrats en cours : actifs		245,8	230,5
Contrats en cours : passifs		(104,6)	(125,8)
Contrats en cours : actif net		141,2	104,7

Ces montants se ventilent comme suit :

<i>Aux 31 mars</i>		2012	2011
<i>(montants en millions)</i>			
Montant total des coûts engagés majoré des profits (diminué des pertes) comptabilisés à ce jour		2 716,3	2 062,3
Déduire : facturation intermédiaire		2 569,9	1 952,3
Déduire : montants vendus		5,2	5,3
Contrats en cours : actif net		141,2	104,7

Les dépôts de clients au titre de contrats de construction dont les travaux ne sont pas encore en cours totalisent 0,3 million \$ au 31 mars 2012 (0,1 million \$ en 2011).

Les produits des activités ordinaires tirés de contrats de construction comptabilisés pour l'exercice 2012 totalisent 761,1 millions \$ (719,8 millions \$ en 2011).

NOTE 12 – PROVISIONS**Remise en état des lieux et enlèvement de simulateurs**

Dans certains cas, des simulateurs sont installés dans des emplacements qui n'appartiennent pas à la Société, et celle-ci a parfois une obligation de démantèlement et d'enlèvement des simulateurs ainsi que de remise en état des lieux. Une provision est constituée à l'égard de la valeur actuelle des coûts estimatifs qui seront nécessaires au démantèlement et à l'enlèvement des simulateurs de même qu'à la remise en état des lieux. La provision comprend également des montants liés aux terrains et aux immeubles loués lorsque l'engagement de coûts de remise en état à la fin de la période de location est prévu par contrat. Si ces coûts sont consécutifs à des dépenses d'investissement en immobilisations au titre de l'actif loué, les coûts de remise en état des lieux sont également inscrits à l'actif.

Restructuration

Les coûts de restructuration se composent principalement des indemnités de départ et autres frais connexes, y compris l'obligation connexe au titre des avantages du personnel. Des provisions pour coûts de restructuration sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, découlant d'événements passés, lorsqu'il est plus probable qu'improbable que le règlement de l'obligation exige une sortie de ressources et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions pour coûts de restructuration sont évaluées d'après la meilleure estimation que peut faire la Société de la dépense nécessaire pour régler l'obligation à la fin de la période de présentation de l'information financière et sont actualisées lorsque l'incidence est importante.

Réclamations en justice

Ce montant représente une provision constituée à l'égard de certaines réclamations en justice déposées contre la Société. La dotation à la provision est comptabilisée au poste *Frais de vente, généraux et d'administration* du compte consolidé de résultat. La direction est d'avis que l'issue de ces réclamations en justice ne se traduira pas par une perte significative en sus du montant de la provision au 31 mars 2012.

Contrats déficitaires

La Société est partie à des contrats dont les coûts inévitables engagés pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques qu'elle s'attend à recevoir du contrat. Les coûts inévitables d'un contrat reflètent le plus faible du coût d'exécution du contrat ou de toute indemnisation ou pénalité découlant du défaut d'exécution.

Garanties

Une provision est constituée à l'égard des réclamations prévues au titre des garanties couvrant les produits vendus au cours des deux dernières années, en fonction de l'expérience passée en matière de réparations et de retours. La Société s'attend à ce que ces coûts soient engagés en majorité durant le prochain exercice et en totalité dans une période de deux à cinq ans suivant la date de clôture. Les hypothèses ayant servi au calcul de la provision pour garanties sont fondées sur le niveau actuel des ventes et sur les informations disponibles quant aux retours en fonction de la période de garantie des produits vendus.

Les modifications apportées aux hypothèses sont présentées ci-après :

(montants en millions)	Remise en état des lieux et enlèvement de simulateurs	Restructu- ration	Réclama- tions en justice	Contrats déficitaires	Garantie	Passifs éventuels découlant des regrou- pements d'entreprises (note 3)	Autres provisions	Total
Total des provisions au 1 ^{er} avril 2010	1,8 \$	6,4 \$	2,4 \$	0,1 \$	14,6 \$	11,3 \$	3,7 \$	40,3 \$
Ajouts, y compris les augmentations des provisions existantes	-	-	0,3	-	6,4	4,8	1,4	12,9
Montants utilisés	-	(4,7)	(1,1)	(0,1)	(8,1)	(4,5)	(0,7)	(19,2)
Montant inutilisés et repris	(0,7)	(1,0)	-	-	(1,9)	-	-	(3,6)
Variations du montant actualisé	0,1	-	-	-	-	0,7	0,1	0,9
Différences de conversion	(0,1)	-	-	-	(0,1)	0,2	-	-
Total des provisions au 31 mars 2011	1,1 \$	0,7 \$	1,6 \$	- \$	10,9 \$	12,5 \$	4,5 \$	31,3 \$
Déduire : partie courante	-	0,7	0,9	-	10,9	5,4	3,0	20,9
Partie non courante	1,1 \$	- \$	0,7 \$	- \$	- \$	7,1 \$	1,5 \$	10,4 \$
Ajouts, y compris les augmentations des provisions existantes	-	1,2	0,2	0,9	7,9	-	5,3	15,5
Montants utilisés	-	(1,2)	(0,2)	(0,6)	(7,1)	(0,5)	(4,5)	(14,1)
Montants inutilisés et repris	(0,2)	-	-	-	(0,6)	(3,9)	(1,3)	(6,0)
Variations du montant actualisé	-	-	-	-	-	0,9	-	0,9
Total des provisions au 31 mars 2012	0,9 \$	0,7 \$	1,6 \$	0,3 \$	11,1 \$	9,0 \$	4,0 \$	27,6 \$
Déduire : partie courante	-	0,7	1,0	0,3	10,9	5,3	3,4	21,6 \$
Partie non courante	0,9 \$	- \$	0,6 \$	- \$	0,2 \$	3,7 \$	0,6 \$	6,0 \$

NOTE 13 – FACILITÉS D'EMPRUNT

Le tableau qui suit présente la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction :

<i>(montants en millions)</i>	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Total de la dette avec recours	678,1 \$	524,0	\$ 471,4
Total de la dette sans recours ¹⁾	143,5	136,2	198,0
Total de la dette à long terme	821,6 \$	660,2	\$ 669,4
Déduire :			
Partie courante de la dette à long terme	113,6	58,5	40,1
Partie courante des contrats de location-financement	22,4	27,7	28,4
	685,6 \$	574,0	\$ 600,9

1) La dette sans recours est une dette d'une filiale, pour laquelle le recours est limité à l'actif, aux capitaux propres, à la participation et à l'engagement de cette filiale et non à ceux de CAE inc.

La dette avec recours se détaille comme suit :

<i>(montants en millions)</i>	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
i) Billets de premier rang (33,0 \$US échéant en juin 2012), versements semestriels d'intérêt en juin et en décembre au taux fixe de 7,76 %	33,3 \$	34,2	\$ 37,1
ii) Billets de premier rang (15,0 \$ et 45,0 \$US échéant en juin 2016 et 60,0 \$US échéant en juin 2019), versements semestriels d'intérêt en juin et en décembre au taux fusionné moyen de 7,14 %	119,7	117,0	121,5
iii) Billets de premier rang (100,0 \$US échéant en août 2021 et 50,0 \$US échéant en août 2026), versements semestriels d'intérêt en août et en février au taux fusionné moyen de 4,47 %	149,9	-	-
iv) Facilités de crédit à terme non garanties renouvelables échéant en avril 2015 (450,0 \$US) (450,0 \$US au 31 mars 2011; 400,0 \$US et 100,0 € au 1 ^{er} avril 2010)	13,3	-	-
v) Emprunts à terme échéant en mai et en juin 2011 (encours de 1,6 € et de 0,3 € au 31 mars 2011 et de 7,4 € et de 1,5 € au 1 ^{er} avril 2010), taux d'intérêt implicite de 4,60 %	-	2,6	12,2
vi) Obligations de Grapevine Industrial Development Corporation, échéant en avril 2013 (19,0 \$US), taux d'intérêt de 0,60 % (0,55 % en 2011, 1,35 % en 2010)	19,0	18,5	19,3
vii) Obligations de Miami Dade County, échéant en mars 2024 (11,0 \$US), taux d'intérêt de 0,19 % (0,34 % en 2011, 0,47 % en 2010)	11,0	10,7	11,2
viii) Obligations découlant de contrats de location-financement, échéant à diverses dates entre juillet 2010 et octobre 2036, taux d'intérêt variant de 3,67 % à 10,67 %	142,9	183,3	211,8
ix) Emprunt à terme échéant en juin 2014 (encours de 13,2 \$US et de 5,4 £ au 31 mars 2012, de 17,5 \$US et de 7,3 £ au 31 mars 2011 et de 22,1 \$US et de 8,7 £ au 1 ^{er} avril 2010) Emprunt à terme échéant en juin 2018 (encours de 43,2 \$US et de 8,5 £ au 31 mars 2012, de 43,2 \$US et de 8,5 £ au 31 mars 2011 et de 43,2 \$US et de 8,5 £ au 1 ^{er} avril 2010) Le taux combiné du coupon pour la dette après swap se situe à 7,90 % (7,89 % en 2011)	21,3 54,7	27,7 53,2	- -
x) Obligation R-D de la part d'un organisme gouvernemental échéant en juillet 2029	58,3	28,8	9,1
xi) Emprunt à terme échéant en décembre 2017 (encours de 7,9 € au 31 mars 2012, de 9,2 € au 31 mars 2011 et de 9,7 € au 1 ^{er} avril 2010), taux d'intérêt variable assorti d'un plancher de 2,5 %	10,5	12,6	13,3
xii) Emprunts à terme échéant en janvier 2020 et en janvier 2022 (encours de 4,9 € au 31 mars 2012, de 6,3 € au 31 mars 2011 et de 6,0 € au 1 ^{er} avril 2010), taux d'intérêt variable fondé sur le TIBEUR majoré d'une marge	6,1	8,4	8,1
xiii) Facilité de crédit échéant en janvier 2015 (encours de 2,1 \$ et de 384,2 roupies au 31 mars 2012, de 1,5 \$ et de 458,4 roupies au 31 mars 2011 et de 362,7 roupies au 1 ^{er} avril 2010), portant intérêt sur la base des taux d'intérêt flottants en Inde en vigueur au moment de chaque prélèvement	9,6	11,5	8,2
xiv) Autres dettes, échéant à diverses dates entre avril 2010 et septembre 2016, taux d'intérêt moyen d'environ 5,61 %	11,4	15,5	19,6
xv) Emprunt à terme échéant en octobre 2020 (encours de 17,1 \$US au 31 mars 2012), portant intérêt au taux fixe de 4,14 %	17,1	-	-
Total de la dette avec recours, montant net	678,1 \$	524,0	\$ 471,4

- i) Dans le cadre d'un placement privé, la Société a emprunté 33,0 millions \$US. Ces billets de premier rang non garantis ont égalité de rang avec les financements bancaires à terme. La Société a conclu un swap de taux d'intérêt aux termes duquel le taux d'intérêt fixe a été échangé contre l'équivalent du TIOI à trois mois majoré de 3,6 %.
- ii) Représente des billets de premier rang non garantis de 15,0 millions \$ et de 105,0 millions \$US émis au moyen d'un placement privé. Les billets sont assortis d'une durée moyenne à l'émission de 8,5 ans.
- iii) Représente des billets de premier rang non garantis de 150,0 millions \$US émis au moyen d'un placement privé. Les billets sont assortis d'une durée moyenne à l'émission de 11,7 ans.
- iv) Représente une facilité de crédit renouvelable consentie de 450,0 millions \$US d'une durée de trois ans avec la possibilité de porter le montant total à 650,0 millions \$US sous réserve du au consentement du prêteur. La facilité est assortie de clauses qui exigent un ratio de couverture des charges fixes minimal et un ratio de couverture de la dette maximal. Le taux d'intérêt applicable de cette facilité de crédit à terme renouvelable est au gré de la Société, selon le taux préférentiel, le taux des acceptations bancaires ou le TIOI majoré d'une marge qui dépend de la notation de crédit attribuée par Standard & Poor's Rating Services. La marge s'ajoutant au TIOI a été réduite afin de tenir compte des prix actuels du marché.
- v) La Société et Iberia Lineas de España ont fusionné leurs activités de formation aéronautique en Espagne. Le capital doit être remboursé trimestriellement sur la durée du financement. Au 31 mars 2012, la valeur comptable nette des simulateurs faisant l'objet du financement était d'environ 55,1 millions \$ (41,3 millions €) [63,8 millions \$ (46,3 millions €) au 31 mars 2011; 67,7 millions \$ (49,3 millions €) au 1^{er} avril 2010].
- vi) Les taux sont établis annuellement par un négociateur, d'après la conjoncture du marché. Une lettre de crédit a été établie en guise de soutien des obligations pour l'encours des emprunts. Le taux d'intérêt combiné est de 2,60 % (3,05 % en 2011, 2,35 % en 2010).
- vii) Le taux est un taux variable redéfini toutes les semaines. Une lettre de crédit a été établie en guise de soutien des obligations pour l'encours de l'emprunt. Le taux d'intérêt combiné est de 2,19 % (2,84 % en 2011 et 1,47 % en 2010).
- viii) Ces contrats de location-financement se rapportent à la location de divers immeubles, simulateurs, matériel et outillage.
- ix) Représente un financement de premier rang pour deux centres de formation pour l'aviation civile. La tranche A est remboursée par versements trimestriels de capital et d'intérêt tandis que la tranche B fera l'objet d'un amortissement trimestriel à compter de juillet 2014. Au cours de l'exercice 2011, la Société a transféré ces emprunts à terme de la dette sans recours à la dette avec recours à hauteur d'un montant net de 89,5 millions \$ en 2010.
- x) Représente une obligation à long terme portant intérêt de la part du gouvernement du Canada en raison de sa participation dans le projet Falcon, un programme de R-D qui se poursuivra sur cinq ans, pour un montant maximal de 250,0 millions \$. Le montant total constaté à la fin de l'exercice 2012 s'est établi à 141,4 millions \$ (85,5 millions \$ au 31 mars 2011; 33,8 millions \$ au 1^{er} avril 2010) (voir la note 1). La valeur actualisée de la dette comptabilisée était de 58,3 millions \$ au 31 mars 2012 (28,8 millions \$ au 31 mars 2011; 9,1 millions \$ au 1^{er} avril 2010).
- xi) Représente la quote-part revenant à la Société de la dette de Rotorsim S.r.l., qui totalise 10,6 millions \$ (7,9 millions €) [12,7 millions \$ (9,2 millions €) au 31 mars 2011; 13,3 millions \$ (9,7 millions €) au 1^{er} avril 2010]. Rotorsim S.r.l. a refinancé sa dette à l'exercice 2011.
- xii) Représente une convention d'emprunt de 6,4 millions \$ (4,8 millions €) [8,7 millions \$ (6,3 millions €) au 31 mars 2011; 8,3 millions \$ (6,0 millions €) au 1^{er} avril 2010] aux fins du financement d'une filiale de la Société. La Société a ajouté une nouvelle tranche de financement à l'exercice 2011.
- xiii) Représente une facilité de financement visant certaines des activités de la Société en Inde. La facilité de financement comprend un emprunt à terme pouvant atteindre 9,2 millions \$ (470,0 millions de roupies) et des facilités de fonds de roulement pouvant atteindre 2,5 millions \$ (125,0 millions de roupies). Les prélèvements peuvent être effectués en roupies ou dans toute autre monnaie importante qui est acceptable pour le prêteur.
- xiv) Les autres dettes comprennent une facilité non garantie assurant le financement des coûts d'établissement du système de gestion intégré (ERP). La facilité sera remboursée au moyen de versements mensuels sur sept ans à compter de la fin du premier mois suivant chaque prélèvement trimestriel.
- xv) Représente une convention d'emprunt de 19,2 millions \$US aux fins du financement de deux simulateurs déployés au Moyen-Orient.

La dette sans recours se détaille comme suit :

<i>(montants en millions)</i>	31 mars 2012		31 mars 2011		1 ^{er} avril 2010
i) Emprunt à terme garanti de 12,7 £, échéant en octobre 2016 (encours de 1,9 £ au 31 mars 2012, de 2,5 £ au 31 mars 2011 et de 3,0 £ au 1 ^{er} avril 2010), taux d'intérêt qui se rapproche du TIOL majoré de 0,95 %	3,0	\$	3,9	\$	4,6 \$
ii) Emprunt à terme échéant en décembre 2019 (encours de 39,1 € au 31 mars 2012, de 41,8 € au 31 mars 2011 et de 43,9 € au 1 ^{er} avril 2010), taux d'intérêt fondé sur le TIBEUR et, en vertu d'un swap, taux d'intérêt fixe de 4,80 %	51,5		56,8		59,4
iii) Emprunts à terme échéant à diverses dates jusqu'en janvier 2017 (encours de 23,8 \$US et de 29,4 ¥ au 31 mars 2012, de 17,9 \$US et de 21,6 ¥ au 31 mars 2011 et de 21,9 \$US et de 32,8 ¥ au 1 ^{er} avril 2010)	28,4		20,6		27,2
iv) Emprunt à terme garanti échéant en septembre 2025 (encours de 21,1 \$US au 31 mars 2012, de 21,1 \$US au 31 mars 2011 et de 14,3 \$US au 1 ^{er} avril 2010), taux d'intérêt fixe de 10,35 %, compte tenu de l'incidence du swap de devises (dollar US – roupie indienne)	20,4		19,7		13,7
v) Emprunt à terme échéant en janvier 2020 (encours de 3,1 \$US au 31 mars 2012, de 3,3 \$US au 31 mars 2011 et de 3,5 \$US au 1 ^{er} avril 2010), taux d'intérêt variable	3,1		3,0		3,6
vi) Emprunt à terme échéant en juin 2014 (encours de 13,2 \$US et de 5,4 £ au 31 mars 2012, de 17,5 \$US et de 7,3 £ au 31 mars 2011 et de 22,1 \$US et de 8,7 £ au 1 ^{er} avril 2010)	-		-		34,9
Emprunt à terme échéant en juin 2018 (encours de 43,2 \$US et de 8,5 £ au 31 mars 2012, de 43,2 \$US et de 8,5 £ au 31 mars 2011 et de 43,2 \$US et de 8,5 £ au 1 ^{er} avril 2010)	-		-		54,6
Le taux combiné du coupon pour la dette après swap se situait à 8,28 % au 1 ^{er} avril 2010					
vii) Accord visant la vente de certains comptes débiteurs et d'actifs liés aux contrats en cours	37,1		32,2		-
Total de la dette sans recours, montant net	143,5	\$	136,2	\$	198,0 \$

- i) La facilité de crédit servant à financer le programme MSH de la Société pour le ministère de la Défense du Royaume-Uni comporte un emprunt à terme qui est garanti par les actifs de la filiale et qui doit être remboursé semestriellement jusqu'en 2016. La Société a conclu un swap de taux d'intérêt de 1,6 million £ au 31 mars 2012 (2,2 millions £ au 31 mars 2011 et 2,7 millions £ au 1^{er} avril 2010) au terme duquel le taux d'intérêt a été fixé à 6,31 %. La valeur comptable des actifs donnés en garantie de la facilité de crédit s'établissait à 83,0 millions £ au 31 mars 2012 (79,6 millions £ au 31 mars 2011 et 53,3 millions £ au 1^{er} avril 2010).
- ii) Représente la quote-part de la Société du projet NH90 en Allemagne. Le montant total disponible pour la société responsable du projet aux termes de la facilité est de 182,7 millions €.
- iii) Représente la quote-part de la Société de la dette liée à l'acquisition de simulateurs et à l'agrandissement de l'immeuble dans le cadre de sa participation dans la coentreprise Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited. Les emprunts à terme sont libellés en dollars US et en renminbis chinois (¥). Les emprunts en dollars US portent intérêt à un taux variable en fonction du TIOL des États-Unis majoré d'une marge variant entre 0,50 % et 4,50 % et viennent à échéance entre août 2013 et janvier 2017. Les emprunts en ¥ portent intérêt au taux local et viennent à échéance entre décembre 2010 et septembre 2012.
- iv) Représente la quote-part de la Société du financement garanti sans recours de 42,1 millions \$US pour la coentreprise HATSOFF Helicopter Training Private Limited. L'amortissement semestriel de la dette commencera en septembre 2013.
- v) Représente la quote-part revenant à la Société d'un emprunt à terme pour financer la coentreprise Emirates-CAE Flight Training LLC.
- vi) Représente un financement de premier rang pour deux centres de formation pour l'aviation civile. La tranche A est remboursée par versements trimestriels de capital et d'intérêts tandis que la tranche B fera l'objet d'un amortissement trimestriel à compter de juillet 2014. Au cours de l'exercice 2011, la Société a transféré ces emprunts à terme de la dette sans recours à la dette avec recours à hauteur d'un montant net de 89,5 millions \$ en 2010.
- vii) Représente un accord avec des institutions financières visant la vente, sans recours contre la Société, de participations indivises dans certains comptes débiteurs et actifs liés aux contrats en cours dont le montant peut atteindre 150,0 millions \$. La Société continue d'agir à titre d'agent de recouvrement.

Les versements exigibles au cours des cinq prochains exercices en vertu des modalités de remboursement de la dette à long terme et de la valeur nominale des contrats de location-financement s'établissent comme suit :

<i>(montants en millions)</i>	Dette à long terme	Contrats de location-financement	Total
2013	114,4	\$ 22,4	\$ 136,8
2014	52,8	22,2	75,0
2015	32,6	17,6	50,2
2016	31,6	8,7	40,3
2017	96,6	7,8	104,4
Par la suite	354,7	64,2	418,9
	682,7	\$ 142,9	\$ 825,6

Au 31 mars 2012, CAE respectait ses engagements financiers.

Dette à court terme

La Société dispose d'une marge de crédit bancaire non garantie et non engagée qui est libellée en euros et qui totalise 2,7 millions \$ (2,8 millions \$ au 31 mars 2011; 2,7 millions \$ au 1^{er} avril 2010), sur laquelle un montant de néant avait été prélevé au 31 mars 2012 (1,3 million \$ au 31 mars 2011; néant au 1^{er} avril 2010). La marge de crédit porte intérêt à un taux de référence en euros.

Engagements au titre de contrats de location-financement

La valeur actuelle des engagements futurs au titre des contrats de location-financement, qui sont pris en compte dans les facilités d'emprunt, s'établit comme suit :

<i>(montants en millions)</i>	31mars 2012	31mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Engagements futurs au titre des contrats de location-financement	142,9	\$ 183,3	\$ 211,8
Déduire : charges financières futures au titre des contrats de location-financement	41,3	51,8	58,1
Investissement net dans des contrats de location-financement	101,6	131,5	153,7
Déduire : valeur résiduelle garantie actualisée des actifs loués	6,5	5,8	5,7
Valeur actuelle des paiements minimaux futurs au titre de la location	95,1	\$ 125,7	\$ 148,0

Les montants minimaux futurs à payer au titre des investissements dans des contrats de location-financement s'établissent comme suit :

<i>Aux 31 mars (montants en millions)</i>	2012		2011	
	Engagements futurs au titre de contrats de location-financement	Valeur actuelle des paiements minimaux futurs au titre de la location	Engagements futurs au titre de contrats de location-financement	Valeur actuelle des paiements minimaux futurs au titre de la location
Un an ou moins	22,4	\$ 21,6	\$ 27,7	\$ 26,6
Plus de un an mais au plus cinq ans	56,3	47,9	77,4	66,3
Plus de cinq ans	64,2	25,6	78,2	32,8
	142,9	\$ 95,1	\$ 183,3	\$ 125,7

NOTE 14 – AIDE GOUVERNEMENTALE

La Société a conclu des ententes avec divers gouvernements en vertu desquelles ces derniers partagent les coûts, en fonction des dépenses engagées par la Société, de certains programmes de R-D concernant la modélisation et la simulation, les systèmes visuels, la technologie perfectionnée de simulation de vol servant à des applications civiles et la simulation en réseau servant à des applications militaires, ainsi que les nouveaux marchés de formation fondée sur la simulation dans les domaines des soins de santé et des mines.

Au cours de l'exercice 2009, la Société a annoncé qu'elle investira un montant pouvant atteindre 714 millions \$ dans le projet Falcon, un programme de R-D qui se poursuivra sur cinq ans. L'objectif du projet Falcon est de développer des technologies en matière de modélisation et de simulation de la Société, d'en mettre au point de nouvelles et d'augmenter ses capacités au-delà de la formation pour les transposer dans d'autres secteurs du marché de l'aérospatiale et de la défense, comme l'analyse et les opérations. En parallèle, le gouvernement du Canada a accepté de participer au projet Falcon au moyen d'un investissement remboursable d'au plus 250 millions \$ qui s'inscrit dans le cadre de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD), qui soutient les projets stratégiques de recherche industrielle et de développement préconcurrentiel des industries de l'aérospatiale, de la défense, de l'espace et de la sécurité (voir les notes 1 et 13 pour une explication des obligations relatives aux redevances et de la dette).

Au cours de l'exercice 2010, la Société a annoncé qu'elle investira un montant pouvant atteindre 274 millions \$ dans le projet Nouveaux marchés principaux, un programme de R-D qui se poursuivra sur sept ans. L'objectif est de tirer parti du savoir-faire de CAE en matière de modélisation, de simulation et de services de formation pour le transposer dans les nouveaux marchés des soins de santé et des mines. Le gouvernement du Québec a accepté de participer en fournissant des apports pouvant atteindre 100 millions \$ pour couvrir les frais engagés avant la fin de l'exercice 2016.

La valeur des contributions comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Falcon et Nouveaux marchés principaux sont présentés dans le tableau suivant :

<i>Exercices clos les 31 mars</i> <i>(montants en millions)</i>	2012	2011
Montant à recevoir à l'ouverture de l'exercice	12,9 \$	14,7 \$
Contributions	42,8	42,7
Paiements reçus	(47,4)	(44,5)
Montant à recevoir à la clôture de l'exercice	8,3 \$	12,9 \$

Information globale à l'égard des programmes

Le tableau suivant présente le montant global des contributions à l'égard de tous les programmes :

<i>Exercices clos les 31 mars</i> <i>(montants en millions)</i>	2012	2011
Contributions créditées aux dépenses inscrites à l'actif :		
Projet Falcon	7,5 \$	7,6 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	11,4	5,6
Contributions créditées aux résultats :		
Projet Falcon	20,9 \$	25,3 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	3,0	4,2
Total des contributions :		
Projet Falcon	28,4 \$	32,9 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	14,4	9,8

Ces contributions gouvernementales ne sont assorties d'aucune condition non remplie ni éventualité.

NOTE 15 – OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL

Régimes à prestations définies

La Société offre deux régimes de retraite par capitalisation à prestations définies agréés au Canada (un aux salariés et l'autre aux dirigeants désignés) dans le cadre desquels les prestations versées sont établies en fonction du nombre d'années de service du participant et de son salaire moyen de fin de carrière. La Société offre également un régime de retraite par capitalisation pour les salariés des Pays-Bas, de la Norvège et du Royaume-Uni qui offre des prestations en fonction de dispositions similaires.

De plus, la Société a mis en place un régime complémentaire au Canada, deux régimes complémentaires en Allemagne (CAE Elektronik GmbH et CAE Beyss GmbH [Beyss]) et un régime complémentaire en Norvège offrant des prestations définies fondées sur la durée de service et les salaires moyens de fin de carrière. Ces régimes complémentaires sont l'unique obligation de la Société, et celle-ci n'est pas tenue d'en assurer la capitalisation. Toutefois, la Société a l'obligation de verser les prestations lorsque celles-ci deviennent exigibles. Au 31 mars 2012, les obligations au titre des régimes complémentaires à prestations définies s'élevaient à 57,1 millions \$ (47,0 millions \$ en 2011), et la Société avait émis des lettres de crédit totalisant 53,7 millions \$ (52,8 millions \$ en 2011) pour garantir ses obligations au titre du régime complémentaire au Canada.

Les cotisations tiennent compte d'hypothèses actuarielles sur le rendement futur des placements, de projections salariales et des prestations pour services futurs. Les actifs des régimes se composent essentiellement d'actions canadiennes et étrangères ainsi que d'obligations de gouvernements et de sociétés.

Durant l'exercice 2011, dans le cadre de l'acquisition des activités de formation de CHC Helicopter, la Société a pris en charge deux régimes de retraite, ce qui s'est traduit par une hausse de 7,2 millions \$ des obligations au titre des prestations de retraite et de 4,8 millions \$ des actifs des régimes.

Les obligations au titre des avantages du personnel s'établissent comme suit :

<i>(montants en millions)</i>	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Obligations au titre des prestations définies des régimes par capitalisation	320,4	254,9	234,5
Juste valeur des actifs des régimes	263,2	238,8	196,6
Obligations au titre des prestations définies des régimes par capitalisation – montant net	57,2	16,1	37,9
Obligations au titre des prestations définies des régimes complémentaires	57,1	47,0	43,9
Coûts des services passés non comptabilisés	(0,1)	(0,3)	(0,7)
Obligations au titre des avantages du personnel	114,2	62,8	81,1 ¹⁾

¹⁾ Un montant de 0,3 million \$ est inclus dans les Autres actifs à l'état consolidé de la situation financière.

Les variations des obligations au titre des prestations définies des régimes par capitalisation et de la juste valeur des actifs des régimes sont les suivantes :

<i>Exercices clos les 31 mars (montants en millions)</i>	2012			2011		
	Au Canada	À l'étranger	Total	Au Canada	À l'étranger	Total
Obligations au titre des prestations de retraite à l'ouverture de l'exercice	217,7	37,2	254,9	209,5	25,0	234,5
Coût des services rendus durant l'exercice	8,5	1,0	9,5	8,0	0,4	8,4
Coût financier	12,6	1,8	14,4	12,0	1,3	13,3
Cotisations salariales	2,0	0,3	2,3	2,7	0,3	3,0
Écart actuariel	48,9	2,7	51,6	(2,8)	3,8	1,0
Prestations de retraite versées	(10,3)	(0,6)	(10,9)	(11,7)	(0,5)	(12,2)
Regroupement d'entreprises	-	-	-	-	6,7	6,7
Règlements	-	(0,5)	(0,5)	-	-	-
Différences de conversion	-	(0,9)	(0,9)	-	0,2	0,2
Obligations au titre des prestations de retraite à la clôture de l'exercice	279,4	41,0	320,4	217,7	37,2	254,9
Juste valeur des actifs des régimes à l'ouverture de l'exercice	206,4	32,4	238,8	173,0	23,6	196,6
Rendement prévu des actifs des régimes	14,9	1,7	16,6	12,5	1,4	13,9
Écart actuariel	(4,9)	0,7	(4,2)	9,6	2,1	11,7
Cotisations patronales	20,5	1,2	21,7	20,3	0,4	20,7
Cotisations salariales	2,0	0,3	2,3	2,7	0,3	3,0
Prestations de retraite versées	(10,3)	(0,6)	(10,9)	(11,7)	(0,5)	(12,2)
Regroupement d'entreprises	-	-	-	-	4,8	4,8
Règlements	-	(0,3)	(0,3)	-	-	-
Différences de conversion	-	(0,8)	(0,8)	-	0,3	0,3
Juste valeur des actifs des régimes à la clôture de l'exercice	228,6	34,6	263,2	206,4	32,4	238,8

Le rendement réel des actifs des régimes a totalisé 12,4 millions \$ pour l'exercice 2012 (25,6 millions \$ en 2011).

Les variations des obligations au titre des prestations de retraite des régimes complémentaires s'établissent comme suit :

Exercices clos les 31 mars
(en millions)

	2012			2011		
	Au Canada	À l'étranger	Total	Au Canada	À l'étranger	Total
Obligations au titre des prestations de retraite à l'ouverture de l'exercice	38,3 \$	8,7 \$	47,0 \$	36,1 \$	7,8 \$	43,9 \$
Coût des services rendus durant l'exercice	1,4	0,1	1,5	1,2	0,1	1,3
Coût financier	2,2	0,5	2,7	2,0	0,4	2,4
Perte actuarielle	8,3	0,8	9,1	1,6	0,5	2,1
Prestations de retraite versées	(2,5)	(0,6)	(3,1)	(2,6)	(0,6)	(3,2)
Regroupements d'entreprises	-	-	-	-	0,5	0,5
Coût des services passés	0,2	-	0,2	-	-	-
Différences de conversion	-	(0,3)	(0,3)	-	-	-
Obligations au titre des prestations de retraite à la clôture de l'exercice	47,9 \$	9,2 \$	57,1 \$	38,3 \$	8,7 \$	47,0 \$

La charge de retraite nette est présentée ci-après :

Exercices clos les 31 mars
(en millions)

	2012			2011		
	Au Canada	À l'étranger	Total	Au Canada	À l'étranger	Total
Régimes par capitalisation						
Coût des services rendus durant l'exercice	8,5 \$	1,0 \$	9,5 \$	8,0 \$	0,4 \$	8,4 \$
Coût financier	12,6	1,8	14,4	12,0	1,3	13,3
Rendement prévu des actifs des régimes	(14,9)	(1,7)	(16,6)	(12,5)	(1,4)	(13,9)
Coût des services passés	0,2	-	0,2	0,4	-	0,4
Règlements	-	(0,2)	(0,2)	-	-	-
Charge de retraite nette	6,4 \$	0,9 \$	7,3 \$	7,9 \$	0,3 \$	8,2 \$
Régimes complémentaires						
Coût des services rendus durant l'exercice	1,4 \$	0,1 \$	1,5 \$	1,2 \$	0,1 \$	1,3 \$
Coût financier	2,2	0,5	2,7	2,0	0,4	2,4
Coût des services passés	0,2	-	0,2	-	-	-
Charge de retraite nette	3,8 \$	0,6 \$	4,4 \$	3,2 \$	0,5 \$	3,7 \$
Total de la charge de retraite nette	10,2 \$	1,5 \$	11,7 \$	11,1 \$	0,8 \$	11,9 \$

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012, une charge de retraite a été comptabilisée dans le coût des ventes à hauteur de 5,1 millions \$ (4,5 millions \$ en 2011), dans les frais de recherche et développement à hauteur de 1,7 million \$ (1,5 million \$ en 2011) et dans les frais de vente, généraux et d'administration à hauteur de 3,7 millions \$ (4,9 millions \$ en 2011); un montant de 1,2 million \$ (1,0 million \$ en 2011) a été inscrit à l'actif.

Le pourcentage des principales catégories d'actif qui constituent la juste valeur des actifs des régimes est présenté ci-après :

Aux 31 mars	Régimes au Canada		Régime aux Pays-Bas		Régime au R.-U.		Régime en Norvège	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Titres de capitaux propres	62 %	63 %	24 %	25 %	60 %	53 %	9 %	21 %
Titres d'emprunt	36 %	37 %	76 %	75 %	29 %	47 %	73 %	49 %
Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	18 %	18 %
Autres	2 %	-	-	-	11 %	-	-	12 %
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Au 31 mars 2012, les actifs des régimes de retraite comprenaient des actions ordinaires de la Société d'une juste valeur de 0,3 million \$ (0,9 million \$ en 2011 et 0,7 million \$ au 1^{er} avril 2010).

Principales hypothèses (moyenne pondérée) :

	2012	Au Canada 2011	2012	À l'étranger 2011
Obligations au titre des prestations aux 31 mars :				
Taux d'actualisation	4,75%	5,75%	4,12%	5,13%
Taux de croissance des salaires	3,50%	3,50%	2,98%	2,35%
Charge de retraite nette pour les exercices clos les 31 mars :				
Rendement prévu des actifs des régimes	7,00%	7,00%	5,20%	5,57%
Taux d'actualisation	5,75%	5,75%	5,13%	5,12%
Taux de croissance des salaires	3,50%	3,50%	2,35%	2,04%

Les montants liés aux régimes par capitalisation et aux régimes complémentaires s'établissent comme suit :

<i>Aux 31 mars</i> <i>(montants en millions)</i>	2012	2011
Régimes par capitalisation au Canada		
Obligations au titre des prestations définies	279,4 \$	217,7 \$
Actifs des régimes	228,6	206,4
Déficit	50,8	11,3
(Pertes) profits sur les ajustements des passifs des régimes liés à l'expérience	(0,6)	2,8
(Pertes) profits sur les ajustements des actifs des régimes liés à l'expérience	(4,9)	9,6
Régimes par capitalisation à l'étranger		
Obligations au titre des prestations définies	41,0 \$	37,2 \$
Actifs des régimes	34,6	32,4
Déficit	6,4	4,8
Profits (pertes) sur les ajustements des passifs des régimes liés à l'expérience	1,3	(0,6)
Profits sur les ajustements des actifs des régimes liés à l'expérience	0,7	2,1
Régimes complémentaires au Canada		
Obligations au titre des prestations définies	47,9 \$	38,3 \$
Pertes sur les ajustements des passifs des régimes liés à l'expérience	(2,6)	(1,6)
Régimes complémentaires à l'étranger		
Obligations au titre des prestations définies	9,2 \$	8,7 \$
Pertes sur les ajustements des passifs des régimes liés à l'expérience	(0,6)	(0,5)

Au 31 mars 2012, le cumul des pertes actuarielles nettes avant impôt sur le résultat porté aux autres éléments du résultat global s'établissait à 56,3 millions \$ (8,6 millions \$ en 2011 après déduction des profits actuariels nets).

Les cotisations prévues pour le prochain exercice sont présentées ci-après :

<i>(montants en millions)</i>	Régimes par capitalisation		Régimes complémentaires	
	Au Canada	À l'étranger	Au Canada	À l'étranger
Cotisations prévues – exercice 2013	30,5 \$	1,8 \$	2,5 \$	0,6 \$

NOTE 16 – PROFITS DIFFÉRÉS ET AUTRES PASSIFS NON COURANTS

<i>(montants en millions)</i>	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Profits différés découlant des cessions-bails ¹⁾	44,0 \$	48,8 \$	49,6 \$
Produits différés	95,4	86,1	46,3
Obligations au titre de la rémunération en vertu du RDLT et du RDNR (note 24)	33,9	41,3	22,9
Montant à payer au titre de licences	4,9	7,1	5,0
Profits différés et autres	7,8	4,3	5,5
	186,0 \$	187,6 \$	129,3 \$

¹⁾ La dotation aux amortissements connexe s'est chiffrée à 4,8 millions \$ pour l'exercice (4,8 millions \$ en 2011).

NOTE 17 – IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT**Charge d'impôt sur le résultat**

Le rapprochement des impôts sur le résultat aux taux canadiens prévus par la loi et des impôts sur le résultat présentés s'établit comme suit :

<i>Exercices clos les 31 mars</i> <i>(montants en millions, sauf les taux d'impôt sur le résultat)</i>	2012		2011	
Résultat avant impôts sur le résultat	239,5	\$	222,6	\$
Taux d'impôt canadiens prévus par la loi	27,99	%	29,51	%
Impôts sur le résultat aux taux canadiens prévus par la loi	67,0	\$	65,7	\$
Écart entre les taux canadiens prévus par la loi et ceux applicables aux filiales à l'étranger	(9,3)		(9,6)	
Pertes non prises en compte aux fins fiscales	5,0		4,8	
Avantage d'impôt découlant de pertes opérationnelles non constatées antérieurement	(3,0)		(1,8)	
Gain en capital non imposable	(0,5)		(0,9)	
Éléments non déductibles	3,6		3,9	
Ajustements et cotisations d'impôt d'exercices antérieurs	1,0		3,5	
Incidence du changement de taux d'impôt sur les impôts sur le résultat futurs	(2,7)		(3,1)	
Crédits d'impôt à l'investissement pour la recherche et le développement non imposables	(1,2)		(1,2)	
Autres avantages d'impôt non constatés antérieurement	(5,3)		(6,9)	
Autres	2,9		7,3	
Total de la charge d'impôt sur le résultat	57,5	\$	61,7	\$

Les taux d'impôt prévus par les lois applicables se sont établis à 27,99 % en 2012 et à 29,51 % en 2011. Le taux d'impôt applicable de la Société correspond aux taux canadiens combinés en vigueur dans les territoires où la Société exerce ses activités. La diminution est principalement attribuable à la réduction du taux d'impôt fédéral en 2012, qui a été ramené de 17,63 % à 16,13 %.

Les principaux éléments de la charge d'impôt sur le résultat s'établissent comme suit :

<i>Exercices clos les 31 mars</i> <i>(montants en millions)</i>	2012		2011	
Charge d'impôt sur le résultat exigible :				
Période à l'étude	21,5	\$	8,6	\$
Ajustement au titre des exercices antérieurs	(0,4)		1,1	
Charge (économie) d'impôt sur le résultat différé :				
Avantage d'impôt non constaté antérieurement utilisé afin de réduire la charge d'impôt différé	(8,3)		(8,7)	
Incidence du changement de taux d'impôt sur les impôts sur le résultat différés	(2,7)		(3,2)	
Création et résorption de différences temporelles	47,4		63,9	
Total de la charge d'impôt sur le résultat	57,5	\$	61,7	\$

Impôts sur le résultat comptabilisés dans les autres éléments du résultat global

Le recouvrement de l'impôt sur le résultat différé comptabilisés dans les autres éléments du résultat global s'élève à 21,3 millions \$ au 31 mars 2012 (charge d'impôt sur le résultat différé de 3,1 millions au 31 mars 2011).

Actifs et passifs d'impôt différé

Les actifs et passifs d'impôt différés sont attribuables à ce qui suit :

<i>Aux 31 mars</i> <i>(montants en millions)</i>	Actifs		Passifs		Montant net	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Reports prospectifs des pertes autres qu'en capital	44,2	\$ 40,9	\$ -	\$ -	\$ 44,2	\$ 40,9
Actifs incorporels	9,2	9,2	(49,4)	(30,5)	(40,2)	(21,3)
Montants non déductibles pour l'exercice	25,5	26,2	-	-	25,5	26,2
Produits différés	11,0	9,6	-	-	11,0	9,6
Report d'avantage d'impôt	5,2	5,0	-	-	5,2	5,0
Frais de recherche et de développement non réclamés	7,7	6,2	-	-	7,7	6,2
Crédits d'impôt à l'investissement	-	-	(18,9)	(14,7)	(18,9)	(14,7)
Immobilisations corporelles	13,8	10,7	(95,1)	(75,6)	(81,3)	(64,9)
Profits (pertes) de change latents	0,1	0,1	(4,9)	(7,4)	(4,8)	(7,3)
Instruments financiers	3,6	3,1	(1,6)	(4,0)	2,0	(0,9)
Aide gouvernementale	-	5,1	(3,1)	-	(3,1)	5,1
Régimes d'avantages du personnel	27,2	13,6	-	-	27,2	13,6
Pourcentage d'avancement contre contrat terminé	-	-	(36,3)	(38,2)	(36,3)	(38,2)
Autres	0,8	1,4	(6,7)	(4,5)	(5,9)	(3,1)
Actifs (passifs) d'impôt	148,3	\$ 131,1	\$ (216,0)	\$ (174,9)	\$ (67,7)	\$ (43,8)
	(124,2)	(110,4)	124,2	110,4	-	-
Actifs (passifs) d'impôt sur le résultat différé, montant net	24,1	\$ 20,7	\$ (91,8)	\$ (64,5)	\$ (67,7)	\$ (43,8)

L'analyse des actifs et des passifs d'impôt différé est présentée ci-après :

<i>Aux 31 mars</i> <i>(montants en millions)</i>	2012	2011
Actifs d'impôt différé :		
Actif d'impôt différé devant être recouvré dans les 12 mois	3,9	\$ 7,6
Actif d'impôt différé devant être recouvré dans plus de 12 mois	144,4	123,5
	148,3	\$ 131,1
Passifs d'impôt différé :		
Passif d'impôt différé devant être recouvré dans les 12 mois	(0,7)	\$ (3,2)
Passif d'impôt différé devant être recouvré dans plus de 12 mois	(215,3)	(171,7)
	(216,0)	\$ (174,9)
Passifs d'impôt sur le résultat différé, montant net	(67,7)	\$ (43,8)

La variation des différences temporelles durant l'exercice 2012 s'établit comme suit :

<i>(montants en millions)</i>	Solde au 1 ^{er} avril 2011	Comptabilisé en résultat	Comptabilisé dans les AERG	Acquisition d'une filiale	Solde au 31 mars 2012
Reports prospectifs des pertes autres qu'en capital	40,9	\$ 1,9	\$ (0,5)	\$ 1,9	\$ 44,2
Actifs incorporels	(21,3)	(5,7)	0,4	(13,6)	(40,2)
Montants non déductibles pour l'exercice	26,2	(2,0)	0,1	1,2	25,5
Produits différés	9,6	(1,4)	-	2,8	11,0
Report d'avantage d'impôt	5,0	0,2	(0,1)	0,1	5,2
Frais de recherche et de développement non réclamés	6,2	1,5	-	-	7,7
Crédits d'impôt à l'investissement	(14,7)	(4,2)	-	-	(18,9)
Immobilisations corporelles	(64,9)	(14,9)	(1,0)	(0,5)	(81,3)
Profits (pertes) de change latents	(7,3)	2,4	0,1	-	(4,8)
Instruments financiers	(0,9)	(1,0)	3,9	-	2,0
Aide gouvernementale	5,1	(8,2)	-	-	(3,1)
Régimes d'avantages du personnel	13,6	(3,8)	17,4	-	27,2
Pourcentage d'avancement contre contrat terminé	(38,2)	1,8	0,1	-	(36,3)
Autres	(3,1)	(3,0)	0,2	-	(5,9)
(Passifs) actifs d'impôt sur le résultat différé, montant net	(43,8)	\$ (36,4)	\$ 20,6	\$ (8,1)	\$ (67,7)

La variation des différences temporelles durant l'exercice 2011 s'établit comme suit :

<i>(montants en millions)</i>	Solde au 1 ^{er} avril 2010	Comptabilisé en résultat	Comptabilisé dans les AERG	Acquisition d'une filiale	Solde au 31 mars 2011
Reports prospectifs des pertes autres qu'en capital	32,8	\$ 8,6	\$ (0,5)	\$ -	\$ 40,9
Actifs incorporels	(16,4)	(3,5)	0,3	(1,7)	(21,3)
Montants non déductibles pour l'exercice	25,2	1,1	(0,1)	-	26,2
Produits différés	7,7	2,0	(0,1)	-	9,6
Report d'avantage d'impôt	4,6	0,4	-	-	5,0
Frais de recherche et de développement non réclamés	5,3	0,9	-	-	6,2
Crédits d'impôt à l'investissement	(13,7)	(1,1)	0,1	-	(14,7)
Immobilisations corporelles	(37,5)	(29,4)	2,0	-	(64,9)
Profits (pertes) de change latents	(6,9)	(0,4)	-	-	(7,3)
Instruments financiers	(4,7)	4,9	(1,1)	-	(0,9)
Aide gouvernementale	12,5	(7,4)	-	-	5,1
Régimes d'avantages du personnel	20,2	(4,3)	(2,3)	-	13,6
Pourcentage d'avancement contre contrat terminé	(15,1)	(23,1)	-	-	(38,2)
Autres	(2,5)	(0,7)	0,1	-	(3,1)
Actifs (passifs) d'impôt sur le résultat différé, montant net	11,5	\$ (52,0)	\$ (1,6)	\$ (1,7)	\$ (43,8)

Suite à l'acquisition de METI, la Société a comptabilisé des actifs d'impôt différé de 2,0 millions \$ au titre de ses pertes non comptabilisées antérieures à l'acquisition.

Au 31 mars 2012, des différences temporelles de 327,5 millions \$ découlant de placements dans des établissements à l'étranger, y compris des filiales et des coentreprises, n'avaient pas été comptabilisées. En effet, la Société contrôle la décision d'engager ou non le passif, et ne croit pas qu'il le sera dans un avenir prévisible.

Les pertes autres qu'en capital à des fins fiscales expirent comme suit :

(montants en millions)

Année d'expiration	Non constatées	Constatées
2013	-	7,4
2014	0,3	0,8
2015	-	0,1
2016	3,1	-
2017	1,7	-
2018	2,2	-
2019 à 2031	16,0	63,5
Sans expiration	16,2	72,3
	39,5	144,1

Au 31 mars 2012, des différences temporelles de 280,3 millions \$ n'avaient pas été comptabilisées. Ces montants se renverseront au courant des 30 prochaines années. La Société a également cumulé 1,1 million \$ de pertes en capital reportées, relativement à des activités exercées aux États-Unis, pour lesquels aucun actif d'impôt sur le résultat a été comptabilisé. Ces pertes en capital expirent en 2013.

NOTE 18 – CAPITAL-ACTIONS, RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES

Capital-actions

Actions autorisées

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale et un nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale pouvant être émises en séries.

Les actions privilégiées peuvent être émises avec des droits et des conditions qui seront déterminés par le conseil d'administration, avant leur émission. À ce jour, la Société n'a émis aucune action privilégiée.

Actions émises

Le rapprochement des données sur les actions ordinaires émises et en circulation de la Société est présenté à l'état consolidé des variations en capitaux propres. Au 31 mars 2012, 258 266 295 actions étaient émises et entièrement libérées (256 964 756 en 2011).

Calcul du résultat par action

Le tableau qui suit présente les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

Exercices clos les 31 mars	2012	2011
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	257 461 318	256 687 378
Effet dilutif des options sur actions	763 581	809 076
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	258 224 899	257 496 454

Au 31 mars 2012, des options sur 2 671 643 actions ordinaires (1 821 675 en 2011) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Dividendes

Les dividendes déclarés pour l'exercice 2012 se sont élevés à 41,2 millions \$, soit 0,16 \$ par action (38,5 millions \$ en 2011, soit 0,15 \$ par action).

NOTE 19 – CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Aux 31 mars (montants en millions)	Différences de conversion		Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie		Variations nettes des instruments financiers disponibles à la vente		Total	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Soldes à l'ouverture de l'exercice	(20,5) \$	- \$	10,3 \$	10,9 \$	0,4 \$	0,5 \$	(9,8) \$	11,4 \$
Autres éléments du résultat global	10,3	(20,5)	(10,3)	(0,6)	-	(0,1)	-	(21,2)
Soldes à la clôture de l'exercice	(10,2) \$	(20,5) \$	- \$	10,3 \$	0,4 \$	0,4 \$	(9,8) \$	(9,8) \$

NOTE 20 – RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL

Le tableau qui suit présente le montant total de la charge de rémunération du personnel comptabilisée en résultat net :

<i>Exercices clos les 31 mars (montant en millions)</i>	2012	2011
Charges de personnel	627,8 \$	573,7 \$
Paielements fondés sur des actions, déduction faite du swap sur actions	14,2	20,4
Charges de retraite – régimes à prestations définies	10,5	10,9
Charges de retraite – régimes à cotisations définies	6,7	6,1
Total de la charge de rémunération du personnel	659,2 \$	611,1 \$

NOTE 21 – DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS**Dépréciation des immobilisations corporelles**

Au cours de l'exercice 2012, une perte de valeur de 0,5 million \$ qui correspond à la réduction de valeur d'un bâtiment pour le ramener à sa valeur recouvrable a été comptabilisée dans le coût des ventes du secteur Formation et services associés – Civil. L'actif avait une valeur comptable de 6,1 millions \$. La valeur recouvrable a été établie d'après la juste valeur diminuée des coûts de vente.

Dépréciation des immobilisations incorporelles

Au cours de l'exercice 2012, une perte de valeur de 1,3 million \$ qui correspond à la réduction de valeur d'une relation client a été comptabilisée dans le coût des ventes du secteur Nouveaux marchés principaux. L'actif avait une valeur comptable de 2,6 millions \$. Un test de dépréciation a été nécessaire pour l'exercice écoulé en raison d'une modification apportée à un contrat lors de l'acquisition de METI en août 2011. La valeur recouvrable a été estimée en fonction de la valeur d'utilité.

De plus, une perte de valeur de 3,5 millions \$ qui correspond essentiellement à la réduction à zéro de la valeur de certains frais de développement reportés et d'autres logiciels, encore une fois dans le secteur Nouveaux marchés principaux, a été comptabilisée dans les frais de recherche et de développement au cours de l'exercice. Un test de dépréciation a été nécessaire pour l'exercice écoulé en raison de l'acquisition de METI et du réalignement subséquent de la stratégie visant le marché des soins de santé.

NOTE 22 – AUTRES (PROFITS) PERTES – MONTANT NET

<i>Exercices clos les 31 mars (montants en millions)</i>	2012	2011
Cession ou mise hors service d'immobilisations corporelles	(10,2) \$	(1,1) \$
Montant net des différences de conversion	(0,5)	(5,8)
Profit à la vente d'une filiale	-	(1,1)
Produits de dividendes	(4,0)	(6,6)
Produits de redevances	(0,7)	(0,4)
Libération des différences de conversion	-	(0,6)
Réévaluation de l'intérêt détenue au préalable d'un actif financier disponible à la vente	0,3	-
Autres	(6,1)	(2,6)
Autres (profits) pertes – montant net	(21,2) \$	(18,2) \$

NOTE 23 – CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

<i>Exercices clos les 31 mars</i> <i>(montants en millions)</i>	2012	2011
Charges financières :		
Dettes à long terme (sauf les contrats de location-financement)	38,0 \$	32,2 \$
Contrats de location-financement	11,2	12,6
Obligations relatives aux redevances	13,6	13,4
Dotation aux amortissements des frais de financement	1,6	1,8
Désactualisation des provisions	1,9	1,4
Autres	7,1	5,4
Charge d'intérêts postérieure aux swaps de taux d'intérêt	(2,0)	(2,0)
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif ¹⁾	(2,2)	(0,4)
Charges financières	69,2 \$	64,4
Produits financiers :		
Produit d'intérêts sur les prêts et créances	(1,6) \$	(0,2) \$
Autres	(5,0)	(4,2)
Produits financiers	(6,6) \$	(4,4) \$
Charges financières – montant net	62,6 \$	60,0 \$

¹⁾ Le taux moyen d'inscription à l'actif utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt admissibles à l'inscription à l'actif était de 5,2 % en 2012 (6,0 % en 2011).

NOTE 24 – PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les cinq régimes de la Société dont le paiement est fondé sur des actions se divisent en deux catégories : d'une part, le régime d'options sur actions (ROA), qui est admissible en tant que régime dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en instruments de capitaux propres; et d'autre part, le régime d'actionnariat (RA), le régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA), les régimes de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDLT) et les régimes de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme (RDNR), qui sont admissibles en tant que régimes dont le paiement est fondé sur des actions et réglés en trésorerie.

L'incidence avant impôts sur le résultat des arrangements de paiements fondés sur des actions sur le compte consolidé de résultat et l'état consolidé de la situation financière aux 31 mars et pour les exercices clos à ces dates est présentée ci-après :

<i>(montants en millions)</i>	Charge (économie) de rémunération		Montant comptabilisé dans l'état consolidé de la situation financière	
	2012	2011	2012	2011
Rémunération fondée sur des actions réglée en trésorerie :				
RA	5,4 \$	4,6 \$	- \$	- \$
RDDVA	(0,8)	3,1	(8,2)	(9,0)
RDLT, déduction faite du swap sur actions	4,5	2,4	(21,5)	(22,0)
RDNR	2,4	7,2	(12,2)	(9,9)
Total de la rémunération fondée sur des actions réglée en trésorerie	11,5 \$	17,3 \$	(41,9) \$	(40,9) \$
Rémunération fondée sur des actions réglée en actions :				
ROA	3,7	3,9	(19,2)	(17,1)
Total de la rémunération fondée sur des actions réglée en actions	3,7 \$	3,9 \$	(19,2) \$	(17,1) \$
Total de la rémunération fondée sur des actions	15,2 \$	21,2 \$	(61,1) \$	(58,0) \$

La charge de rémunération présentée ci-dessus tient compte de coûts inscrits à l'actif de 1,0 million \$ (0,8 million \$ en 2011).

Les régimes dont le paiement est fondé sur des actions sont décrits ci-après. Il n'y a eu aucune annulation des régimes au cours des exercices 2012 et 2011.

Régime d'options d'achat d'actions

Conformément au programme d'intéressement à long terme institué par la Société, cette dernière peut attribuer à ses dirigeants et aux autres salariés clés de ses filiales des options visant l'achat d'actions ordinaires de la Société à un prix d'exercice équivalant à 100 % du cours du marché à la date de leur attribution. Le cours du marché correspond au cours de clôture moyen pondéré des actions ordinaires à la Bourse de Toronto (TSX) pour les cinq derniers jours de négociation précédant la date de l'attribution.

Au 31 mars 2012, le nombre total autorisé d'actions ordinaires pouvant encore être émises aux termes du régime d'options d'achat d'actions (ROA) était de 12 787 026 (13 325 626 en 2011). Les options peuvent être exercées au cours d'une période d'au plus sept ans (six ans pour les options émises avant le 31 mars 2011), mais ne peuvent l'être dans les 12 mois suivant la date de leur attribution. Le droit d'exercer toutes les options devient acquis après une période de quatre ans de service continu à compter de la date

d'attribution. Le processus d'acquisition des droits liés aux options se poursuit après la date du départ à la retraite, sous réserve du délai d'acquisition de quatre ans. Toutefois, s'il survient un changement de contrôle de la Société, les options en cours peuvent être exercées immédiatement par leurs porteurs. Elles font l'objet d'un ajustement au prorata à la suite du versement de dividendes en actions ou de tout fractionnement d'actions ordinaires de la Société.

Les options en cours se présentent comme suit :

<i>Exercices clos les 31 mars</i>	2012		2011	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en cours à l'ouverture de l'exercice	6 020 489	9,67 \$	5 818 386	9,50 \$
Attribuées	1 223 434	12,25	836 614	9,65
Exercées	(538 600)	8,18	(394 850)	6,84
Éteintes	(224 280)	11,88	(224 161)	10,29
Échues	(7 275)	13,18	(15 500)	5,45
Options en cours à la clôture de l'exercice	6 473 768	10,20 \$	6 020 489	9,67 \$
Options pouvant être exercées à la clôture de l'exercice	3 134 974	10,73 \$	2 345 225	10,78 \$

Le tableau suivant présente des informations sur le ROA de la Société au 31 mars 2012 :

<i>Fourchette de prix d'exercice</i>	Options en cours			Options pouvant être exercées		
	Nombre d'options en cours	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options pouvant être exercées	Prix d'exercice moyen pondéré	
7,29 \$ à 9,41 \$	2 950 890	3,18	7,53 \$	1 443 350	7,57 \$	\$
9,55 \$ à 11,37 \$	876 455	4,58	9,73	154 304	9,68	
11,39 \$ à 14,10 \$	2 646 423	3,19	13,35	1 537 320	13,80	
Total	6 473 768	3,37	10,20 \$	3 134 974	10,73 \$	\$

Le cours du marché moyen pondéré des options sur actions exercées en 2012 s'établit à 11,70 \$ (11,28 \$ en 2011).

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012, la charge de rémunération liée aux options sur actions de CAE, s'établissant à 3,7 millions \$ (3,9 millions \$ en 2011), a été constatée dans le compte consolidé de résultat, et un montant correspondant a été porté au crédit du surplus d'apport en utilisant la méthode de la juste valeur pour la comptabilisation des attributions effectuées depuis 2008.

Les hypothèses qui ont servi aux calculs dont il est question dans la présente note et qui portent sur les options sont les suivantes :

	2012	2011
Hypothèses moyennes pondérées utilisées pour le modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes :		
Cours moyen pondéré de l'action	12,12 \$	9,69 \$
Prix d'exercice	12,25 \$	9,65 \$
Rendement prévu de l'action	1,33 %	1,26 %
Volatilité prévue	34,05 %	34,92 %
Taux d'intérêt sans risque	2,16 %	2,56 %
Durée prévue des options	5 ans	4 ans
Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées	3,33 \$	2,84 \$

La volatilité prévue est estimée en tenant compte de la volatilité du cours moyen historique de l'action par rapport à la durée prévue des options.

Régime d'actionariat

La Société a institué un régime d'actionariat (RA) afin de permettre à ses salariés et à ceux de ses filiales participantes d'acheter des actions ordinaires de CAE par voie de retenues salariales régulières ou de cotisations forfaitaires, auxquelles s'ajoutent des cotisations patronales. La Société et ses filiales participantes versent des cotisations égales à celles des salariés pour la première tranche de 500 \$ que ceux-ci y versent, puis 1 \$ pour chaque tranche supplémentaire de 2 \$ versée par les salariés, jusqu'à concurrence de 3 % de leur salaire de base. La Société a inscrit une charge de rémunération de 5,4 millions \$ (4,6 millions \$ en 2011) au titre des cotisations patronales à ce régime.

Régime de droits différés à la valeur d'actions

La Société a institué un régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA) à l'intention de ses dirigeants, régime aux termes duquel ceux-ci peuvent choisir de recevoir toute rémunération d'intéressement en trésorerie sous forme de droits différés à la valeur d'actions (DDVA). Ce régime vise à promouvoir une meilleure harmonisation des intérêts des dirigeants et de ceux des actionnaires. Un DDVA a la même valeur qu'une action ordinaire. Ces droits sont émis à un prix fondé sur le cours vendeur de clôture moyen d'une

action faisant partie d'un lot régulier d'actions ordinaires de CAE à la Bourse de Toronto dans les 10 derniers jours de négociation précédant la date de leur émission. Ces droits donnent également droit à des dividendes sous forme de droits supplémentaires dont le montant équivaut aux dividendes versés sur les actions ordinaires de CAE. Les DDVA expirent lorsque le porteur quitte son poste. Le porteur a alors le droit de toucher un paiement en trésorerie correspondant à la juste valeur marchande du nombre équivalent d'actions ordinaires, déduction faite de certaines retenues.

La Société offre également un RDDVA à l'intention de ses administrateurs qui ne sont pas des salariés. Un administrateur qui n'est pas salarié de la Société et qui détient moins que les avoirs minimaux d'actions ordinaires de la Société reçoit le montant qui lui est dû à titre d'acompte et de jetons de présence sous forme de droits différés à la valeur d'actions. Pour détenir les avoirs minimums d'actions ordinaires, un administrateur qui n'est pas salarié doit détenir au moins un nombre d'actions ordinaires ou d'actions à dividendes différés dont la juste valeur équivaut à trois fois l'acompte annuel à verser à un administrateur pour son rôle au conseil d'administration. Il peut alors choisir de prendre part au régime relativement à la moitié ou à la totalité du montant qu'il doit recevoir à titre d'acompte et à une partie ou à la totalité des jetons de présence auxquels il a droit. Les modalités de ce régime sont essentiellement les mêmes que celles du RDDVA destiné aux dirigeants, sauf que les droits sont émis à un prix fondé sur le cours vendeur de clôture d'une action faisant partie d'un lot régulier d'actions ordinaires de CAE à la Bourse de Toronto le dernier jour de négociation précédant la date de leur émission.

La Société inscrit le coût des RDDVA à titre de charge de rémunération et comptabilise le passif non courant connexe dans l'état consolidé de la situation financière au poste *Profits différés et autres passifs non courants*. L'économie constatée pour l'exercice 2012 s'est élevée à 0,8 million \$ (charge de 3,1 millions \$ en 2011).

Le tableau suivant présente les DDVA en cours :

<i>Exercices clos les 31 mars</i>	2012	2011
DDVA en cours à l'ouverture de l'exercice	699 866	595 431
Droits attribués	94 441	95 782
Droits annulés	-	-
Droits rachetés	-	-
Dividendes versés sous forme de droits	11 220	8 653
DDVA en cours à la clôture de l'exercice	805 527	699 866
DDVA acquis à la clôture de l'exercice	805 527	699 866

Les valeurs intrinsèques des DDVA s'établissent à 8,2 millions \$ au 31 mars 2012 (9,0 millions \$ en 2011).

Régimes de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme

La Société offre un régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDLT) aux dirigeants et à des membres de la haute direction dans le but de promouvoir une meilleure harmonisation des intérêts des dirigeants et de ceux des actionnaires. Un droit différé à la valeur des actions (DDVA-LT) attribué en vertu de ces régimes a la même valeur qu'une action ordinaire à une date donnée. En outre, ces DDVA-LT donnent droit à des équivalents de dividende qui sont payables sous forme de droits supplémentaires, selon un montant égal aux dividendes versés sur les actions ordinaires de CAE. Les participants admissibles ont le droit de recevoir un paiement en trésorerie équivalant à la juste valeur marchande du nombre de DDVA-LT détenus au moment de la cessation d'emploi. Au départ à la retraite, les droits non acquis continuent d'être acquis jusqu'au 30 novembre de l'année suivant la date du départ à la retraite. Dans le cas des participants visés par l'article 409A de l'Internal Revenue Code des États-Unis, les droits non acquis sont acquis au moment du départ à la retraite.

En vertu de ce régime, les droits attribués sont acquis de façon égale sur cinq ans et tous les droits non acquis sont immédiatement acquis à la suite d'une offre publique d'achat. L'économie constatée pour l'exercice 2012 s'est élevée à 1,7 million \$ (charge de 11,3 millions \$ en 2011).

La Société a conclu des swaps sur actions dans le but de réduire l'effet des fluctuations du cours de ses actions sur ses résultats (voir la note 30).

Le tableau suivant présente les DDVA-LT en cours en vertu de tous les régimes :

<i>Exercices clos les 31 mars</i>	2012	2011
DDVA-LT en cours à l'ouverture de l'exercice	2 333 669	2 832 972
Droits attribués	241 266	381 258
Droits annulés	(64 883)	(72 635)
Droits rachetés	(115 927)	(847 073)
Dividendes versés sous forme de droits	37 189	39 147
DDVA-LT en cours à la clôture de l'exercice	2 431 314	2 333 669
DDVA-LT acquis à la clôture de l'exercice	2 000 614	1 818 701

Les valeurs intrinsèques des DDVA-LT s'établissent à 20,5 millions \$ au 31 mars 2012 (23,4 millions \$ en 2011).

Régimes de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme

La Société offre des régimes de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme (RDNR) afin d'améliorer la capacité de la Société à attirer et à garder à son service des salariés de talent et à promouvoir une meilleure harmonisation des intérêts des participants admissibles au régime et de ceux des actionnaires. Les RDNR sont des régimes d'intéressement fondé sur des actions.

Régime de l'exercice 2008

Les droits à la valeur d'actions de négociation restreinte (DNR) qui sont attribués en vertu du régime deviennent acquis au troisième anniversaire de leur date d'attribution, comme suit :

- i) Les droits sont acquis à 100 % si les actions de CAE affichent une plus-value correspondant au moins à un taux de croissance annuel composé minimal, défini comme le taux de rendement sans risque sur 10 ans de la Banque du Canada à la date d'acquisition plus 350 points de base (3,50 %), durant la période d'évaluation, ou, dans le cas d'une acquisition au prorata, à la fin de la période visée par le calcul proportionnel;
- ii) Les droits sont acquis à 50 % si, selon le prix d'attribution des droits, le cours moyen de clôture des actions ordinaires de CAE a égalé ou dépassé le rendement des sociétés inscrites à l'indice Standard & Poor's Aerospace and Defence Index (S&P A&D index), rajusté en fonction des dividendes, ou, dans le cas d'une acquisition au prorata, à la fin de la période visée par le calcul proportionnel.

Les participants dont la cessation d'emploi n'est ni volontaire ni motivée peuvent se prévaloir d'une acquisition au prorata conditionnelle. La charge constatée pour l'exercice 2012 s'est élevée à 1,0 million \$ (2,7 millions \$ en 2011).

Régime de l'exercice 2011

En mai 2010, la Société a modifié le régime de l'exercice 2008 pour l'exercice 2011 et ceux à venir. Les DNR qui sont attribués en vertu du régime modifié deviennent acquis au troisième anniversaire de leur date d'attribution, comme suit :

- i) Les trois premières années, les droits sont acquis à raison d'un sixième du nombre total de droits attribués multiplié par un facteur calculé d'après la performance relative de la rentabilité totale pour l'actionnaire (TSR) sur un an du cours des actions de CAE par rapport à l'indice S&P A&D pour la période du 1^{er} avril au 31 mars précédant immédiatement chacun des trois premiers anniversaires de la date d'attribution, d'après la règle suivante :

Rendement relatif TSR annuel	Facteur
1 ^{er} quartile (0 à 25 ^e centile)	-
2 ^e quartile (26 ^e à 50 ^e centile)	50 % à 98 %
3 ^e quartile (51 ^e à 75 ^e centile)	100 % à 148 %
4 ^e quartile (76 ^e à 100 ^e centile)	150 %

- ii) La dernière année, les droits sont acquis à raison de 50 % du nombre total de droits attribués multiplié par un facteur calculé d'après la performance relative TSR sur trois ans du cours des actions de CAE par rapport à l'indice S&P A&D pour la période du 1^{er} avril (précédant immédiatement la date d'attribution) au 31 mars (précédant immédiatement le troisième anniversaire de la date d'attribution), d'après la même règle que celle figurant dans le tableau précédent.

Les participants dont la cessation d'emploi n'est ni volontaire ni motivée sont admissibles aux droits acquis. La charge comptabilisée au cours de l'exercice 2012 s'est établie à 1,4 million \$ (4,5 millions \$ en 2011).

Le tableau suivant présente les DNR en cours en vertu de tous les régimes :

<i>Exercices clos les 31 mars</i>	Régime de l'exercice 2011		Régime de l'exercice 2008	
	2012	2011	2012	2011
DNR en cours à l'ouverture de l'exercice	605 585	-	1 064 026	1 438 591
Droits attribués	480 276	628 532	-	-
Droits annulés	(65 895)	(22 947)	(403 293)	(374 565)
Droits rachetés	(5 811)	-	-	-
DNR en cours à la clôture de l'exercice	1 014 155	605 585	660 733	1 064 026
DNR acquis à la clôture de l'exercice	677 817	301 697	631 804	821 561

Les valeurs intrinsèques des DNR s'établissent à 12,2 millions \$ au 31 mars 2012 (9,9 millions \$ en 2011).

NOTE 25 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices clos les 31 mars
(montants en millions)

	2012	2011
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Comptes débiteurs	(11,0) \$	(56,6) \$
Contrats en cours : actifs	(7,0)	(18,3)
Stocks	(24,1)	13,7
Paievements d'avance	(0,6)	(9,3)
Impôts sur le résultat à recouvrer	(11,6)	(2,4)
Actifs financiers dérivés	48,0	39,8
Comptes créditeurs et charges à payer	6,8	58,1
Provisions	(2,2)	(11,1)
Impôts sur le résultat à payer	(2,6)	1,6
Contrats en cours : passifs	(22,2)	(63,6)
Passifs financiers dérivés	(45,2)	(30,9)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(71,7) \$	(79,0) \$

NOTE 26 – ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal de ses activités, la Société est partie à un certain nombre de poursuites et de réclamations et est exposée à certaines éventualités. Bien qu'il soit possible que la Société ait à régler des montants à l'égard desquels aucune provision n'a été établie, elle n'a aucune raison de croire que l'issue finale de ces questions aura une incidence importante sur sa situation financière consolidée.

NOTE 27 – ENGAGEMENTS**Engagements au titre de contrats de location simple**

Au 31 mars 2012, un montant de 26,0 millions \$ (37,3 millions \$ en 2011 et 50,4 millions \$ au 1^{er} avril 2010) était désigné en tant qu'engagement envers CVS Leasing Ltd.

Les montants minimaux futurs à payer au titre des contrats de location simple non résiliables s'établissent comme suit :

Exercices clos les 31 mars
(montants en millions)

	2012	2011
Un an ou moins	30,2 \$	29,0 \$
Plus de un an mais au plus cinq ans	79,0	65,2
Plus de cinq ans	32,8	25,7
	142,0 \$	119,9 \$

Les charges de location comptabilisées dans le compte consolidé de résultat s'établissent à 46,8 millions \$ (46,9 millions \$ en 2011).

Obligations d'achat contractuelles

Les principales obligations d'achat contractuelles s'établissent comme suit :

Exercices clos les 31 mars
(montants en millions)

	PS/C	PS/M	Total
2013	11,5 \$	4,0 \$	15,5 \$
2014	11,5	-	11,5
2015	11,5	-	11,5
	34,5 \$	4,0 \$	38,5 \$

Engagements au titre de contrats de location simple en tant que bailleur

Les montants minimaux futurs à recevoir au titre des contrats de location simple non résiliables s'établissent comme suit :

<i>Exercices clos les 31 mars (montants en millions)</i>	2012		2011	
Un an ou moins	4,5	\$	3,8	\$
Plus de un an mais au plus cinq ans	14,4		16,2	
Plus de cinq ans	1,8		3,1	
	20,7	\$	23,1	\$

NOTE 28 – GESTION DU RISQUE LIÉ AU CAPITAL

La gestion du capital de la Société vise les trois objectifs suivants :

- i) Maximiser l'utilisation des emprunts aux fins de la gestion du coût du capital de la Société;
- ii) Maintenir l'endettement de la Société à un niveau lui permettant de conserver sa santé financière et sa notation pour résister aux variations des cycles économiques;
- iii) Offrir aux actionnaires de la Société un taux de rendement du capital investi acceptable.

La Société gère son ratio de la dette sur les capitaux propres. Elle gère la structure de son capital et apporte des ajustements correspondants en fonction des fluctuations de la conjoncture économique et des caractéristiques du risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut modifier le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions ou utiliser des liquidités pour réduire la dette.

Dans cette optique, la Société assure le suivi de son capital à l'aide du ratio de la dette nette sur le capital. Ce ratio correspond à la dette nette divisée par la somme de la dette nette et du total des capitaux propres. La dette nette représente le total de la dette, y compris la partie courante (telle qu'elle figure à l'état consolidé de la situation financière, incluant la dette sans recours) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Le total des capitaux propres comprend le capital-actions, le surplus d'apport, le cumul des autres éléments du résultat global, les résultats non distribués et les participations ne donnant pas le contrôle.

L'endettement par rapport aux capitaux propres dans la structure du capital fait l'objet d'une surveillance, et les ratios s'établissent comme suit :

<i>(montants en millions)</i>	31 mars 2012		31 mars 2011		1 ^{er} avril 2010	
Total de la dette	821,6	\$	660,2	\$	669,4	\$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	287,3		276,4		312,9	
Dette nette	534,3	\$	383,8	\$	356,5	\$
Capitaux propres	1 042,2	\$	932,9	\$	818,4	\$
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres	34:66		29:71		30:70	

La Société a conclu des conventions d'emprunt qui exigent le maintien d'un certain montant de capital. Au 31 mars 2012, la Société respecte ses clauses restrictives de nature financière.

NOTE 29 – INSTRUMENTS FINANCIERS**Juste valeur des instruments financiers**

La juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et la juste valeur du risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour estimer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des liquidités soumises à restrictions, des comptes débiteurs, des contrats en cours et des comptes créditeurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des contrats de location-financement est estimée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie;
- iii) La juste valeur de la dette à long terme, des obligations à long terme et des comptes débiteurs non courants (incluant les avances) est estimée en fonction des flux de trésorerie actuels et calculés au moyen des taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires;
- iv) La juste valeur des instruments dérivés de la Société (y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés dont les caractéristiques et les risques économiques ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte) est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actuelle des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change, après ajustement pour tenir compte du risque de crédit propre à la Société et du risque de crédit de la contrepartie. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- v) La juste valeur des placements disponibles à la vente, s'il y a lieu, dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actuels, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché.

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit au 31 mars 2012 :

(montants en millions)

	À la juste valeur par le biais du résultat net	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Valeur comptable		Juste valeur
				DDRC ¹⁾	Total	
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de						
trésorerie	287,3 \$	- \$	- \$	- \$	287,3 \$	287,3 \$
Comptes débiteurs	-	-	295,6 ²⁾	-	295,6	295,6
Contrats en cours : actifs	-	-	245,8	-	245,8	245,8
Autres actifs	9,8 ³⁾	1,3 ⁴⁾	59,8 ⁵⁾	-	70,9	72,0
Actifs financiers dérivés	3,5	-	-	14,0	17,5	17,5
	300,6 \$	1,3 \$	601,2 \$	14,0 \$	917,1 \$	918,2 \$

	À la juste valeur par le biais du résultat net	Autres passifs financiers	Valeur comptable		Juste valeur
			DDRC ¹⁾	Total	
Passifs financiers					
Comptes créditeurs, charges à payer et					
provisions	- \$	444,9 ⁶⁾ \$	- \$	444,9 \$	444,9 \$
Total de la dette à long terme	-	825,6 ⁷⁾	-	825,6	916,1
Autres passifs non courants	-	170,5 ⁸⁾	-	170,5	170,5
Passifs financiers dérivés	5,5	-	20,1	25,6	25,6
	5,5 \$	1 441,0 \$	20,1 \$	1 466,6 \$	1 557,1 \$

1) DDRC : dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture.

2) Comprend les comptes clients, les comptes débiteurs non facturés et d'autres montants à recevoir.

3) Représente les liquidités soumises à restrictions.

4) Représente les placements de portefeuille de la Société.

5) Comprend les comptes débiteurs à long terme et les avances.

6) Comprend les comptes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

7) Abstraction faite des coûts de transaction.

8) Comprend les obligations à long terme au titre des redevances, les provisions à long terme et les autres passifs non courants.

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit au 31 mars 2011 :

(montants en millions)

					Valeur comptable	Juste valeur
	À la juste valeur par le biais du résultat net	Disponibles à la vente	Prêts et créances	DDRC ¹⁾	Total	
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents						
de trésorerie	276,4 \$	- \$	- \$	- \$	276,4 \$	276,4 \$
Comptes débiteurs	-	-	283,7 ²⁾	-	283,7	283,7
Contrats en cours : actifs	-	-	230,5	-	230,5	230,5
Autres actifs	10,6 ³⁾	1,8 ⁴⁾	44,2 ⁵⁾	-	56,6	59,1
Actifs financiers dérivés	8,2	-	-	22,3	30,5	30,5
	295,2 \$	1,8 \$	558,4 \$	22,3 \$	877,7 \$	880,2 \$
Passifs financiers						
Comptes créditeurs, charges à payer et provisions						
	- \$	- \$	506,0 ⁶⁾	- \$	506,0 \$	506,0 \$
Total de la dette à long terme	-	-	662,8 ⁷⁾	-	662,8	726,0
Autres passifs non courants	-	-	170,1 ⁸⁾	-	170,1	170,1
Passifs financiers dérivés	6,5	-	-	19,3	25,8	25,8
	6,5 \$	- \$	1 338,9 \$	19,3 \$	1 364,7 \$	1 427,9 \$

1) DDRC : dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture.

2) Comprend les comptes clients, les comptes débiteurs non facturés et d'autres montants à recevoir.

3) Représente les liquidités soumises à restrictions.

4) Représente les placements de portefeuille de la Société.

5) Comprend les comptes débiteurs à long terme et les avances.

6) Comprend les comptes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

7) Abstraction faite des coûts de transaction.

8) Comprend les obligations à long terme au titre des redevances, les provisions à long terme et les autres passifs non courants.

La Société n'a pas choisi de désigner volontairement ses instruments financiers comme étant détenus à la juste valeur par le biais du résultat net. En outre, aucune modification n'a été apportée au classement des instruments financiers depuis leur mise en place.

Dans le cadre de ses opérations financières, la Société, par l'intermédiaire de ses filiales, a donné en garantie certains actifs financiers tels que de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes débiteurs, d'autres actifs et des actifs dérivés. La valeur comptable de l'ensemble de ces actifs financiers donnés en garantie s'élevait à 70,5 millions \$ au 31 mars 2012 (74,6 millions \$ en 2011).

Hiérarchie de la juste valeur

Le tableau qui suit présente les instruments financiers constatés à la juste valeur, par catégorie. La hiérarchie de la juste valeur reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix) ou indirectement (comme les informations tirées des prix);

Niveau 3 : Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

<i>Aux 31 mars</i> <i>(montants en millions)</i>		2012			2011		
	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 2	Niveau 3	Total	
Actifs financiers							
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net							
Contrats de change à terme ¹⁾	3,2	-	3,2	6,2	-	6,2	\$
Dérivés incorporés sur devises ¹⁾	0,3	-	0,3	0,6	-	0,6	
Swaps sur actions	-	-	-	1,4	-	1,4	
Dérivés utilisés à des fins de couverture							
Contrats de change à terme	9,0	-	9,0	16,0	-	16,0	
Swaps de devises	4,8	-	4,8	5,0	-	5,0	
Swaps de taux d'intérêt	0,2	-	0,2	1,3	-	1,3	
	17,5	-	17,5	30,5	-	30,5	\$
Passifs financiers							
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net							
Contrats de change à terme ¹⁾	1,2	-	1,2	0,9	-	0,9	\$
Dérivés incorporés sur devises ¹⁾	3,3	-	3,3	5,6	-	5,6	
Swaps sur actions	1,0	-	1,0	-	-	-	
Dérivés utilisés à des fins de couverture							
Contrats de change à terme	6,8	-	6,8	8,0	-	8,0	
Swaps de devises	-	0,3	0,3	-	2,4	2,4	
Swaps de taux d'intérêt	10,6	2,4	13,0	7,3	1,6	8,9	
	22,9	2,7	25,6	21,8	4,0	25,8	\$

¹⁾ Ne comprend pas les dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture, qui sont présentés séparément.

Les variations des instruments financiers de niveau 3 sont comme suit :

<i>Exercices clos les 31 mars</i> <i>(montants en millions)</i>		2012	2011
Solde à l'ouverture de l'exercice		(4,0)	(4,7)
Total des profits (pertes) réalisés et latents			
Comptabilisés en résultat		(0,8)	(1,2)
Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global		2,1	1,9
Solde à la clôture de l'exercice		(2,7)	(4,0)

Analyse de sensibilité des données du niveau 3

Dans le cas de l'élément le plus important qui fait l'objet de techniques dépourvues de données observables (swap de devises roupies/dollars américains), la détermination du taux d'intérêt et de la prime de liquidité est le facteur qui influe le plus sur l'évaluation. L'effet d'une hausse ou d'une baisse de 1 % de cette donnée d'entrée se traduirait par une augmentation de la juste valeur de 0,6 million \$ (0,8 million \$ en 2011) ou par une baisse de la juste valeur de 0,6 million \$ (0,7 million \$ en 2011).

NOTE 30 – GESTION DES RISQUES FINANCIERS

En raison de la nature de ses activités et des instruments financiers qu'elle détient, la Société est principalement exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, notamment au risque de change et au risque de taux d'intérêt. La Société gère son exposition aux risques de crédit, de liquidité et de marché selon les paramètres de gestion des risques approuvés par le conseil d'administration. Ces paramètres de gestion des risques n'ont pas changé depuis la période précédente, sauf indication contraire.

La Société utilise des instruments dérivés pour gérer le risque de marché associé à la volatilité des taux de change, des taux d'intérêt et des paiements fondés sur des actions afin d'en réduire au minimum les conséquences sur ses résultats et sa situation financière.

Les dérivés incorporés sont comptabilisés à leur juste valeur séparément du contrat hôte lorsque les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte. La Société peut devenir partie à un instrument dérivé autonome dont la comptabilité de couverture n'est pas permise afin de compenser l'exposition au risque de change des dérivés sur devises incorporés. Dans de telles circonstances, les deux dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture avec comptabilisation des variations de la juste valeur dans le résultat net consolidé.

La Société a pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. La Société peut désigner ses instruments dérivés, qu'ils soient autonomes ou incorporés, comme éléments de couverture. Ce processus consiste à associer les instruments de couverture dérivés à des actifs ou à des passifs précis, à des engagements fermes ou à des transactions prévues. Dans une certaine mesure, la Société a recours à des passifs financiers non dérivés pour couvrir ses expositions au risque de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque que la Société subisse une perte financière si un débiteur manque à ses obligations découlant des ententes qu'il a conclues avec la Société. La Société est exposée au risque de crédit relativement à ses comptes débiteurs et à certains autres actifs dans le cours normal de ses activités. Elle est également exposée au risque de crédit dans le cadre de ses activités courantes de trésorerie en raison de sa trésorerie, de ses équivalents de trésorerie et de ses actifs financiers dérivés.

Le risque de crédit découlant des activités normales de la Société est géré en ce qui concerne le crédit accordé aux clients. La provision pour créances douteuses est établie lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que la Société soit dans l'impossibilité de recouvrer les montants dus conformément aux conditions initiales de la créance (voir la note 5). Lorsqu'un compte client n'est pas recouvrable, il est radié au moyen du compte de provision pour créances douteuses. Les recouvrements subséquents de montants radiés sont comptabilisés en résultat.

Les clients de la Société sont essentiellement des entreprises bien établies dont les notations sont publiquement affichées ou des organismes gouvernementaux, ce qui facilite la surveillance du risque de crédit. En outre, la Société reçoit habituellement d'importants acomptes non remboursables au titre des contrats de construction. La Société surveille de près son risque lié aux principales compagnies aériennes afin de le réduire autant que possible. Les comptes clients de la Société ne sont pas détenus auprès de clients en particulier, mais auprès d'un vaste éventail de sociétés et d'organismes gouvernementaux. De plus, la Société réduit davantage le risque de crédit en vendant contre trésorerie certains comptes débiteurs et contrats en cours à l'actif à des institutions financières tierces, sans possibilité de recours (programme portant sur des actifs financiers courants). La Société ne détient aucun bien en garantie. Le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est réduit du fait qu'ils sont détenus auprès d'un groupe diversifié composé d'importantes institutions financières japonaises, nord-américaines et européennes.

La Société est aussi exposée au risque de crédit en cas d'inexécution des engagements pris par les contreparties à ses instruments financiers dérivés, et elle prend plusieurs mesures pour réduire ce risque. Premièrement, la Société conclut des contrats avec des contreparties très solvables (principalement celles ayant une notation de A ou plus). Elle a signé des accords de compensation globale de l'International Swaps & Derivatives Association, inc. (ISDA) avec la majorité des contreparties avec qui elle réalise des transactions sur instruments financiers dérivés. Ces accords rendent possible la pleine compensation lorsque l'une des parties au contrat manque à ses obligations, pour chacune des transactions visées par l'accord et en vigueur à la date du manquement. De plus, la Société ou ses contreparties (ou les deux, au besoin) peuvent demander des garanties pour les instruments financiers dérivés présentant un risque de crédit lorsque le solde net des profits et des pertes sur chaque transaction excède le seuil défini dans la convention-cadre de l'ISDA. Enfin, la Société surveille régulièrement la solvabilité des contreparties dans le but de réduire au minimum l'exposition au risque de crédit.

La valeur comptable présentée aux notes 5 et 29 représente l'exposition maximale au risque de crédit découlant de chaque actif financier aux dates pertinentes.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente la possibilité que la Société ne puisse honorer ses engagements de trésorerie lorsqu'ils deviennent exigibles.

La Société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. La gestion des liquidités consolidées exige un suivi régulier des rentrées et des sorties de fonds prévues. Pour ce faire, la Société formule une prévision de sa position de trésorerie consolidée afin de s'assurer de l'utilisation appropriée et efficace de ses ressources en trésorerie. Les liquidités sont évaluées en fonction des besoins saisonniers, de la croissance, des dépenses d'investissement en immobilisations et des dates d'échéance des dettes, incluant les obligations hors-bilan. La Société réduit le risque de liquidité en conservant suffisamment de ressources financières liquides pour financer ses activités et honorer ses engagements et ses obligations. Pour gérer son risque de liquidité, la Société a accès à une facilité de crédit renouvelable non garantie de 450,0 millions \$US, avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 650,0 millions \$US. De plus, la société a conclu des ententes visant la vente de certains comptes débiteurs et contrats en cours à l'actif d'une valeur pouvant atteindre 150,0 millions \$ (programme portant sur des actifs financiers courants). Au 31 mars 2012, des comptes débiteurs déterminés de 81,5 millions \$ (54,4 millions \$ en 2011) et des contrats en cours à l'actif de 54,2 millions \$ (37,4 millions \$ en 2011) avaient été vendus dans le cadre de ces ententes. Le produit est présenté déduction faite de frais de 2,4 millions \$ (1,0 million \$ en 2011). La Société est régulièrement à l'affût de nouvelles possibilités de financement en vue de maximiser la structure de son capital et de conserver une certaine flexibilité sur le plan financier.

Les tableaux suivants présentent une analyse des échéances des passifs de la Société d'après les flux de trésorerie contractuels prévus, jusqu'aux dates d'échéance contractuelles. Les flux de trésorerie liés à des dérivés, présentés à titre d'actifs ou de passifs dérivés, sont inclus étant donné que la Société gère ses contrats dérivés en fonction des montants bruts. Les montants correspondent aux flux de trésorerie contractuels non actualisés. Tous les montants contractuels libellés en monnaies étrangères, à l'exception des swaps de devises, sont convertis en dollars canadiens en fonction du cours du change au comptant à la fin de la période, sauf indication contraire :

<i>Aux 31 mars 2012 (montants en millions)</i>	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	De 0 à 12 mois	De 13 à 24 mois	De 25 à 36 mois	De 37 à 48 mois	De 49 à 60 mois	Par la suite
Passifs financiers non dérivés								
Comptes créditeurs, charges à payer et provisions ¹⁾	444,9 \$	444,9 \$	444,9 \$	-	-	-	-	-
Total de la dette à long terme ^{2) 6)}	825,6	1 230,7	180,4	115,6	89,5	76,2	135,4	633,6
Autres passifs à long terme ³⁾	170,5	377,0	13,7	15,9	10,6	15,7	13,1	308,0
	1 441,0 \$	2 052,6 \$	639,0 \$	131,5 \$	100,1 \$	91,9 \$	148,5 \$	941,6 \$
Instruments financiers dérivés								
Contrats de change à terme ⁴⁾	(4,2) \$							
Sorties de fonds		744,2 \$	593,4 \$	95,9 \$	23,8 \$	14,7 \$	13,4 \$	3,0 \$
Rentrées de fonds		(748,4)	(598,3)	(96,6)	(22,9)	(14,4)	(13,3)	(2,9)
Swap de dérivés sur la dette à long terme ⁵⁾	8,3							
Sorties de fonds		67,1	9,2	10,5	11,0	10,7	9,7	16,0
Rentrées de fonds		(56,4)	(6,8)	(7,4)	(8,8)	(9,4)	(9,1)	(14,9)
	4,1 \$	6,5 \$	(2,5) \$	2,4 \$	3,1 \$	1,6 \$	0,7 \$	1,2 \$
	1 445,1 \$	2 059,1 \$	636,5 \$	133,9 \$	103,2 \$	93,5 \$	149,2 \$	942,8 \$

¹⁾ Comprend les comptes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

²⁾ Les flux de trésorerie contractuels comprennent les versements d'intérêts et de capital liés aux obligations d'emprunt.

³⁾ Comprend les obligations à long terme au titre des redevances, les provisions à long terme et les autres passifs non courants.

⁴⁾ Comprend les contrats de change à terme, mais exclut tous les dérivés incorporés, qu'ils soient présentés à titre de passifs ou d'actifs dérivés. Les rentrées et les sorties de fonds sont converties en dollars canadiens d'après le taux de change à terme contractuel.

⁵⁾ Comprend les swaps de taux d'intérêt et les swaps de taux de change qui sont désignés comme faisant partie d'une relation de couverture de flux de trésorerie ou de juste valeur de la dette à long terme et qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs financiers.

⁶⁾ Abstraction faite des coûts de transaction.

Aux 31 mars 2011 (montants en millions)	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	De 0 à 12 mois	De 13 à 24 mois	De 25 à 36 mois	De 37 à 48 mois	De 49 à 60 mois	Par la suite
Passifs financiers non dérivés								
Comptes créditeurs, charges à payer et provisions ¹⁾	506,0 \$	506,0 \$	506,0 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Total de la dette à long terme ^{2) 6)}	662,8	947,6	146,5	118,0	102,1	71,2	61,5	448,3
Autres passifs à long terme ³⁾	170,1	385,7	10,2	13,6	15,2	10,3	18,9	317,5
	1 338,9 \$	1 839,3 \$	662,7 \$	131,6 \$	117,3 \$	81,5 \$	80,4 \$	765,8 \$
Instruments financiers dérivés								
Contrats de change à terme ⁴⁾	(13,3) \$							
Sorties de fonds		632,1 \$	447,5 \$	122,7 \$	35,7 \$	13,2 \$	9,8 \$	3,2 \$
Rentrées de fonds		(645,4)	(461,0)	(123,9)	(36,0)	(12,2)	(9,3)	(3,0)
Swap de dérivés sur la dette à long terme ⁵⁾	5,0							
Sorties de fonds		81,6	10,6	10,3	11,2	11,5	11,0	27,0
Rentrées de fonds		(69,8)	(7,1)	(7,9)	(8,8)	(10,2)	(10,3)	(25,5)
	(8,3) \$	(1,5) \$	(10,0) \$	1,2 \$	2,1 \$	2,3 \$	1,2 \$	1,7 \$
	1 330,6 \$	1 837,8 \$	652,7 \$	132,8 \$	119,4 \$	83,8 \$	81,6 \$	767,5 \$

1) Comprend les comptes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

2) Les flux de trésorerie contractuels comprennent les versements d'intérêts et de capital liés aux obligations d'emprunt.

3) Comprend les obligations à long terme au titre des redevances, les provisions à long terme et les autres passifs non courants.

4) Comprend les contrats de change à terme, mais exclut tous les dérivés incorporés, qu'ils soient présentés à titre de passifs ou d'actifs dérivés. Les rentrées et les sorties de fonds sont converties en dollars canadiens d'après le taux de change à terme contractuel.

5) Comprend les swaps de taux d'intérêt et les swaps de taux de change qui sont désignés comme faisant partie d'une relation de couverture de flux de trésorerie ou de juste valeur de la dette à long terme et qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs financiers.

6) Compte non tenu des coûts de transaction.

Risque de marché

Le risque de marché représente l'exposition de la Société à une baisse ou à une augmentation de valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des prix du marché, que cette variation soit causée par des facteurs propres aux instruments financiers ou à son émetteur ou encore par des facteurs touchant tous les instruments financiers de cette catégorie qui sont négociés sur le marché. La Société est principalement exposée au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

Risque de change

Le risque de change représente l'exposition de la Société à une baisse ou à une augmentation de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux de change. La Société est principalement exposée au risque de change en raison d'engagements de vente, d'acquisitions prévues et de dettes libellées en monnaies étrangères. De plus, la plupart des établissements à l'étranger utilisent une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien, principalement le dollar US, l'euro (€) et la livre sterling (£). L'exposition de la Société au risque de change découle principalement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et d'autres éléments du fonds de roulement de ses établissements à l'étranger.

La Société gère également le risque de change en s'assurant que les établissements à l'étranger concluent des contrats d'approvisionnement, des contrats de vente et des activités de financement dans leur monnaie fonctionnelle.

La Société a recours à des contrats de change à terme et à des swaps de devises pour gérer son exposition aux transactions en monnaies étrangères et pour modifier de façon synthétique la devise d'exposition de certains postes de l'état de la situation financière. Parmi ces transactions, on retrouve les transactions prévues et les engagements fermes libellés en monnaies étrangères.

Au 31 mars 2012, les contrats de change à terme de la Société totalisaient 735,4 millions \$ (contrats d'achat pour 113,3 millions \$ et contrats de vente pour 622,1 millions \$) (621,4 millions \$ en 2011, contrats d'achat pour 133,0 millions \$ et contrats de vente pour 488,4 millions \$). Ces contrats visent essentiellement à réduire le risque de variation des flux de trésorerie futurs découlant des opérations prévues et des engagements de vente fermes.

Les contrats de change à terme consolidés en cours s'établissent comme suit :

Aux 31 mars

(en millions, sauf taux moyen)

Monnaies (vente / achat)	2012		2011	
	Valeur nominale ¹⁾	Taux moyen	Valeur nominale ¹⁾	Taux moyen
\$US / \$CA				
Moins de 1 an	421,1	\$ 0,98	233,4	\$ 0,98
De 1 à 3 ans	70,7	0,98	74,3	0,95
De 3 à 5 ans	6,7	0,99	3,1	0,94
\$CA / €				
Moins de 1 an	16,1	1,34	32,7	1,37
De 1 à 3 ans	0,1	1,37	-	-
€ / \$CA				
Moins de 1 an	40,2	0,74	73,6	0,73
De 1 à 3 ans	9,3	0,73	19,7	0,72
De 3 à 5 ans	13,2	0,72	5,5	0,74
Plus de 5 ans	2,7	0,73	2,7	0,73
€ / \$US				
Moins de 1 an	0,3	0,73	-	-
€ / \$AU				
Moins de 1 an	0,8	0,74	-	-
£ / \$CA				
Moins de 1 an	28,5	0,62	48,2	0,59
De 1 à 3 ans	16,8	0,63	11,1	0,61
De 3 à 5 ans	2,8	0,62	-	-
Plus de 5 ans	0,2	0,61	-	-
\$AU / \$CA				
Moins de 1 an	-	-	16,6	1,02
\$CA / \$US				
Moins de 1 an	70,6	1,03	33,8	1,02
De 1 à 3 ans	17,6	1,13	49,0	1,06
De 3 à 5 ans	4,2	1,08	9,6	1,13
Plus de 5 ans	-	-	3,2	1,08
SAR / \$CA				
Moins de 1 an	-	-	0,2	3,84
NOK / \$US				
Moins de 1 an	4,7	5,77	4,7	5,70
\$US / €				
Moins de 1 an	7,2	1,37	-	-
SGD / \$CA				
De 1 à 3 ans	1,6	1,27	-	-
Total	735,4	\$	621,4	\$
Incidence des accords de compensation globale	173,1		112,0	
Total des contrats en cours	908,5	\$	733,4	\$

¹⁾ Les taux de change à la clôture des exercices respectifs ont été utilisés pour convertir les montants libellés en monnaies étrangères.

La Société a conclu des swaps de devises en vue de convertir en livres sterling (£) une partie de la dette garantie de premier rang libellée en dollars US obtenue en juin 2007 afin de financer son centre de formation pour l'aviation civile au Royaume-Uni. La Société désigne comme couvertures de flux de trésorerie deux swaps de devises (du dollar US à la livre sterling), assortis d'une valeur nominale de référence de 2,5 millions \$ (1,5 million £) (3,2 millions \$ [2,1 millions £] en 2011) et de 13,6 millions \$ (8,5 millions £) (13,2 millions \$ [8,5 millions £] en 2011), lesquels sont amortis selon le calendrier de remboursement de la dette jusqu'en juin 2014 et juin 2018, respectivement.

En outre, au cours d'un exercice antérieur, la Société a conclu un swap de devises lié à un financement garanti de premier rang sans recours obtenu en vue de financer un centre de formation aéronautique militaire en Inde. Ce swap convertit une dette à taux variable libellée en dollars US en une dette à taux fixe libellée en roupies indiennes (roupies). Le swap est désigné en tant que couverture de flux de trésorerie dont le montant nominal de 21,1 millions \$US (1 092,5 millions de roupies) (21,1 millions \$US [1 092,5 millions de roupies] en 2011) correspond au prêt sous-jacent jusqu'en mars 2020.

Les programmes de couverture de change de la Société ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance, conformément à l'objectif de fixation des taux de change des éléments couverts.

Durant l'exercice 2012, des pertes latentes nettes à l'évaluation de dérivés, avant impôts sur le résultat, d'un montant de 8,7 millions \$ (profits de 9,1 millions \$ en 2011) ont été comptabilisées directement dans les capitaux propres. Des profits et pertes nets ont été transférés des capitaux propres vers le résultat ou vers l'actif ou le passif non financier connexe comme suit :

<i>Exercices clos les 31 mars</i> <i>(montants en millions)</i>	2012	2011
Montant transféré des autres éléments du résultat global vers le résultat :		
Produits des activités ordinaires	6,4 \$	16,5 \$
Coût des ventes	0,1	(0,7)
Charges financières, montant net	(1,1)	(6,3)
Total du montant transféré des autres éléments du résultat global vers le résultat	5,4 \$	9,5 \$
Montant transféré des autres éléments du résultat global vers l'actif ou le passif non financier connexe		
Contrats en cours : actifs	(0,6) \$	1,8 \$
Immobilisations corporelles	(0,1)	(1,1)
Total du montant transféré des autres éléments du résultat global vers l'actif ou le passif non financier connexe	(0,7) \$	0,7 \$
Total du montant transféré des autres éléments du résultat global	4,7 \$	10,2 \$

Durant l'exercice 2012, la comptabilité de couverture a été abandonnée pour certains contrats de change à terme lorsqu'il est devenu probable que les transactions initialement prévues ne surviendraient pas d'ici la fin de la période originale. En conséquence, une perte de 0,2 million \$ (néant en 2011) a été comptabilisée dans les résultats.

En outre, un profit net de 0,4 million \$ (perte nette de 0,2 million \$ en 2011) représentant la partie inefficace de la variation de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie et la composante du profit ou de la perte lié à l'élément de couverture non prise en compte dans l'évaluation de l'efficacité a été comptabilisé dans les résultats.

Le montant net estimatif avant impôt des profits existants présenté dans le cumul des autres éléments du résultat global dont on prévoit la comptabilisation au cours des 12 prochains mois s'établit à 5,5 millions \$. La fluctuation future du taux de marché (taux de change et/ou taux d'intérêt) aura une incidence sur le montant que l'on prévoit reconnaître.

Analyse de sensibilité au risque de change

Le tableau suivant présente l'exposition de la Société au risque de change des instruments financiers et l'incidence avant impôt sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global d'une appréciation raisonnablement probable de 5 % des monnaies pertinentes par rapport au dollar canadien aux 31 mars. Cette analyse suppose que toutes les autres variables sont demeurées inchangées.

<i>(montants en millions)</i>	\$US		€		£	
	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Résultat net	Autres éléments du résultat global
2012	(0,2) \$	(35,5) \$	(1,0) \$	(2,0) \$	(0,2) \$	(1,9) \$
2011	(2,2) \$	(16,9) \$	(2,2) \$	(3,7) \$	(0,5) \$	(2,4) \$

Un affaiblissement probable de 5 % des monnaies pertinentes par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet contraire sur le résultat avant impôt et sur les autres éléments du résultat global.

Risques de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt représente l'exposition de la Société à une augmentation ou à une baisse de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux d'intérêt. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison de sa dette à long terme à taux variable et au risque de juste valeur en raison de sa dette à long terme à taux fixe. La Société gère essentiellement le risque de taux d'intérêt en fixant le taux de la dette à taux variable liée à certains projets en particulier afin de réduire la variation des flux de trésorerie. La Société a également une dette à taux variable sous forme d'un emprunt bancaire non couvert, une couverture de juste valeur et d'autres dettes à taux variable visant des actifs en particulier. La Société cherche à maintenir une combinaison appropriée de dettes à taux fixe et à taux variable afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt. Les instruments financiers dérivés utilisés pour convertir de façon synthétique l'exposition aux taux d'intérêt portent principalement sur des swaps de taux d'intérêt.

Pour atténuer ces risques, la Société avait, au 31 mars 2012, conclu neuf swaps de taux d'intérêt avec huit institutions financières, swaps dont les montants nominaux de référence totalisaient 146,0 millions \$ (160,0 millions \$ en 2011). Compte tenu de ces swaps, 77 % (74 % en 2011) de la dette à long terme portait intérêt à taux fixe au 31 mars 2012.

Les programmes de couverture de taux d'intérêt de la Société ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance afin d'assurer une gestion appariée des actifs et des passifs, conformément à l'objectif de réduction des risques découlant des fluctuations des taux d'intérêt. En conséquence, un changement dans les taux d'intérêt variables n'a pas d'incidence importante sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global.

Analyse de sensibilité au risque de taux d'intérêt

En 2012 et en 2011, une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt n'aurait pas eu une incidence notable sur le résultat net ni sur les autres éléments du résultat global de la Société.

Charge liée aux paiements fondés sur des actions

La Société a conclu des swaps sur actions avec une importante institution financière canadienne afin de réduire l'effet, sur son encaisse et ses résultats, des fluctuations du cours de ses actions visées par le RDDVA et le RDLT. Aux termes de ce swap, la Société bénéficie de l'avantage économique que lui procurent les dividendes et la plus-value des actions en contrepartie de paiements versés à l'institution financière pour les coûts de financement et toute moins-value des actions. L'effet net des swaps sur actions annule en partie les fluctuations du cours des actions de la Société, fluctuations qui influent sur le coût du RDDVA et du RDLT, et il est redéfini tous les mois. Au 31 mars 2012, les contrats de swap sur actions visaient 2 500 000 actions ordinaires (2 755 000 actions ordinaires en 2011) de la Société.

Couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger

Au 31 mars 2012, la Société a désigné une partie des effets de premier rang qu'elle détient, dont la valeur totalisait 192,8 millions \$US (105,0 millions \$US en 2011), ainsi qu'une partie de son obligation au titre des opérations de cession-bail totalisant 19,7 millions \$US (néant en 2011), comme couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger. Les profits et les pertes liés à la conversion de la tranche désignée des effets de premier rang sont constatés dans les autres éléments du résultat global afin de compenser tout profit ou perte de change lié à la conversion des états financiers des établissements à l'étranger.

La Société a déterminé qu'il n'y avait aucune concentration des risques découlant des instruments financiers et que l'information présentée ci-dessus est représentative de son exposition au risque pour la période.

Lettres de crédit et garanties

Au 31 mars 2012, la Société avait en cours des lettres de crédit et des cautions de bonne exécution de 127,7 millions \$ (153,7 millions \$ en 2011) qu'elle avait émises dans le cours normal de ses activités. Ces garanties sont émises principalement en vertu de la facilité de crédit à terme renouvelable, ainsi qu'aux termes des garanties-cautions de bonne fin consenties par Exportation et développement Canada (EDC) et d'autres facilités de crédit de soutien que diverses institutions financières ont accordées à la Société.

Les garanties de restitution d'acompte se rapportent à des paiements d'étape que les clients de la Société ont versés en fonction de l'avancement des travaux. Les cautions de bonne exécution sont liées à la finition du produit visé ou à l'achèvement de la prestation des services rendus par la Société, selon les exigences du client. Les garanties représentent de 10 % à 20 % du montant total prévu aux contrats. Le client dégage la Société de ses responsabilités en vertu de ces garanties à la signature d'une attestation d'achèvement des travaux. Les lettres de crédit relatives à l'obligation au titre de contrats de location simple procurent une garantie de remboursement au propriétaire participant à l'opération de vente et de cession-bail du 30 septembre 2003 et elles varient selon le calendrier des paiements du contrat de location.

Aux 31 mars

(montants en millions)

	2012	2011
Garanties de restitution d'acompte	80,1 \$	67,3 \$
Cautions de bonne exécution	16,2	52,0
Obligation au titre de contrats de location simple	23,6	22,9
Obligation au titre du déploiement de simulateurs	-	3,9
Autres	7,8	7,6
	127,7 \$	153,7 \$

Opérations de cession-bail

À l'égard de certaines opérations de cession-bail, la Société a convenu de garantir la valeur résiduelle du matériel sous-jacent si celui-ci est retourné au locateur et que le produit net de sa vente éventuelle ne suffit pas à couvrir le montant garanti. Le montant maximal de ces garanties représente 13,1 millions \$ (13,1 millions \$ en 2011), dont une tranche de 8,2 millions \$ vient à échéance en 2020 et une tranche de 4,9 millions \$, en 2023. De ce total, un montant de 13,1 millions \$ (13,1 millions \$ en 2011) était inscrit à titre de profit différé au 31 mars 2012.

Indemnisations

Lorsque la Société vend des entreprises, elle conserve dans certains cas des obligations relatives à des risques connus et indemnise l'acheteur des réclamations futures sur certaines obligations inconnues existant avant la date de la vente, ou découlant de faits s'étant produits avant cette date, y compris les obligations au titre des impôts, les questions d'ordre juridique, les risques environnementaux, la responsabilité à l'égard des produits et autres. La durée des indemnisations est variable. Elle peut être de un an à deux ans pour certains types d'indemnisations, mais dans le cas d'indemnités fiscales, elle est, en général, de la durée prévue dans la loi de prescription du territoire dans lequel la vente a eu lieu. En matière de responsabilité environnementale, elle est généralement indéfinie.

Le montant maximal que la Société pourrait être tenue de verser en vertu de ces indemnités est soit limité par contrat à un montant défini, soit illimité. La Société estime que le montant maximal qu'elle pourrait être tenue de verser en vertu de ces indemnités, abstraction faite des charges qu'elle doit déjà payer, ne peut être déterminé pour l'instant, puisque tout montant futur dépend de la nature et de l'ampleur des réclamations ainsi que des défenses disponibles, qui ne peuvent être estimées. Toutefois, les coûts engagés dans le passé pour le règlement des réclamations liées à ces indemnités ont été négligeables pour la situation financière, le résultat net et les flux de trésorerie consolidés de la Société.

NOTE 31 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses activités en fonction principalement des produits et services. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions. La Société gère ses opérations par le truchement de cinq secteurs (voir la note 1).

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (désigné « résultat opérationnel sectoriel » dans ces états financiers). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. Les transactions entre secteurs opérationnels consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C au secteur FS/C, qui sont comptabilisés au coût. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et celle des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

<i>Exercice clos le 31 mars 2012</i> <i>(montants en millions)</i>	FS/C	PS/C	Civil	PS/M	FS/M	Militaire	NMP	Total
Produits des activités ordinaires externes	498,4	\$ 342,5	\$ 840,9	\$ 619,2	\$ 278,1	\$ 897,3	\$ 83,0	\$ 1 821,2
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	67,7	5,2	72,9	7,3	10,3	17,6	1,8	92,3
Immobilisations incorporelles et autres actifs	13,6	2,2	15,8	4,7	7,8	12,5	5,2	33,5
Dépréciations et reprise des dépréciations des actifs non financiers (note 21)	0,5	-	0,5	-	-	-	4,8	5,3
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des stocks	-	1,4	1,4	1,0	0,1	1,1	0,7	3,2
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des comptes débiteurs	1,8	0,2	2,0	0,9	(0,1)	0,8	0,5	3,3
Résultat opérationnel sectoriel	122,2	51,6	173,8	101,2	40,9	142,1	(13,8)	302,1

<i>Exercice clos le 31 mars 2011</i> <i>(montants en millions)</i>	FS/C	PS/C	Civil	PS/M	FS/M	Militaire	NMP	Total
Produits des activités ordinaires externes	454,0	\$ 272,9	\$ 726,9	\$ 586,0	\$ 279,9	\$ 865,9	\$ 38,0	\$ 1 630,8
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	63,9	4,9	68,8	6,3	9,5	15,8	0,6	85,2
Immobilisations incorporelles et autres actifs	11,1	1,9	13,0	4,9	4,6	9,5	2,0	24,5
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des stocks	-	1,0	1,0	0,8	0,1	0,9	-	1,9
Baisses de valeur et reprise des baisses de valeur des comptes débiteurs	0,6	0,1	0,7	0,1	-	0,1	-	0,8
Résultat opérationnel sectoriel	99,9	34,8	134,7	105,0	50,3	155,3	(8,4)	281,6

Résultat opérationnel

Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat opérationnel sectoriel total et du résultat opérationnel :

<i>(montants en millions)</i>	2012	2011
Total du résultat opérationnel sectoriel	302,1 \$	281,6 \$
Reprise de la provision pour coûts de restructuration	-	1,0
Résultat opérationnel	302,1 \$	282,6 \$

Les dépenses d'investissement en immobilisations qui prennent la forme d'ajouts aux actifs non courants (autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé), par secteur, se présentent comme suit :

<i>Exercices clos les 31 mars (montants en millions)</i>	2012	2011
FS/C	146,5 \$	86,1 \$
PS/C	25,1	20,7
PS/M	29,8	22,6
FS/M	10,9	14,2
NMP	8,5	10,9
Dépenses non affectées	-	0,1
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	220,8 \$	154,6 \$

Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après l'actif et le passif qu'il utilise. L'actif utilisé comprend les comptes débiteurs, les contrats en cours, les stocks, les paiements d'avance, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les actifs financiers dérivés et les autres actifs. Le passif utilisé comprend les comptes créditeurs et les charges à payer, les provisions, les contrats en cours, les profits différés et autres passifs non courants et les passifs financiers dérivés.

Le tableau suivant présente le rapprochement de l'actif et du passif utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif :

<i>(montants en millions)</i>	31 mars 2012	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Actif utilisé			
FS/C	1 334,0 \$	1 225,4 \$	1 184,1 \$
PS/C	275,3	251,6	241,8
PS/M	518,0	506,5	433,8
FS/M	359,2	352,5	289,5
NMP	225,9	68,2	17,6
Actif non inclus dans l'actif utilisé	471,3	413,1	424,5
Total de l'actif	3 183,7 \$	2 817,3 \$	2 591,3 \$
Passif utilisé			
FS/C	161,0 \$	155,4 \$	154,9 \$
PS/C	236,2	192,9	211,5
PS/M	247,6	308,6	293,2
FS/M	178,0	174,8	127,6
NMP	46,6	27,8	15,3
Passif non inclus dans le passif utilisé	1 272,1	1 024,9	970,4
Total du passif	2 141,5 \$	1 884,4 \$	1 772,9 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les pays en fonction de l'emplacement des actifs.

Exercices clos les 31 mars
(montants en millions)

	2012		2011
Produits des activités ordinaires tirés de clients externes			
Canada	202,0	\$	207,2
États-Unis	612,0		467,3
Royaume-Uni	149,8		171,7
Allemagne	121,9		137,5
Pays-Bas	66,7		60,2
Autres pays d'Europe	205,9		158,0
Chine	117,7		89,1
Émirats arabes unis	55,5		69,8
Autres pays d'Asie	139,6		120,8
Australie	73,4		96,7
Autres pays	76,7		52,5
	1 821,2	\$	1 630,8
			\$

	31 mars		31 mars		1 ^{er} avril
<i>(montants en millions)</i>	2012		2011		2010
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé					
Canada	410,8	\$	354,7	\$	295,6
États-Unis	577,8		431,9		459,0
Amérique du Sud	102,4		71,9		50,5
Royaume-Uni	255,6		248,1		194,2
Espagne	49,6		53,6		57,7
Allemagne	61,4		64,3		66,4
Belgique	64,7		60,0		70,9
Pays-Bas	79,3		93,3		88,5
Autres pays d'Europe	72,1		80,3		68,3
Émirats arabes unis	81,7		74,9		68,4
Autres pays d'Asie	140,0		117,7		111,6
Autres pays	38,0		28,4		13,4
	1 933,4	\$	1 679,1	\$	1 544,5
					\$

NOTE 32 – RELATIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le tableau suivant présente les participations qui ont une incidence significative sur les résultats ou l'actif de la Société :

Participations dans des filiales consolidées dans les états financiers de la Société :

Aux 31 mars Nom	Pays de constitution	Participation	Participation
		en % 2012	en % 2011
7320701 Canada Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
B.V. Nationale Luchtvaartschool	Pays-Bas	100,0 %	100,0 %
BGT BioGraphic Technologies Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
CAE (UK) PLC	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %
CAE (US) Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE (US) LLC	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Aircrew Training Services PLC	Royaume-Uni	77,9 %	77,9 %
CAE Australia Pty Ltd.	Australie	100,0 %	100,0 %
CAE Aviation Training B.V.	Pays-Bas	100,0 %	100,0 %
CAE Aviation Training Chile Limitada	Chili	100,0 %	100,0 %
CAE Aviation Training International Ltd.	Île Maurice	100,0 %	100,0 %
CAE Aviation Training Peru Inc.	Pérou	100,0 %	-
CAE Beyss Grundstücksgesellschaft mbH	Allemagne	100,0 %	100,0 %
CAE Brunei Multi Purpose Training Centre Sdn Bhd	Brunei	60,0 %	-
CAE Center Amsterdam B.V.	Pays-Bas	100,0 %	100,0 %
CAE Center Brussels N.V.	Belgique	100,0 %	100,0 %
CAE China Support Services Company Limited	Chine	100,0 %	100,0 %
CAE Civil Aviation Training Solutions Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Datamine Corporate Limited	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %
CAE Delaware Buyco Inc.	États-Unis	100,0 %	-
CAE Elektronik GmbH	Allemagne	100,0 %	100,0 %
CAE Engineering Korlátolt Felelősségű Társaság	Hongrie	100,0 %	100,0 %
CAE Euroco S.à r.l.	Luxembourg	100,0 %	100,0 %
CAE Flight & Simulator Services Sdn. Bhd.	Malaisie	100,0 %	100,0 %
CAE Flight Solutions USA Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Flight Training Center Mexico, S.A. de C.V.	Mexique	100,0 %	100,0 %
CAE Flightscape Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
CAE Global Academy Évora SA	Portugal	100,0 %	100,0 %
CAE Global Academy Phoenix Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Healthcare Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
CAE Holdings B.V.	Pays-Bas	100,0 %	100,0 %
CAE Holdings Limited	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %
CAE India Private Limited	Inde	76,0 %	76,0 %
CAE International Capital Management Hungary LLC	Hongrie	100,0 %	100,0 %
CAE International Holdings Limited	Canada	100,0 %	100,0 %
CAE Investments S.à r.l.	Luxembourg	100,0 %	100,0 %
CAE Japan Flight Training Inc.	Japon	-	100,0 %
CAE Labuan Inc.	Malaisie	100,0 %	100,0 %
CAE Management Luxembourg S.à r.l.	Luxembourg	100,0 %	100,0 %
CAE Mining Canada Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
CAE Mining Holdings Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
CAE North East Training Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Professional Services (Canada) Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
CAE Professional Services Australia Pty Ltd.	Australie	100,0 %	100,0 %
CAE Services (Canada) Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
CAE Services GmbH	Allemagne	100,0 %	100,0 %
CAE Services Italia S.r.l.	Italie	100,0 %	100,0 %
CAE Servicios Globales de Instrucción de Vuelo (España), S.L.	Espagne	100,0 %	100,0 %
CAE SimuFlite Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Simulation Technologies Private Limited	Inde	100,0 %	100,0 %

CAE Simulator Services Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
CAE Singapore (S.E.A.) Pte Ltd.	Singapour	100,0 %	100,0 %
CAE South America Flight Training do Brasil Ltda.	Brésil	100,0 %	100,0 %
CAE STS Limited	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %
CAE Training Aircraft B.V.	Pays-Bas	100,0 %	100,0 %
CAE Training Norway AS	Norvège	100,0 %	100,0 %
CAE USA Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
CAE Verwaltungsgesellschaft mbH	Allemagne	100,0 %	100,0 %
Engenuity Holdings (USA) Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
Flight Simulator – Capital L.P.	Canada	100,0 %	-
Flight Training Device (Mauritius) Ltd.	Île Maurice	100,0 %	100,0 %
ICCU Imaging Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
International Flight School (Mauritius) Ltd.	Île Maurice	100,0 %	100,0 %
Invertron Simulators PLC	Royaume-Uni	100,0 %	100,0 %
Kestrel Technologies Pte Ltd.	Singapour	100,0 %	100,0 %
Medical Education Technologies Inc.	États-Unis	100,0 %	-
Presagis Canada Inc.	Canada	100,0 %	100,0 %
Presagis Europe (S.A.)	France	100,0 %	100,0 %
Presagis USA Inc.	États-Unis	100,0 %	100,0 %
Rotorsim USA LLC	États-Unis	100,0 %	100,0 %
Sabena Flight Academy NV	Belgique	100,0 %	100,0 %
Servicios de Instrucción de Vuelo, S.L.	Espagne	80,0 %	80,0 %
Simubel N.V. (à CAE Aviation Training Company)	Belgique	100,0 %	100,0 %
Simulator Sevicios Mexico, S.A. de C.V.	Mexique	100,0 %	100,0 %
SIV Ops Training, S.L.	Espagne	100,0 %	100,0 %

Participations dans des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la consolidation par intégration proportionnelle :

Aux 31 mars	Nom	Pays de constitution	Participation	Participation
			en %	en %
			2012	2011
	Asian Aviation Centre of Excellence Sdn, Bhd,	Malaisie	50,0 %	-
	CAE Flight Training (India) Private Limited	Inde	50,0 %	50,0 %
	CAE Japan Flight Training Inc,	Japon	51,0 %	-
	CAE-Lider Training do Brasil Ltda,	Brésil	50,0 %	50,0 %
	China Southern West Australia Flying College Pty Ltd	Australie	47,1 %	47,1 %
	CAE Simulation Training Private Limited	Inde	25,0 %	-
	Embraer CAE Training Services (UK) Limited	Royaume-Uni	49,0 %	49,0 %
	Embraer CAE Training Services LLC	États-Unis	49,0 %	49,0 %
	Emirates-CAE Flight Training LLC	Émirats arabes unis	49,0 %	49,0 %
	Hatsoff Helicopter Training Private Limited	Inde	50,0 %	50,0 %
	Helicopter Training Media International GmbH	Allemagne	50,0 %	50,0 %
	HFTS Helicopter Flight Training Services GmbH	Allemagne	25,0 %	25,0 %
	National Flying Training Institute Private Limited	Inde	51,0 %	51,0 %
	Philippine Academy for Aviation Training Inc,	Philippines	50,0 %	-
	Rotorsim s,r,l,	Italie	50,0 %	50,0 %
	Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited	Chine	49,0 %	49,0 %

Placements disponibles à la vente :

Aux 31 mars	Nom	Pays de constitution	Participation	Participation
			en %	en %
			2012	2011
	CVS Leasing Limited	Royaume-Uni	13,4 %	13,4 %
	Flight Simulator - Capital L.P.	Canada	-	19,5 %

La part des capitaux propres indiquée en pourcentage est établie par rapport à l'investissement total de la Société.

NOTE 33 – TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Les transactions suivantes sont conclues avec des parties liées :

<i>Aux 31 mars</i> <i>(montants en millions)</i>	2012	2011
Montants courants à recevoir des parties suivantes		
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	37,8 \$	16,1 \$
Autres	0,3	0,5
Montants courants à payer aux parties suivantes		
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	13,2 \$	11,2 \$
Autres	0,6	0,7
Montants non courants à recevoir des parties suivantes		
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	10,0 \$	0,4 \$

<i>Exercices clos les 31 mars</i> <i>(montants en millions)</i>	2012	2011
Ventes de produits et services		
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	105,8 \$	55,9 \$
Autres	6,8	7,1
Achats de produits et services et autres		
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	16,1 \$	28,8 \$
Autres	4,5	8,7
Autres transactions influant sur le résultat		
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	9,8 \$	- \$

Les montants non courants à recevoir de parties liées découlent de contrats de location-financement; ils viennent à échéance en octobre 2022 et portent intérêt au taux de 5,14 % par année. Aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées au 31 mars 2012 (néant en 2011).

De plus, au cours de l'exercice 2012, des transactions s'élevant à 2,1 millions \$ (2,3 millions \$ en 2011) ont été faites aux prix normaux du marché avec certains organismes pour lesquels certains membres du conseil de la Société sont associés ou dirigeants.

Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé désigne les personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération versée ou à verser au personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

<i>Exercices clos les 31 mars</i> <i>(montants en millions)</i>	2012	2011
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	4,9 \$	5,1 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	1,3	1,0
Indemnités de fin de contrat de travail	1,5	-
Paiements fondés sur des actions	2,5	8,9
	10,2 \$	15,0 \$

NOTE 34 – ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Oxford Aviation Academy Luxembourg S. à r.l.

Le 16 mai 2012, la Société a acquis 100 % des actions de l'Oxford Aviation Academy Luxembourg S. à r. l. (OAA) pour une contrepartie totale de 314,3 millions \$. OAA est un fournisseur de services de formation en aéronautique et de placement des membres d'équipage. Grâce à cette acquisition, CAE renforce son leadership et sa portée mondiale dans le domaine de la formation pour l'aviation civile en augmentant le nombre de centres de formation, en étendant son réseau d'école de pilotage et en élargissant son catalogue de solutions de formation aéronautique. La direction estime qu'il n'est pas possible de divulguer des renseignements au sujet de la juste valeur des actifs nets acquis étant donné que les conclusions de l'exercice d'évaluation ne sont pas encore disponibles. L'acquisition de l'OAA a été financée par une facilité de crédit de premier rang non garantie.

Aucun produit des activités ordinaires ni aucun résultat opérationnel de l'OAA n'a été inclus dans notre compte de résultat consolidé au 31 mars 2012.

Restructuration

CAE a annoncé des mesures de restructuration le 23 mai 2012 visant à réorienter les ressources et les capacités de la Société en réponse à un changement dans le marché de la défense de CAE. En vertu de ces mesures, la main-d'œuvre actuelle de CAE est réduite d'environ 300 employés à travers le monde.

Conseil d'administration et direction

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Lynton R. Wilson, O.C.^{1,2,4}

Président du conseil d'administration
CAE inc.
Oakville (Ontario)

Marc Parent¹

Président et chef de la direction
CAE inc.
Lorraine (Québec)

Brian E. Barents²

Administrateur de sociétés
Andover (Kansas)

John A. (Ian) Craig³

Consultant en affaires et
administrateur de sociétés
Ottawa (Ontario)

H. Garfield Emerson, Q.C., ICD.D^{3,4}

Dirigeant, Emerson Advisory et
administrateur de sociétés
Toronto (Ontario)

L'honorable Michael M. Fortier,
C.P.⁴

Vice-président du conseil
RBC Marchés des Capitaux
Montréal (Québec)

Paul Gagné^{2,3}

Président du conseil
Corporation Wajax
Montréal (Québec)

James F. Hankinson^{1,2,4}

Administrateur de sociétés
Toronto (Ontario)

E. Randolph (Randy) Jayne II⁴

Associé directeur
Heidrick & Struggles
International inc.
Webster Groves (Missouri)

Robert Lacroix, O.C., Ph. D⁴

Administrateur de sociétés
Montréal (Québec)

L'honorable John Manley,
C.P., O.C.^{2,3}

Président et chef de la direction du
conseil canadien des chefs
d'entreprise
Ottawa (Ontario)

Gén. Peter J. Schoomaker É.-U.
(ret.)²

Administrateur de sociétés
Tampa (Floride)

Katharine B. Stevenson³

Administratrice de sociétés
Toronto (Ontario)

Lawrence N. Stevenson²

Directeur principal
Callisto Capital
Toronto (Ontario)

DIRECTION

Lynton R. Wilson

Président du conseil
d'administration

Marc Parent

Président et chef de la direction

Jeff Roberts

Président de groupe
Produits de simulation, formation et
services associés – Civil

Gene Colabatistto

Président de groupe
Produits de simulation, formation et
services associés – Militaire

Nick Leontidis

Vice-président exécutif
Stratégie et Développement
des affaires

Stéphane Lefebvre

Vice-président, Finances et chef de
la direction financière

Hartland J. A. Paterson

Vice-président, Services juridiques,
avocat général et secrétaire

Bernard Cormier

Vice-président
Ressources humaines

Éric Bussièrès

Vice-président
Finances – Civil et trésorier

Sonya Branco

Vice-présidente et contrôleur

¹ Membre du comité exécutif

² Membre du comité des ressources humaines

³ Membre du comité de vérification

⁴ Membre du comité de gouvernance d'entreprise

Renseignements aux actionnaires et aux investisseurs

ACTIONS DE CAE

Les actions de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto (TSX) et à la Bourse de New York (NYSE) sous le symbole « CAE ».

COMPTABILITÉ DES TRANSFERTS ET REGISTRE DES ACTIONNAIRES

Société de fiducie Computershare du Canada
100, avenue University, 9^e étage
Toronto (Ontario)
M5J 2Y1
Tél. : 514-982-7555 ou
1-800-564-6253
(sans frais au Canada et
aux États-Unis)
www.computershare.com

PROGRAMME DE RÉINVESTISSEMENT DES DIVIDENDES

Les actionnaires inscrits domiciliés au Canada qui souhaitent recevoir leurs dividendes en actions ordinaires et non en espèces (soit un escompte de 2 % accordé en date de la publication du présent rapport annuel) peuvent adhérer au Programme de réinvestissement des dividendes de CAE. Le formulaire d'adhésion au programme peut être obtenu auprès de la Société de fiducie Computershare du Canada ou à www.cae.com/dividende.

DÉPÔT DIRECT DES DIVIDENDES

Les actionnaires inscrits domiciliés au Canada qui reçoivent leurs dividendes en espèces peuvent, au lieu du paiement par chèque, en demander le dépôt direct dans leur compte bancaire. Le formulaire de demande de dépôt direct des dividendes peut être obtenu auprès de la Société de fiducie Computershare du Canada ou à www.cae.com/dividende.

ENVOIS MULTIPLES

Pour ne recevoir qu'un seul envoi des documents qui leur sont adressés, les actionnaires inscrits titulaires de plusieurs comptes communiqueront avec la Société de fiducie Computershare du Canada et les actionnaires non inscrits, avec leur courtier en placements.

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Les rapports trimestriels et annuels ainsi que les autres publications de CAE sont disponibles sur notre site Web à www.cae.com. On peut aussi obtenir ces publications auprès du service Relations avec les investisseurs :

Relations avec les investisseurs

CAE inc.
8585, ch. de la Côte-de-Liesse
Saint-Laurent (Québec) H4T 1G6
Tél. : 1-866-999-6223
investisseurs@cae.com

Version anglaise

If you would like an English version of this Annual Report, please address your request to investor.relations@cae.com.

ASSEMBLÉE ANNUELLE 2012

L'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires aura lieu le jeudi 9 août 2012 à 10 h 30 (heure de l'Est) à l'Hôtel King Edward situé au 37, King Street East, Toronto (Ontario). La séance sera retransmise en direct sur le site Web de CAE à www.cae.com.

VÉRIFICATEURS

PricewaterhouseCoopers, s.r.l
Comptables agréés
Montréal (Québec)

MARQUES DE COMMERCE

Les marques de commerce et/ou marques déposées de CAE inc.

et/ou de ses sociétés affiliées comprennent, entre autres, CAE, CAE Medallion-6000, CAE Simfinity, CAE True Electric Motion, CAE True Airport, CAE True Environment, CAE Tropos-6000, CAE Augmented Engineering Environment, CAE Advanced Visionics System, CAE Owl, CAE Caesar, CAE Terra, CAE VIMEDIX et CAE ICCU. Les autres noms de marques et de produits cités dans ce document et les logos qui y sont reproduits sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. Il est interdit de les utiliser, de les modifier, de les copier ou de les citer sans le consentement écrit de leur détenteur. Tous droits réservés.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Les documents suivants portant sur les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise de CAE sont disponibles sur le site Web de CAE (www.cae.com) ou sur demande auprès du secrétaire général :

- Mandats du conseil d'administration et des comités du conseil d'administration;
- Descriptions des fonctions du président du Conseil, des présidents de comité et du chef de la direction;
- Code d'éthique professionnelle de CAE et Code d'éthique des membres du Conseil;
- Directives sur la régie de la Société.

CAE n'est pas tenue de se conformer à la majorité des exigences d'inscription à la cote de la Bourse de New York (NYSE) en matière de gouvernance d'entreprise. Les différences les plus importantes entre les pratiques de CAE et les exigences applicables aux sociétés américaines cotées à la NYSE sont résumées sur le site Web de CAE; CAE est conforme aux exigences importantes de la NYSE à tous égards importants.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certaines déclarations faites dans ce rapport annuel sont des déclarations prospectives au sens de la loi américaine Private Securities Litigation Reform Act de 1995 et des règlements canadiens sur les valeurs mobilières. Toutes les déclarations, autres que celles qui portent sur des faits historiques, incluses dans le présent document, qui se rapportent aux activités, aux événements ou aux développements dont nous prévoyons ou anticipons qu'ils vont ou pourraient se produire dans le futur notamment, par exemple, les déclarations à propos des perspectives de l'entreprise, de l'évaluation des conditions du marché, des stratégies, des projets, des prévisions de vente, des prix des principaux produits, des niveaux de stocks, des dépenses en immobilisations et des taux d'imposition sont des déclarations prospectives. Les verbes « s'attendre », « anticiper », « estimer », « prévoir », « croire » et « planifier », les verbes au futur ou au conditionnel ainsi que les autres expressions similaires ont pour but de signaler les déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives ne comportent aucune garantie de réalisation dans l'avenir. Elles sont fondées sur les prévisions établies par la direction et les suppositions tirées des tendances précédentes, des conditions actuelles et des prévisions concernant les développements à venir, ainsi que d'autres facteurs que nous considérons propices à ces circonstances. Ces prévisions et hypothèses comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes qui pourraient différer sensiblement des résultats qui auront été explicitement ou implicitement annoncés dans nos déclarations. Les résultats ou événements prévus dans ces déclarations prospectives peuvent différer sensiblement des résultats ou événements réels. Parmi les risques importants qui pourraient entraîner une telle différence on trouve, mais sans s'y limiter, la durée du cycle des ventes, l'évolution rapide des produits, le niveau des dépenses militaires, la condition de l'industrie de l'aviation civile, la concurrence, la disponibilité des ressources fondamentales, le taux de change des devises et l'activité commerciale dans les pays étrangers. Les risques qui pourraient mener à de telles divergences par rapport à nos attentes et hypothèses actuelles, sont précisés dans la section intitulée Facteurs de risque de la notice annuelle de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2012, que CAE a déposée auprès des commissions canadiennes des valeurs mobilières et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Les déclarations prospectives qui seront faites dans le présent rapport annuel reposent sur nos prévisions en date du 23 mai 2012, et qui, par conséquent, sont susceptibles d'évoluer après cette date. Nous n'avons pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour nos déclarations prospectives sauf si la loi nous y oblige.



À titre de membre du programme eTree, CAE inc. s'engage à répondre à vos besoins en tant qu'actionnaire tout en respectant l'environnement. Pour chaque actionnaire qui décide de recevoir ses communications de façon électronique, CAE plantera un arbre par l'entremise d'Arbre Canada, le chef de file en matière de reforestation urbaine au Canada.



30%



EcoLogo®



MIXTE
Papier issu de
sources responsables
FSC® C102546

Contient 30 % de fibres postconsommation et 70 % de fibres vierges certifiées FSC®

Certifié ÉcoLogo et FSC Sources Mixtes

Fabriqué à partir d'énergie biogaz

